

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DÉLITS MILITAIRES

ET

DÉLITS DE DROIT COMMUN COMMIS A L'ARMÉE EN TEMPS DE PAIX

Des cas où une raison d'ordre militaire constitue
une circonstance aggravante des crimes et des délits,

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Mardi 13 Décembre 1910, à 4 h. 1/2,

PAR

PAUL CHASSAGNADE BELMIN

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS (MENTIONS)
AVOCAT AU BARREAU DE NANTES

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

Suffragants : { *M. GARÇON, professeur.*
 { *M. TISSIER, professeur.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DÉLITS MILITAIRES

ET

DÉLITS DE DROIT COMMUN COMMIS A L'ARMÉE EN TEMPS DE PAIX

Des cas où une raison d'ordre militaire constitue
une circonstance aggravante des crimes et des délits,

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Mardi 43 Décembre 1910, à 4 h. 1/2,

PAR

PAUL CHASSAGNADE-BELMIN

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS (MENTIONS)
AVOCAT AU BARREAU DE NANTES



Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

*Suffragants : { M. GARÇON, professeur.
 { M. TISSIER, professeur.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552422_0011

INTRODUCTION

Une grave question retient depuis dix ans l'attention du législateur français : malgré les différentes formes sous lesquelles elle est proposée, malgré la plus ou moins grande extension que ses auteurs lui donnent, on est convenu de la reconnaître sous ce titre : « la Réforme des Conseils de guerre, en temps de paix. »

Cette dénomination est inexacte et trop étroite ; plus compréhensif et répondant mieux à la diversité des pensées de leurs auteurs serait ce titre, à attribuer aux projets et aux propositions de lois si nombreux et si variés qu'elle a fait naître : « des Réformes à introduire dans la législation répressive de l'armée, en temps de paix. » On comprendrait mieux ainsi qu'il ne s'agit pas seulement des conseils de guerre, c'est-à-dire de la juridiction spéciale chargée de juger au point de vue pénal les militaires, mais, d'une façon plus générale, qu'il s'agit de réformer toutes les dispositions touchant la répression des crimes et des délits dans l'armée tant au point de vue pénal qu'au point de vue de l'instruction, de la procédure, de la compétence, et de l'organisation des tribunaux répressifs.

Une affaire célèbre (1) avait suscité autour de la juridiction des conseils de guerre de violentes polémiques ; mais lorsque fut calmée la fièvre des partis, lorsque les esprits se furent res-

(1) L'affaire Dreyfus.

saisis, on constata que la question s'imposait par elle-même et méritait un examen sérieux.

Deux idées inspirent avec une force plus ou moins grande, selon le plan qu'ils conçoivent de la société future et de son bonheur, les réformateurs : — la première peut se formuler ainsi : « les codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer remontent à une cinquantaine d'années (1) ; à cette époque, des guerres avaient lieu assez fréquemment, les lois de l'armée étaient faites en vue de la guerre, et le temps de paix n'était considéré à tous égards dans l'armée que comme un temps de préparation à la guerre future ; — or aujourd'hui il n'en est plus ainsi : les guerres européennes deviennent extrêmement rares, les conflits se résolvent le plus souvent d'une façon pacifique, et le maintien d'une armée permanente est plutôt envisagé comme l'un des moyens de conserver cette paix universelle par l'équilibre des forces armées ». — La seconde idée part de considérations tenant à la composition et au recrutement de l'armée : « plus d'armées de métier, plus de soldats de profession, — en principe tout au moins, — mais l'armée composée de tous les citoyens français depuis leur majorité jusqu'à quarante-cinq ans, la nation armée en un mot (2). » Et l'on en tire les conséquences suivantes : « en temps de guerre, une législation spéciale pour l'armée, des juges militaires qui, au moyen d'une procédure rapide et de pénalités fortes, maintiendront dans les rangs des combattants une discipline rigoureuse, seule capable de les conduire à la victoire ; mais, en temps de paix, point n'est besoin d'une loi d'exception, revenons au droit commun ; — en

(1) Code de justice militaire pour l'armée de terre du 9 juin 1857 ; code de justice militaire pour l'armée de mer du 4 juin 1858.

(2) Voir Labori, Rapport à la Chambre des députés sur le projet et les propositions de loi tendant à la suppression des conseils de guerre en temps de paix. Chambre, annexe au procès-verbal de la séance du 7 mai 1907, Doc. parl., n° 920, p. 2 et 3.

temps de paix le soldat demeure un citoyen, on ne peut le soustraire à ses juges naturels, ni lui appliquer une loi pénale plus rigoureuse pour le seul motif qu'il se trouve, durant deux années, tenu d'obligations particulières, qu'il n'a pas acceptées librement, et qu'il se trouve jouer un rôle, remplir une mission qu'il n'a pas choisis volontairement. » Ici les réformateurs ne sont plus d'accord : les uns, avec une logique implacable, veulent le retour au droit commun d'une façon absolue et sans exception, — d'autres, moins idéalistes, tenant un compte plus exact de la nature des choses, font des réserves et maintiennent une législation particulière dans les cas où des raisons d'ordre purement militaire leur paraissent rendre impossible l'assimilation du soldat et du citoyen.

Il ne saurait être question de ceux qui demandent l'abolition pure et simple du code militaire même en temps de guerre (1) : leur but n'est pas de réformer les institutions militaires, mais de les détruire et de supprimer non seulement les lois pénales applicables à l'armée, mais cette armée elle-même.

Tous les autres projets n'ont envisagé la question que pour le temps de paix, reconnaissant que les nécessités de la guerre exigeaient une législation militaire particulière, une juridiction et une procédure spéciales (2). Ces projets s'accordent pour déférer en temps de paix aux tribunaux ordinaires les infractions de droit commun commises par des militaires. Mais ils se séparent lorsqu'il s'agit des infractions spécialement militaires : — les uns défèrent aux tribunaux correctionnels ou aux cours d'assises cette catégorie d'infractions (3) ; — les autres maintiennent pour elles des conseils de guerre en apportant à l'institution actuelle des modifications importantes (4) ; —

(1) Proposition de loi Edouard Vaillant, présentée successivement en 1898, 1903, 1908.

(2) V. Labori, Rapport, p. 2 et 7.

(3) Proposition de loi de MM. César Trouin et Chanoz, Chambre, 9^e législature, Doc. parl., n^o 150.

(4) Proposition de loi de M. Massé, Chambre, 9^e législature, Doc. parl., n^o 115.

ou bien créent une juridiction à part, composée à la fois d'éléments empruntés aux tribunaux ordinaires et à l'armée (1).

Il ne nous appartient pas ici de passer en revue tous les projets qui ont été présentés sur la matière, ni d'entreprendre l'analyse détaillée de chacun d'eux ; ce serait là sortir entièrement du sujet que nous nous sommes proposé, et nous livrer à une étude sans grand intérêt pratique, puisque la Chambre des députés a voté au mois de juin 1909 une loi, qui est actuellement pendante devant le Sénat (2). Mais nous remarquons néanmoins que toutes les réformes proposées sont parties d'une idée commune, ont poursuivi le même but, ont manifesté le même esprit : faire une loi de compétence, réformer l'administration de la justice militaire et la procédure. M. Klotz, dans l'avis qu'il présentait au nom de la commission de l'armée sur le projet du gouvernement, déclarait : « la question essentielle en la matière est celle de la compétence (3). » Et dès le premier jour de la discussion du projet devant la Chambre des députés, la discussion porta sur les qualités ou les vices que présente en soi une juridiction d'exception (4). Dès lors, il fallait nécessairement supprimer les conseils de guerre et, en conséquence, revenir aux tribunaux de droit commun, — ou, au contraire, maintenir les tribunaux spécialement organisés pour l'armée. Ce fut la première solution qui fut en principe adoptée. L'article premier du projet voté par la Chambre déclare en effet que : « les conseils de guerre sont supprimés en temps de paix tant dans l'armée de terre que dans

(1) Proposition de loi de M. Drelon, Chambre, 9^e législature, Doc. parl., n° 389, et projet du gouvernement, Chambre, 9^e législature, Doc. parl., n° 673.

(2) Projet de loi adopté par la Chambre des députés portant suppression des conseils de guerre permanents, Sénat, annexe au procès-verbal de la séance du 17 juin 1909, Doc. parl., n° 144.

(3) Chambre, annexe au procès-verbal de la séance du 7 mai 1907, Doc. parl., n° 921.

(4) Voir discours de MM. Bonnevey, Drelon, Monsservin, séance du 15 mars 1909, *J. Off.* du 16, Chambre, compte rendu, p. 731 et suiv.

l'armée de mer (1). » C'est alors qu'il fallut reconnaître l'erreur commise : on avait renversé une institution séculaire et universelle, on s'apercevait que cette institution n'était pas une doublure inutile de celle qui existait pour tous les citoyens. Les conseils de guerre jugeaient toutes les infractions prévues et punies par le code pénal ordinaire, par la seule raison que des militaires en étaient les auteurs, cela est très vrai (2) ; mais ils ne jugeaient pas que des infractions de cette nature. Le code pénal de l'armée contenait l'énumération d'autres crimes et d'autres délits : les uns ayant avec les crimes et les délits de droit commun de grandes ressemblances, mais présentant aussi avec eux des différences, soit dans leur nature même, soit dans les circonstances qui viennent les affecter, soit dans les pénalités applicables ; — les autres ne se rencontrant nulle part ailleurs, répondant au rôle même de l'armée, à son organisation, à sa discipline, sanctionnant des obligations qui ne s'imposent pas à tous les citoyens. On se vit dès lors obligé de rétablir une nouvelle juridiction, à laquelle, à la vérité, on ne donne plus le nom de « conseils de guerre », mais qui demeure néanmoins une juridiction d'exception, chargée d'appliquer à l'armée des dispositions particulières, auxquelles on pourra bien donner une place matérielle à la suite du code pénal ordinaire, mais qu'il ne sera jamais possible d'assimiler aux dispositions pénales du droit commun.

Ces graves défauts dans la méthode, ce parti pris dans le principe de la réforme, cette inconséquence dans l'ensemble de la législation sous le coup de nécessités inéluctables, sont avoués par M. le Président du conseil lui-même dans la déclaration qu'il fit à la commission de la réforme judiciaire et que transcrit M. Labori dans son rapport : « nous avons été mus,

(1) Séance du 1^{er} avril 1909, *J. Off.*, du 2, Chambre, compte-rendu, p. 562, col. 3.

(2) Code de justice militaire (armée de terre) du 9 juin 1857, art. 55 et 267 ; code de justice militaire (armée de mer) du 4 juin 1858, art. 76 et 364.

— a dit M. Clemenceau, — par des idées primordiales, d'abord faire le droit, ensuite maintenir l'armée dans la discipline, ce qui est la condition nécessaire de sa puissance. Si nous voulons avoir des milices, des gardes nationales, je ne vois aucun inconvénient à faire rentrer totalement les militaires dans le droit commun ; si nous voulons garder une armée forte, ainsi que cela me paraît indispensable dans l'état de l'Europe, il faut nous rendre à cette évidence, qu'il y a une société civile fondée sur la liberté et une société militaire, à travers laquelle tous les citoyens passent à un moment donné, fondée sur l'obéissance.

« Je n'y peux rien, c'est un fait.

« Le juge de la liberté peut-il être le juge de l'obéissance ? J'aurais bien voulu qu'il fut possible de réduire l'armée et la société civile à un même droit. Je vous avoue que c'est une question sur laquelle depuis quelques mois particulièrement je me suis interrogé tout seul très longuement. J'aurais été très satisfait si la solution du droit commun pur et simple avait été praticable. Je dois même confesser qu'à un moment donné, j'ai cédé à l'entraînement lorsqu'on m'a apporté un projet très séduisant qui n'établissait plus qu'un droit universel. Il y avait pourtant une limite à ce droit universel, un moment arrivant où il cessait de fonctionner et où un officier pouvait, par un acte de sa volonté, imposer soixante jours de prison à un soldat, ce qui n'est pas que je sache une des conceptions du code de la société civile.

« Puisque même dans ce projet de droit commun universel je trouvais un résidu du droit disciplinaire spécial, j'ai cherché jusqu'où pouvait s'étendre la prolongation de ce droit disciplinaire. J'ai été ainsi conduit à penser que certains actes, — refus d'obéissance, outrages, coups et blessures commis sur un supérieur, — étaient des actes d'indiscipline poussés jusqu'à l'extrême limite, et devaient être réprimés comme tels. J'ai estimé que tant que nous aurons une armée, c'est un sa-

crifice auquel il faudra nous résigner que d'avoir des tribunaux spéciaux pour juger des délits et des crimes qui sont vraiment spéciaux » (1).

La question a donc été mal présentée dès l'origine, ou plutôt, comme le dit le général Langlois (2), il y a deux questions distinctes : l'une est celle des crimes et des délits commis à l'armée et de leur répression, l'autre est celle des juridictions militaires. La solution que l'on donnera à la première entraînera des conséquences qui détermineront la solution de la seconde. En effet, en prenant pour point de départ l'examen de toutes les infractions qui se peuvent commettre à l'armée, on eût été amené à constater qu'un grand nombre se composait d'infractions de droit commun et que pour celles-ci, en raison de l'identité complète tant au point de vue des éléments qui les constituent qu'au point de vue des pénalités qui les sanctionnent, on pourrait admettre que les tribunaux ordinaires en soient juges ; — on aurait constaté, en second lieu, l'existence de tout un groupe d'infractions irréductibles au droit commun, groupe qu'on a désigné au cours des travaux législatifs sous le nom de « résidu », et dont l'infraction type est le refus d'obéissance ; et dès lors on se serait vu dans la nécessité de maintenir pour ces faits d'ordre spécial, répondant à un devoir essentiellement militaire, une juridiction d'exception. Alors seulement on aurait rencontré la question des conseils de guerre : la juridiction d'exception existe donc, et il ne s'agit plus de savoir s'il faut la supprimer, puisqu'on vient de la juger nécessaire, mais seulement s'il ne convient pas d'y apporter des réformes, afin de lui permettre de rendre une justice plus éclairée et plus parfaite et de l'harmoniser avec les autres institutions judiciaires actuellement existantes. On

(1) Labori, Rapport, p. 8.

(2) Proposition de loi sur la réorganisation des conseils de guerre, Sénat, annexe au procès-verbal de la séance du 29 juin 1909, Doc. parl., n° 170.

aurait évité ainsi d'abolir dans un article premier ce qu'on reconstituait sous un autre nom et sous une autre forme dans un article troisième (1).

Mais le problème pénal lui-même n'est pas aussi simple que nous venons de le présenter, et c'est là encore une raison de plus pour apporter à son examen un soin minutieux avant d'entreprendre une réforme générale. Si nous prenons pour base de notre étude le code militaire tel qu'il existe actuellement, c'est-à-dire les lois du 9 juin 1857 et du 4 juin 1858, nous constatons bien vite que les infractions qu'il a prévues ne se partagent pas en deux groupes absolument distincts, absolument caractérisés, sans rapport l'un avec l'autre. Nous trouvons dans ces lois des infractions qui rentrent également dans les prévisions du code pénal, mais qu'elles punissent de peines plus rigoureuses que la loi commune. Dans quelle catégorie ferons-nous rentrer ce genre d'infractions ? Devrons-nous dire que le fait que la loi militaire les a prévues d'une façon spéciale, les a punies d'une peine particulière, suffit à prouver que nous sommes en présence d'infractions *sui generis*, dont le caractère est avant tout militaire, et en déduire que le tribunal militaire, que nous avons conservé pour tous les faits d'ordre purement militaire, sera par suite compétent ? Devrons-nous, au contraire, assimiler ces faits aux faits analogues que nous rencontrons dans la loi commune, et donner compétence pour en connaître aux tribunaux de droit commun ?

Mais, si l'on adopte cette dernière solution, il reste à expliquer pourquoi ces infractions ont fait l'objet d'une prévision spéciale, pourquoi elles sont sanctionnées par une répression plus sévère. Or, dans le code pénal ordinaire, nous rencontrons des infractions simples, qui font l'objet d'une définition légale et d'une sanction appropriée :— c'est un vol par exemple (2) :—

(1) Séance de la Chambre du 1^{er} avril et des 14, 17 et 18 mai 1909, *J. Off.* du 2 avril et des 15, 18 et 19 mai 1909.

(2) Code pénal, art. 379.

puis un autre article du même code, sans reprendre la définition du vol, prévoit la même infraction commise par un individu déterminé : — le vol commis par un domestique (1), — ou dans des circonstances spéciales : — le vol avec effraction ou escalade (2), — le vol de nuit (3) ou sur les chemins publics (4), et dans ces cas particuliers la peine devient plus forte, sans que la nature du fait pris en lui-même soit changée; nous voyons cependant le vol simple devenir un vol qualifié, le délit devenir un crime. Les raisons qui ont déterminé une prévision spéciale de la part de la loi pénale et une répression plus rigoureuse, ne sont dans tous ces cas que des circonstances aggravantes de l'infraction primitive.

Des raisons d'ordre militaire ne peuvent-elles pas constituer elles aussi des circonstances aggravantes des crimes et des délits de droit commun, et nous fournir par conséquent l'explication des prévisions spéciales de certaines infractions de la loi militaire et de l'aggravation des peines qui s'y appliquent ? Le vol, tel que le prévoit l'article 248 du code de justice militaire pour l'armée de terre (5), par exemple, et que l'on désigne en général sous le nom de « vol militaire », est-il une infraction spéciale, *sui generis*, purement militaire ? Ou bien au contraire, n'est-il pas le vol tel que le prévoit l'article 379 du code pénal, mais aggravé par des circonstances tenant à la qualité militaire de l'auteur de l'infraction, à celle de la victime, à la nature spéciale des objets soustraits ou du préjudice causé ?

La recherche des cas où une de ces raisons d'ordre militaire pourra être considérée comme constituant une circonstance

(1) Code pénal, art. 386, 3°.

(2) Code pénal, art. 381, 4°.

(3) Code pénal, art. 381, 1°.

(4) Code pénal, art. 383.

(5) Code de justice militaire (armée de mer), art. 331.

aggravante des crimes ou des délits de droit commun, tel sera l'objet de la présente étude, contribution tardive à la réforme entreprise de l'ensemble de la législation pénale militaire.

Il semble bien que tous les auteurs, qui, jusqu'ici, ont étudié la législation pénale militaire, aient porté leurs efforts principalement sur l'examen des juridictions militaires, de leur compétence, de leur procédure, de leur organisation, et des réformes qu'on pourrait utilement y introduire. Même ceux qui, comme M. Taillefer (1), ont envisagé la question des conseils de guerre dans son ensemble, ont plutôt regardé les infractions commises à l'armée au point de vue de la compétence des tribunaux chargés de les réprimer ; et c'est encore à ce même point de vue que s'est placé M. Pierre Sortais dans son travail intitulé : « des Délits militaires et de leur répression (2) », car rechercher un critérium soit *ratione materiæ*, soit *ratione personæ* du délit militaire, c'est encore chercher une solution à la question de la compétence.

C'est en elles-mêmes que nous voulons étudier ici les infractions militaires (en donnant à ces mots leur sens le plus large), sans nous inquiéter, en principe tout au moins, des conséquences qu'on en pourrait tirer au point de vue de la compétence. Et dans cet ordre d'idées, nous trouvons chez presque tous les auteurs que nous avons été amené à consulter au cours de nos recherches, cette pensée générale, que le fait qu'un citoyen appartient à l'armée peut constituer une circonstance aggravante des crimes et des délits qu'il commet.

C'est ainsi que nous rencontrons dans l'exposé des motifs de la loi du 9 juin 1857 cette phrase : « les devoirs étroits qui sont la règle de toutes les actions du soldat et dont il ne peut se

(1) André Taillefer, *La justice militaire dans l'armée de terre. Historique. Etat actuel. Organisation. Compétence. Procédure en France et dans les principaux pays*, thèse, Paris, 1895, 1 vol. in-8, Paris, Larose.

(2) Pierre Sortais, *Des délits militaires et de leur répression. Etude théorique et critique*, thèse, Paris, 1900.

dépouiller même en commettant un délit ordinaire, l'uniforme dont il est revêtu : tout concourt à rendre complexe le plus simple délit de droit commun commis par un militaire en activité (1). » Et ailleurs : « le vol, le pillage, le faux, la corruption même en matière militaire, rentrent par leur nature dans la classe des délits de droit commun, et la qualité de militaire ne fait qu'y ajouter une gravité de plus » (2).

« Le délit militaire. — dit M. Sortais (3), — n'est pas seulement une atteinte à l'ordre social, il est une atteinte à l'ordre même de l'armée. Plus que personne le militaire qui en a la garde doit respecter l'un et l'autre. N'y a-t-il pas une sorte de circonstance aggravante dans le fait que le dépositaire de l'honneur d'une nation y porte lui-même atteinte ? »

C'est encore M. Leredu (4) qui s'exprime ainsi : « Lorsqu'un militaire a commis une faute de droit commun, son infraction n'est pas seulement un manquement à la loi à laquelle tous les citoyens sont soumis, elle compromet en même temps sa qualité de membre de l'armée ; elle atteint l'uniforme qu'il a l'honneur de porter ; elle touche à la discipline à laquelle il est soumis. »

Nous trouvons à nouveau la même idée sous la plume de M. Clémenceau, dans la proposition de loi qu'il présentait au Sénat en 1903 (5) : « Les circonstances concomitantes d'un délit, en particulier la qualité du délinquant, entraînent souvent une aggravation de pénalité... Il convient de tenir compte des

(1) Code de justice militaire pour l'armée de terre. Exposé des motifs, Sirey, Lois, 1857, p. 60, col. 1.

(2) Code de justice militaire pour l'armée de terre. Exposé des motifs, Sirey, Lois, 1857, p. 68, col. 2.

(3) Pierre Sortais, *op. cit.*, p. 266 et 267.

(4) G. Leredu, *Réforme du code de justice militaire*, *Revue pénitentiaire*, année 1900, p. 113.

(5) Clémenceau, Proposition de loi sur la réforme des conseils de guerre, Sénat, annexe au procès-verbal de la séance du 11 juin 1903, Doc. parl., p. 453.

circonstances (militaires) et de rechercher non pas seulement pour la vente, le détournement et la mise en gage d'effets militaires, mais pour tous les crimes et délits, dans quelle mesure le fait d'avoir été commis par un militaire constitue une aggravation ou une atténuation. »

Enfin M. Cruppi, président de la commission de la réforme judiciaire s'exprimait ainsi lors de l'examen du projet du gouvernement : « La circonstance militaire peut bien affecter l'infraction dans sa gravité, mais non dans sa nature » (1).

En résumé, lorsqu'un citoyen devient soldat, il se trouve soumis à deux lois : — l'une, en tant que soldat, qui lui ordonne d'obéir à ses chefs, d'exécuter tous les ordres qu'il reçoit de ceux-ci sans hésitation ni murmure, de respecter ceux qui ont le droit de lui commander : en un mot, la loi de la discipline ; — l'autre qui est la loi obligeant tous les citoyens dans quelque situation qu'ils se trouvent, qui prévoit et réprime tous les attentats qui se peuvent commettre soit contre la chose publique, soit contre la vie ou la propriété des particuliers. Mais les devoirs qui obligent tous les citoyens en général, doivent être observés par les membres de l'armée d'une façon plus exacte et plus stricte encore. C'est en effet une vérité incontestable que tout acte accompli par l'individu qui fait partie d'une institution, d'un corps, d'un groupe rejaillit sur l'institution, le corps, le groupe tout entier ; si quelques membres d'une corporation se livrent à des actes coupables, le discrédit retombe sur la corporation tout entière ; on ne vante plus l'intégrité et l'impartialité de la magistrature dès qu'on y rencontre des juges partiaux et prévaricateurs ; nous regardons l'armée comme une institution où les sentiments d'honneur, de dévouement, de sacrifice sont des vertus courantes, parce que nous sommes habitués à rencontrer ces sentiments dans le cœur de ceux qui la composent ; mais dès que nous voyons dans ses rangs des

(1) Labori, Rapport, p. 31.

gens qui violent les principes sacrés de l'ordre social, des gens qui sont des voleurs ou des faussaires, des assassins ou des incendiaires, il nous semble que l'armée elle-même s'en trouve atteinte et que se ternit un peu sa gloire. Quiconque, en conséquence, faisant partie d'un groupe, commet une infraction présentant par elle-même quelque gravité, doit acquitter la dette qu'il contracte ainsi envers la société tout entière, mais en outre doit réparer l'injure et le préjudice moral que son action fait subir au groupe dont il fait partie. Et il en est plus particulièrement ainsi de celui qui fait partie de l'armée, en raison de la mission qui est confiée à celle-ci ; si son rôle est de garder la nation et de la protéger contre les empiètements de l'étranger, il consiste aussi à faire respecter les lois du pays et, selon la très juste remarque de M. Barboux, « à assurer l'exécution de la sentence du plus humble juge de paix » (1). Celui qui viole la loi alors qu'il doit en imposer aux autres le respect, se rend donc en réalité deux fois coupable ; et, autant pour prévenir que pour réprimer de tels actes, il est nécessaire qu'il existe, au moins dans certains cas, une répression plus sévère des crimes et des délits à raison de la qualité militaire de celui qui s'en rend coupable.

C'est à la lumière de cette idée directrice que nous allons entreprendre notre recherche. Nous prendrons pour base de notre étude les codes de justice militaire de 1857 et de 1858, tenant compte, néanmoins, de la situation présente, et du projet de loi voté le 11 juin 1909 par la Chambre des députés et déposé, à l'heure où nous écrivons ces lignes, sur le bureau du Sénat.

Nous nous efforcerons d'établir parmi les infractions prévues par ces codes et ce projet de loi, une classification rationnelle des infractions basée sur la distinction entre les crimes et les

(1) Barboux, *Projet de réforme de la juridiction militaire*, *Revue politique et parlementaire*, octobre 1899, p. 14.

délits purement militaires et les crimes et les délits de droit commun.

Nous tenterons alors de montrer que bien des infractions considérées par la jurisprudence et de nombreux auteurs comme des délits militaires, hors du droit commun, peuvent apparaître, sous un mode bien différent, et être regardées comme des infractions de droit commun par leur nature, mais accompagnées de circonstances aggravantes pour des raisons d'ordre militaire, et réprimées, en conséquence, avec une plus grande sévérité. Il serait fastidieux de procéder, dans cette partie de notre étude, par l'examen de chaque article du code ou de chaque infraction, et de plus cette méthode analytique répondrait mal à la théorie d'ensemble que nous nous proposons de présenter ; aussi nous paraît-il préférable de procéder au moyen d'exemples, choisissant les cas les plus pratiques, ceux pour lesquels la discussion présente le plus d'intérêt, et, de grouper les infractions sous les différents chefs que nous rencontrons parmi les raisons d'ordre militaire qui appellent une augmentation dans la rigueur de la répression.

Mais le but que nous nous proposons en écrivant ces pages n'est pas seulement de nous livrer à une discussion de pure théorie, ni même de jeter quelques idées dans le débat ouvert devant le Parlement sur cet important problème, il est aussi de montrer que, sans examiner la question des juridictions de droit commun et des juridictions d'exception et de la part de compétence qu'il convient d'accorder aux unes et aux autres dans les matières d'ordre militaire, il est possible, sauf une réserve tenant à la nature même des choses, de faire rentrer dans le droit commun un certain nombre d'infractions qui se présentent avec des caractères spéciaux, et de leur maintenir néanmoins leur place et leur utilité, en envisageant comme des circonstances aggravantes des éléments qu'on fait rentrer dans leur définition.

Arrivé à ce point de notre étude, il nous restera à en montrer

les conséquences logiques. Nous plaçant tour à tour au point de vue de la complicité, des circonstances atténuantes, de la récidive, du sursis, nous pensons trouver dans notre théorie une issue à l'incohérence qui existe à l'heure actuelle entre les différentes lois faites en ces matières dans leur application aux infractions de droit commun et aux infractions militaires, et, par conséquent, avec l'unité de législation ainsi réalisée, non dans la forme seulement (1), mais dans le fond même des choses, aboutir à un progrès dans l'administration de la justice.

Que si on nous demande enfin quelles conséquences notre théorie pourrait entraîner au point de vue des juridictions compétentes pour connaître des infractions commises à l'armée, bien que notre intention soit de n'examiner en aucune façon cette question qui constitue à elle seule tout un problème, nous répondrons d'un mot, que théoriquement il importe peu que ce soient tels ou tels juges à qui l'on donne connaissance des crimes et des délits commis à l'armée, du moment qu'on peut compter sur leur impartialité, leur science et leur équité, et que, d'autre part, la loi prévoit tous les devoirs, en réprime toutes les violations, devient plus sévère chaque fois que les circonstances commandent cette sévérité, et frappe le coupable tant en raison de la gravité absolue de la faute commise qu'en raison de la qualité particulière de celui qui en est l'auteur et de l'injure qu'il a fait subir à l'armée dont, soldat, il est un des membres (2).

Mais, toutes choses égales d'ailleurs, nous estimons, que, si les conseils de guerre tels qu'ils existent actuellement doivent faire l'objet de réformes utiles (3), si, entre autres choses, on

(1) Il en est ainsi dans le projet de loi voté par la Chambre le 11 juin 1909, Sénat, session ordinaire, 1909, Doc. parl., n° 144 (article 25).

(2) Voir A. Bouniols, *Justice militaire*, *Revue de Paris*, 1^{er} mai 1907, p. 68.

(3) Voir spécialement la proposition de loi sur la réorganisation des conseils de guerre présentée par le général Langlois, Sénat, séance du 29 juin 1909, annexe n° 170, Doc. parl., p. 345 et suiv.

doit exiger des membres des parquets et des greffes une connaissance sérieuse du droit, s'il serait avantageux de placer auprès du général commandant le corps d'armée, qui donnera l'ordre de mise en jugement, un officier possédant des connaissances juridiques, si, dans la procédure, il y a certaines modifications à apporter que dictent la sagesse et le désir d'une bonne justice, les conseils de guerre, qu'on appellera, si l'on veut, — puisqu'il ne s'agit ici que du temps de paix, — les tribunaux militaires, doivent demeurer juges des infractions commises par les soldats ; en dehors de bien des motifs d'ordre pratique, nous pensons que les raisons d'ordre supérieur que faisait valoir le rapporteur de la loi de 1857 au Corps législatif, M. Langlais, ont aujourd'hui encore toute leur valeur et toute leur raison d'être : « enlever, en quelque circonstance que ce soit, un soldat à son drapeau et à ses juges naturels, ce serait toucher, sans raison, à ces bases essentielles sur lesquelles reposent l'esprit militaire et la discipline de l'armée. Si cette règle s'efface dans certains cas, tels que la complicité avec des individus non militaires, c'est qu'il y a obligation de la faire céder à des nécessités d'ordre public et à des inconvénients que présenterait la disjonction des procédures. Le caractère distinct de l'armée au milieu des populations, la haute mission qui lui est donnée de maintenir l'ordre au dedans et l'indépendance au dehors, la nécessité pour arriver à ce but de n'arracher que dans des cas exceptionnels un soldat à l'autorité de ses chefs, pour le livrer à la justice civile et à toutes les lenteurs qu'elle peut entraîner ; les devoirs étroits qui sont la règle de toutes ses actions et dont il ne peut se dépouiller même en commettant un délit ordinaire, l'uniforme dont il est revêtu : tout concourt à rendre complexe le plus simple délit de l'ordre commun lorsqu'il est commis par un militaire en activité et à obliger le coupable à venir répondre devant sa juridiction naturelle. »

CHAPITRE PREMIER

La législation pénale militaire.

Nous nous proposons dans cette étude de rechercher les cas où des raisons d'ordre militaire pourront être envisagées comme des circonstances aggravantes des crimes et des délits de droit commun. Une telle recherche exige tout d'abord que nous montrions dans son ensemble l'aspect de la législation, qui prévoit et punit des crimes et des délits où se rencontrent des circonstances d'ordre militaire.

Il n'y aurait, à notre avis, aucun illogisme à rencontrer les textes législatifs que nous cherchons dans la loi pénale de droit commun. Des militaires, en effet, peuvent d'abord commettre des délits de droit commun sans que leur qualité modifie en quoi que ce soit la nature ou la gravité de l'infraction dont ils se sont rendus coupables : c'est, par exemple, un soldat qui, dans une auberge, après boire, se livre à des voies de fait sur la personne d'un des consommateurs non militaires attablés près de lui, — c'est un soldat qui commet un attentat à la pudeur, — ou qui use de manœuvres frauduleuses pour se faire remettre de l'argent par des personnes elles-mêmes étrangères à l'armée. Dans certains cas, la qualité de militaire chez l'auteur de l'infraction changera la nature ou les circonstances du fait ; — mais dans bien des cas le code de droit commun envisage des situations analogues : c'est un

meurtre commis sur la personne d'un ascendant, c'est un vol accompli par une personne au service de la victime : les qualités de fils, de serviteur sont prévues par le code pénal et déterminent une aggravation de la peine ; — il n'y a pas, de prime abord, de raisons spéciales pour que la qualité de militaire ne soit pas prévue par la loi générale comme un élément déterminant une modification dans l'application des pénalités ; la qualité de fils, et celle de serviteur marquent seulement pour ces personnes une place particulière dans l'ordre social, et l'aggravation de la répression tient dans ces cas à l'existence d'une relation spéciale entre la situation de l'auteur et celle de la victime ; il n'en est pas autrement de la qualité de militaire. Enfin on trouvera des situations particulières, dans lesquelles une infraction ne pourra être commise que par un militaire, parce qu'elle constituera un manquement grave au devoir de discipline, au respect dû à un supérieur, ou à quelque autre obligation incombant aux membres de l'armée en cette qualité spéciale ; — mais dans ces cas eux-mêmes on ne voit pas pourquoi la loi générale n'édicterait pas des peines, car, outre que tous les citoyens sont, durant une partie de leur vie, soumis à ces obligations particulières en vertu de la loi elle-même, puisque tous sont astreints au service militaire, nous trouvons dans notre code pénal ordinaire des infractions qui ne peuvent être commises, elles aussi, que par certaines personnes déterminées : des fonctionnaires, des magistrats, à raison même des obligations que leur imposent leurs fonctions.

Rien donc, en principe, ne mettrait obstacle à ce que la législation pénale militaire trouvât sa place dans la législation générale de tous les citoyens. Et la Chambre des députés a admis cette idée en votant le 11 juin 1909 l'article 25 du projet de loi qui lui était soumis. Cet article est en effet rédigé de la manière suivante :

« ARTICLE 25. — Il est ajouté au code pénal un livre V, ainsi conçu :

LIVRE V DU CODE PÉNAL

Des infractions commises par des militaires ou marins et antérieurement prévues et réprimées par les lois du 9 juin 1857 et du 4 juin 1858. »

Mais avant que ce projet ne soit une loi (1), nous sommes obligé de constater que la législation générale et la législation spéciale à l'armée ne se confondent pas. Cette distinction est affirmée d'une façon expresse dans l'article 5 du code pénal de 1810 : « les dispositions du présent code ne s'appliquent pas aux contraventions, délits et crimes militaires. »

Deux remarques s'imposent à la lecture de cette disposition : en premier lieu, il ne faut pas entendre par « contraventions, délits et crimes militaires » seulement les infractions sans rapport, ni analogie avec les infractions de droit commun, mais il faut entendre ces mots dans leur sens le plus large : tout délit, tout crime, quel qu'il soit, commis par un militaire cesse de tomber pour ce seul fait sous l'application de la loi générale ; — en second lieu, — et cette seconde remarque est à la fois la justification et la contre-partie de la précédente, — la loi pénale militaire renverra à la loi pénale de droit commun, pour tous les cas non prévus par elle ; mais ce ne sera qu'indirectement alors que la loi générale s'appliquera au militaire coupable, il ne sera, en effet, puni qu'en vertu de l'article de la loi spéciale qui opère le renvoi à la législation commune (2).

Il existe donc, aujourd'hui encore, une législation militaire particulière, formant par elle-même un tout complet, un code pénal de l'armée ; cette législation est représentée par deux lois fondamentales : la loi du 9 juin 1857 pour l'armée de terre et la loi du 4 juin 1858 pour l'armée de mer. Ces deux lois,

(1) Le projet a été déposé au Sénat le 17 juin 1909.

(2) Code de justice militaire (armée de terre), art. 267 ; code de justice militaire (armée de mer), art. 364.

ces deux codes de la justice militaire, prévoient l'organisation des tribunaux militaires et maritimes, règlent leur compétence, fixent la procédure qui sera suivie devant eux ; enfin ils déterminent les différents crimes et les divers délits qui leur seront déférés, ainsi que les peines dont il leur appartiendra de faire l'application.

Il ne nous appartient pas ici d'examiner les questions d'organisation judiciaire ou de compétence de ces juridictions spéciales, non plus que les règles de procédure. En principe, les infractions, ainsi que les peines qui les répriment, sont prévues en dehors de toute considération tenant à la qualité, au nombre des juges chargés de faire l'application de la loi, et au contraire c'est d'après l'examen des infractions à réprimer que doit être organisée l'administration de la justice. La procédure criminelle n'est que le meilleur moyen de poursuivre utilement et de réprimer avec fermeté et justice les infractions que la loi prévoit dans ses articles. Toutes ces dispositions sont donc en fonction du code des délits et des peines. Cette dernière partie des codes de justice militaire doit seule nous occuper ici, et c'est à ce seul point de vue que nous allons jeter un regard d'ensemble sur la législation militaire du second empire.

Lorsqu'en 1857 le législateur examina la question d'une refonte générale de la législation pénale militaire, il se trouva en présence de deux systèmes. D'une part, en effet, il avait devant lui le code pénal de droit commun, révisé en 1832, qu'il pouvait appliquer tout entier à l'armée, sauf à envisager dans certains cas la nécessité d'aggraver la répression pour des raisons d'ordre militaire, et à ajouter à la loi générale, un livre spécial contenant les infractions purement militaires, c'est-à-dire celles que seuls les militaires peuvent être exposés à commettre. D'autre part, il se trouvait en cette matière, en présence de toute la législation révolutionnaire, qui avait pro-

cédé sous le coup des nécessités du moment, et se présentait compliquée, confuse, incomplète, créant pour les juges mille difficultés dans son application, provisoire, du reste, mais provisoire depuis plus de cinquante ans.— Faire table rase de toute cette législation, depuis longtemps condamnée, et prendre pour base de la nouvelle œuvre le code de droit commun, tel était le premier système que le législateur pouvait adopter ; — partir, au contraire de la législation spéciale, en coordonner les éléments disparates et dispersés, la réformer, l'unifier dans un code unique, tel était le second système.

Ce fut le second système qui l'emporta. On voulait, en effet, non seulement faire un code pénal pour l'armée, mais encore déterminer dans la même loi, l'organisation, la compétence, la procédure des juridictions militaires. Or, on trouvait dans les lois de la Révolution des dispositions concernant la composition des tribunaux militaires, leur compétence, la procédure à appliquer, en même temps que la prévision et la répression des crimes et des délits (1). La réforme et la coordination portèrent sur l'ensemble, en sorte que les codes de justice militaire de 1857 et de 1858 dérivent, quant à leur mode de confection aussi bien que quant à leur origine, des lois spéciales qui les ont précédées et non du code pénal.

Il suffit de relire l'exposé des motifs qui précède chacune de ces deux lois pour s'en convaincre. Pour l'armée de terre

(1) Décret-loi des 22 septembre-5 octobre 1790 : cours martiales, compétence ; modifié par le décret des 30 septembre-19 octobre 1791 ; complété par le décret-loi des 12-16 mai 1792. Deux décrets des 12-16 mai 1793 : l'un organisant des tribunaux criminels militaires, l'autre promulguant un code pénal militaire. Décret du 3 pluviôse an II (22 janvier 1794) : organisation, compétence, procédure ; il n'eut qu'une durée éphémère. Décret du 2^e jour complémentaire, an III (18 septembre 1795) et décret du 4 brumaire an IV : organisation des conseils militaires et compétence. Code du 13 brumaire an V (3 novembre 1796) : organisation des conseils de guerre permanents ; complété par la loi du 4 fructidor an V (21 août 1797) et par la loi du 18 vendémiaire an VI qui institue les conseils de revision. Loi du 21 brumaire an V (11 novembre 1796) : code des délits et des peines pour les troupes de la République.

comme pour l'armée de mer, on montre que la réforme s'impose, en exposant toutes les vicissitudes de la législation antérieure, et tous ses défauts ; on déclare qu'elle n'est qu' « une accumulation de lois de circonstances sans vue d'ensemble (1) ». Mais en condamnant l'ensemble de cette législation, on reconnaissait cependant à ces lois certains mérites. M. Molinier déclare qu' « elles avaient introduit des dispositions qui ne manquaient pas de sagesse et qui sont passées dans le nouveau code (2). » Le nouveau code maintient les traditions du passé et s'inspire des lois des 13 brumaire et 21 brumaire an V. Du reste, le projet de 1857 ne faisait que reprendre le projet de 1829, « savamment élaboré et murement examiné par la Chambre des pairs (3) », mais que la Révolution de 1830 avait empêché d'aboutir. Or, ce projet avait lui-même son point de départ dans la législation de brumaire an V et se proposait également de coordonner en une seule loi les nombreuses dispositions législatives antérieures.

A la vérité, on n'oublia pas en 1857 l'existence du code pénal de droit commun, on lui emprunta, comme déjà dans le projet de 1829 « l'enchaînement des chapitres et des articles, le classement clair et méthodique des matières (4) ». Mais on le voit, c'est la forme, c'est la méthode qu'on emprunte au code pénal pour composer la loi nouvelle, mais ce n'est pas le fond. Après 1857 et 1858, il reste encore deux législations pénales : celle qui s'applique à tous les citoyens et celle qui ne s'applique qu'aux soldats.

On découvre entre toutes les lois pénales militaires (5) un

(1) Loi du 9 juin 1857, Exposé des motifs, Sirey, Lois, 1857, p. 57, col. 1.

(2) Victor Molinier, *Etudes juridiques et pratiques sur le nouveau code de justice militaire*, 1 vol. in-8, 1860, p. 8.

(3) Loi du 9 juin 1857, Exposé des motifs, Sirey, Lois, 1857, p. 59, col. 3.

(4) Loi du 9 juin 1857, Exposé des motifs, Sirey, Lois, 1857, p. 59, col. 3.

(5) Décret du 12-16 mai 1793, loi du 21 brumaire an V, lois de 1857 et 1858.

caractère commun : leur texte est beaucoup plus concret que celui du code pénal. Le code pénal de 1810 définit les crimes et les délits, fixe les éléments constitutifs qui permettront de les reconnaître, détermine les circonstances particulières qui les aggravent, laissant aux tribunaux la mission de dire si tel fait matériel rentre dans la définition de telle infraction prévue et punie par la loi. Les codes militaires procèdent en général autrement ; ils envisagent les faits eux-mêmes, sans en donner une définition théorique ; ils exposent le plus souvent, dans un article, l'accomplissement de quelque acte qui, réalisé dans telles circonstances, constituera tel délit et méritera telle peine.

Un exemple bien frappant se rencontre dans le décret des 12-16 mai 1793, à propos de la trahison dont s'occupe la section II. Dans l'article premier de cette section, il est dit : « tout militaire ou individu de l'armée, quel que soit son état ou son grade, convaincu de trahison, sera puni de mort. » Mais qu'est-ce que la trahison ? La définition de ce crime ne nous est pas donnée. L'article 2 nous dit seulement quels actes devront avoir commis les militaires pour qu'on les répute coupables de trahison : « Article 2 :— Sont réputés coupables de trahison, les auteurs des délits ci-après détaillés : savoir : tout individu qui, en présence de l'ennemi, sera convaincu de s'être permis des clameurs qui auraient jeté l'épouvante et occasionné le désordre dans les rangs ; — tout commandant d'un poste, ainsi que la sentinelle, qui auraient donné de fausses consignes ; — tout commandant d'une patrouille qui aura caché les découvertes qu'il aura faites ; — tout commandant d'un poste qui cachera à celui qui le relève, les découvertes essentielles qu'il aurait faites, soit par lui-même, soit par ses patrouilles, soit par toutes autres personnes relativement à la défense du poste ; — tout militaire convaincu d'avoir communiqué le secret du poste ou le mot d'ordre à quelqu'un qui ne devait pas en avoir connaissance ; — tout militaire ou individu de l'armée, qui entretiendra une correspondance dans l'armée ennemie sans la

permission par écrit de son commandant ou supérieur ; etc., etc. » — Il en est de même pour la répression du vol (1), de l'insubordination (2), de la désertion (3) que prévoient les différentes sections de la même loi.

Nous retrouvons le même procédé dans la loi du 21 brumaire an V, plus complète et plus méthodique que la précédente. Pour le crime de trahison ce sont presque les mêmes termes que dans la loi de 1793 (4), les « délits » (5) qui permettront de réputer un militaire coupable de trahison sont énumérés et spécifiés dans neuf paragraphes. — Le titre VII de cette loi est intitulé : « Du vol et de l'infidélité dans la gestion et manutention » ; vainement nous chercherions parmi les douze articles de ce titre, l'énonciation d'une infraction que nous pourrions qualifier de vol, d'après l'idée juridique et même l'idée commune que nous avons de ce délit. En revanche chacun des articles nous montre un fait particulier : ici c'est un militaire qui porte son état de situation au-dessus du nombre effectif présent afin de percevoir un excédent sur la solde (6), — là c'est un garde-magasin, un manutentionnaire des vivres et fourrages pour les emmagasinements et distributions à faire à

(1) Loi des 12-16 mai 1793, section III.

(2) Loi des 12-16 mai 1793, section IV.

(3) Loi des 12-16 mai 1793, section I.

(4) Loi du 21 brumaire an V, tit. III : « art. 2. Sont réputés coupables de trahison : 1° tout individu, qui, en présence de l'ennemi, sera convaincu de s'être permis des clameurs tendant à jeter l'épouvante et le désordre dans les rangs ; 2° tout commandant d'un poste, ou toute sentinelle ou vedette, qui, en présence de l'ennemi, soit à l'armée, soit dans une place assiégée, aura donné de fausses consignes, lorsque, par suite de cette faute, la sûreté du poste aura été compromise ; 3° tout commandant d'une patrouille à l'armée ou dans une place assiégée, qui, envoyé en présence de l'ennemi pour faire quelque découverte ou reconnaissance locale, aura négligé d'en rendre compte, ou bien n'aura pas exécuté ponctuellement l'ordre qui lui était donné, lorsque, par suite de sa négligence ou de sa désobéissance, le succès de quelque opération militaire se sera trouvé compromis, etc., etc.

(5) V. loi des 12-16 mai 1793, section II, art. 2 rapporté ci-dessus.

(6) Loi de brumaire an V, titre VII, art. 1.

l'armée, un voiturier, charretier, muletier ou conducteur de charrois employé au transport de l'artillerie, bagages, vivres et fourrages de l'armée qui vend ou détourne à son profit une partie des objets confiés à sa garde, manutention ou conduite (1). Nous trouvons même, prévus dans deux articles différents, bien que punis des mêmes peines, deux faits identiques de négligence : dans l'un c'est un munitionnaire ou boulanger qui a laissé gâter ou corrompre des grains ou farines à lui confiés (2), dans l'autre, c'est un manutentionnaire de légumes et fourrages convaincu d'avoir laissé gâter ou avarier ces objets (3). On ne peut pas trouver dans une loi pénale de dispositions plus concrètes.

Les codes de 1857 et de 1858 sont, certes, en grand progrès sur ces deux lois ; on y trouve la marque d'un procédé plus synthétique et plus méthodique ; on sent que le code pénal est venu et a été utilisé ; la nouvelle œuvre législative est une œuvre juridique. Les préoccupations ne sont plus les mêmes : dans les lois de la Révolution il semble qu'on ait voulu prendre des mesures pour châtier tel fait qui s'est passé à tel moment, dont on connaît les moindres détails et qu'on ne veut plus voir se reproduire à l'avenir ; ici au contraire les dispositions de la loi sont générales, elles sont au-dessus de toutes les situations particulières, et les termes généraux et précis des articles s'appliquent à chacune d'entre elles.

Mais à comparer les lois de 1793 et de brumaire an V avec les lois de 1857 et de 1858 on se rend fort bien compte de la méthode de travail du législateur. Il a recherché dans les situations particulières antérieurement prévues les éléments communs, il a opéré une synthèse et nous a donné la formule générique ainsi trouvée. Nous reconnaissons là le fruit de la méthode expérimentale qui part des faits concrets, positifs et

(1) Loi du 21 brumaire an V, titre VII, art. 3.

(2) Loi du 21 brumaire an V, titre VII, art. 6.

(3) Loi du 21 brumaire an V, titre VII, art. 11.

particuliers pour arriver à la définition abstraite, idéale et générale. Si nous reprenons le crime de trahison, que nous avons cité comme exemple dans les deux précédentes lois, nous trouverons la justification de notre assertion. L'article 205 du code de justice militaire pour l'armée de terre (1) s'exprime en effet ainsi : « Est puni de mort avec dégradation militaire, tout militaire : — 1° qui livre à l'ennemi ou dans l'intérêt de l'ennemi, soit la troupe qu'il commande, soit la place qui lui est confiée, soit les approvisionnements de l'armée, soit les plans des places de guerre ou des arsenaux maritimes, des forts ou rades, soit le mot d'ordre ou le secret d'une opération, d'une expédition ou d'une négociation ; — 2° qui entretient des intelligences avec l'ennemi dans le but de favoriser ses entreprises ; — 3° qui participe à des complots dans le but de forcer le commandant d'une place assiégée à se rendre ou à capituler ; — 4° qui provoque à la fuite ou empêche le ralliement en présence de l'ennemi. »

Cette manière de procéder n'est pas faite pour surprendre et se peut aisément légitimer. C'est elle que nous trouvons déjà employée dans la législation de l'ancien régime (2), et des emprunts ont pu lui être faits ; de plus nous avons constaté que la législation révolutionnaire, qui a servi de base à nos codes de justice militaire, avait été faite pour répondre à des nécessités du moment, pour réprimer des actes déterminés et dangereux, contre lesquels il fallait sévir immédiatement afin d'en prévenir le retour.

Mais à ces raisons tenant au passé, il faut ajouter d'autres raisons qui sont de tous les temps. D'abord, la loi pénale militaire prévoit des faits qui répondent à des devoirs spéciaux ou qui prennent un caractère particulier de gravité pour des

(1) V. c. j. m. (armée de mer), a. 263.

(2) V. notamment, *Le code du roi Henry III*, édition de 1622, livre XX, *Des offices militaires*, titre XXXVIII, *De la discipline des bandes de gens de pied et punition des délits militaires*.

raisons propres à l'armée ; il faut que tous ceux qui vont être soumis à ces devoirs, qui vont avoir à remplir ces obligations sous la menace des peines que la loi édicte, en aient une connaissance d'autant plus claire et précise, qu'ils ne trouveront pas toujours dans leur conscience l'image bien nette de ce qu'ils doivent faire ou éviter (1) : or, il est certain que l'exemple concret est la meilleure façon de faire comprendre l'idée. Jadis on devait lire à la troupe la partie pénale du code le premier samedi de chaque mois (2), aujourd'hui elle figure dans chaque livret individuel : le législateur a donc l'obligation rigoureuse de s'appliquer à bien préciser les idées qu'il émet dans l'esprit de tous les soldats. Enfin, la loi pénale militaire n'était pas destinée à être appliquée par des juges de profession, par des juges instruits des principes du droit : sous la Révolution on a eu des jurys militaires (3) ; le décret du deuxième jour complémentaire de l'an III (18 septembre 1795) et la loi du 13 brumaire an V (3 novembre 1796) ont organisé les conseils de guerre que les codes du second empire ont conservés ; ces conseils de guerre sont composés de militaires qui n'ont en principe aucune formation juridique particulière (4), et qui pourtant vont avoir à déterminer la nature de l'infraction commise, à apprécier la culpabilité de l'agent, et à se prononcer sur l'application de la peine : un texte abstrait et théorique mettrait souvent ces juges dans l'embarras, les exposerait à mal administrer la justice qu'ils ont mission de rendre ; un texte concret, au contraire, les met à l'aise, leur permet de comparer le fait matériel qui leur est déféré, avec le fait tel

(1) Leredu, *Réforme du code de justice militaire*, *Revue pénitentiaire*, 1900, p. 110.

(2) Instructions du ministre de la guerre du 28 juillet 1857 relatives à l'exécution du code de justice militaire, *in fine*.

(3) Décret-loi des 22 septembre-5 octobre 1790.

(4) « Les président et juges sont pris parmi des officiers et sous-officiers en activité dans la division ». Loi du 9 juin 1857, art. 6. — V. Loi du 4 juin 1858, art. 6 (même disposition).

qu'il est prévu dans la loi, de réaliser ainsi d'une façon simple la volonté du législateur et d'atteindre le but qu'il s'est proposé.

Une dernière question se pose dans cette partie de notre travail où nous avons voulu jeter un coup d'œil général, sur la législation pénale militaire, cherchant à montrer sommairement la place qu'elle occupe dans l'ensemble de la législation répressive et dans quels rapports elle se trouve vis-à-vis de la législation du droit commun. Cette question se peut poser ainsi : le but des deux législations est-il identique ? Autrement dit, le législateur de 1857 et de 1858 a-t-il eu en vue la même fin que celui de 1810, voulant seulement que l'armée constituât un tout homogène, et lui donnant, à cette seule fin, des tribunaux spéciaux, une procédure particulière et des dispositions répressives dans un code à son usage ?

Cette solution de la question est très défendable et paraît être celle qui a guidé les réformateurs actuels de notre législation pénale militaire. Si l'on a fait un code spécial des délits et des peines applicable aux militaires, pour cette raison seule que les tribunaux étaient composés de soldats et ne devaient juger que des soldats, il était logique, au moment où on supprimait la juridiction d'exception, de supprimer la loi spéciale de répression ; et puisque désormais le procureur de la République, le juge d'instruction, le tribunal correctionnel ou la cour d'assises, allaient poursuivre, instruire et juger tous les crimes et tous les délits commis par des militaires aussi bien que ceux commis par tout autre citoyen, aucune raison n'imposait le maintien d'un code particulier : toutes les infractions de droit commun reprennent leur place normale dans la loi commune, et si une circonstance d'ordre militaire force parfois le législateur à aggraver la peine, l'infraction en elle-même ne sera nullement changée, les causes d'aggravation étant dans l'ordre normal des dispositions du code pénal. Il y aura bien,

à la vérité, un résidu d'infractions irréductibles au droit commun : mais pour ne s'appliquer qu'à une catégorie particulière de citoyens, elles conservent comme les autres dispositions de la loi la possibilité de s'appliquer à tous, tous pouvant faire partie de cette catégorie. En sorte que ce résidu n'est pas déplacé dans le code pénal, la généralité quant aux personnes n'est pas en effet un des caractères distinctifs de la loi (1), et la permanence pour un nombre indéterminé d'actes ou de faits se trouve réalisée dans cette partie nouvelle du code pénal.

Mais est-ce là la solution conforme à la réalité historique ? Est-il vrai que la partie des lois de 1857 et de 1858 qui prévoit et punit les infractions commises par des militaires, n'ait eu d'autre raison d'être que l'administration complète de la justice dans l'armée par l'armée elle-même ?— Nous ne le croyons pas. Nous pensons, au contraire, que jusqu'à notre époque, où l'on conçoit la société civile comme unique dans l'Etat, où l'on admet que le citoyen demeure toujours identique à lui-même, quelque situation qu'il occupe, quelque fonction qu'il remplisse, où, en principe au moins, on refuse toute loi d'exception à l'égard de n'importe quel groupe de personnes, où l'armée n'est tenue que pour un service nécessaire et obligatoirement rempli par tous les citoyens, les considérations qui inspiraient les législateurs étaient tout autres. L'armée, pour eux, était une société spéciale, ayant une place à part dans la nation ; la haute mission qu'elle a de garder les frontières, de protéger le sol de la France contre les envahissements de l'étranger, ne permettait pas, à leurs yeux, de confondre ses membres avec le reste des citoyens. Ceux d'entre les citoyens qui faisaient partie de l'armée, renonçaient à leur liberté pour se plier à la discipline, perdaient de nombreux droits, ne pouvaient recevoir de mandat législatif, ni remplir certaines fonctions publiques ou privées, ni se marier librement : comment

(1) M. Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, 2^e édit., t. I, n^o 148, p. 60.

admettre dans ces conditions qu'ils soient encore des citoyens comme les autres (1). L'idée du soldat-citoyen n'était pas née ; et même aujourd'hui, où certains hommes la prônent tant, on n'a pas osé lui faire produire toutes ses conséquences logiques : tant il est vrai que, aussi longtemps qu'on ne réduira pas l'armée au rôle d'une garde nationale, il faudra, bon gré mal gré, la considérer comme une société distincte qui ne se trouve pas dans les conditions ordinaires de la société civile.

Certes, il est bien vrai que le soldat ne cesse pas d'être un citoyen, et qu'il ne doit pas perdre en revêtant l'uniforme le bénéfice du progrès réalisé dans les mœurs et dans les lois de la société civile ; mais les règles de la société civile ne peuvent s'appliquer aux militaires que dans la mesure où elles ne portent pas atteinte à la constitution, à la discipline, à l'honneur de l'armée. Dans notre société civile nous avons des patrons et des ouvriers : les premiers peuvent commander aux seconds, et les seconds ont le devoir d'obéir aux ordres des premiers ; mais ces rapports de dépendance entre ces personnes sont fondés sur l'existence d'un contrat : c'est le contrat qui détermine les droits et les obligations des deux contractants ; ce contrat est fait dans l'intérêt des uns et des autres, il empêche les empiètements réciproques, il prévient les conflits ; il peut se modifier au gré des parties ; il est temporaire, il peut se rompre. En peut-il être de même dans l'armée des rapports entre le chef et le subordonné ? Non, évidemment (2). Le chef doit pouvoir tout commander à son subordonné, tout ce qu'il jugera utile, en temps de paix, pour la formation et l'instruction du soldat ou du gradé, en temps de guerre, pour l'accomplissement de la mission qui lui a été confiée, ou pour le succès du

(1) V. A. Outin, *Des modifications nécessaires dans l'organisation et le fonctionnement des conseils de guerre en temps de paix*, thèse, Paris, 1901, 1 vol. in-8°, Rousseau, p. 3.

(2) V. Gaston Bouniols, *Justice militaire*, *Revue de Paris*, 1^{er} mai 1907, p. 64 et 65.

plan qu'il a conçu ; — et par suite il a le droit d'obtenir de son subordonné une obéissance immédiate et complète, l'exécution intégrale de tous ses ordres. Aucun rapport contractuel ne lie le supérieur au subalterne ; tous les deux, l'un, en commandant, l'autre, en obéissant avec docilité, « sans hésitation, ni murmure » (1), font leur devoir, se soumettent à une loi qui est au-dessus d'eux et s'impose à eux, loi que dictent l'intérêt, la grandeur, le salut de la patrie.

Et de cette comparaison il est aisé de tirer des conséquences : le soldat et le chef doivent avoir une confiance réciproque absolue, l'armée doit présenter une cohésion parfaite ; il n'y faut ni discussions, ni haines, ni méfiances ; il y faut une moralité plus haute encore et plus sévère que dans la société civile ; l'intérêt individuel disparaît au seuil de la caserne pour faire place, non pas comme dans d'autres groupements à l'intérêt du groupe, mais à l'intérêt général de toute la nation.

Dès lors est-il admissible que l'on identifie entièrement les actes des militaires avec ceux des autres citoyens ? Non ; cette qualité de militaire chez le justiciable, les obligations particulières qui lui incombent, l'uniforme qu'il porte, et qui lui rappelle à tout instant la haute mission qui lui est confiée, le mettent dans une situation spéciale. Il ne perd pas sans doute la qualité de citoyen français, mais, « une nouvelle qualité se superpose à celle-ci », selon la très juste remarque de M. Taillefer (2), et, tout en demeurant soumis aux lois communes, il doit y être soumis d'une manière plus rigoureuse, et être, en outre, astreint à remplir exactement tous les devoirs de sa fonction.

A ces raisons théoriques, il faut ajouter des considérations d'ordre pratique qui ont amené le législateur à penser qu'il

(1) Décret du 20 octobre 1892 portant règlement sur le service intérieur des troupes d'infanterie. Principes généraux de la subordination.

(2) V. André Taillefer, *La justice militaire dans l'armée de terre en France et dans les principaux pays*, thèse, Paris, 1895, p. 3 et suiv.

fallait donner à l'armée une constitution propre, homogène et énergique. Nous les trouvons développées dans l'exposé des motifs de la loi du 4 juin 1858, et, à la vérité, c'est peut-être, en effet, dans la marine qu'elles apparaissent avec le plus d'intensité : « La vie à bord, loin de France, au milieu des dangers, exige une discipline particulièrement forte ; l'ordre doit être parfait, l'obéissance ponctuelle » (1), — mais ce n'est pas seulement dans l'ordre des obligations purement militaires que nous devons rencontrer cette perfection, c'est encore dans l'ordre des obligations communes : « tout délit commis à bord peut engendrer les conséquences les plus graves : une querelle, une injure entre marins, peut susciter dans l'équipage des dissensions, des rixes, des haines violentes, qui, peut-être, compromettront la mission que le bâtiment devait remplir. Le vol entre marins, à bord, ne prend-il pas un caractère de gravité exceptionnelle : ces hommes sont dans la nécessité de vivre en commun, avec d'autres hommes qu'ils ne connaissent pas, sans pouvoir les empêcher de connaître tout ce qu'ils font, tout ce qu'ils possèdent, sans pouvoir prendre des précautions efficaces pour empêcher les convoitises de se satisfaire ; il y a donc là une nécessité de sévir rigoureusement, de donner aux hommes toutes garanties d'une justice rapide, sévère et intimidante (2). »

Et la conclusion de cette idée se traduit dans le projet de 1858, par l'établissement d'une autorité forte, ayant à sa disposition des moyens de répression énergiques, et en particulier, pouvant user de châtimens corporels.

En admettant que les dangers qui résultent des délits commis par des militaires soient moins graves dans l'armée de terre que dans l'armée de mer, ils sont cependant les mêmes. Un régiment, fut-ce en temps de paix, a sa vie propre, aussi bien qu'un navire de guerre, et toute infraction commise par l'un

(1) V. Loi du 4 juin 1858, Exposé des motifs, Sirey, Lois, 1858, p. 113, col. 2.

(2) Loi du 4 juin 1858, Exposé des motifs, Sirey, Lois, 1858.

des hommes qui en font partie peut compromettre la discipline, diminuer l'autorité des chefs, être cause de mutineries toujours extrêmement graves. Les mêmes raisons existent pour maintenir une confiance absolue entre tous ces hommes obligés à mener une vie commune ; toute indécatesse prend le caractère d'un délit et réclame une sérieuse répression.

Nous n'avons pas parlé des principes d'honneur qui doivent exister dans l'armée, et qu'il est nécessaire d'y maintenir. Gardienne de la nation, chargée de protéger les citoyens, incarnation du pays en face de l'étranger, elle doit remplir dignement cette haute mission, et il ne faut pas qu'on puisse soupçonner l'un de ses membres d'une action répréhensible, il faut que l'armée soit, selon l'expression de M. Barboux, « l'école et l'exemple de la discipline, de l'obéissance, du respect, du sacrifice (1). » « Tout ce qui peut affaiblir l'enseignement de ces mâles vertus, — ajoutait l'éminent académicien, — est un danger public. » Or, pour maintenir cet enseignement, il faut non seulement propager dans le peuple ces grandes et nobles idées, non seulement châtier rigoureusement tous ceux qui tentent d'y porter une criminelle atteinte, mais encore conserver dans l'armée un code répressif sévère, capable d'intimider ceux qui seraient sur le point de faillir, et de prévenir ainsi l'action coupable ; un code capable aussi de corriger ou d'éliminer ceux qui seraient allés jusqu'à l'accomplissement d'un de ces actes répréhensibles.

Le législateur de 1857 et de 1858 a eu présentes à l'esprit toutes ces considérations, et en établissant pour l'armée de terre et pour l'armée de mer des lois spéciales, il s'est inspiré à la fois de l'histoire, des raisons tenant à la place de l'armée dans l'Etat, des motifs pratiques qui s'imposent si fortement et

(1) Barboux, *Projet de réforme de la juridiction militaire*, *Revue politique et parlementaire*, octobre 1899, p. 14.

si nécessairement, pourvu qu'on regarde tant soit peu la vie des soldats à la caserne ou à bord, et de la dignité et de l'honneur dont cette armée est la dépositaire.

Ces lois de 1857 et de 1858 ont subi peu de changements jusqu'à nos jours, surtout dans la partie pénale de leurs dispositions. L'insoumission et la désertion (1) ont fait l'objet de modifications dans la loi du 18 mai 1875 (2) ; les diverses lois sur le recrutement (3) et en particulier la dernière du 21 mars 1905 se sont occupé de tout ce qui regarde cette matière : insoumission (4), fraudes en vue d'échapper au service militaire (5), corruption des médecins (6) ou des fonctionnaires (7) dans le même but.

D'autres lois ont étendu aux juridictions militaires les dispositions des lois nouvelles qu'appliquaient les juges du droit commun : loi du 15 juin 1899 sur l'instruction contradictoire (8), — loi du 9 avril 1895 (9) pour l'armée de mer et du 2 avril 1901 (10) pour l'armée de terre, sur la déduction de la prison préventive, — loi du 19 juillet 1901 sur les circonstances atténuantes (11), — loi du 28 juin 1904 sur l'application du sursis (12).

Mais aucune de ces lois n'a touché aux principes qui avaient

(1) Loi du 9 juin 1857, art. 230 à 243 ; loi du 4 juin 1858, art. 309 à 324.

(2) Modifiant les art. 230, 231, 234, 235.

(3) Loi du 15 juillet 1889.

(4) Loi du 21 mars 1905, art. 83, 84, 85 et loi du 25 mars 1909.

(5) Loi du 21 mars 1905, art. 79, 80.

(6) Loi du 21 mars 1905, art. 80, 81.

(7) Loi du 21 mars 1905, art. 82.

(8) A étendu aux conseils de guerre certaines dispositions de la loi du 26 décembre 1897, art. 2, § 1, 3, 7, 8, 9, 10, 12, 13 et 14.

(9) Code de justice maritime, art. 258.

(10) Code de justice militaire, art. 200.

(11) Article 463 du code pénal.

(12) Elle modifie la loi du 26 mars 1891, sur l'atténuation et l'aggravation des peines.

inspiré notre législation pénale militaire. Les divers projets qui ont été proposés au Parlement depuis dix ans, s'attaquent, au contraire, aux principes mêmes de cette législation : ils visent à unifier pour tous les citoyens les lois répressives et les juridictions chargées de les appliquer. Les plus logiques sont allés jusqu'à demander l'abolition complète du code militaire en temps de paix. Mais ceux qui ont réfléchi, et ont été guidés, non par un aveugle parti pris, mais par le seul besoin de faire une réforme, qu'ils jugeaient nécessaire, ont dû convenir qu'il restait bien des cas où dans une fusion générale du droit pénal, il faudrait tenir compte des circonstances d'ordre militaire.

C'est en établissant parmi toutes les infractions qui se peuvent commettre à l'armée des distinctions et des catégories, qu'ils en sont venus à conclure à l'existence de certaines infractions purement militaires, et à la nécessité de tenir compte de certaines raisons d'ordre militaire pour apprécier et réprimer comme il convient plusieurs infractions de droit commun.

Ce dernier point est le but même de notre présente étude ; nous emploierons la même méthode, en essayant de classer les différentes infractions dont un soldat se peut rendre coupable.

CHAPITRE II

Des différentes catégories d'infractions qui se peuvent commettre à l'armée.

Nous nous sommes attaché à montrer dans le chapitre précédent, comment et pourquoi le code militaire forme un tout complet par lui-même, un tout homogène, distinct et par son origine et par sa destination particulière, telle que l'ont conçue ses auteurs, du code pénal ordinaire. Mais il nous faut aller maintenant au fond des choses, et voir s'il existe dans la réalité une cloison étanche entre les deux législations : nous n'envisageons plus maintenant la loi pénale militaire dans son ensemble, mais nous allons examiner avec précision les caractères différents des infractions qu'elle prévoit et punit.

L'expression : « infractions militaires » (1) peut s'entendre

(1) Dans le projet du code pénal en 1808, un article 6 définissait ainsi les infractions militaires. « Art. 6 : Les contraventions, délits et crimes militaires sont seulement : 1° ceux qui ont été commis en quelque lieu que ce soit par des militaires de terre ou de mer, ou des personnes attachées aux armées de terre ou de mer dans l'exercice de leurs fonctions militaires ou en état de service militaire ; 2° ceux qui ont été commis par quelque personne que ce soit envers des militaires dans l'exercice d'une fonction militaire, comme par exemple envers un officier faisant sa ronde ou un militaire en faction ; 3° ceux qui ont été commis par quelque personne que ce soit dans un lieu actuellement et exclusivement affecté au service et aux fonctions militaires ; 4° l'espionnage et l'embauchage ; 5° la désertion, le refus des réquisitionnaires ou des conscrits de rejoindre leurs drapeaux ; et tout autre acte commis uniquement

dans trois sens de compréhensions différentes (1). Tout d'abord au sens le plus large du mot, on qualifiera « infraction militaire » tout délit dont l'auteur sera justiciable des tribunaux militaires aux termes des articles 55 et 56 du code de justice militaire ou des tribunaux de l'armée de mer aux termes des articles 76, 77 et 78 du code de justice maritime. En second lieu, et c'est là l'acception la plus usuelle, on donne le nom d' « infractions militaires » à toutes les infractions qui font l'objet de dispositions spéciales dans les lois pénales militaires (2). Enfin, au sens le plus étroit, on désigne par « infractions militaires », les infractions que seuls peuvent commettre des militaires, en raison des obligations particulières qui leur incombent en cette qualité. En ces deux derniers sens on peut dire que les infractions militaires sont « spéciales » : on entend, en effet, par là soit toutes les infractions qui ne sont pas prévues par le code pénal ordinaire et font l'objet de lois spéciales, soit, en un sens plus précis, celles qui supposent la violation de devoirs, qui ne sont imposés qu'à une catégorie de personnes à raison de leur état, de leur fonction, de leur situation spéciales.

Nos codes de justice militaire de 1857 et de 1858 ont fondé la compétence des conseils de guerre, non plus sur la nature de l'infraction, mais sur la qualité de l'inculpé ; tout militaire est normalement justiciable des conseils de guerre pour toutes les infractions qu'il commet ; ils n'ont donc pas eu à donner une définition du délit militaire, ni à faire parmi les infrac-

contre la discipline et le service militaire. » V. Locré, *Législation de la France*, t. XXIX, p. 74.

On remarquera combien plus large dans ce projet était la place des infractions militaires, qu'elle ne l'est dans les codes de 1857 et de 1858. V. aussi ch. VI.

(1) Comp. Pierre Sortais, *Des délits militaires et de leur répression*, p. 15 et 16.

(2) Code de justice militaire (armée de terre), art. 204 à 266 ; code de justice militaire (armée de mer), art. 262 à 363.

tions commises à l'armée des distinctions, puisque toutes sont déferées à la juridiction militaire. Mais, auparavant, nous rencontrons dans les lois révolutionnaires des définitions et des distinctions.

Le décret des 22 septembre-5 octobre 1790 divise les infractions en deux catégories : les délits « civils » et les délits militaires ; l'article 2 définit ainsi les délits civils : « ceux commis en contravention aux lois générales du royaume, qui obligent indistinctement tous les habitants de l'empire », et l'article 4 donne des délits militaires la définition suivante : « ceux commis en contravention à la loi militaire par laquelle ils sont définis. »

Nous trouvons dans l'article premier du décret des 30 septembre-19 octobre 1791 une définition analogue : « les délits militaires consistent dans la violation, définie par la loi, du devoir militaire, et la loi détermine les peines qui doivent y être appliquées » ; — l'article 4 complète et limite en même temps la portée de cette définition en spécifiant que « un délit n'est militaire, s'il n'a été commis par un individu qui fait partie de l'armée. »

La nécessité de ces distinctions s'impose de nouveau aujourd'hui ; le projet du gouvernement actuellement soumis au Sénat, distingue en effet, entre les infractions de droit commun commises par des militaires en temps de paix, dont la connaissance est attribuée aux tribunaux ordinaires, et les crimes et délits intéressant directement la discipline, et qu'on peut qualifier de « purement militaires », pour lesquels on donnera compétence à une juridiction spéciale : chambre mixte de la cour d'appel ou jury militaire (1). Nous ne trouvons plus, il est vrai, ni dans le projet, ni dans le texte voté par la Chambre des députés le 11 juin 1909, une définition du délit purement militaire, mais les sections II et III du livre V, ajouté au code

(1) V. Labori, rapport, p. 8 et 9.

pénal, renferment toutes ces infractions qui répondent à des obligations d'ordre purement militaire (1) ; elles forment ce qu'on a appelé, avec un air de regret pour leur existence nécessaire, le « résidu » ; résidu de droit disciplinaire spécial, irréductible au droit commun, mettant obstacle à la fusion générale de tout le droit pénal en un seul code homogène et nécessitant le maintien ou la création de tribunaux spéciaux pour en connaître (2).

A part ce groupe d'infractions vraiment spéciales, tous les autres crimes ou délits commis par des militaires, se peuvent réduire au droit commun. Ils ne constituent pas, en effet, la violation de devoirs particuliers qui ne s'imposent qu'aux soldats, ils sont prévus et punis par la loi pénale, comme tous les autres crimes et délits parce qu'ils troublent l'ordre social, parce que ceux qui les commettent violent des principes et manquent à des obligations qui s'imposent à tous les autres citoyens comme à eux-mêmes. Parmi ces infractions il s'en trouvera un certain nombre qui, commises dans certaines circonstances d'ordre militaire, prendront un caractère spécial, mériteront l'attention du législateur qui se verra dans l'obligation d'infliger une peine plus sévère ; mais selon l'observation très exacte de M. Cruppi, président de la commission de la réforme judiciaire, chargée de l'examen du projet, « la circonstance militaire peut bien affecter l'infraction dans sa gravité, mais non dans sa nature » (3) ; par conséquent toutes ces infractions demeureront des infractions de droit commun.

Si l'unité de la juridiction compétente pour connaître des infractions commises par des militaires, n'obligeait pas le législateur de 1857 et de 1858 à faire des distinctions aussi nettes, il

(1) V. Labori, Rapport, p. 31 et 37.

(2) V. ci-dessus, p. 5, déclaration de M. Clemenceau, président du conseil ; Labori, Rapport, p. 8.

(3) Labori, Rapport, p. 31.

ne faudrait pas en conclure que ces distinctions lui aient échappé complètement. On trouve dans le rapport de M. Langlais, au Corps législatif, sur la loi du 9 juin 1857, une distinction aussi clairement posée parmi les infractions déferées aux conseils de guerre, et spécialement prévues par le code en discussion, en ce qui concerne l'application à faire des circonstances atténuantes. « Les crimes et les délits, dit le rapporteur, se trouvent partagés dans le projet en deux classes distinctes : les uns s'attaquent à la constitution de l'armée, aux devoirs militaires, comme la trahison, l'espionnage, l'embauchage, la révolte, l'insubordination. Le projet n'admet pas de circonstances atténuantes pour ces graves délits, la gradation des peines y est seulement consacrée pour quelques-uns dans une mesure sage et bien réglée.

La seconde classe se compose de ces délits comme le vol, le pillage, la destruction, qui rentrent au fond dans la catégorie des délits communs. La loi admet pour un certain nombre la déclaration de circonstances atténuantes » (1).

Nous nous trouvons donc en face de trois catégories distinctes d'infractions militaires, en prenant l'expression dans son sens le plus large : — d'abord les infractions purement militaires, c'est-à-dire ce groupe d'infractions spéciales parce qu'elles consistent dans la violation de devoirs imposés aux soldats seulement à raison de leur état, de leur situation de soldats ; — en second lieu, les infractions de droit commun, c'est-à-dire toutes celles qui sont prévues et punies par le code pénal ordinaire, auquel le code de justice militaire renvoie d'une façon générale (2), parce qu'il n'avait aucune raison de les

(1) Loi du 9 juin 1857, rapport de M. Langlais, Sirey, Lois, 1857, p. 84, col. 2 ; comparer loi du 4 juin 1858, rapport de M. Rigaud, Sirey, Lois, 1858.

(2) Code de justice militaire (armée de terre), art. 267 ; (armée de mer), art. 364.

modifier dans un de ses articles ; — enfin, un groupe d'infractions qui rentrent par leur nature dans les définitions du code pénal ordinaire, mais qui font l'objet de prévisions spéciales dans la loi militaire qui sont réprimées par elle de peines différentes par leur gravité, de celles prononcées par la loi commune, et auxquelles on a parfois donné le nom d' « infractions mixtes (1) ».

La première catégorie d'infractions, — celle des infractions essentiellement militaires, — est la raison d'être même d'une loi pénale spéciale à l'armée, ou des dispositions exceptionnelles ajoutées matériellement au code ordinaire. Le droit romain mettait déjà à part cette catégorie de délits : « *militum delicta aut propria sunt, aut cum cæteris communia : unde et persecutio aut propria, aut communis est. Proprium militare est delictum, quod quis uti miles admittit* (2). ». Il y a toujours eu des devoirs propres à chaque état, à chaque profession, et en particulier dans le métier des armes, de quelque manière que soient recrutés ceux qui l'exercent, il existe des obligations particulières. Ces obligations se justifient toutes par la place qu'occupe l'armée dans la nation et par le rôle qui lui incombe soit en temps de paix, soit en temps de guerre ; de la grandeur même de cette mission confiée à l'armée elles prennent une importance exceptionnelle à laquelle doit correspondre une répression exemplaire.

Au premier rang de ces infractions purement militaires nous trouvons prévus par les codes de justice militaire les crimes de trahison, d'espionnage, et d'embauchage (3). Ces infractions

(1) Conf. Lalœ, *Observations sur la compétence des conseils de guerre*, p. 212 à 215.

(2) Digeste, livre XLIX, titre XVI, § 2. (Arrius Menander, lib. I, *De re militari*).

(3) Code du 9 juin 1857, livre IV, titre II, chap. I, art. 204, 205, 206, 207, 208 ; code du 4 juin 1858, livre IV, titre II, chap. I, art. 262, 263, 264, 265.

occupent une place à part : elles ne sont pas spécialement militaires en ce sens que des individus autres que des militaires peuvent s'en rendre coupables, mais on peut dire qu'elles sont en elles-mêmes des infractions militaires, car l'existence d'une armée, la possibilité ou l'existence d'une guerre sont des conditions essentielles de la commission de ces crimes. Ils peuvent être commis en temps de paix ou en temps de guerre : en temps de paix ils sont prévus et réprimés par les articles 75 et suivants du code pénal, que les coupables soient militaires ou civils, et constituent des crimes politiques ; — en temps de guerre ils sont prévus par le code militaire et constituent des crimes militaires. A la vérité, les articles 204 à 207 du code de justice militaire pour l'armée de terre (1) ne parlent que de « tout militaire » ; mais si l'on se reporte aux articles 63, 64 et 269 du même code (2), on voit que la loi militaire devient applicable à tous les individus coupables, comme auteurs ou comme complices, de trahison ou d'espionnage, quand l'armée est sur le territoire ennemi, ou quand ces faits ont été commis en territoire français, dans l'arrondissement d'une armée, en présence de l'ennemi. En temps de guerre par conséquent le code pénal deviendra d'une application assez rare.

Pour l'embauchage, le code militaire a nettement parlé de « tout individu », repoussant un amendement qui voulait limiter l'application de l'article 208 aux seuls militaires ; — il s'est fondé sur les principes de Merlin, lequel estime que « l'embaucheur est, par la nature même de ses opérations, agent militaire de la puissance ou du parti en faveur duquel il cherche à détacher les soldats de leurs drapeaux ; c'est sur l'armée même qu'il agit et par cela seul il doit être jugé comme les prévenus de délits commis à l'armée » (3).

(1) Art. 262 à 265 du code de justice militaire (armée de mer).

(2) Code de justice militaire (armée de mer), art. 95, 98 et 99.

(3) Code du 9 juin 1857, rapport de M. Langlais, art. 208, Sirey, Lois, 1857, p. 86, col. 3.

La seule conclusion que nous voulions tirer de ce rapide examen, est que ces crimes sont ou politiques ou militaires, et par conséquent ne rentrent jamais parmi les crimes de droit commun ; nous chercherions donc vainement dans ces faits des circonstances aggravantes de crimes ou de délits ordinaires. Il y a là une situation spéciale, qui met ces infractions hors des limites de notre étude.

Bien spéciaux encore sont ces crimes qui, de la part d'un chef militaire, consistent à ne pas faire tout ce que commandent le devoir et l'honneur (1), — à rendre une place sans avoir épuisé tous les moyens de défense (2), — à capituler en rase campagne (3), — à amener le pavillon alors qu'il pouvait encore se défendre (4), — à fuir devant l'ennemi alors qu'il pouvait l'attaquer ou le combattre (5), — ou à suspendre la poursuite de bâtiments ennemis fuyant devant lui (6).

Le code de justice militaire pour la marine prévoit et punit encore tous ceux qui ont la responsabilité d'un bâtiment et qui le perdent ou le laissent prendre même par négligence ou impéritie (7). Il prévoit aussi, et dans leurs moindres détails, bien des actes (8) qui, en eux-mêmes et dans la vie ordinaire, n'ont rien de répréhensible, mais qui peuvent être cause des plus grands malheurs, soit en temps de guerre, parce que, par exemple, des feux auront été allumés et révéleront à l'ennemi les positions ou les manœuvres de nos vaisseaux, soit en tous temps, parce que de tels actes peuvent déterminer une explosion ou un incendie. On sera tenté de rapprocher de plusieurs de ces dispositions certains articles des lois et décrets concer-

(1) Code de justice militaire (armée de terre), art. 209.

(2) *Idem.*

(3) Code de justice militaire (armée de terre), art. 210.

(4) Code de justice militaire (armée de mer), art. 268.

(5) Code de justice militaire (armée de mer), art. 273.

(6) *Idem.*

(7) Code de justice militaire (armée de mer), art. 267 et 269.

(8) Code de justice militaire (armée de mer), art. 340 et suiv.

nant la marine marchande (1). Il est bien certain que des règlements s'imposent pour tout ce qui touche à la navigation sur mer, aussi bien dans la marine de guerre que dans la marine de commerce, et qu'il importe au plus haut point de prévenir les accidents et les naufrages et de ne confier le commandement des navires qu'à des hommes expérimentés. Les dispositions réglementaires de la marine marchande, sanctionnées elles aussi par des peines, alors même qu'il n'y a eu dans les actes commis que de la négligence ou un manque de prudence, ont pour but de donner aux passagers toutes garanties pour la sécurité du voyage, aux négociants qui expédient leurs marchandises l'assurance que rien ne sera négligé pour qu'elles parviennent à destination, aux navigateurs la connaissance de leurs devoirs ; elles sont la police des mers et de tous ceux qui les parcourent. Dans la marine de guerre aussi toutes ces idées ont place : il faut, là plus qu'ailleurs, que les hommes embarqués puissent avoir une confiance absolue en tous ceux qui commandent à bord, il faut prévenir les accidents, il faut régler la marche des navires afin d'éviter les abordages ; mais le but principal du code militaire de l'armée de mer est de permettre, en temps de guerre, à ces forteresses mobiles que sont les vaisseaux de guerre de conserver leur puissance entière et tous leurs moyens d'action ; dès le temps de paix, il faut que cette réglementation soit connue et pratiquée, elle fait partie de l'instruction militaire du marin : il s'ensuit que toutes ces infractions, qui n'ont en elles-mêmes rien d'essentiellement militaire, bien que répondant à des principes de discipline, rentrent néanmoins dans l'ordre des choses de l'armée, et constituent,

(1) Décret disciplinaire et pénal pour la marine marchande du 24 mars 1852. Loi sur les accidents et collisions en mer du 10 mars 1851. Loi du 15 avril 1898 portant modification du décret-loi disciplinaire et pénal du 24 mars 1852, concernant la marine marchande. Loi du 31 juillet 1902, modifiant le décret loi du 24 mars 1852.

dans tous les cas, tout un groupe de crimes et de délits que nous ne pourrions assimiler à ceux du droit commun.

C'est encore dans le même but de prévenir, en cas de guerre, les graves dangers, les désastres irréparables, que certains actes, certains manquements au règlement, certaines négligences peuvent faire courir, que les codes de l'armée de terre et de l'armée de mer prononcent des peines et renvoient devant les conseils de guerre, même en temps de paix, des faits comme l'abandon de poste (1), le sommeil en faction (2), qui n'ont pas d'existence, ni de place dans la vie civile, qui ne dénotent chez les coupables aucune immoralité, qui même ne sont souvent que des négligences momentanées. La présence de l'ennemi ou de rebelles armés, le fait seul de l'état de guerre ou de l'état de siège, en aggravant le danger que ces actes peuvent occasionner, appellent une répression plus sévère ; — mais, à tout prendre, il semble bien que ce soit d'abord pour l'état de guerre que la loi a prévu ces infractions et édicté ces peines ; puis elle a prévu des atténuations, et est arrivée au minimum de la répression en temps de paix, où il importe tout autant que les consignes soient observées fidèlement, mais où les conséquences sont évidemment beaucoup moins redoutables.

Le chapitre III du titre II des codes de justice militaire est consacré aux infractions commises contre le devoir de discipline, qui est le premier et le plus essentiel des devoirs du soldat, et la condition même de la dignité, de la force et de la grandeur d'une armée. Le chef est responsable des ordres qu'il donne, il doit donc obtenir de ses subordonnés une obéissance immédiate : la discussion des commandements militaires

(1) Code du 9 juin 1857, art. 211 et 213 ; code du 4 juin 1858, art. 283, 284, 285.

(2) Code du 9 juin 1857, art. 212 ; code du 4 juin 1858, art. 282.

n'est pas admissible, il ne saurait même y avoir ni hésitation ni murmure, et la réclamation n'est permise que lorsque l'ordre a été exécuté (1). Ces principes sont fort contraires à ceux qui régissent les rapports entre les hommes, dans la vie civile ; tandis que la loi commune protège le plus possible la liberté de l'individu, la loi militaire exige la soumission absolue de tous les soldats envers leurs chefs. Et il faut qu'il en soit ainsi : la guerre est la raison d'être de l'existence de l'armée, elle est le but unique de ses exercices et de ses efforts journaliers et la victoire est impossible à une armée sans chef, ou ce qui revient au même, à une armée dont les chefs ne sont pas obéis, à une armée sans discipline.

Dès le temps de paix la discipline est une nécessité pour l'armée : outre qu'il est nécessaire que le soldat y soit plié et formé pour le jour des combats, il faut qu'il soit toujours prêt à exécuter les ordres qu'il reçoit, pour procurer l'exécution des lois ou des sentences rendues au nom du peuple français ; il faut aussi que, dans une réunion d'hommes si considérable, composée d'éléments les plus divers, et formée en vertu d'une obligation et non de la volonté des individus qui en font partie, l'assurance d'une parfaite soumission, d'une obéissance absolue, apporte une compensation à l'infériorité numérique de ceux qui ont la charge du commandement, et conserve aux chefs responsables le prestige et l'autorité intangibles. Mais la contrariété, l'opposition de ces idées militaires, avec les idées civiles, d'une part, de l'autre, la propagande criminelle qui s'attaque aux premières et jette dans les esprits et les consciences mal éduqués et égoïstes, le trouble et l'inquiétude, quand ce n'est pas la haine et la révolte, obligent le législateur à frapper des peines les plus rigoureuses les moindres infrac-

(1) V. décret du 20 octobre 1895 portant règlement sur le service intérieur des troupes d'infanterie.

tions à la discipline comme les plus graves : il importe d'étouffer dans son germe tout ferment de désobéissance.

Il faut punir le refus d'obéissance individuel (1), même quand il ne se manifeste que par une attitude passive, car, si on le laissait se développer, il deviendrait bientôt la révolte (2). Il faut que l'autorité soit respectée dans la personne de ceux qui la détiennent, et que le supérieur ne soit jamais exposé à l'injure, à l'outrage, aux voies de fait de ses subordonnés (3). Il faut que les consignes données soient inviolables (4) ; et que ceux qui sont chargés de les faire respecter soient à l'abri des coups et des injures, particulièrement de la part d'autres militaires (5). Il ne faut pas que les agents de l'autorité trouvent parmi les militaires qui détiennent eux-mêmes une part de cette autorité, des rebelles et il importe que les coupables soient sévèrement châtiés (6).

Mais, en retour, il importe que la loi qui impose une soumission totale à l'autorité des chefs militaires, maintienne cette autorité au-dessus des moindres soupçons, et prévienne tout abus chez ceux qui en sont détenteurs. En temps de guerre, commet un abus d'autorité le chef qui, sans ordre, sans autorisation, sans nécessité attaque ou provoque l'ennemi, continue les hostilités après avoir reçu l'avis officiel de la paix, d'une trêve ou d'un armistice (7), en un mot, agit en pleine indépendance, s'érigeant en maître de la situation : il n'est pas besoin de dire quelles conséquences peuvent résulter de tels actes. Mais, même en temps de paix, tout abus d'autorité de la part

(1) Code du 9 juin 1857, art. 218 ; code du 4 juin 1858, art. 294.

(2) Code du 9 juin 1857, art. 217 ; code du 4 juin 1858, art. 292.

(3) Code du 9 juin 1857, art. 221, 222, 223, 224 ; code du 4 juin 1858, art. 298, 299, 300, 301, 302, 303.

(4) Code du 9 juin 1857, art. 219 ; code du 4 juin 1858, art. 296.

(5) Code du 9 juin 1857, art. 220 ; code du 4 juin 1858, art. 297.

(6) Code du 9 juin 1857, art. 225 ; code du 4 juin 1858, art. 304.

(7) Code du 9 juin 1857, art. 226, 227, 228 ; code du 4 juin 1858, art. 305, 306, 307.

d'un chef militaire est grave, car la soumission qui est imposée au subordonné permet au supérieur de tout commander, même des actes injustes, même, théoriquement au moins, des actions criminelles ; il peut, en raison de son autorité, porter les plus graves atteintes à la discipline. Enfin, si le chef doit pouvoir tout obtenir de la volonté de l'homme placé sous ses ordres, il ne lui est jamais permis de méconnaître un semblable dans son inférieur, et d'user à son endroit de violences ; il obtiendra la docilité du soldat par la persuasion, par la confiance qu'il saura lui inspirer et qui lui permettra de tout obtenir de lui, au besoin par la crainte ou par l'application des châtimens disciplinaires qui sont à sa disposition ; mais jamais on ne saurait tolérer qu'un supérieur aille jusqu'à frapper son subordonné, si ce n'est dans des cas exceptionnels où il faut de toute nécessité user de n'importe quel moyen pour éviter les plus grands malheurs (1). Le chef qui, hors ces circonstances, se laisse entraîner à ces excès et à ces abus y perd du reste son prestige et son autorité, et par là même porte indirectement atteinte à la discipline.

Ces crimes et ces délits que nous venons de passer sommairement en revue, paraissent bien rentrer dans la catégorie des infractions essentiellement militaires : ils répondent à des devoirs spéciaux qui ne s'imposent qu'aux soldats et certains d'entre eux sont même en contradiction avec les principes du droit commun. Cependant il est indéniable que, dans plusieurs des articles qui prévoient ces infractions, nous rencontrons des éléments qui se trouvent également dans des infractions du droit commun : les voies de fait, les outrages, la rébellion à l'autorité figurent dans le code pénal ordinaire. La question se pose alors de savoir, si nous nous trouvons en présence de délits vraiment spéciaux ayant leurs éléments constitutifs parti-

(1) Code du 9 juin 1857, art. 229 ; code du 4 juin 1858, art. 308.

culiers et purement militaires, ou en face de délits ordinaires, qu'aggravent des circonstances d'ordre militaire. C'est pourquoi nous consacrerons un chapitre spécial (1) à l'examen de ce problème.

Enfin aux infractions purement militaires nous ajouterons l'insoumission et la désertion (2). Le projet de loi de 1907 faisait rentrer ces deux infractions dans le droit commun, sous le prétexte qu'elles ne constituaient pas des fautes contre la discipline et le devoir militaire, mais des manquements aux devoirs imposés par la loi du pays (3). Il n'y a pas là une raison suffisante ; à ce compte, en effet, les infractions que l'on a qualifiées d'essentiellement militaires doivent aussi rentrer dans le droit commun, car en définitive c'est toujours la loi du pays qui édicte les obligations même militaires et prononce les sanctions à appliquer. La vérité, c'est que celui qui ne rejoint pas, lors d'une convocation régulière, le corps auquel il est affecté pour accomplir son service actif ou des périodes d'instruction, manque au premier de ses devoirs militaires, et que celui qui déserte, commet une infraction bien caractérisée contre la discipline, qui ne lui permet pas de s'absenter de son corps sans une permission régulière ni au delà des délais fixés. La Chambre des députés a maintenu la désertion parmi les infractions purement militaires déferées à la juridiction particulière, dont elle établit l'organisation (4), mais a fait de l'insoumission un délit ordinaire de la compétence du tribunal correctionnel (5). Quelle que soit la solution qu'on adopte, ces infractions

(1) V. *infra*, chap. V.

(2) Code du 9 juin 1857, livre IV, titre II, chap. V, art. 230 à 243 ; code du 4 juin 1858, liv. IV, tit. II, chap. V, art. 309 à 324.

(3) V. Labori, Rapport, art. 24 du projet (485 et 486 du code pénal), p. 23 et 24.

(4) Chambre, séance du 7 juin 1909, art. 508 et suiv., *J. Off.* du 8, p. 1335, col. 2 et 3.

(5) Chambre, séance du 4 juin 1909, art. 485, adoption sans discussion, *J. Off.* du 5, p. 1316, col. 3.

sont spéciales, soit qu'on les place dans la loi commune, soit qu'on les range dans le résidu militaire, il demeure certain que nous n'y saurions rencontrer des circonstances aggravantes de délits ordinaires.

En face de ces infractions militaires que nous ne pouvons pas assimiler au droit commun (1), qui possèdent un caractère propre, nous constatons que les militaires peuvent commettre tous les crimes et délits, que prévoit et réprime la loi pénale ordinaire. Aucune modification dans la qualification du délit, aucune circonstance tirée de la situation du délinquant, aucune différence dans la peine : l'article 267 du code de justice militaire renvoie sans distinction aux lois ordinaires : « les tribunaux militaires appliquent les peines portées par les lois pénales ordinaires à tous les crimes ou délits non prévus par le présent code, et, dans ce cas, s'il existe des circonstances atténuantes, il est fait application aux militaires de l'article 463 du code pénal » (2). On le voit, les circonstances atténuantes elles-mêmes, pourront s'appliquer aux militaires toutes les fois que les lois qui leur seront appliquées en autoriseront l'application aux non militaires. Mais les codes de 1857 et de 1858 maintenaient la compétence des conseils de guerre pour cette catégorie d'infractions comme pour les autres. Le projet actuel en donne connaissance aux juges de droit commun (3), et il devait en être ainsi puisqu'il ne voulait maintenir une juridiction

(1) Sauf la réserve en ce qui touche les outrages et voies de fait que nous nous sommes réservé d'examiner plus complètement dans notre chapitre V. V. p. 49.

(2) Le code de justice maritime reproduit cette disposition en la précisant en ce qui concerne l'application des circonstances atténuantes. Art. 364 : « Les tribunaux de la marine appliquent les peines portées par les tribunaux ordinaires à tous les crimes ou délits qui ne sont pas prévus par le présent code, et, dans les cas où les lois autorisent l'application des circonstances atténuantes, il peut être fait application de l'article 463 du code pénal ».

(3) V. Projet, art. 2,

exceptionnelle que pour le résidu exceptionnel d'infractions essentiellement militaires.

Les lois du second empire ne faisaient que reprendre le principe posé dans l'article 18 du titre XIII de la loi du 13 pluviôse an II, qui portait que : « dans les cas non prévus par les lois spéciales militaires, les tribunaux criminels et de police correctionnelle militaires appliqueront les peines énoncées dans les lois pénales ordinaires, lorsque le délit s'y trouvera classé. »

Un décret du 1^{er} mai 1812 (1) était venu jeter sur la force obligatoire de cette disposition quelque indécision ; il autorisait, en effet, par son article 10, les conseils de guerre à appliquer, dans tous les cas non prévus par les lois militaires, en leur âme et conscience et d'après toutes les circonstances du fait, une des peines du code civil ou militaire qui leur paraîtrait proportionnée au délit. — Bien qu'un avis du conseil d'Etat du 14 août 1812 soit venu interpréter cet article en ce sens que la règle qu'il prescrivait ne devait être suivie que dans les cas non prévus par les lois pénales existantes, soit militaires, soit civiles, il n'en consacrait pas moins le principe de peines arbitraires laissées à la discrétion du juge. La cour de cassation, dans l'affaire de capitulation en rase campagne du lieutenant Marin, déclara abrogé par la charte constitutionnelle le décret du 1^{er} mai 1812 ; en sorte que seule la loi du 3 pluviôse an II demeurerait en vigueur. On peut donc conclure que toujours on a reconnu l'existence de toute une catégorie d'infractions, sur lesquelles les raisons d'ordre militaire demeuraient sans aucune influence, et qui, bien que commises à l'armée et par des militaires, restaient des infractions de droit commun. De ces infractions nous n'aurons plus à reparler désormais, si ce n'est pour rechercher si la qualité de militaire, lorsqu'elle se

(1) Victor Foucher, *Commentaire du code de justice militaire pour l'armée de terre*, 1858, art. 267, p. 873 et suiv.

rencontre chez l'auteur de ces infractions, n'en constitue pas une circonstance aggravante générale, ou ne doit pas tout au moins dicter une limite minima dans l'atténuation des pénalités édictées, dans les cas où il existe des circonstances atténuantes (1).

Il nous reste, enfin, un dernier groupe de délits, auxquels on a parfois donné le nom de délits mixtes, parce qu'on y rencontre effectivement des éléments qui se trouvent également dans les délits ordinaires et des éléments spécialement militaires. Qu'il s'agisse du détournement d'effets militaires (2), du vol (3), du pillage (4), de l'incendie (5), de la destruction d'édifices (6), du faux (7), de la corruption, de l'infidélité dans l'administration militaire (8), d'usurpation d'uniformes, d'insignes ou de décorations (9), nous reconnaissons aussitôt des crimes ou des délits que nous sommes habitués à rencontrer en dehors de l'armée, qui ne lui sont pas spéciaux. Mais dans la plupart des cas nous voyons que la loi militaire aggrave la peine et même dans des proportions considérables. Les codes militaires ont admis pour un grand nombre de ces infractions l'application de circonstances atténuantes, montrant ainsi que leurs auteurs ne les ont pas considérées comme des délits essen-

(1) V. ci-dessous chap. VI et chap. VII.

(2) Code de justice militaire (armée de terre), art. 244 à 247 ; (marine), art. 325 à 330.

(3) Code de justice militaire (armée de terre), art. 248 ; (marine), art. 331 et suiv.

(4) Code de justice militaire (armée de terre), art. 250 ; (marine), art. 335.

(5) Code de justice militaire (armée de terre), art. 251 ; (marine), art. 336.

(6) Code de justice militaire (armée de terre), art. 252 et suiv. ; (marine), art. 337 et suiv.

(7) Code de justice militaire (armée de terre), art. 257 à 260 ; (marine), art. 349 à 353.

(8) Code de justice militaire (armée de terre), art. 261 à 265 ; (marine), art. 354 à 358.

(9) Code de justice militaire (armée de terre), art. 266 ; (marine), art. 359.

tiellement militaires, pour lesquels jamais ne sont prévues d'atténuations de peines (1) ; mais il faut prendre garde à ce fait que ce n'est plus, comme pour la catégorie d'infractions que nous avons précédemment étudiée, l'article 463 du code pénal qui s'applique, c'est un système spécial d'atténuation de la peine, réglé pour chaque infraction et conservant un minimum élevé à la répression. Il s'ensuit que dans l'ensemble les sanctions prévues par les textes sont plus sévères qu'en droit commun : il y a aggravation des peines. Cette aggravation est prévue en raison des conditions particulières dans lesquelles ces délits sont commis : — c'est un militaire qui détourne les effets qui lui ont été confiés pour le service, qui vole un de ses camarades de chambrée, qui détruit ou dévaste des bâtiments, ouvrages, édifices militaires ou à l'usage de l'armée : l'objet matériel sur lequel porte l'infraction, la qualité particulière de l'auteur ou de la victime, sont autant d'éléments qui sortent du droit commun, possèdent un caractère militaire, et dont il faut tenir compte. Mais faut-il considérer ces éléments comme constitutifs de l'infraction prévue par la loi spéciale, et dire qu'il y a là des délits ne rentrant en aucune façon dans le droit commun : des délits militaires ? ou bien faut-il dire que ces éléments ne modifient en rien la nature de l'infraction, mais constituent seulement des circonstances aggravantes de délits ordinaires ? Tel est le problème dont nous posons ici les bases générales et que nous étudierons spécialement dans notre chapitre VI.

La jurisprudence (2) a considéré les infractions de cette catégorie comme des infractions aux caractères nettement spéciaux

(1) Loi du 9 juin 1857, rapport de M. Langlais : « La seconde classe (la première est celle des infractions purement militaires), se compose de ces délits comme le vol, le pillage, la destruction, qui rentrent au fond dans la catégorie des délits communs. La loi admet pour un certain nombre la déclaration de circonstances atténuantes ». Sirey, Lois, 1857, p. 84, col. 2 ; comparer loi du 4 juin 1858. Rapport de M. Rigaud, Sirey, Lois, 1858, p. 135, col. 2.

(2) V. *infra*, chap. VI.

et militaires, et dans le même sens, des auteurs comme MM. Augier et Gustave Le Poittevin déclarent, à propos du vol tel que le prévoit l'article 248 du code de justice militaire, qu'il est impossible de faire une assimilation avec le droit commun; qu'au contraire il y a une dérogation au droit commun, voulue par le législateur, et qu'il existe ainsi à côté du vol ordinaire un vol d'une espèce spéciale bien caractérisée : le vol militaire (1).

D'autres auteurs, comme MM. Laloë (2) et Taillefer (3), ne contestent pas que ces délits ne soient en eux-mêmes assimilables aux délits de droit commun, mais il leur paraît impossible que l'élément militaire qui y est contenu ne soit pas un de leurs éléments constitutifs. Et c'est ainsi que M. Laloë les qualifie de « délits mixtes », et que M. Taillefer déclare que « les circonstances dans lesquelles ces infractions ont été commises leur donnent un « caractère militaire » qu'il ne faut pas perdre de vue. »

A l'opposé de cette théorie du délit spécial, nous trouvons la théorie du délit commun aggravé par des circonstances d'ordre militaire. Elle est très nettement exposée par M. Clemenceau dans la proposition de loi qu'il déposait au Sénat le 11 juin 1903. « Il faut se garder, disait-il dans l'exposé des motifs, de confondre la détermination exacte de la nature d'une infraction, qui sert de base à la compétence, et l'appréciation du degré de gravité du délit dont la différence consistera seulement en une différence de peines (4). Les circonstances concomitantes à un délit, en particulier la qualité du délinquant, entraînent souvent une aggravation de pénalité. Le code pénal

(1) Augier et Gustave Le Poittevin, *Traité théorique et pratique de droit pénal militaire*, 2 vol. in-8°, Larose, p. 711 ; voir aussi G. Bouniols, *Justice militaire*, *Revue de Paris*, 1^{er} mai 1907, p. 87.

(2) *Observations sur la compétence des conseils de guerre*, p. 212 à 215.

(3) *Justice militaire*, p. 388.

(4) Comparer Pernot, *Conseils de guerre*, p. 193.

nous en offre de nombreux exemples. C'est ainsi que le vol est puni de peines plus sévères, lorsqu'il a été commis par un serviteur à gages ; l'abus de confiance émanant d'un officier ministériel est puni de la réclusion, alors que, s'il a été commis par un simple particulier, celui-ci n'est passible que de la peine de l'emprisonnement. De sorte que pour tenir compte, comme le demandent MM. Taillefer et Laloë, du caractère particulier que prennent certains délits de droit commun, lorsqu'ils sont commis par des militaires, il suffit de considérer les articles du code de justice militaire comme autant de paragraphes additionnels aux articles correspondants du code pénal (1) ». Et dans un autre passage du même exposé des motifs l'auteur pose son système d'une façon plus générale encore : « il convient, dit-il, de tenir compte des circonstances et de rechercher pour tous les crimes et délits, dans quelle mesure le fait d'avoir été commis par un militaire constitue une aggravation ou une atténuation » (2).

La même idée a été exprimée à propos du projet actuellement en discussion par M. Cruppi, président de la commission de la réforme judiciaire ; « la circonstance militaire, disait-il, peut bien affecter l'infraction dans sa gravité, mais non dans sa nature (3) ».

Il ne faudrait pas croire que ces idées soient nées seulement avec les récents projets de réforme des conseils de guerre ; ils figuraient déjà dans l'exposé des motifs de la loi de 1857 ; nous y lisons, en effet, le passage suivant : « quant au vol, au pillage, au faux et à la corruption, même en matière militaire, qui rentrent par leur nature dans la classe des délits communs et auxquels la qualité de militaire ne fait qu'ajouter une gravité de plus, le nouveau code les punit conformément au code

(1) Proposition Clemenceau, Sénat, Doc. parl., 1903, p. 453.

(2) *Idem.*

(3) Labori, Rapport, p. 31.

pénal ordinaire en leur appliquant suivant les cas les travaux forcés à temps, la réclusion, la détention (1) ».

C'est cette théorie que nous nous proposons de soutenir dans ces pages. Mais avant de tirer des conclusions, il importe de poser nettement les prémices : c'est pourquoi, après avoir essayé dans ce chapitre de classer les diverses catégories d'infractions qui peuvent être commises à l'armée, nous allons consacrer le chapitre suivant à exposer succinctement la théorie des circonstances aggravantes en général, et à préciser la distinction qu'il importe de faire entre les éléments constitutifs des infractions et les circonstances accessoires qui les peuvent affecter.

(1) Loi du 9 juin 1857. Exposé des motifs, Sirey, Lois, 1857, p. 68, col. 2.

CHAPITRE III

Des circonstances aggravantes.

Toute infraction prévue et réprimée par la loi pénale s'analyse en un certain nombre d'éléments. Parmi ces éléments, les uns sont généraux, se retrouvent dans toutes les infractions, caractérisent la nature délictuelle d'un acte ; ils sont puisés soit dans le fait punissable, soit dans la personne qui en est l'auteur, soit dans les principes généraux du droit ; il faut qu'il y ait eu perpétration d'un acte déterminé, que l'agent ait accompli cet acte avec discernement et liberté, que la loi à laquelle il devait obéissance ait prévu et réprimé cet acte, que cet acte, enfin, ne trouve pas sa justification dans l'exercice d'un droit : en résumé les éléments généraux de toute infraction sont l'élément matériel, l'élément moral, l'élément légal et l'élément injuste. Les autres éléments sont spéciaux à telle ou telle infraction, ils permettent de la distinguer des autres infractions, ils servent à la désigner sous un nom particulier : ce sont les éléments constitutifs de chaque infraction.

En dehors des éléments généraux, qui constituent l'« infraction pénale » elle-même, et en l'absence desquels il n'y a plus acte délictueux, mais seulement un acte quelconque indifférent en soi, au point de vue pénal ; en dehors des éléments constitutifs de chaque infraction particulière, par lesquels se diversifient les infractions, il faut reconnaître qu'un acte délictueux

ne présente pas dans tous les cas la même gravité : il y a faute, faute punissable, mais il existe des degrés dans la faute et par suite des degrés dans la répression.

Nous ne trouvons dans notre législation pénale aucun système général en cette matière. Le législateur n'a pas établi, d'une part, les bases de l'acte fondamental, du délit simple, pour prévoir ensuite les degrés dans la gravité de ce délit, pour déterminer les circonstances particulières qui l'obligeront à édicter une peine plus rigoureuse.

Il est cependant facile de se rendre compte que ce que le législateur n'a pas dit d'une façon expresse, ressort de son œuvre elle-même. Il s'est attaché à deux idées pour mesurer la gravité des peines : la première consiste dans l'appréciation de l'immoralité de l'acte en lui-même ou de l'immoralité des intentions de son auteur, la seconde envisage les conséquences de l'acte accompli : la peine sera d'autant plus grave que l'infraction aura causé à l'ordre social, sur lequel la loi veille, un trouble plus grand, ou que le dommage qu'elle aura fait subir à ses victimes aura été plus considérable.

Pratiquement ces idées se traduisent dans la loi en un double système permettant d'aggraver les peines et de les rendre adéquates à la gravité même d'un délit dans les circonstances dans lesquelles il a été commis.

Le premier système consiste en une certaine liberté laissée au juge dans l'application qu'il aura à faire de la peine. Notre code ne renferme plus de peines fixes, qui réduisaient le rôle du juge à l'exercice d'un simple contrôle de l'existence des délits prévus par la loi, rôle qui ne répondait pas à la fonction, puisque, juger c'est, avant tout, apprécier la gravité d'un acte, la culpabilité et la responsabilité d'un délinquant, l'utilité et la mesure de la peine en vue de la correction et de l'amendement du coupable ; en outre, le système des peines fixes faisait parfois reculer le juge devant l'application d'une peine rigoureuse en présence d'un acte dont les circonstances atté-

nuaient la gravité, et l'amenaient à déclarer innocents ceux qu'il reconnaissait seulement moins coupables. Nous n'avons pas non plus le système des peines arbitraires, qui laissent au juge la plus grande liberté, mais privent les justiciables de toute garantie, et portent atteinte au principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi, puisque le même acte commis dans les mêmes conditions par la même personne sera exposé à être réprimé par les peines les plus différentes selon l'esprit des différents juges. Entre ces deux systèmes extrêmes, nous trouvons celui qu'a adopté notre code pénal ; le juge apprécie les caractères de chaque délit qui lui est déféré, et peut, selon la gravité particulière de l'acte dont il est saisi, selon la culpabilité personnelle du délinquant et sa responsabilité, appliquer une peine qu'il choisit entre un minimum et un maximum fixés d'avance par la loi ; il peut même abaisser la peine au-dessous du minimum, dans les cas où est possible l'application des circonstances atténuantes. Mais s'il estime que les circonstances qui entourent l'infraction commise sont particulièrement graves, s'il croit nécessaire de sévir d'une manière forte et rigoureuse, il ne pourra jamais, de sa propre volonté, aller au-delà du maximum déterminé par l'article du code. On donne à ces circonstances qui permettent au juge d'aggraver la peine dans ces limites le nom de « circonstances aggravantes judiciaires » ; elles forment la contre-partie des circonstances atténuantes.

Le législateur a fait plus, il a organisé à travers les articles du code pénal un second système d'aggravation des peines : c'est celui des circonstances aggravantes « légales ». M. Garraud définissant ces circonstances aggravantes s'exprime en ces termes : « elles sont spécialement prévues et définies par la loi, qui en caractérise les éléments essentiels, et qui y attache comme conséquence une peine plus forte que celle dont l'infraction, dépourvue de ces circonstances, serait passible : elles influent

sur la culpabilité abstraite. Leur effet est donc d'aggraver légalement et, par conséquent, nécessairement la peine, et de modifier, par cela même, dans une mesure plus ou moins large, la nature de l'infraction, qui dépend, aux termes de l'article premier (1), de la nature de la peine légale. C'est pour cela que leur existence doit être constatée, sauf une exception concernant l'état de récidive, par les juges du fait, c'est-à-dire en cour d'assises, par le jury, qui est spécialement interrogé sur chacune d'elles (2) ».

Ces circonstances aggravantes se rattachent ou bien aux éléments matériels de l'infraction, ou bien à la culpabilité individuelle du délinquant : les premières sont objectives, par suite affectent l'infraction elle-même et, en conséquence, emportent pour tous les auteurs ou complices une aggravation de peine ; les secondes sont subjectives et, en principe, ne doivent emporter une répression plus forte que pour ceux des auteurs ou complices de l'infraction, en qui elles se rencontrent.

Les divers éléments qui viennent ainsi aggraver une infraction se rattachent tantôt à la personne de l'auteur de l'infraction, tantôt à la personne de la victime, tantôt à la matérialité même de l'acte commis ou à ses conséquences préjudiciables. La qualité de fonctionnaire ou d'officier public, l'exercice de certaines professions chez le délinquant, les rapports de parenté qui existent entre lui et sa victime sont autant d'éléments qui viendront aggraver certains crimes ou certains délits, parce que, outre les devoirs généraux qui obligent tous les citoyens à s'abstenir de certains actes réprouvés par la morale individuelle ou sociale, les coupables ont encore violé les devoirs spéciaux, que leur imposaient leur situation, leur qualité, leur profession, les rapports existant entre eux et leur victime. Les éléments qui se rattachent à la préparation de l'acte, comme

(1) Du code pénal.

(2) R. Garraud, *Traité théorique et pratique de droit pénal français*, 2^e éd., 1898, t. II, n° 594, p. 516.

la préméditation ou les mobiles de l'infraction, peuvent aussi augmenter la culpabilité de l'agent : ils révèlent chez lui une nocuité plus grande, ils mettent la société dans la nécessité de se défendre d'une manière plus forte et plus efficace et d'appliquer des peines plus rigoureuses. Dans l'accomplissement de l'acte, les moyens d'exécution, le temps où il se réalise, la nature des lieux, le nombre des agents, sont autant d'éléments qui s'ajoutent aux délits et augmentent leur gravité. Les conséquences de l'infraction doivent aussi entrer en ligne de compte : un acte peut avoir eu seulement des conséquences légères, il ne soulèvera pas la réprobation publique au même degré que si les conséquences avaient été très importantes : des coups et blessures peuvent n'avoir causé à la victime que des contusions sans aucune gravité, qui ne l'empêcheront pas de vaquer à ses affaires comme de coutume ; ils peuvent aussi l'avoir mis dans l'impossibilité de travailler durant un temps plus ou moins long ; ils peuvent même avoir déterminé une infirmité incurable ou la mort. Il y a pourtant bien là le même acte initial ; mais serait-il admissible qu'il ne faille pas faire entrer en ligne de compte l'importance du préjudice causé par l'acte délictueux, pour infliger à son auteur une punition plus ou moins forte ? Evidemment non. Ce n'est pas seulement dans l'intention coupable de l'agent, et dans ses éléments essentiels que l'infraction doit être réprimée, mais encore dans son accomplissement qui seul a permis de connaître cette intention coupable, dans les modes de cette exécution et dans ses résultats : il y a là une nécessité pour que la société soit efficacement protégée, pour que la peine réponde toujours au trouble occasionné, pour que la vindicte publique ait satisfaction, pour que le but préventif et moralisateur de la loi pénale soit utilement atteint.

Ces circonstances aggravantes prévues par la loi à propos des diverses infractions qu'elle réprime, ont pour conséquence une aggravation des peines destinées à cette répression. Cette

aggravation consiste ou dans l'augmentation d'une même peine, ou dans la substitution à la peine du délit simple d'une peine plus sévère mais de même ordre ; dans un cas comme dans l'autre, la nature de l'infraction n'est pas modifiée : si la durée d'une peine de prison est augmentée, si la prison est substituée à l'amende, l'acte demeure un délit, si les travaux forcés à perpétuité remplacent les travaux forcés à temps, si les travaux forcés sont substitués à la réclusion, l'acte demeure un crime. Mais il arrive aussi qu'en raison des circonstances aggravantes une peine criminelle est prévue là où ne figurait qu'une peine correctionnelle : le délit devient ainsi un crime, la cour d'assises est compétente à la place du tribunal correctionnel. Faut-il conclure que dans ce dernier cas il y a infraction nouvelle, et que la circonstance qui transforme l'acte primitif est un élément constitutif de la nouvelle infraction ? Adopter une telle idée serait donner une importance beaucoup trop considérable à la classification faite par notre code pénal des infractions en trois catégories d'après la nature des peines qui les sanctionnent. Cette classification est toute pratique, mais ne repose sur aucune raison tirée de l'analyse des infractions en elles-mêmes. C'est par l'analyse des infractions punissables et par leur rapprochement dans leurs éléments communs que l'on arrive à les ranger méthodiquement sous un certain nombre de rubriques. Si dans tel crime soumis à notre examen nous découvrons certains éléments qui, isolés des autres circonstances, constitueraient à eux seuls tel délit que la loi punit, nous mettons à découvert l'infraction simple et les autres éléments que nous trouvons dans le crime ne sont que des circonstances accessoires qui aggravent le délit primitif.

Lorsqu'une circonstance particulière vient aggraver une infraction, il arrive parfois que la loi modifie le nom de l'infraction : un meurtre commis avec préméditation prend le nom d'assassinat, un meurtre commis sur la personne d'un ascendant s'appelle un parricide. Faut-il admettre qu'il y ait dans ces

cas autre chose que l'aggravation d'une infraction que la loi qualifie meurtre ? qu'il y ait une infraction *sui generis*, possédant les éléments constitutifs du meurtre simple et en outre des éléments constitutifs nouveaux ? La jurisprudence l'a parfois admis pour le crime de parricide ; mais c'est là s'attacher trop étroitement aux mots employés par le code : en quoi, en effet, le meurtre d'un ascendant cesse-t-il d'être un meurtre ? La circonstance tenant à la qualité de la victime ne change rien à l'acte lui-même, elle en est l'accessoire, elle l'affecte dans sa gravité, mais elle ne fait pas partie de cet acte lui-même, on peut l'éliminer, il reste toujours un crime et un crime de même nature.

Ce n'est donc pas à la dénomination donnée à une infraction par le législateur, non plus qu'à la nature de la peine, qu'il faut s'attacher pour distinguer les éléments constitutifs des circonstances aggravantes ; c'est seulement par l'analyse de chaque infraction et l'examen de chacun des éléments qui la composent, qu'il sera possible de trouver ce critérium.

En résumé les circonstances aggravantes consistent dans des faits accessoires qui se rattachent aux éléments matériels ou moraux du délit, augmentent la criminalité de l'action ou la culpabilité de l'agent, qu'on peut détacher de l'infraction qu'elles affectent sans changer le caractère intrinsèque de celle-ci (1).

Dans les lois spéciales nous ne trouvons pas plus que dans le code pénal une théorie générale des circonstances aggravantes, nulle part n'est faite la distinction des éléments qui constituent le délit simple et de ceux qui viennent seulement affecter l'infraction dans sa gravité. Chaque disposition des lois pénales renferme à la fois les uns et les autres. Ni la qualité de militaire, — dans le cas qui nous occupe ici, — soit

(1) Comparer R. Garraud, *Traité*, 2^e éd., t. II, n^o 597, p. 518.

de la personne auteur de l'infraction, soit de la victime de l'acte coupable, ni les rapports de supérieur à subordonné qui peuvent exister entre ces deux personnes, ni les circonstances militaires dans lesquelles a pu s'accomplir l'acte, pas même celle de l'état de guerre ou de siège, ne font l'objet d'une disposition générale de la loi, d'après laquelle tout crime ou tout délit, ou seulement telle catégorie de crimes ou de délits, seraient pour ces raisons d'ordre militaire réprimés avec une plus grande sévérité.

Et pourtant la qualité de militaire n'aggrave-t-elle pas les infractions de droit commun ?

Bien des auteurs l'ont pensé et avec juste raison. « Lorsqu'un militaire a commis une faute de droit commun, — dit M. Leredu, — son infraction n'est pas seulement un manquement à la loi à laquelle tous les citoyens sont soumis, elle compromet en même temps sa qualité de membre de l'armée, elle atteint l'uniforme qu'il a l'honneur de porter, elle touche à la discipline à laquelle il est soumis (1). » — M. Seligmann exprimait la même idée quand il proclamait à la société de législation comparée, que « tout délit commis par un soldat sous l'uniforme était une atteinte portée à la discipline (2). » Et M. Dietz ajoutait : « La plupart des infractions de droit commun commises par un militaire prennent par ce fait un caractère tout particulier. Ce sont des manquements à la discipline en même temps que des atteintes à l'ordre public. Prenons par exemple l'ivresse publique avec seconde récidive frappée comme délit correctionnel d'après notre loi de 1873. Il est évident que le fait d'ivresse répétée de la part d'un soldat dans la rue emprunte une gravité toute spéciale au fait que l'homme ivre est revêtu de l'uniforme » (3).

(1) Leredu, *Réforme du code de justice militaire*, *Revue pénitentiaire*, 1900, p. 113.

(2) *Bulletin de la société de législation comparée*, mars 1900, p. 275.

(3) *Id.*, p. 281.

La dignité que doit conserver un soldat, la discipline qui, non seulement lui impose des devoirs nouveaux, mais l'oblige plus étroitement à l'accomplissement des devoirs prescrits par la loi commune, l'atteinte que toute infraction commise par un militaire porte à l'armée dont il est l'un des membres, et l'importance même, la grandeur, le passé glorieux, la mission sacrée qui sont le partage de cette armée : autant d'éléments qui ajoutent à la faute commune commise par le militaire.

Les juges, quels qu'ils soient, ont toujours, la facilité de porter jusqu'à son maximum le moyen de répression que la loi met entre leurs mains ; leur conscience doit apprécier ici comme dans tous les autres cas les circonstances de l'infraction et la personnalité du délinquant, et ils peuvent se montrer plus sévères quand l'infraction a été commise par un soldat dans des circonstances militaires : c'est là le jeu normal des circonstances aggravantes judiciaires.

Mais le législateur de 1857 et de 1858 n'a-t-il pas fait plus, et, comme l'auteur du code pénal, n'a-t-il pas organisé d'une manière tout implicite, à travers les articles de ses codes, un système de circonstances aggravantes légales ? C'est ce que nous essaierons de montrer.

Il faut reconnaître que souvent les mots nous marquent la vérité : on a donné aux délits de droit commun commis à l'armée des qualifications particulières, dans un certain nombre de cas, et on les a considérés comme des délits propres : on parle du « vol militaire », du « faux militaire » et on veut y voir un vol spécial, un faux spécial, ne pouvant se confondre avec l'infraction analogue qui se trouve dans la loi ordinaire. A l'opposé de ce système, qui semble croire à l'existence d'une séparation infranchissable entre le droit commun et la loi d'exception, nous trouvons sous la plume de M. Clemenceau une théorie tendant à la fusion de toutes les infractions dans le droit commun : « parmi les crimes et délits qui sont dans le code de justice militaire l'objet de dispositions spéciales, — dit-

il, — il en est plusieurs qui ne constituent que des infractions à la loi commune, et qu'aucune nécessité majeure de discipline ne commande de soustraire à la compétence des tribunaux ordinaires : par exemple, la plupart des crimes et délits visés dans les chapitres VI, VII, VIII, X, XI des codes de justice militaire. Pour s'en convaincre il suffit presque de les énumérer : ce sont, en effet, la vente, le détournement, la mise en gage et le recel d'effets militaires (c'est-à-dire l'abus de confiance), le vol, le pillage, la destruction et la dévastation d'édifices, le faux en matière d'administration militaire, la corruption, la prévarication et l'infidélité dans le service et dans l'administration militaires, l'usurpation d'uniformes, costumes, insignes, décorations et médailles : toutes infractions qui rentrent dans les définitions du code pénal. En quoi le fait d'avoir été commises par des militaires, en peut-il changer le caractère ? Où est l'intérêt de discipline qui commande de les déférer au conseil de guerre ? » (1)

Sans nous occuper de la question de compétence, nous ne pouvons faire entièrement nôtre un tel système. Avec M. Clemenceau nous reconnaissons que les infractions énumérées sont les mêmes que celles du droit commun ; mais le texte de la loi spéciale n'est pas pour cela inutile, car il prévoit des circonstances, qui ne modifient pas la nature de l'infraction, mais en changent le caractère tout au moins dans sa gravité.

Lorsque nous aurons assimilé une infraction rencontrée dans la loi militaire avec l'infraction qui lui correspond dans la loi ordinaire, il nous arrivera comme dans le droit commun d'être arrêté par une différence des peines, qui feront d'une contravention un délit ou d'un délit un crime ; parfois même dans la loi militaire la différence est si considérable que l'on pourrait hésiter à y voir une simple aggravation ; mais aucune raison

(1) Clemenceau, Proposition de loi du 11 juin 1903. Exposé des motifs, Sénat, 1903, Doc. parl., p. 453.

sérieuse ne justifie cette appréhension ; une circonstance peut être d'une nature telle qu'elle affecte l'infraction d'une manière toute spéciale, et se présente comme « très aggravante » du délit ; du moment qu'elle demeure l'accessoire du délit, il n'y a pas délit spécial quand bien même la gravité de l'élément accessoire l'emporterait de beaucoup sur celle des éléments constitutifs.

Il n'y a pas lieu de s'arrêter non plus à ce fait que les lois militaires du second empire avaient organisé certaines peines spéciales aux militaires. La peine est la conséquence de l'infraction et non sa cause ; dans une méthode rationnelle, on ne saurait tirer argument de la nature d'une peine pour établir la nature de l'infraction qu'elle réprime. De plus les peines militaires peuvent prendre place dans l'échelle générale des peines et pour n'être applicables qu'à certaines personnes, elles ne font pas moins partie du système pénal général existant dans nos lois (1).

(1) Le nouveau projet, portant suppression des conseils de guerre voté par la Chambre des députés, a supprimé ce qui demeurait encore des pénalités spécialement militaires, ne conservant que la dégradation militaire qui correspond à la dégradation civique (voir l'article 24 du projet) et la destitution, peine spéciale pour les officiers.

CHAPITRE IV

Des infractions de droit commun prévues par la loi militaire sans aggravation de peines.

Au cours des précédents chapitres nous avons été amenés à faire deux constatations. En premier lieu, après avoir examiné les origines historiques des codes de justice militaire, la genèse de leurs dispositions, la méthode suivie lors de leur confection, nous étions conduit à conclure que, sans ignorer le code pénal, en s'en inspirant même très souvent pour déterminer et définir les caractères des infractions qu'il prévoyait, le législateur avait pris pour base de ses travaux les anciennes lois pénales propres à l'armée, et n'avait pas considéré comme absolument identique, dans l'ensemble, le but poursuivi par la loi de droit commun et par la loi spéciale aux militaires (1). En second lieu, remarquions-nous (2), le législateur n'a pas institué, en 1857 et en 1858, un système général d'aggravation des peines, il n'a pas posé le principe de la circonstance aggravante pour des raisons d'ordre militaire.

Ces conclusions sont celles auxquelles nous allons aboutir à nouveau, en jetant un regard rapide sur un certain nombre d'infractions qui n'apparaissent pas comme essentiellement mi-

(1) V. chap. I, p. 20 et suiv.

(2) V. chap. III, p. 63 et suiv.

litaires, qui ont de grandes analogies avec des infractions prévues par le code pénal, et que la loi militaire prévoit à son tour d'une façon spéciale dans ses articles, en les réprimant de la même peine que dans la loi commune, ou même parfois d'une peine moindre.

On ne peut nier que le délit prévu et puni par l'article 259 du code pénal et celui dont l'article 266 du code de justice militaire assure la répression, ne soient les mêmes (1). Dans l'un et l'autre textes on se propose de punir les individus qui portent publiquement et sans droit des uniformes, costumes ou décorations. La pénalité n'est pas identique cependant dans les deux situations : s'agit-il de civils, qui se sont rendus coupables de ce délit, le tribunal pourra prononcer contre eux une peine d'emprisonnement allant de six mois à deux ans ; s'agit-il de coupables ayant la qualité de militaires, la peine peut descendre jusqu'à un minimum de deux mois en conservant le même maximum.

Pourquoi cette clémence ? Il n'y a entre les deux textes aucune différence essentielle : le code de justice militaire est seulement plus précis que le code pénal, il prévoit deux cas qui se peuvent présenter : celui de port indû de décorations, médailles, uniformes français et celui de port de décorations, médailles, insignes étrangères ; — ce même texte précise encore à un autre

(1) Code pénal, art. 259, § 1, loi du 28 mai 1858 : « Toute personne qui aura publiquement porté un costume, un uniforme ou une décoration qui ne lui appartiendrait pas, sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans ».

Code de justice militaire (armée de terre), art. 266 : « Est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans, tout militaire qui porte publiquement des décorations, médailles, insignes, uniformes ou costumes français sans en avoir le droit. — La même peine est prononcée contre tout militaire qui porte des décorations, médailles ou insignes étrangers, sans y avoir été préalablement autorisé ».

Code de justice militaire (armée de mer), art. 359 : « Même texte que le précédent, mais lire au lieu de « tout militaire », « tout marin, tout militaire embarqué, tout individu faisant partie de l'équipage d'un bâtiment de l'Etat ».

point de vue, en énumérant, outre les costumes, uniformes, décorations, qui se trouvent également dans l'article 259 du code pénal, les médailles et insignes. Mais tout ce qui est exprimé dans la loi militaire est implicitement contenu dans la loi commune. Les travaux préparatoires des codes de justice militaire ne nous fournissent d'autre part aucune raison de cette atténuation des peines.

Ceux qui prétendent ne voir dans tous les cas prévus par la loi militaire, que des infractions *sui generis*, tranchent rapidement la question, en disant que le délit est spécial et qu'il est logique qu'il soit réprimé d'une manière propre. Mais ce système s'en tient uniquement à la rédaction matérielle des lois ; dans le cas actuel comme dans beaucoup d'autres, dès qu'on va au fond des choses, dès qu'on rapproche le texte exceptionnel du texte ordinaire, on s'aperçoit bientôt qu'il n'existe qu'un seul et même délit. La qualité de l'auteur ne peut changer les éléments constitutifs d'une infraction déterminée. Ajoutons qu'ici le maximum de la pénalité est le même dans les deux cas. Ce n'est pas cependant la qualité de militaire chez l'auteur du délit, qui a pu amener le législateur à abaisser le minimum de la peine ; il semble bien, au contraire que le fait de revêtir sans droit un uniforme ou de porter indûment une décoration prend en raison de la qualité de militaire de celui qui s'en rend coupable une gravité particulière par les conséquences qui peuvent en résulter au point de vue de la discipline, et aussi par cette raison, que celui qui porte déjà un uniforme doit mieux comprendre la valeur et la dignité de ces signes extérieurs, et doit mieux apercevoir la faute qui consiste à en faire un usage abusif.

Le législateur n'ayant pas donné les motifs de sa décision, on en est réduit à des conjectures. On peut cependant remarquer que le code de justice militaire n'a pas prévu pour ce délit de circonstances atténuantes, ainsi qu'il l'a fait dans d'autres cas : peut-être a-t-il voulu en laissant aux juges une marge plus

grande dans l'application de la peine leur permettre de se montrer indulgents dans des cas où la faute perdra beaucoup de sa gravité, en raison de l'intention même de son auteur : on a vu de simples soldats, en toute naïveté, se faire coudre des galons de caporaux sur la manche pour aller en permission dans leur village réjouir par la vue de ce modeste grade de vieux parents, ou plaire à une fiancée.

Le projet de loi déposé sur le bureau du Sénat ne reprend pas l'examen de cette infraction ; ce serait donc l'application aux militaires de l'article 259 du code pénal, ce qui ne changerait du reste guère la situation, étant donné que depuis la loi du 19 juillet 1901 les circonstances atténuantes s'appliquent aux prévisions des codes de justice militaire, dans les cas où ils ne les avaient pas envisagées, comme elles s'appliquent aux dispositions du code pénal lui-même.

Un autre cas nous montre encore la loi militaire plus clémente que la loi commune, c'est celui que prévoit l'article 246 du code de justice militaire, qui réprime le délit de mise en gage d'armes ou d'objets confiés aux militaires pour le service (1).

Qu'est-ce au fond que ce délit, sinon l'abus de confiance défini par l'article 408 du code pénal ? (2) Ici encore la qualité

(1) Code de justice militaire (armée de terre), art. 246 : « Est puni de six mois à un an d'emprisonnement, tout militaire qui met en gage tout ou partie de ses effets d'armement, de grand équipement, d'habillement, ou tout autre objet à lui confié pour le service. La peine est de deux mois à six mois d'emprisonnement, s'il s'agit d'effets de petit équipement ».

Code de justice militaire (armée de mer), art. 327 : « Est puni de six mois à un an d'emprisonnement tout marin qui met en gage tout ou partie de ses effets d'armement ou d'équipement, ou tout autre objet à lui confié pour le service. La peine est de deux mois à six mois d'emprisonnement, s'il s'agit d'effets composant le sac du marin ».

(2) Code pénal, art. 408 : « Quiconque aura détourné ou dissipé au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant

du délinquant, la nature des objets mis en gage ne sauraient changer les éléments caractéristiques de l'infraction. Or, en droit commun, l'individu qui met en gage des objets à lui confiés pour un usage déterminé commet un détournement au préjudice du propriétaire et tombe sous les coups de l'article 408. La mise en gage est un mode spécial de détournement, elle rentre dans sa définition. Le code de justice militaire a spécialement prévu cette forme de l'abus de confiance, peu importe : il ne s'ensuit pas qu'il y ait là un délit nouveau. Le caractère *sui generis* de ce délit ne saurait résulter de la nature spéciale des objets ou de la qualité de leur propriétaire ; et en ce qui touche ce dernier point en particulier, on remarquera que l'article 246 du code de justice militaire n'a pas fait de distinction entre les objets appartenant à l'Etat et ceux livrés pour le compte de l'Etat par un fournisseur quelconque. S'attachera-t-on enfin à l'expression « objets confiés pour le service » pour dire que le délit prévu par la loi militaire ne se confond pas avec n'importe quelle autre infraction du droit commun ? Evidemment non. Ce que réprime toute loi pénale, c'est une intention coupable se révélant par une action ; or, dans le détournement ou la mise en gage d'objets appartenant à autrui, le coupable a voulu se procurer du crédit, de l'argent, en engageant des biens qui ne lui appartenaient pas : c'est là sa faute, et c'est cette action coupable que la loi réprime ; l'action ne change pas de nature parce que les objets qu'on lui a confiés devaient servir à la défense du pays ; ce qui ne veut pas dire que cette circonstance n'influence pas le caractère de l'action, ne l'affecte pas dans sa gravité ; mais ce n'est là qu'une circonstance accessoire.

Le genre de détournement qui fait l'objet de l'article 246 du

obligation ou décharge, qui ne lui auraient été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage, ou pour un travail salarié ou non salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni des peines portées en l'article 406 ».

code de justice militaire renferme ainsi, à côté des éléments constitutifs qui lui sont communs avec ceux du délit d'abus de confiance prévu par l'article 408 du code pénal, des éléments accessoires : la qualité de militaire de l'auteur de l'infraction, et le fait que les objets mis en gage par lui lui avaient été confiés pour le service. Il semble bien que ces deux circonstances réunies aggravent la faute commise : il y a, en effet, ici non seulement l'intérêt pécuniaire du propriétaire des objets détournés à protéger et à défendre, mais encore un intérêt bien supérieur, qui n'est rien moins que celui de la défense nationale. Qu'on suppose, en effet, cette pratique de mettre en gage les effets d'armement, d'équipement ou d'habillement se généralisant parmi la troupe, et la guerre éclatant subitement, il n'est pas difficile d'apercevoir le désarroi général causé par ces actes ; il faudrait pourvoir instantanément à l'habillement, à l'équipement, à l'armement de ces hommes qui ne pourraient le plus souvent dégager leurs effets et leurs armes, ayant depuis longtemps gaspillé l'argent que cette pratique leur aurait procuré. Mais de plus, le soldat doit avoir pour tous les objets qui lui sont confiés pour le service, le plus grand respect, non pas seulement parce qu'ils sont la chose d'autrui, mais parce qu'ils doivent lui servir à remplir une haute mission, à défendre la patrie au jour du danger, et qu'il y a un acte sacrilège à les remettre à des mains profanes pour se procurer l'argent de ses jouissances et de ses plaisirs.

Et pourtant les lois militaires, qu'on se plaît à montrer si rigoureuses, n'ont pas retenu comme aggravantes ces circonstances accessoires du délit. Elles n'ont même pas assimilé le soldat qui met en gage les effets qui lui sont confiés pour le service militaire à « l'officier public ou ministériel, au domestique, homme de service à gages, élève, clerc, commis, ouvrier, compagnon ou apprenti (1) », qui se rend coupable d'un abus de confiance au préjudice de son maître, et n'ont pas qualifié

(1) L'article 408, § 2 du code pénal prononce dans ces cas la peine de la réclusion.

crime l'infraction par lui commise;— au contraire,elles sont descendues en dessous de la loi commune : alors qu'en droit commun l'abus de confiance dégagé de toute circonstance aggravante est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende dont le maximum ne peut excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts dûs à la partie lésée, et dont le minimum est fixé à 25 francs (1), dans les lois militaires la mise en gage par un soldat d'effets à lui confiés pour le service est punie au maximum d'une année de prison, et encore la peine est-elle réduite à six mois au maximum, s'il s'agit d'effets de petit équipement ou d'objets composant le sac du marin.

Le projet de réforme de cette législation, actuellement en discussion, malgré son désir d'unification générale, malgré la volonté de ses auteurs de ne laisser subsister comme infractions réprimées d'une façon spéciale que les infractions essentiellement militaires et n'ayant aucune analogie avec celles du droit commun, a cependant conservé la même peine qu'en 1857 : six mois à un an d'emprisonnement (2). La Chambre a même rétabli une peine inférieure, — de deux à quatre mois, — qui ne figurait pas dans le rapport de la commission, pour le cas de mise en gage d'effets composant le sac du marin (3).

Quelle est la raison qui a déterminé, ici encore, à punir le militaire moins sévèrement que le simple citoyen?— Ce délit n'est pas très fréquent à l'armée : les militaires qui le commettent sont en général, comme le remarquait déjà Victor Foucher, « des ivrognes ou des débauchés laissant leurs effets pour payer leur écot dans un cabaret ou dans un mauvais lieu (4) ». Dans tous les cas où se produit l'infraction, il faut reconnaître que

(1) V. art. 406 du code pénal, auquel renvoie l'article 408 du même code.

(2) Projet de loi voté par la Chambre des députés le 11 juin 1909, art. 488 du code pénal.

(3) Même article. Mais le projet ne reproduit pas la disposition de l'art. 246 du code de 1857 en ce qui concerne les effets de petit équipement pour les soldats de l'armée de terre. Il y a là une omission qui ne se comprend pas.

(4) Victor Foucher, *Commentaire sur le code de justice militaire* (armée de terre), p. 783.

le plus grand coupable est encore le créancier peu scrupuleux qui accepte un tel gage, après avoir encouragé le vice d'un homme souvent naïf, qui souffre peut-être de son isolement, loin de son pays, et dont la plus grande faute n'est, en général, qu'une extrême faiblesse. Tels sont peut-être les motifs qui ont adouci la sévérité du législateur et l'ont empêché d'édicter des peines rigoureuses qu'il a prononcées pour des actes ne différant pas beaucoup de celui-là, mais que n'entourent pas les mêmes circonstances atténuantes.

Parfois les lois militaires opèrent un simple renvoi au droit commun ; c'est ainsi que l'article 216 du code de justice militaire pour l'armée de terre (1), déclare « les articles 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 247, 248 du code pénal applicables aux militaires qui laissent évader des prisonniers de guerre ou d'autres individus arrêtés, détenus ou confiés à leur garde, ou qui favorisent ou procurent l'évasion de ces individus ou les recèlent ou les font recéler. » Ainsi toutes les distinctions faites par la loi commune en ce qui concerne cette infraction doivent être faites également lorsqu'il s'agit de militaires et les peines varieront de la même manière.

Dès lors, — et sauf la prévision spéciale des prisonniers de guerre, — la disposition de l'article 216 du code de justice militaire peut paraître superflue, et faire double emploi avec celle de l'article 267 du même code qui applique toutes les dispositions de la loi pénale ordinaire, chaque fois qu'un délit est commis sans avoir été prévu d'une façon spéciale par la loi propre à l'armée. Mais le texte du code de 1857 a sa raison d'être, il a eu pour but d'empêcher l'application des articles 244 et 246 de la loi pénale ordinaire qui permettent de condamner « ceux qui ont contribué à l'évasion d'un détenu, à titre de dommages-intérêts, au paiement de tout ce que la partie civile du

(1) Comp. code de justice militaire (armée de mer), art. 291, même texte.

détenu aurait eu le droit d'obtenir contre lui », — et en outre d'appliquer la peine de l'interdiction de séjour (1).

En ce qui concerne l'évadé lui-même, c'est l'article 245 du code pénal qui trouve son application, en vertu du renvoi général de l'article 267 du code de justice militaire.

Dans un certain nombre de leurs articles, les codes de justice militaire, tout en n'opérant pas comme dans le cas précédent un renvoi pur et simple aux articles du droit commun, prononcent contre les soldats les mêmes peines que le code pénal ordinaire édicte contre les autres citoyens pour les mêmes infractions. Il n'y a pas, dans ce fait, simple coïncidence, il n'y a pas non plus simple répétition du droit commun. La plupart du temps les auteurs des codes militaires ont allié dans ces textes les dispositions des lois militaires antérieures à celles du code de droit commun ; et quand les circonstances accompagnant une infraction ne paraissaient pas l'aggraver, quand aucune raison n'existait qui exigeât une plus grande rigueur envers le militaire, les peines du droit commun retrouvaient tout naturellement place dans la loi spéciale.

Prenons, par exemple, l'infraction qui constitue tantôt le crime, tantôt le délit de rébellion, et que prévoit l'article 225 du code de justice militaire pour l'armée de terre (2).

La loi militaire ne donne aucune définition de la rébellion, elle se réfère par conséquent à celle qui en est donnée par le code pénal dans son article 209. Il n'existe donc entre les deux infractions aucune différence quant à leurs éléments constitutifs. Mais une circonstance nouvelle apparaît dans la loi spéciale à l'armée, que la loi commune n'avait pas à connaître : la qualité de militaire chez l'auteur de l'infraction. Cette circonstance va influencer sur la gravité de l'infraction : le délinquant, qui, par

(1) Comp. Augier et A. Le Poittevin, *Traité théorique et pratique de droit pénal militaire*, t. II, p. 524.

(2) Code de justice militaire (armée de mer), art. 304.

sa qualité de soldat, est chargé en maintes occasions d'exécuter les ordres de l'autorité, détient une partie de cette autorité, en est en quelque manière le représentant; n'est-il pas plus coupable que le citoyen ordinaire quand il s'insurge contre cette même autorité, et quand il résiste à ses agents avec violences et voies de fait ? Nous aurons à examiner de plus près ces causes d'aggravation ; pour le moment, ce que nous voulons constater, c'est que la loi militaire n'a pas posé le principe général des circonstances aggravantes d'ordre militaire. Et en effet, alors qu'elle considère comme plus grave et punit plus sévèrement que ne le fait la loi commune le fait pour des militaires en nombre inférieur à huit de commettre des actes de rébellion à l'autorité lorsque les coupables sont sans armes (1), elle punit des mêmes peines que le code pénal quand les coupables sont armés (2).

Les auteurs du code militaire, dans le cas de rébellion commise par des soldats sans armes, trouvaient le délit simple du droit commun aggravé ici par la qualité de militaire de son auteur, et se voyaient dans la nécessité d'augmenter la peine applicable ; lorsque la rébellion était le fait de militaires armés, il y avait alors deux circonstances aggravantes, l'une d'ordre général, l'autre d'ordre spécialement militaire, mais la circonstance de port d'armes, à la fois par la gravité de l'intention coupable qu'elle révèle et par le plus grand danger qu'elle fait courir aux victimes, l'emporte sur la circonstance militaire, et les peines sont par suite les mêmes qu'en droit commun ; nous retrouverons au contraire l'aggravation d'ordre militaire

(1) Les codes militaires prévoient en effet en ce cas une peine d'emprisonnement pouvant aller de deux ans à cinq ans, alors que le code pénal ne prévoit qu'une peine de six mois à deux ans de prison si la rébellion est le fait de trois personnes au moins (art. 211, *in fine*).

(2) La peine de la réclusion est prononcée à la fois par le code pénal, art. 211, et par les codes de justice militaire (armée de terre), loi de 1857, art. 225, § 2 ; (armée de mer), art. 304, § 2.

dans la circonstance tenant au nombre des rebelles : l'organisation de l'armée, l'autorité des chefs à quelque degré de la hiérarchie qu'ils se trouvent placés, est un danger de plus dans les cas de rébellion ; et voilà pourquoi la circonstance aggravante qui n'existe en droit commun que dans le cas où le nombre des rebelles est de vingt personnes, s'applique, et avec une rigueur nouvelle, lorsqu'il s'agit de militaires dès qu'ils se trouvent au nombre de huit (1).

Le crime de corruption se présente dans des conditions identiques à la fois dans le code militaire et dans la loi commune : l'article 261 du code de justice militaire pour l'armée de terre renvoie pour sa définition aux articles 177 et 179 du code pénal (2). Mais, en l'absence d'une disposition spéciale pour l'armée, les faits de corruption dont des militaires se seraient rendus coupables, ne seraient pas rentrés directement dans les dispositions de l'article 177 du code pénal : les militaires, en effet, ne rentrent pas dans la catégorie des « fonctionnaires publics de l'ordre administratif ou judiciaire », ni dans celle des « agents ou préposés d'une administration publique », moins encore dans celle des « arbitres ou experts ». — Il était nécessaire, d'au-

(1) Ajoutons que les codes militaires (loi de 1857, art. 225, § 4, loi de 1858, art. 304, § 4) infligent le maximum de la peine aux instigateurs ou chefs de rébellion, et au militaire ou marin le plus élevé en grade.

(2) Code de justice militaire (armée de terre), art. 261 : « Est puni de la dégradation militaire tout militaire, tout administrateur ou comptable militaire, coupable de l'un des crimes de corruption ou de contrainte prévus par les articles 177 et 179 du code pénal ordinaire.

« Dans le cas où la corruption ou la contrainte aurait pour objet un fait criminel emportant une peine plus forte que la dégradation militaire, cette peine plus forte est appliquée au coupable.

« S'il existe des circonstances atténuantes, le coupable est puni de trois mois à deux ans d'emprisonnement.

« Toutefois, si la tentative de contrainte ou de corruption n'a eu aucun effet, la peine est de trois mois à six mois d'emprisonnement ».

Code de justice militaire (armée de mer), art. 354, texte identique au précédent.

tre part, de ne pas laisser des faits aussi graves punis seulement des peines correctionnelles qu'on aurait pu leur appliquer en vertu des articles du code pénal réprimant chez de simples citoyens des faits de même nature. Voilà pourquoi on assimila les militaires, les administrateurs et comptables militaires aux fonctionnaires.

La même peine, ou plus exactement la peine correspondante à celle du droit commun sera prononcée : dégradation civique pour les citoyens ordinaires, dégradation militaire pour les militaires. Il est vrai que le code pénal prononce en outre une peine pécuniaire, une amende ; mais le code militaire n'a prononcé cette pénalité dans aucun des cas qu'il a spécialement prévus.

Au cas où les tentatives de contrainte ou de corruption n'ont pas été suivies d'effets, on retrouve dans les deux codes la prévision de la même peine d'emprisonnement qui peut aller de trois à six mois.

La loi pénale ordinaire a prévu le faux (1), elle a également prévu la destruction de certains écrits (2), comme infractions punissables. Les codes militaires n'ont rien changé à la définition de ces infractions (3), ils s'y sont au contraire référés implicitement en n'en donnant pas de nouvelles.

Mais, étant donné que les dispositions concernant les militaires devaient toujours demeurer en dehors des prévisions du code pénal, ce code ne s'est occupé que des divers écrits civils lorsqu'il avait aggravé et gradué les peines en raison de la nature plus ou moins importante de l'objet des actes de falsification ou de destruction commis.— Qu'ont fait les codes mili-

(1) Code pénal, art. 147 et suiv.

(2) Code pénal, art. 439.

(3) Code de justice militaire (armée de terre), art. 257 (faux) et 255 (destruction d'écrits) ; code de justice militaire (armée de mer), art. 349 (faux) et 346 (destruction d'écrits).

laïres ? Ont-ils créé un nouveau crime, tout au moins un crime spécial dans chacun de ces deux cas ? En aucune façon : ils ont seulement donné une place spéciale à ces deux infractions, quand elles ont été commises sur des écrits relatifs à la comptabilité militaire, dans le cas de faux, ou sur des registres, minutes, actes originaux de l'autorité militaire, dans le cas de destruction ; et en punissant, dans le premier cas, des travaux forcés à temps, dans le second cas, de la réclusion, ils ont seulement ajouté un paragraphe nouveau à l'article 147 du code pénal dans le premier cas, un terme de plus au second paragraphe de l'article 439 dans le deuxième cas.

Enfin, citons un dernier cas, où, théoriquement au moins, la peine se trouve être la même dans la loi militaire et dans la loi commune. Le rapporteur de la loi de 1857 nous dit lui-même que le texte spécial n'est qu'un emprunt au code pénal : « Le projet, dit-il, prononce la même peine (la peine de mort) contre tout militaire qui prend un commandement sans ordre ou motif légitime, ou qui le retient contre l'ordre de ses chefs : c'est la reproduction de la disposition du code pénal, article 93. » Il existe, néanmoins, entre les deux dispositions une différence : s'agit-il de militaires, — et l'article 228 du code de 1857 (1) spécifie bien qu'il s'applique à tout militaire et non seulement aux commandants de corps et aux commandants en sous-ordre, — il y a crime militaire et la peine de mort s'applique ; dans les autres cas, rentrant dans la prévision de l'article 93 du code pénal, c'est aussi la peine de mort qui est inscrite dans le texte, mais cette peine n'est plus applicable depuis 1848 à ce fait qui constitue un crime politique. Mais cette différence ne touche pas l'infraction elle-même, dans ses éléments constitutifs, et c'est en définitive le même fait qui est prévu dans les deux cas.

(1) V. code de 1858, art. 307.

Telles sont les quelques remarques que nous suggérait la comparaison des deux codes, en envisageant les cas où ils prononcent les mêmes pénalités. Il nous reste à examiner les cas où les infractions sont aggravés pour des raisons d'ordre militaire.

CHAPITRE V

Des rapports de certaines infractions contre le devoir militaire avec le droit commun.

Le premier, le plus important des devoirs militaires est le devoir de discipline. Il s'impose à tous dans l'armée : chaque degré de la hiérarchie militaire doit au degré supérieur un respect et une obéissance absolus. La discipline n'est pas seulement un devoir moral, qui oblige tout homme placé sous l'autorité d'un autre homme à s'incliner devant ce détenteur d'une partie de la puissance d'un peuple, elle est encore une nécessité pour l'armée dans l'accomplissement de la mission qui lui est confiée, dans le rôle qu'elle a à jouer dans la société. Le chef, quel qu'il soit, général, sous-officier, caporal, est responsable des ordres qu'il donne, de l'accomplissement des missions dont il charge ses subordonnés ; il faut qu'il puisse compter sur une obéissance passive : il ne faut pas que ses commandements soient discutés, il ne faut pas que chacun les exécute à sa guise, il ne faut pas que, dans le service de la patrie, les rancunes personnelles, inévitables entre les hommes, se fassent jour ; il faut que les haines tombent, que les sentiments de jalousie et de vengeance expirent, devant le devoir plus grand que tous les devoirs et que tous les sentiments individuels, qui est le salut même de la nation entière. Ceux qui exécutent les ordres, remplissent des missions, ne doivent être

que des membres exécutant fidèlement la volonté du chef : cette volonté, ce commandement doivent être une chose intangible et sacrée, et la personne qui veut et qui ordonne est elle-même revêtu de ces mêmes caractères : c'est cela la discipline.

Nous voici bien loin des rapports ordinaires entre les simples citoyens. La liberté est ici la règle : le citoyen n'a d'ordre à recevoir de personne, il ne doit obéissance qu'à la loi, et encore peut-il en quelque manière discuter ses ordres et interpréter ses prescriptions ; un homme ne peut obtenir d'un autre homme un acte d'obéissance contre le gré de celui-ci ; il y a dans tous les rapports entre simples citoyens, non pas une volonté qui commande et des individus qui exécutent ses ordres, mais deux volontés qui se rencontrent et s'accordent pour aboutir à l'exécution d'un acte. Un citoyen, — en dehors des personnes qui ont en vertu de la nature elle-même une puissance sur lui, — n'a donc que les chefs qu'il se donne lui-même, par les contrats où il aliène en quelque manière une partie de son indépendance : ces contrats il peut les rompre quand il lui plaît, parce que la liberté ne peut s'aliéner pour toujours entre les mains des hommes. Il s'ensuit que, dans les rapports sociaux ordinaires, l'obéissance se rencontre parfois, comme une obligation acceptée volontairement par celui qui y est soumis, — mais que la discipline ne saurait y trouver une place, que le mot lui-même n'aurait pas de sens raisonnable.

Certains esprits en présence de ces deux situations opposées, ont tenu le raisonnement suivant : l'armée n'est utile qu'au jour où le pays est attaqué par une puissance ennemie, c'est pour cela qu'elle est faite, là seulement est la raison de son maintien, ce jour là seulement les devoirs militaires doivent être pratiqués, ce jour là seulement il y a lieu de suspendre le droit à la liberté pour ceux qui vont combattre. Mais en temps de paix le droit commun doit être le seul droit pour tous les citoyens sans distinction, il n'existe aucune raison sérieuse de

faire pour les militaires une exception aux principes sacrés de la liberté individuelle ; il faut en conséquence en dehors du temps de guerre supprimer toute disposition législative qui impose la discipline et l'obéissance, toute juridiction, tout pouvoir spécialement organisés pour les faire respecter (1).

La question revient donc à celle de savoir si, en temps de paix, le militaire n'est qu'un citoyen ordinaire, ou s'il possède un caractère spécial qui, à certains égards, le met à part du reste des autres citoyens.

Or, dans l'état actuel de nos mœurs et de nos lois, peut-on sérieusement soutenir que le soldat demeure un citoyen comme les autres ? Evidemment non.

L'armée telle qu'elle est organisée, n'est pas une simple milice ou une garde nationale. Durant le temps passé sous les drapeaux, les citoyens sont arrachés à leurs occupations habituelles, à leur profession, ils deviennent des soldats, c'est-à-dire des hommes destinés à jouer un rôle spécial dans la nation, à se préparer à remplir, quand l'occasion se présentera, une mission particulière. La loi qui les appelle leur enlève certains droits qui appartiennent aux autres citoyens : ils ne peuvent exercer leurs droits politiques, écrire à leur guise, se marier librement. Demain peut-être des conflits vont éclater entre des citoyens : les soldats seront envoyés pour rétablir l'ordre troublé ; ils ne pourront choisir le parti à défendre, le parti à combattre, ils devront être dans la main de leurs chefs et faire tout ce qui leur sera commandé sans discussion et dans la conviction la plus absolue que, quoiqu'on leur fasse faire, ils accomplissent leur devoir. Demain peut-être, c'est à la frontière qu'ils devront marcher, sans murmure : plus que jamais il faut que les chefs aient l'assurance absolue que les hommes

(1) V. en ce sens le discours de M. Allemane à la Chambre des députés, séance du 16 mars 1909, *J. Off.* du 17, compte rendu, p. 750 et suiv. V. aussi la proposition de loi de M. Edouard Vaillant. — Ces députés voudraient du reste la suppression de toute loi spéciale même en temps de guerre.

qu'ils commandent sont prêts à exécuter intégralement et fidèlement tous leurs plans ; plus que jamais il va falloir que le soldat montre une abnégation complète, une abrévation capable d'aller jusqu'au sacrifice héroïque de soi-même : ce sont là des vertus qui ne s'improvisent pas. Cet homme, que le pays prend durant un certain temps pour se protéger et se défendre contre les invasions du dehors, pour maintenir au dedans l'ordre et la paix, cet homme que l'on prive de certains de ses droits, auquel on va demander de faire le sacrifice de ses idées personnelles, de ses désirs les plus justes peut-être et les plus légitimes, dont on va exiger tout d'un coup le renoncement le plus absolu allant jusqu'au sacrifice même de la vie, cet homme, peut-on dire de lui qu'il n'est encore qu'un simple citoyen ?

Citoyen, il demeure, — rien n'est plus exact, — mais la qualité militaire qui lui appartient l'emporte de beaucoup sur celle-là ; c'est cette qualité qui lui vaudra à la fois des privilèges et des garanties particulières et lui imposera en même temps des obligations et des devoirs spéciaux.

Or le premier de ces devoirs, avons-nous dit, c'est la discipline. Et c'est justement parce que ce devoir est propre à l'armée qu'il importe davantage qu'il soit pratiqué par elle en tout temps. Indispensable en présence de l'ennemi, elle ne l'est pas moins en présence des rebelles ou au milieu des dissensions intestines ; la discipline, ajouterons-nous, est une nécessité absolue, en dehors de toute guerre et de tout conflit, parce qu'il faut que le soldat soit formé à la pratique de ce devoir capital, lequel maintient la cohésion et l'unité entre ces éléments si divers dont se composent nos armées nationales, empêche tout conflit, et conserve à cette armée sa dignité en même temps qu'elle prépare sa valeur (1).

(1) Voir le discours de M. Chéron, sous-secrétaire d'Etat de la guerre, prononcé à la Chambre des députés, dans la séance du 16 mars 1909, *J. Off.* du 17, compte rendu, p. 747.

Cette discipline est si nécessaire à l'armée, qu'il vaudrait mieux que d'y renoncer, renoncer à l'armée elle-même : la discipline est la condition même de l'existence de l'armée.

Mais pour imposer cette discipline à des citoyens transformés en soldats, il faut des textes de loi spéciaux qui précisent les obligations qui la constituent et les imposent à tous avec force. Il sera nécessaire que les articles de la loi qui auront à prévoir ces devoirs particuliers, et auront également à édicter des peines contre ceux qui ne se soumettraient pas à leurs dispositions, soient particulièrement énergiques.

La discipline est, en effet, pour le nouveau soldat une chose extraordinaire dans sa nouveauté : il ne se rend pas toujours un compte exact de ce qu'elle est. Ouvrier, il obéissait à un contre-maître ou à un patron, employé, il recevait des ordres de son chef de rayon, fonctionnaire, son chef de bureau lui imposait son travail ; envers tous il savait qu'il devait se montrer poli et docile sous peine d'être congédié : soldat, se rend-il bien compte de la situation exacte qu'il occupe vis-à-vis de son capitaine ou de son sergent. Et si l'on envisage le grade le plus modeste, et pour cette raison, souvent le plus délicat, celui de caporal, peut-on dire que le jeune soldat, qui voit ce gradé vivre de la même vie que lui, habiter dans la même chambre, manger à la même table, participer aux mêmes revues, aux mêmes exercices, dans le rang comme lui-même, comprend toute l'importance qui s'attache à ces deux galons de laine, et saisit du premier coup la notion du grade et de la hiérarchie (1).

Remarquons encore que la discipline dans l'armée est une chose tout à fait exceptionnelle à un autre point de vue. Dans la vie civile l'individu qui ne veut pas se soumettre à une obligation, peut toujours s'en dégager en rompant le contrat,

(1) Comp. Leredu, *Réforme du code de justice militaire*, *Revue pénitentiaire*, 1900, p. 110. « La pénalité militaire, dit cet auteur, doit apparaître redoutable toujours, il faut qu'elle saisisse l'imagination et l'âme du soldat ».

source de cette obligation, et d'autre part la seule sanction que possèdent ceux qui ont le droit de commander contre ceux qui se refusent à obéir est le renvoi de ces derniers, car il n'est pas possible d'obtenir par la force une soumission, une renonciation même partielle à la liberté individuelle, qui est un droit primordial de l'homme auquel lui seul peut renoncer. Il n'en est plus de même dans l'armée, le droit à la liberté individuelle est ici sacrifié à l'intérêt supérieur de la collectivité nationale qu'il faut protéger et défendre. Le militaire ne peut se soustraire à une obligation qu'il n'a pas contractée, mais qui lui est imposée, et la discipline étant une nécessité sociale puisqu'elle est la base même de l'armée, institution qu'on ne peut songer à supprimer, il est impossible d'en dispenser qui-conque s'y trouve soumis (1).

Sévères donc devront être les textes qui prévoient les manquements à la discipline, à raison à la fois de l'importance qu'on est obligé de reconnaître à celle-ci, et parce qu'elle est un devoir anormal pour les citoyens. Mieux vaut prévenir les fautes en retenant par la crainte d'un châtement redoutable ceux qui pourraient être tentés de les commettre, que d'avoir à les réprimer, après qu'elles ont été commises, sans que leurs auteurs, peut-être, aient eu pleinement conscience de leur gravité.

A présenter la question comme nous venons de le faire, il semble bien que les infractions disciplinaires doivent demeurer entièrement en dehors du droit commun, et qu'elles sont sans aucun rapport avec les délits et les crimes que celui-ci prévoit. Il en est certainement ainsi pour plusieurs de ces infractions, par exemple pour le cas de sommeil en faction (2),

(1) Voir sur ce point le discours de M. Chéron, sous-secrétaire d'Etat de la guerre, prononcé à la Chambre des députés, à la séance du 16 mars 1909, *J Off.* du 17, compte rendu, p. 747.

(2) Code du 9 juin 1857, art. 212 ; code du 4 juin 1858, art. 282.

d'abandon de poste (1), de violation de consignes (2), de refus d'obéissance (3).

Mais à côté de ces infractions purement disciplinaires, il en est d'autres pour lesquelles on ne saurait se prononcer sans un examen plus approfondi : elles apparaissent, en effet, complexes dans leurs éléments ; elles ont en vue le maintien de la discipline, la répression d'actes contraires au devoir militaire, mais ces actes eux-mêmes par lesquels se réalise l'infraction sont prévus et punis par la loi du droit commun, soit dans leurs éléments simples, soit avec certaines circonstances aggravantes : nous voulons parler ici des injures, outrages et voies de fait, envers des supérieurs militaires (4) ou envers des militaires dans certaines occasions (5). L'importance de la question est d'autant plus grande que ces infractions sont assez fréquentes, en même temps que très graves dans leurs conséquences.

Comment faut-il considérer l'élément disciplinaire dans cette catégorie d'infractions ? Faut-il dire qu'il est l'élément constitutif par excellence, sans lequel l'infraction n'existe plus, ou tout au moins n'est plus la même ; et conclure ainsi qu'on se trouve en présence de délits militaires spéciaux qu'il est impossible de faire rentrer dans le droit commun ? Faut-il, au contraire, considérer que dans ces infractions les éléments constitutifs sont exactement les mêmes que ceux qui entrent dans

(1) Code du 9 juin 1857, art. 211 et 213 ; code du 4 juin 1858, art. 283 et 284.

(2) Code du 9 juin 1857, art. 219 ; code du 4 juin 1858, art. 296.

(3) Code du 9 juin 1857, art. 218 ; code du 4 juin 1858, art. 294 et 295.

(4) Code du 9 juin 1857, art. 221 à 223 (voies de fait envers un supérieur) ; art. 224 (outrages envers un supérieur). — Code du 4 juin 1858, art. 298, 299, 300, 301 et 303 (voies de fait envers un supérieur) ; art. 302 et 303 (outrages envers un supérieur).

(5) Code du 9 juin 1857, art. 220 (violences et injures envers une sentinelle), art. 229 (voies de fait envers un inférieur). — Code du 4 juin 1858, art. 297 (violences et injures envers une sentinelle), art. 308 (voies de fait envers un inférieur).

les crimes ou délits correspondants du droit commun, mais qu'en raison des rapports particuliers qui existent entre l'auteur de l'infraction et la victime, en raison de l'atteinte grave portée à la discipline, il y a une circonstance aggravante d'ordre militaire, nécessitant une augmentation dans le taux des pénalités, une rigueur particulière dans la répression, mais n'empêchant pas de classer ces délits parmi ceux du même ordre ou de la même espèce dans le code général des délits et des peines ?

Tel est le problème que nous allons maintenant examiner.



Le droit commun prévoit et réprime les voies de fait. Deux textes déterminent l'infraction simple : en premier lieu l'article 605 du code du 3 brumaire an IV, qui punit des peines de simple police « les voies de fait et violences légères » pourvu que leurs auteurs « n'aient blessé, ni frappé personne » ; en second lieu l'article 311 du code pénal, qui, depuis la loi du 13 mai 1863, assimile aux coups et blessures les violences ou voies de fait. C'est sur ces bases que s'édifie tout le système de répression des actes de violence qui se peuvent commettre à l'égard des personnes.

Mais en partant de l'article 311 le système se divise en deux : d'une part, sans s'inquiéter de la qualité particulière de la victime, en ne considérant en elle que la personne physique, la loi organise tout un système d'aggravation, basé sur l'importance du préjudice matériel causé ; d'autre part, en dehors de la question de la gravité du dommage occasionné, la loi organise un autre système d'aggravation en considération de la qualité, de la fonction, de la position sociale de la victime.

Nous trouvons le premier système dans les articles 309 et 311 du code pénal, le second dans ses articles 228, 229, 230, 231 et 312. Enfin sur ces deux systèmes vient se greffer une

nouvelle circonstance aggravante tirée de la préméditation ou du guet-apens, circonstance prévue à la fois par les articles 310 et 311 et par l'article 232 du code pénal.

On comprend fort bien les motifs du premier système d'aggravation en cette matière. La répression doit s'attacher à la fois à l'immoralité du fait en lui-même, et à celle de l'agent dans ses intentions, conditions primitives intrinsèques pour la justice absolue de la peine, et en outre à la gravité du trouble occasionné, du dommage causé, de la perturbation apportée par ce fait (1).

Après avoir reconnu que les voies de fait et les violences contre les personnes étaient des actes présentant un caractère d'immoralité tel qu'il y avait lieu d'édicter contre eux des mesures de répression, la loi devait s'attacher pour graduer les peines qu'elle allait prononcer à la gravité du trouble causé, à l'importance du dommage. Il est bien certain que la violence légère qui n'occasionne ni maladie, ni incapacité personnelle de travail (2), ne mérite pas le même châtiment que celle qui entraîne de semblables conséquences (3). Si des violences commises, il est résulté une mutilation, la perte d'un membre, la cécité, une incapacité permanente du travail, il est bien certain encore que c'est avec juste raison que la loi prononce une peine plus forte (4). Si la mort est la conséquence des voies de fait commises, le trouble social est porté à son comble, le plus grand dommage possible a été réalisé, et, bien que l'auteur des violences et des coups n'ait voulu, ni même prévu peut-être ces conséquences extrêmes, il importe cependant que

(1) Comp. Boitard et Faustin Hélie, *Leçons de droit criminel*, p. 20.

(2) L'art. 311, § 1 du code pénal, prononce en ce cas une peine d'emprisonnement pouvant aller de six jours à deux ans, et une amende de 16 à 200 francs, ou l'une de ces deux peines seulement.

(3) La peine est alors de deux ans à cinq ans de prison, et l'amende est de 16 à 2.000 francs : code pénal, art. 309, § 1.

(4) Code pénal, art. 309, § 3 : peine de la réclusion.

la société le punisse des peines les plus graves après celles qui s'appliquent à l'auteur d'un meurtre volontaire (1).

Le second système d'aggravation, tout en se référant lui-même au premier, qui n'est que l'application la plus immédiate des principes mêmes du droit pénal, part d'un tout autre point de vue. Toute idée de dommage causé mise à part, il considère l'acte accompli dans son rapport avec la victime. Et lorsque la relation qui existera entre la victime et l'auteur de la voie de fait, ou la situation même, la qualité, la fonction de la victime, seront telles qu'elles imposeront à certaines personnes, ou à tous les citoyens un devoir spécial de considération et de respect, la loi verra là une circonstance aggravante de l'infraction commise, et ajoutant cette nouvelle cause d'aggravation à la première « qui s'attachait seulement à l'importance du préjudice causé », elle augmentera la peine prévue pour chaque degré de l'infraction ordinaire.

Lorsqu'un fils frappe son père ou sa mère, lorsqu'une personne commet des voies de fait sur l'un de ses ascendants, l'infraction par lui commise se range évidemment parmi « les coups, blessures, et autres violences ou voies de fait » prévus par l'article 311 du code pénal. C'est à cet article que renvoie l'article 312, et, bien que lui-même ne parle que des coups et blessures, la jurisprudence estime qu'« il faut comprendre dans cette dénomination toutes autres violences et voies de fait, et qu'aucun motif n'existe d'introduire des distinctions qui seraient en opposition avec les intentions certaines de la loi » (2). L'article 312 ne prévoit donc qu'une circonstance aggravante.

Aux voies de fait elles-mêmes qui, commises envers quelque personne que ce soit, présentent déjà un caractère variable de

(1) Code pénal, art. 309, § 4 : peine des travaux forcés à temps.

(2) Cass., 7 décembre 1866, S., 67, 1, 185 ; D , 67, 1, 410. Dans le même sens, voir Garçon, *Code pénal annoté*, art. 312.

gravité, vient s'ajouter dans le cas où la victime est un ascendant de l'auteur de l'infraction une gravité nouvelle tenant à ce que celui qui s'est rendu coupable de tels actes, a manqué à un devoir spécial, qui lui imposait le respect envers ses parents et ses ascendants. Ce manquement à un devoir particulier s'ajoutant à un fait déjà punissable par lui-même, constitue le premier motif de l'aggravation de la peine.

Mais de plus la loi reconnaît aux parents un droit, une autorité sur leurs enfants ; il importe grandement au bon ordre moral et social que cette autorité ne soit pas méconnue, il importe de maintenir dans le devoir ceux qui seraient tentés de s'insurger contre cette autorité légitime, et d'y faire rentrer ceux qui y auraient porté atteinte ; il y a là un second motif pour déterminer le législateur à prononcer une pénalité plus rigoureuse, à prévoir une aggravation de la répression ordinaire.

Nous retrouvons des motifs d'aggravation absolument analogues dans les articles 228 à 233 du code pénal (1). Ici, encore, en effet, la loi prévoit les coups, les violences et les voies de fait dans les mêmes conditions que les articles 309 et 311 ; ici encore elle prévoit une cause d'aggravation des peines dans le degré de gravité du dommage occasionné par ces actes ; mais par dessus ce système général d'aggravation qui n'est que l'application des principes du droit pénal, la loi institue un nouveau mode d'aggravation qui se fonde sur la qualité des victimes. Le citoyen qui frappe un magistrat, un officier ministériel, un autre citoyen chargé d'un ministère de service public, dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de cet exercice, ou qui se livre sur ces personnes à des voies de fait, commet un acte plus grave et doit encourir une peine

(1) Voir en ce sens Fuzier-Hermann, *Répertoire, Coups et blessures*, n° 167 et suiv. En sens contraire, Garçon, *Code pénal annoté*, art. 228 à 233. Nous examinerons plus loin la théorie présentée par M. Garçon et par la cour suprême.

plus grande, que celui qui commet les mêmes actes sur de simples citoyens n'ayant à remplir aucune mission au nom de la puissance publique. Dans ce cas, comme dans celui que nous envisagions précédemment, il existe un devoir spécial à remplir envers certaines personnes à raison de leur situation : devoir de respect, qui, ici, ne s'adresse pas tant à la personne elle-même, qu'à la fonction qu'elle exerce et à l'autorité qu'elle incarne. A cette obligation particulière doit correspondre une sanction spéciale, qui se traduit ici par une aggravation de la répression ordinaire.

A cette raison morale, d'un devoir violé, s'ajoute comme dans le cas précédent, une raison d'ordre pratique. L'ordre de la société repose tout entier sur l'existence d'un pouvoir ; à ce pouvoir il appartient de faire exécuter les lois, de rendre la justice et de procurer l'exécution des décisions rendues. Or ce « pouvoir » n'est pas un vain mot, il est une réalité qui prend corps et qui s'exerce dans la société par certains membres de la nation spécialement choisis à cet effet : représentants du pouvoir et de l'autorité, il importe que leurs personnes soient à l'abri des haines, et des vengeances des autres citoyens, afin qu'ils se trouvent efficacement protégés et ne soient point tentés ou forcés de céder à la crainte devant les menaces ou les coups. En faisant respecter et en protégeant les délégués du pouvoir, c'est en définitive ce pouvoir lui-même qu'on fait respecter et qu'on protège. Dans ces conditions, toute violence, toute voie de fait commise contre une des personnes qui dispensent la justice au nom du pouvoir, ou qui font exécuter les décisions du pouvoir, n'est pas une infraction simple, mais une infraction compliquée d'une circonstance aggravante, qui n'est ici rien moins, avons-nous vu, que l'atteinte portée à l'ordre social tout entier.

Pourquoi, dans l'ordre des choses militaires, ne trouverait-on pas l'application des mêmes principes ? Le soldat qui se livre

à des voies de fait sur la personne de son supérieur, ne se rend-il pas coupable d'un acte analogue à celui du citoyen qui frappe le magistrat, qui a prononcé une sentence contre lui, ou l'officier ministériel qui vient faire exécuter la condamnation prononcée ? Ne commet-il pas une infraction du même genre que celle du fils qui frappe son père ? A la vérité, il y a des nuances, des différences mêmes dans la situation respective des personnes en présence desquelles nous nous trouvons ; mais au fond il demeure cependant deux éléments certains, qui doivent être envisagés comme des causes d'aggravation : en premier lieu, le soldat a vis-à-vis de ses chefs un devoir spécial de respect et d'obéissance, de même que l'enfant vis-à-vis de ses parents ; ce sont, au régiment, les chefs qui veillent au bien-être de leurs subordonnés, qui leur procurent l'instruction spéciale que nécessite le métier des armes, de même que les parents assurent à leurs enfants la vie du corps et l'instruction de l'esprit ; les chefs militaires sont, en quelque manière, responsables des actes de leurs subordonnés placés sous leurs ordres, de même que les parents le sont des actes de leurs enfants. C'est à ces obligations délicates, toujours remplies avec tant de conscience et de cœur par les supérieurs à qui elles incombent, que correspond de la part de ceux qui en profitent le devoir de respect et de soumission. Mais en second lieu, ainsi que nous le constatons tout à l'heure en nous occupant des magistrats, des citoyens chargés d'un ministère de service public, les chefs militaires eux aussi représentent le pouvoir vis-à-vis de leurs subordonnés ; jamais ils ne commandent, jamais ils n'ordonnent en leur nom personnel, mais toujours au nom du pouvoir qui leur a conféré leur grade avec le droit au commandement.

Plus que partout ailleurs, dans l'armée, le principe de l'autorité est un ; et si le chef placé en sous-ordre conserve une large part d'initiative personnelle, donne des ordres selon l'appréciation qu'il a faite lui-même des circonstances ou des situa-

tions, il n'agit que dans les limites de l'indépendance qui lui a été laissée par l'autorité supérieure, après appréciation de sa capacité et de sa valeur, et encore il ne fait aucun acte sans en donner connaissance ou sans en rendre compte à ses supérieurs hiérarchiques, en sorte qu'en définitive, c'est toujours l'autorité supérieure et unique qui commande jusque dans les moindres détails.

Garantir cette autorité dans les personnes qui l'exercent légitimement, afin qu'en aucun cas elle ne puisse être méconnue ; afin que les chefs, représentants du pouvoir supérieur, soient à l'abri de toute contrainte, et puissent toujours obtenir l'exécution des ordres qu'ils donnent, sans se trouver exposés aux haines, aux vengeances, aux révoltes de ceux qui ont le devoir d'obéir : telle est ici la raison de ne pas s'en tenir aux dispositions ordinaires de la loi touchant les violences et les voies de fait, et d'user d'une rigueur toute spéciale.

Il semble donc bien que nous nous trouvions ici en présence d'une circonstance aggravante d'ordre militaire.

La théorie de la circonstance aggravante, telle que nous venons de l'exposer sur ces questions de droit pénal militaire, ne paraît pas avoir rencontré de partisans. Les plus ardents réformateurs de nos codes de justice militaire, dont le plan, cependant, semblait être de faire rentrer dans le droit commun toutes les infractions de ces codes spéciaux, se sont arrêtés devant les infractions de la nature de celles que nous étudions, et sans chercher à conserver, par le moyen de la circonstance aggravante une pénalité sévère, pour les voies de fait commises par un militaire à l'égard de son supérieur, et pour les cas analogues, en leur donnant place dans la loi commune, ils ont proclamé que les faits de cette nature étaient des faits spéciaux à l'armée, d'ordre exclusivement disciplinaire, sans rapport aucun avec les faits du droit commun (1).

(1) Voir notamment sur ce point la discussion du projet de loi portant

★★

Sans placer le crime ou le délit de voies de fait envers des supérieurs militaires, à la suite des articles 309 et 311 du code pénal, le législateur pouvait leur donner place à la suite des articles 228 et suivants du même code. Il existe en effet en ce qui concerne les violences et voies de fait envers des magistrats, officiers ministériels, ou citoyens chargés d'un ministère de service public, une théorie différente de celle que nous avons exposée, et qui aurait pu également être adoptée, avec des différences peut-être, avec au besoin une élévation de la peine dans les articles à prévoir, aux voies de fait envers des supérieurs.

Les auteurs qui soutiennent cette théorie (1) disent que les violences ou voies de fait sont punissables à deux titres différents : ou bien, en effet, la loi réprime l'acte commis en lui-même, et en conséquence elle s'attache à sa gravité matérielle et à ses conséquences dommageables : c'est ce qu'elle fait dans les articles 309 et suivants du code pénal ; ou bien la loi ne considère les actes matériels que comme la manifestation extérieur d'un délit plus grave à ses yeux, qu'elle veut principalement atteindre et qui consiste dans l'outrage commis envers une personne qu'il importe de faire respecter.

Les articles 228 et suivants du code pénal, qui prévoient les coups et les voies de fait envers les magistrats, les officiers ministériels, les agents de la force publique, les citoyens chargés d'un ministère de service public, n'ont eu pour but que de

réforme des conseils de guerre ; rapport de M. Labori, p. 33 et 54 ; discussion à la Chambre des députés, séance du 7 juin 1909, *J. Off.* du 8. Chambre, compte-rendu, p. 1339 et suiv.

(1) V. le *Code pénal annoté* de M. Garçon, art. 228 à 233. Voir aussi l'arrêt de la chambre criminelle de la cour de cassation, dans l'affaire Mathis, en date du 9 juillet 1909 et les conclusions de M. le procureur général Baudouin dans la même affaire, *Gazette du Palais*, 1909, 2^e semestre, p. 145.

réprimer une manifestation plus grave de l'outrage, qui faisait l'objet des prévisions des articles précédents : mais en réalité c'est encore ici l'outrage qui est prévu et puni, c'est l'injure réelle qui est sanctionnée.

Cette théorie de l'injure réelle était déjà connue du droit romain ; il reconnaissait deux façons de commettre le délit d'injure : par paroles, et par actes ou voies de fait : « *Injuriam autem fieri, Labeo ait, aut re, aut verbis : re quotiens manus inferuntur, verbis autem, quotiens non manus inferuntur, convicium fit* » (1).

Notre ancien droit faisait les mêmes distinctions. Jousse définissait l'injure : « une offense faite au prochain par un motif de mépris et dans le dessein de l'insulter » (2) ; et il ajoutait : « l'injure se peut faire par paroles, par écrit ou par effet : ce qui se fait de plusieurs manières, la première par gestes et menaces, sans frapper ni toucher la personne qu'on veut offenser, la seconde en la frappant ou en usant à son égard de quelqu'autre voie de fait » (3). — Il distinguait encore plusieurs espèces d'injures réelles : d'une part, la voie de fait consistant à frapper quelqu'un sans le blesser, en lui donnant par exemple un coup de pied ou un soufflet, d'autre part, celle qui consiste à mettre la main sur quelqu'un sans le frapper, par exemple en le poussant, ou en le prenant par son habit ou son col (4).

Le droit intermédiaire faisait application de ces mêmes principes et on lit dans le code du 25 septembre 1791 (article 7, 2^e partie, titre I^{er}, section IV) : « Quiconque aura outragé un

(1) Digeste, lib. XLVII, titre X, *De injuriis et famosis libellis*, I, § 1.

(2) Jousse, *Justice criminelle*, III, p. 573.

(3) *Idem*.

(4) La même doctrine a été soutenue dans l'ancien droit par Muyart de Vauglans, *Lois criminelles*, p. 347 et suiv. ; Darreau, *Traité des injures*, t. I, p. 413 ; De Marville, *Matières criminelles* ; du Roussaud de La Combe, *Traité des matières criminelles*, 1^{re} partie, ch. II, sect. II, p. 75 et 78. V. aussi Merlin, *Répertoire*, v^o *Injures*.

fonctionnaire en le frappant sera puni de la peine de deux années de détention. »

Il en serait de même encore dans le code pénal de 1810. On trouve en effet, prévus et punis dans un même paragraphe (1) des « outrages et les violences envers les dépositaires de l'autorité et de la force publique ». Dans les articles 222 à 225 sont réprimées les injures par paroles, par gestes ou menaces, c'est-à-dire toutes les injures dans lesquelles l'auteur ne porte pas la main sur la personne injuriée ; dans les articles 228 à 230 sont réprimées les injures réelles, c'est-à-dire celles dans lesquelles l'auteur a porté la main sur la personne injuriée, dans lesquelles, tout au moins, celle-ci est touchée, d'une manière ou d'une autre, physiquement.

Dans tous ces articles, ce que la loi entend punir, c'est l'injure, c'est l'outrage. L'acte matériel commis n'a en lui-même qu'une minime importance, il révèle l'intention injurieuse qui est à elle seule toute l'infraction. La considération de la personne outragée a, au contraire, une importance considérable, car la gravité d'une offense est en rapport direct avec la dignité et le rang de la personne offensée, avec le respect qui lui est dû à raison de sa fonction ou de sa qualité ; elle est un élément constitutif de l'infraction.

Enfin le code pénal dans les articles 231 et suivants considère le cas où les violences ont été plus graves, où elles ont eu pour conséquences une effusion de sang, des blessures, la mort même. Dans ces cas l'outrage n'est que secondaire, l'importance du dommage causé passe au premier plan, et la qualité de la victime n'est qu'une circonstance aggravante nouvelle, qui vient s'ajouter à celles qui se fondent sur l'importance du préjudice matériel causé.

Il ne nous appartient pas d'examiner ici dans tous ses détails cette théorie de l'injure réelle, et son application par le code

(1) Code pénal, livre III, titre I, chap. III, section IV, § 2.

pénal. Nous nous demandons seulement pourquoi on ne donne pas place dans ce système à l'article 312. Dans les cas de violences et de voies de fait envers des ascendants, nous trouvons aussi au fond de l'infraction punissable, l'intention outrageante : l'injure réelle. Et dans ces conditions, l'article 312, si on ne se borne pas à la simple lecture de son texte, paraît pouvoir trouver place avec les articles 228 à 230, en tant que la loi aurait entendu punir dans ceux-ci l'outrage, l'intention injurieuse plus que la voie de fait matérielle elle-même.

Mais revenons à notre loi pénale militaire. N'est-il pas évident que là aussi nous retrouvons la notion de l'injure réelle, que là aussi ce que le législateur a voulu frapper ce n'est pas tant l'acte matériel, la violence, la voie de fait, que l'outrage, l'injure grave commise envers son supérieur par un militaire (1). La place même qu'occupe l'article 223 dans le code de 1857 en est une preuve : l'article 223 vise l'injure réelle, le cas où il y a « voie de fait », où la main est portée sur la personne outragée, et l'article 224 prévoit les « outrages par paroles, gestes ou menaces » : — ces deux formes de l'injure se trouvent ainsi punies dans ces articles.

On peut même dire que c'est dans le code militaire qu'on trouve poussée jusqu'à ses dernières conséquences la théorie de l'injure réelle. L'article 223 de la loi militaire pour l'armée de terre ne fait en principe aucune distinction basée sur la gravité du dommage causé, n'introduit aucune gradation dans les pénalités, fondée sur le préjudice occasionné; — par voie de fait il faut entendre ici l'injure réelle sous toutes ses formes, depuis l'acte consistant à poser la main sur la personne d'un supérieur, ou à le bousculer, depuis le soufflet jusqu'aux coups et blessures, au meurtre et à l'assassinat (2). Dans tous les cas

(1) V. en ce sens, Augier et G. Le Poittevin, *Traité de droit pénal militaire*, t. II, p. 697 ; et Labori, Rapport, p. 34.

(2) V. Augier et G. Le Poittevin, *Traité de droit pénal militaire*, t. II, p.

l'outrage seul est puni, de quelque manière qu'il se manifeste, et de la peine capitale.

Dans une espèce soumise à la cour de cassation, la question se posait de savoir si le fait pour un soldat d'avoir tiré un coup de fusil sur son sergent, alors qu'il l'avait manqué, constituait une tentative de meurtre punissable des peines du code pénal ordinaire ou une voie de fait envers un supérieur punissable des peines que prononçait alors l'article 15 du titre VIII de la loi du 21 brumaire an V, lequel était ainsi conçu : « Tout militaire convaincu d'avoir insulté ou menacé son supérieur de propos ou de gestes, sera puni de cinq ans de fers ; s'il s'est permis des voies de fait à l'égard de ses supérieurs, il sera puni de mort. » La cour suprême dans son arrêté du 10 janvier 1852 (1), après avoir entendu les conclusions du procureur général Dupin, et conformément à ces conclusions décida : « que la généralité de l'expression « voies de fait » comprenait tous les attentats envers la personne des supérieurs ; et qu'il était impossible d'admettre que lorsque la loi militaire, dans sa juste sévérité, prononçait la peine capitale contre le moindre délit de coups, que la loi commune n'aurait puni que d'une peine correctionnelle, elle n'eût pas entendu prononcer la même peine contre la tentative caractérisée de meurtre que la loi commune aurait puni des travaux forcés à perpétuité. »

Remarquons encore que la loi militaire comprend sous le terme générique de « voies de fait », et puni des peines les plus graves, des violences légères que la loi commune ne réprime que des peines de simple police, en vertu de l'article 605 de la loi de brumaire an IV (2). Quelle preuve plus convaincante

697 ; voir aussi Cass., 10 janvier 1852, et le réquisitoire de Dupin, S., 52, 1, 73, D., 52, 1, 124 ; voir également Victor Foucher, *Commentaire sur le code de justice militaire pour l'armée de terre*, art. 221 et suiv.

(1) S., 52, 1, 73, D., 52, 1, 124.

(2) Argument tiré de l'arrêt du 10 janvier 1852 rapporté ci-dessus. V. aussi Augier et G. Le Poittevin, *Traité de droit pénal militaire*, t. II, p. 698 ; et

que, dans tous les cas sans exception, c'est l'intention d'outrager le supérieur, c'est l'injure réelle que la loi répressive de l'armée a voulu atteindre et réprimer.

Dès lors il eût été facile de donner une place à cette catégorie d'infractions parmi celles qui répriment l'outrage et l'injure réelle envers des magistrats ou des citoyens chargés d'un ministère de service public : le même principe inspirait la volonté du législateur dans tous les cas. De même que l'article 228 du code pénal avait prononcé une peine plus grave que l'article 230, pour cette raison que dans le premier cas il s'agissait d'un magistrat, dans le second seulement d'un officier ministériel, d'un agent de la force publique, d'un citoyen chargé d'un ministère de service public ; de même l'article qui prévoit les voies de fait commises par un militaire envers son supérieur, aurait pu aggraver encore la peine en prenant en considération le rapport qui existe entre un chef militaire et son subordonné, le devoir de respect et d'obéissance qui s'impose à celui-ci envers celui-là, la nécessité de protéger l'autorité dans la personne du chef militaire en raison de la haute mission qui est confiée à celui-ci, et des responsabilités qui lui incombent.

De même que les articles 228 et 230 du code pénal n'entrent en aucune façon dans l'examen de la nature et de la gravité dommageable des voies de fait commises, s'attachant uniquement à leur caractère outrageant pour les personnes qu'ils voulaient spécialement protéger, sauf lorsque les actes commis ont eu des conséquences particulièrement importantes ; de même, et donnant à cette idée son développement le plus complet et son expression la plus absolue, il était possible à la disposition spéciale concernant les militaires de n'entrer dans aucune distinction en prononçant une peine aussi forte que pour

les attentats les plus graves contre la personne humaine, en raison de la gravité extraordinaire de l'acte commis ; ou encore, la loi pouvait établir une disposition spéciale semblable à celle des articles 231 et suivants du code pénal, pour les cas où, dans l'acte commis, l'importance du dommage causé dépasserait celle de l'outrage, qu'aurait voulu commettre le délinquant.



En prenant pour point de départ certaines infractions du droit commun et en les rapprochant de certaines infractions d'ordre militaire, il ne nous a pas été impossible de constater des analogies et de trouver des points de contact. Si l'on prend l'article 311, comme fondement unique de toute la répression des violences commises sur les personnes, autour duquel gravite toute une série de circonstances aggravantes, qu'on trouve aussi bien dans les articles 228 et suivants que dans l'article 312, il est aisé de conclure par analogie à l'existence de circonstances aggravantes d'ordre militaire dans l'infraction consistant dans des voies de fait envers des supérieurs. Mais si l'on adopte la théorie de l'injure réelle, et si l'on place ainsi dans une situation spéciale les violences envers les magistrats, et les autres infractions du même genre prévues par les articles 228 et 230, il est non moins facile de trouver une place dans ce système aux voies de fait commises envers des supérieurs militaires, et de donner ainsi dans le second comme dans le premier système place à cette infraction militaire au milieu de celles du code de droit commun.

Mais faut-il s'en tenir à ces analogies séduisantes, pour ceux qui demandent la suppression de toutes les lois d'exceptions ? L'analyse de l'infraction que prévoyait l'article 223 du code de justice militaire pour l'armée de terre, permettra-t-elle cette assimilation, cette fusion dans le droit commun ? C'est ce que nous allons examiner maintenant.

Si un simple citoyen, par haine personnelle de l'armée, commet une voie de fait sur la personne d'un officier, en dehors de tout service, la loi ne voit dans cet acte qu'une violence ordinaire ; l'acte matériel, le soufflet donné, le coup porté, constitue à lui seul toute l'infraction ; l'intention outrageante, la haine qui a inspiré l'acte seront seulement les mobiles de cette action, et la loi, en principe, n'a pas à en connaître : le juge appliquera en conséquence les articles 309 et 311 du code pénal, s'attachant uniquement à la gravité du préjudice causé. — Mais si l'officier frappé était en service commandé, et s'il a subi des violences pendant l'exercice de ses fonctions ou à l'occasion de cet exercice, la loi considère alors l'infraction commise sur sa personne, comme présentant un caractère particulier de gravité en lui-même et indépendamment de ses conséquences dommageables ; et, selon qu'on adoptera l'un ou l'autre des deux systèmes précédemment exposés, on dira que le législateur, tout en punissant la voie de fait commise en elle-même, a reconnu dans la qualité d'agent de la force publique qui appartenait à la victime une circonstance aggravante, ou bien, qu'il a voulu réprimer dans ce cas l'outrage que révèlent les voies de fait commises, l'injure réelle, et qu'il prononce une peine plus sévère que pour l'outrage par paroles ou par gestes, parce qu'ici l'auteur de l'infraction porte la main sur la personne de la victime.

Le même fait commis par un militaire sur la personne de son supérieur, peut-il se réduire à ces seuls éléments ? Là aussi il y a l'acte matériel de la voie de fait, là aussi il y a l'intention outrageante. Mais n'y a-t-il que cela ?

Cherchons la réponse à cette question dans l'examen des rapports qui existent entre un supérieur militaire et son subordonné.

Le supérieur militaire donne des ordres à ses subordonnés, il doit être assuré que ces ordres seront exécutés, non seule-

ment sans discussion, mais encore « sans hésitation, ni murmure », qu'ils seront exécutés quels qu'ils soient, même s'ils sont injustes ; le droit pour l'inférieur de réclamer contre un ordre qu'il a reçu, ne lui est ouvert qu'après qu'il a obéi. La responsabilité de ceux qui commandent est la contre-partie de cette obligation pour ceux qui obéissent (1). Nul dans la hiérarchie militaire n'échappe à ce devoir d'obéissance, et la responsabilité des chefs militaires est d'autant plus considérable qu'ils ont moins d'ordres à recevoir, et que leur devoir d'obéissance a moins d'occasions d'être pratiqué.

Ainsi compris, et combiné avec la notion de hiérarchie, le devoir d'obéissance s'appelle, nous le savons déjà, « la discipline ».

Or, où trouverons-nous, en dehors de l'armée, ces notions de discipline, d'autorité hiérarchique, d'obéissance absolue, de supérieur ?

Il ne viendra à la pensée de personne de comparer l'autorité du chef militaire avec l'autorité paternelle. Le devoir d'obéissance de l'enfant envers ses parents, ne se présente pas de la même manière que le devoir d'obéissance que doit pratiquer le soldat envers son supérieur : l'enfant doit se soumettre à ses parents parce que sa soumission est un élément de ce sentiment très doux qu'est la piété filiale, qui n'est elle-même qu'un témoignage constant de confiance donné à ceux qui dans la conception providentielle de l'humanité, ne nous peuvent vouloir que du bien ; l'obéissance des enfants envers leurs parents, elle est l'accord de deux volontés, dont l'une accepte sans contrôle parce que sans crainte les décisions de l'autre ; cette obéissance, cet accord n'excluent par la discussion préalable quand celle-ci est légitime, ce n'est qu'une entente, mais dans laquelle l'affection intervient et facilite la conclusion.

Quoi de tout cela entre un chef et un soldat ? Et qui d'autre

(1) Comp. Règlement sur le service intérieur des troupes.

part songerait à parler du père comme du « supérieur hiérarchique » de son fils ?

Parmi les citoyens ordinaires, nul n'a d'ordre à recevoir des autres, tous sont égaux en droits. Si en fait nous trouvons dans les rapports sociaux la pratique des devoirs d'obéissance, il ne faut pas nous y tromper, ce n'est pas une obligation imposée de la part de celui qui commande, ni en vertu de son pouvoir personnel, ni en vertu d'une nécessité supérieure, mais une obligation librement acceptée et consentie de la part de celui qui s'y soumet. Il y a là un contrat qui ne lie les parties que dans la mesure où elles ont entendu se lier, qui est l'œuvre des contractants, qui n'est que temporaire, que certes la bonne foi empêche de violer, mais qui a pour sanction non pas une peine, mais la rupture avec, s'il y a eu préjudice causé, la réparation civile de ce préjudice. C'est ce contrat qui lie le patron à l'ouvrier, le chef de service à l'employé. En aucun cas on ne saurait dire que l'un est hiérarchiquement le supérieur de l'autre.

Les lois imposent des obligations, elles commandent, elles ordonnent, mais les lois sont l'œuvre de tous les citoyens. Les magistrats prononcent des sentences et des arrêts, mais c'est la justice qui parle dans leurs décisions, et la justice émane du pouvoir qui est la volonté de la nation tout entière s'exprimant par ses représentants légitimes. Tous les ordres qui sont signifiés par les agents de la force publique ou les officiers ministériels, soit contre la personne même des citoyens, soit contre leurs biens, sont donnés par le pouvoir lui-même. En sorte que le citoyen qui enfreint les dispositions légales, qui refuse obéissance aux décisions des juges ou aux ordres des agents du pouvoir exécutif, se désobéit à lui-même, puisqu'il a donné par avance son assentiment à tous les ordres qu'il reçoit et que ceux qui lui donnent sont ceux-là même qu'il a délégués pour lui imposer ses propres volontés.

Ceux d'entre les citoyens qui sont chargés de faire exécuter

les ordres du pouvoir, ne sont en rien les supérieurs hiérarchiques des autres citoyens ; ils ne commandent pas en leur nom et sous leur responsabilité, mais au nom de la nation entière y compris celui-là même à qui ils s'adressent.

Dans ces conditions on peut dire qu'un citoyen ordinaire ne reçoit pas à proprement parler un ordre, mais un simple rappel à l'ordre, devant lequel il doit s'incliner sous peine d'être non pas tant désobéissant, mais illogique, mais en contradiction avec lui-même.

Au cours de la discussion du projet de réforme des conseils de guerre à la Chambre des députés, M. Jourde résumait fort bien toutes ces idées dans cette formule : « Un citoyen français, un civil, n'a pas de supérieur ; il peut avoir des chefs dans une industrie, il n'a pas de supérieur (1) », seul un militaire a des supérieurs hiérarchiques.

Ainsi la qualité de supérieurs qui appartient aux chefs militaires est une qualité spéciale qu'on ne retrouve nulle part ailleurs dans les rapports sociaux qui existent entre les autres citoyens. Or, quand la loi pénale militaire inflige aux soldats coupables des plus légères voies de fait envers leurs supérieurs les peines les plus sévères, c'est à raison de la qualité particulière et unique de ceux-ci que sa répression dépasse de beaucoup celle de la loi commune pour des infractions analogues commises entre simples citoyens, ou même commises par de simples citoyens sur des personnes chargées d'un ministère de service public ou sur des magistrats.

Remarquons encore que dans les cas de droit commun, pour qu'il y ait délit, à plus forte raison pour qu'il y ait crime, la loi exige que les voies de fait présentent par elles-mêmes une certaine gravité, que l'injure réelle se soit manifestée par des actes matériels d'une certaine importance, sans quoi il n'y au-

(1) Séance de la Chambre des députés du 7 juin 1909, *J. Off.* du 8, *Chambre*, *Compte-rendu*, p. 1342, col. 2.

rait qu'une simple contravention punie des peines de simple police par l'article 605 du code du 3 brumaire an IV. Lorsque, au contraire, il s'agit de voies de fait commises par un soldat envers un supérieur, l'importance, la gravité des actes matériels ne comptent plus, et les lois de 1857 et de 1858 prévoyaient comme étant un crime, et punissaient de la peine de mort le fait par un soldat d'avoir enlevé le képi de la tête de son supérieur aussi bien que le fait de l'avoir tué, pendant ou à l'occasion du service.

L'acte matériel n'est rien, les degrés dans les procédés outrageants n'existent pas ; le but de la répression est ailleurs : il est dans le maintien à tout prix de la discipline, de cette discipline qui est le fondement même de l'armée, et la condition essentielle de son existence.

La discipline ne permet pas seulement aux chefs militaires de commander avec la certitude d'obtenir de leurs subordonnés une obéissance passive, elle leur donne même le droit de punir ces subordonnés pour des fautes légères dans l'accomplissement de leurs devoirs de soldats. Un officier pourra infliger à un militaire inférieur en grade des peines restrictives ou privatives de liberté (1), il pourra retenir en prison pendant deux mois un homme, parce qu'il aura manqué à un de ces devoirs spéciaux à l'armée ; et ces peines ainsi infligées par les supérieurs militaires portent justement le nom de peines disciplinaires, parce qu'elles sont destinées à donner aux chefs le maximum d'autorité, en leur laissant entre les mains la sanction immédiate au moyen de laquelle ils obtiendront l'exécution parfaite de tous les règlements ainsi que de tous les ordres qu'ils donneront personnellement.

Quelle faute plus grave contre la discipline que la voie de fait envers un supérieur !

(1) Consigne, salle de police, prison.

Ce n'est pas seulement l'attitude passive que l'on rencontre chez celui qui n'accomplit pas les ordres reçus, c'est la révolte brutale contre l'autorité du chef, c'est l'attaque directe contre le droit au commandement, c'est le renversement de l'ordre même de l'armée. L'infraction ainsi commise est une infraction disciplinaire au premier chef. La qualité du rapport qui existe entre le supérieur et le subordonné est un élément constitutif, est même l'élément primordial de l'infraction. Sans cet élément, l'infraction, si elle existe encore, est toute différente ; et par conséquent l'élément disciplinaire n'est pas ici un élément simplement accessoire et aggravant. Nous sommes en présence d'une infraction essentiellement militaire, tout à fait distincte des infractions du droit commun.

Le législateur de 1909 a été contraint de reconnaître la nature particulière de l'infraction que nous venons d'étudier, comme l'avait fait le législateur du second empire.

Comme ce dernier il a établi une distinction entre le cas où les violences et voies de fait sont commises pendant ou à l'occasion du service, et le cas où, au contraire, elles ont eu lieu en dehors du service (1). Cette distinction est fort juste : il est bien certain que l'acte coupable commis par le militaire n'est pas le même dans le cas où il frappe son supérieur alors que celui-ci lui donne un ordre, ou pour se venger sur lui d'une observation qu'il lui a adressée, ou d'une punition qu'il lui a infligée, et dans le cas où ce même soldat frappe son chef en dehors de tout service, de tout motif de service, pour des raisons d'ordre absolument privé, tels qu'il peut en exister dans les rapports d'homme à homme.

En fait, dans la majorité des cas, les voies de fait envers des supérieurs ont lieu dans le service ou à l'occasion du service. Le soldat moderne arrive au régiment tout pénétré des principes

(1) Projet voté par la Chambre des députés du 11 juin 1909, art. 25, section II, art. 522 et 523 du code pénal.

de liberté et d'indépendance qu'on lui a donnés dans la vie civile, et qui du reste sont conformes à ses instincts ; il se plie difficilement à la loi de l'obéissance qui s'impose à lui durant son passage au service militaire. Etre obligé de se soumettre sans pouvoir échapper à l'autorité en quittant l'armée, voilà ce qu'il comprend mal, ce qui lui coûte le plus. « Obéir et rester », ainsi que le remarquait M. Chéron, sous-secrétaire d'État de la guerre, à la Chambre des députés, « c'est là la situation anormale que l'on rencontre dans l'armée et pour laquelle il faut établir une règle et une sanction spéciale » (1), et d'autant plus forte que l'obligation est plus importante et que les esprits et les consciences y sont moins préparés.

Les voies de fait commises à l'occasion du service sont en elles-mêmes plus graves que celles qui ont lieu pendant le service : il y a eu, en effet, chez le coupable réflexion, préméditation de son action, tandis que dans l'autre cas il n'y a souvent qu'un mouvement réflexe, suivi d'un regret profond et sincère. Mais souvent aussi le scandale est moins grand que lorsque l'acte est commis pendant le service, en présence d'une troupe rassemblée : les deux raisons se compensent, et c'est en bonne justice que la loi place les deux infractions sur le même plan.

Ne faudrait-il pas considérer, d'autre part, comme commises à l'occasion du service, les voies de fait envers un supérieur accomplies par un soldat professant des idées antimilitaristes et les exprimant par son geste ? Il ne s'agit pas évidemment en ce cas de rapports de particulier à particulier, d'homme à homme ; souvent les auteurs de ces actes criminels reconnaissent les qualités personnelles des chefs auxquels ils s'attaquent, et en tant qu'hommes ont même pour eux une sincère estime ; mais ils s'attaquent aux galons que ceux-ci por-

(1) Séance de la Chambre des députés du 16 mars 1909, *J. Off.* du 17, compte-rendu, p. 747.

tent, et à l'autorité qu'ils représentent ; ils frappent un supérieur, à cause de cette qualité qu'ils n'admettent pas, par mépris pour tout devoir militaire, pour tout commandement, pour tout pouvoir. Or qu'est-ce que le service, sinon l'ensemble des ordres militaires donnés par les chefs dans l'armée, et des devoirs que sont tenus de remplir tous les soldats ? C'est la discipline qui est attaquée directement dans une telle action, et les motifs des actes commis, que leurs auteurs avouent, et dont ils se vantent même, sont, on n'en peut douter, uniquement des motifs de service. Ces actes devraient donc être classés dans la catégorie de ceux qui ont lieu à l'occasion du service.

Le soldat ne connaît en général dans la personne de ses supérieurs, que le chef qui commande, surtout si ceux-ci ont un grade quelque peu élevé. Il y a peu de contacts en dehors du service entre eux, et par suite peu de chances que des outrages ou des voies de fait aient l'occasion de se produire en dehors de tout motif de service. Cependant de tels faits peuvent se rencontrer, surtout lorsque la différence de grade est minime et quand il en résulte une vie commune plus complète. Il en est particulièrement ainsi entre les simples soldats et leurs caporaux ou brigadiers : ils couchent dans la même chambrée, mangent à la même table, sortent, boivent et jouent ensemble, les occasions de querelles peuvent naître de la même façon qu'elles naîtraient entre deux soldats. Aucune raison de service n'apparaît en ce cas, il s'agit simplement des rapports entre deux hommes. En conséquence, on ne saurait soutenir que là encore il existe une infraction spéciale ; nous nous trouvons en face de l'infraction du droit commun elle-même, et ce sont les peines du droit commun que l'on devrait appliquer.

Il importe cependant de ne pas perdre de vue que ces deux hommes qui en sont venus aux mains portaient l'uniforme militaire, que celui qui a été frappé était le supérieur de l'autre ; que demain l'offensé aura des ordres à donner à son offenseur,

ordres de service que celui-ci devra exécuter sans murmurer. Frappé par son subordonné en dehors de tout motif de service, le gradé verra néanmoins, en fait, lorsque le service lui rendra son autorité, un certain amoindrissement de cette autorité sur l'auteur des violences ou les témoins de la scène. La situation réciproque de ces deux hommes dans l'ordre de l'armée, dépasse les limites des portes de la caserne, et le devoir de respect qui s'impose à tout subordonné envers son supérieur en toutes circonstances, qui oblige celui-là à saluer le premier quand ils se rencontrent en quelque lieu que ce soit, doit entrer en ligne de compte dans la détermination de la sanction à prononcer. Il y a là une circonstance aggravante de l'infraction de droit commun et il est nécessaire de la maintenir (1).

Un cas particulier mérite d'arrêter un moment notre attention, et suscite quelques réflexions, à propos de cette importante question des voies de fait envers un supérieur.

Deux soldats ont commis une infraction quelconque, on envoie pour les arrêter un brigadier de gendarmerie et un gendarme non gradé ; au moment de leur arrestation chacun d'eux se livre à des voies de fait sur la personne de celui qui vient lui mettre la main au collet. Il en résulte que l'un de nos deux délinquants frappe son supérieur, le brigadier de gendarmerie, et qu'il commet en conséquence l'infraction essentiellement militaire de voies de fait envers un supérieur pendant le service (2), l'autre, au contraire ayant été appréhendé par le gendarme non gradé commet seulement le délit de voies de fait envers un agent de la force publique dans l'exercice de ses

(1) Le projet de loi a maintenu l'aggravation des pénalités du droit commun sur ce point.

(2) Il résulte, en effet, d'une circulaire ministérielle, en date du 21 décembre 1868, signée du maréchal de France Niel, que pour, que la circonstance de service existe, il suffit que le supérieur ou l'inférieur soit de service, c'est-à-dire exécute un ordre ou accomplisse un devoir militaire. V. en ce sens, Augier et G. Le Poittevin, *Traité de droit pénal militaire*, t. II, p. 702.

fonctions, et n'encourt que des peines infiniment plus douces que son camarade, bien que le même acte ait été commis par l'un et par l'autre, avec une intention coupable identique, mais parce que le hasard a placé l'un en présence d'un chef, l'autre en face d'un égal.

Cette grave anomalie continuera à exister avec le projet de loi tel que l'a voté la Chambre des députés ; elle sera seulement un peu diminuée par l'adoucissement apporté dans la prévision des pénalités.

Or, dans le cas que nous exposons, il est bien certain qu'il n'y a pas atteinte directe portée à la discipline, au sens où nous avons entendu ce mot ; ou bien alors il faut dire qu'il y a été porté atteinte aussi bien dans le fait de frapper le non gradé que le gradé : car l'un et l'autre accomplissaient le même acte, donnaient le même ordre, au nom de la même autorité supérieure dont ils exécutaient le mandat. La vérité est que le gendarme comme son brigadier étaient des agents de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions, aussi bien vis-à-vis de militaires que vis-à-vis de civils, et que c'est en cette qualité que les soldats qu'ils venaient arrêter les ont malmenés et frappés, c'est donc en cette qualité seulement que l'un et l'autre doivent être punis.

Si nous avons admis que la qualité de supérieur était seulement une circonstance aggravante des voies de fait, il eût été facile aux juges d'écarter cette circonstance, dans les cas où ils auraient constaté que les délinquants n'avaient pas voulu frapper un supérieur en cette qualité spéciale, mais seulement l'agent de la force publique sans s'inquiéter de son grade. Mais nous n'avons pas admis ce système, lorsqu'il s'agit d'infractions de ce genre commises pendant ou à l'occasion du service ; en sorte que le juge qui trouverait la peine trop exagérée pourrait seulement déclarer que l'infraction n'a pas été commise pendant ou à l'occasion du service ; ce qui, avec les lois de 1857 et de 1858, aurait encore laissé une peine bien supé-

rieure à celle applicable à l'autre militaire (1) ; ce qui, avec le projet de loi, aurait encore la même conséquence bien qu'atténuée sensiblement par l'adoucissement général des peines introduit dans le projet (2).

La solution de cette question serait simple ; il suffirait de reconnaître qu'il y a des cas où un militaire même gradé peut être vis-à-vis d'un autre militaire simplement un agent de la force publique, comme il serait vis-à-vis de n'importe quel citoyen ; dans ces cas la qualité d'agent de la force publique l'emporte sur le grade que porte l'agent ; et lorsqu'un soldat aura commis des violences sur la personne d'un de ces agents, en cette qualité spéciale, et sans avoir la pensée de s'attaquer au grade, à la qualité de supérieur qui peut lui appartenir, on devra seulement appliquer les dispositions légales qui répriment les voies de fait envers les agents de la force publique.

Il serait possible, il serait en même temps utile et raisonnable d'aggraver la peine édictée par l'article 230 du code pénal, non pas en considération du grade de la victime, mais par cette seule considération que l'auteur de l'infraction est un militaire. Militaire, il sera peut-être lui-même demain chargé de remplir une mission semblable à celle que d'autres militaires remplissent aujourd'hui contre lui ; sa faute s'aggrave de ce seul fait : il est inadmissible en effet que le défenseur de l'ordre y porte par ces actes lui-même atteinte.

★★

Tout ce qui vient d'être dit en ce qui concerne les violences

(1) Cinq à dix ans de travaux publics (code de 1857, art. 223, § 2), au lieu de un mois à trois ans de prison (code pénal, art. 230).

(2) Le projet voté par la Chambre le 11 juin 1909, prononce en effet une peine d'emprisonnement de cinq à dix ans, pour les voies de fait envers un supérieur, exercées pendant le service ou à l'occasion du service ; la peine est réduite à celle de un an à cinq ans de prison, quand ces voies de fait ont eu lieu en dehors du service (art. 25, section II, art. 522 et 523 du code pénal). L'article 230 du code pénal ne punit que d'une peine d'emprisonnement d'un mois à trois ans les voies de fait envers un agent de la force publique.

et voies de fait envers un supérieur, s'applique d'une manière identique aux outrages proférés ou commis envers une personne ayant la même qualité.

Nous retrouvons ici encore cette infraction prévue dans le droit commun (1), avec des distinctions tenant aux diverses formes que peut revêtir l'outrage au sens large de ce mot et avec des distinctions tenant à la qualité des personnes outragées ; et la question se pose de la même manière de savoir dans quels rapports l'infraction prévue par le code militaire d'outrages envers des supérieurs se trouve avec ces infractions de droit commun.

La solution sera la même que pour les voies de fait.

L'outrage envers un supérieur apparaîtra comme une infraction essentiellement militaire, toutes les fois qu'il se produira pendant le service ou à l'occasion du service ; dans ce cas, en effet, l'atteinte portée à la discipline est d'une gravité telle, que la faute commise envers la personne disparaît presque tout entière derrière elle : la qualité de supérieur est, à n'en point douter, ici un élément constitutif de l'infraction.

Mais si l'outrage a lieu en dehors du service, pour des motifs n'ayant aucun rapport avec le service militaire en général, ou tel ordre de service en particulier, il reprend sa place dans le droit commun, et si la qualité de supérieur qui appartient à l'offensé, joue et doit encore jouer un rôle dans la détermination de la peine, elle ne doit plus être considérée comme un élément essentiel du délit, mais seulement comme une circonstance aggravante de l'infraction ordinaire.

Enfin dans le cas où des militaires, remplissant les fonctions d'agents de la force publique, sont outragés dans l'exercice de leurs fonctions par d'autres militaires de grade inférieur, non point à raison du grade qu'ils portent, ni de leur

(1) Code pénal, art. 222 à 225 et art. 471, § 11. Loi du 29 juillet 1881 sur la presse, art. 29 et suiv.

qualité de supérieurs hiérarchiques, mais uniquement à raison de leur qualité d'agents de la force publique, il y aurait lieu de leur appliquer les articles du droit commun, en aggravant toutefois la pénalité prévue par ces textes, non point à raison du grade de la victime, mais en raison seulement de la qualité de militaire de l'auteur de l'infraction.

★★

Il nous reste à envisager deux catégories d'infractions du même genre qui font également l'objet de prévisions spéciales dans les lois répressives des armées de terre et de mer : ce sont d'une part les voies de fait commises par un supérieur sur la personne de son inférieur, réprimées par l'article 229 du code de justice militaire de l'armée de terre (1), et d'autre part les outrages et les violences commis contre une sentinelle ou vedette par un militaire, et que réprime l'article 220 du même code (2).

Faut-il admettre, en ce qui concerne les premiers faits, que l'article 229 ne soit que la contre-partie de l'article 223, et que de même et pour les mêmes raisons que la loi militaire est obligée de punir d'une façon spéciale et de peines rigoureuses les voies de fait envers un supérieur, elle est obligée de réprimer d'une manière correspondante les voies de fait que pourrait commettre un supérieur sur la personne de son subordonné ? Y a-t-il dans le second cas, comme nous l'avons constaté dans le premier, une infraction *sui generis*, d'ordre exclusivement militaire ?

Au cours de la discussion à la Chambre des députés du projet de loi actuel sur la réforme des conseils de guerre, certains orateurs n'ont pas hésité à émettre cette idée qu'il fallait établir

(1) Code de justice militaire (armée de mer), art. 308.

(2) Code de justice militaire (armée de mer), art. 297.

une correspondance parfaite entre les voies de fait et les outrages commis de supérieur à inférieur, et les voies de fait et outrages commis d'inférieur à supérieur ; quelques-uns même auraient souhaité que la plus grande rigueur se trouvât dans l'application de la peine au supérieur coupable de ces actes, pour la raison que celui-ci possède un rang social et une éducation plus élevés, et que « noblesse oblige » (1).

Il n'est pas besoin d'un long examen pour découvrir la base de cette théorie et pour constater qu'elle n'est inspirée en aucune façon par l'intérêt de l'armée et du maintien de la discipline.

Leurs auteurs ont jugé au contraire que l'armée était un mal, ils ne lui accordent même pas qu'elle soit une nécessité ; ce qu'ils voient avant tout ce sont des hommes et c'est la personnalité humaine, l'indépendance et la liberté individuelles qu'ils veulent à tout prix protéger et spécialement dans la personne des inférieurs.

Il ne nous est pas possible de suivre les partisans d'un tel système dans la voie où ils s'engagent. Nous avons déjà proclamé la nécessité de l'armée, la noblesse et la grandeur de sa mission ; nous avons montré que la discipline était la condition de l'existence même de cette armée, et que le chef militaire devait être protégé de manière à ce que son autorité demeure toujours intangible, si on ne voulait pas voir l'anarchie s'introduire dans les troupes, danger le plus terrible qui puisse exister, puisque l'anarchie est en opposition absolue avec le principe militaire.

Nous ne modifierons donc rien aux caractères que nous avons reconnus aux infractions commises par des soldats en-

(1) Cette tendance s'est traduite dans le projet de loi par une augmentation de la peine prononcée contre le supérieur coupable de voies de fait envers son inférieur ; alors qu'elle était de deux mois à cinq ans d'emprisonnement dans le code de 1857, art. 229, elle est désormais de deux ans à cinq ans (projet, art. 25, section II, art. 524).

vers leurs supérieurs, et nous continuerons à penser que lorsqu'elles ont lieu pendant ou à l'occasion du service, elles constituent des infractions *sui generis*, d'ordre strictement militaire.

Peut-on reconnaître les mêmes caractères aux voies de fait et aux outrages que commettent des militaires gradés envers leurs inférieurs ? L'officier qui emploie vis-à-vis d'un de ses subordonnés une expression injurieuse ou simplement grossière, porte-t-il atteinte à une autorité quelconque ? Compromet-il la discipline ? Jette-t-il dans sa troupe un ferment d'anarchie ? Non. Il manque seulement à des principes de politesse et de respect dus à la personne de son semblable, faute qui en elle-même n'a rien d'essentiellement militaire. Et encore, bien souvent, ce sont les meilleurs chefs, les plus soucieux de l'intérêt et du bien être de leur troupe, qui usent de ce procédé vis-à-vis de certains de leurs subordonnés. Le mot vif, le qualificatif peu obligeant, stimule un homme sans éducation et lourd d'esprit, au moment où il faiblit dans l'exercice qu'il doit accomplir ; il prévient la faute qu'il est sur le point de commettre et lui évite souvent les punitions sévères auxquelles il s'expose. Le plus souvent le militaire ne se plaint pas de cette façon d'agir de son chef ; bien mieux, on l'entend faire l'éloge de celui-ci, car il sait bien que s'il en use ainsi, c'est parce qu'il connaît à fond la nature humaine et qu'il vient toujours en aide à ses faiblesses pour lui éviter les chutes.

Mais la personne du subordonné n'est pas pour cela laissée sans protection. Le règlement sur le service intérieur des troupes se charge de la faire respecter même par les supérieurs ; il dispose en effet que ceux-ci « doivent traiter leurs inférieurs avec bonté, être pour eux des guides bienveillants, leur porter tout l'intérêt et avoir envers eux tous les égards dus à des hommes dont la valeur et le dévouement procurent leurs succès et assurent leur gloire » (1). Ceux qui iraient à l'en-

(1) Règlement sur le service intérieur. Principes généraux.

contre de ces sages dispositions s'exposeraient aux réprimandes de leurs propres chefs, et ceux-ci pourraient leur infliger des peines disciplinaires. Mais insérer dans une loi pénale un article qui prononcerait contre un chef une peine correctionnelle pour le seul fait d'une parole un peu vive, voire même un peu grossière, adressée à un de ses subordonnés dans le service, eût été priver les supérieurs d'un moyen efficace d'obtenir de certains hommes l'accomplissement de leurs devoirs, et souvent les forcer à recourir pour les moindres faiblesses à des sanctions graves qui augmentent l'animosité des hommes sans les amender, et sans grandir non plus l'autorité de ceux qui commandent (1).

Le nouveau projet de loi en repoussant l'insertion d'un amendement tendant à créer le délit d'injure grave envers un inférieur, et en maintenant le système ancien dont nul militaire ne s'est jamais plaint, a sainement apprécié la question juridique qui se posait sur ce point, et a rendu, en même temps, un grand service à l'armée.

Si la parole vive, même injurieuse, est parfaitement admissible de la part du supérieur à l'égard de son subordonné, parce qu'elle n'est pour ainsi dire qu'un coup de fouet qui stimule l'homme sans laisser de traces, et qu'elle ne répond à aucune intention répréhensible dans l'esprit de son auteur, il n'en est pas de même des voies de fait, qui matériellement laissent des traces, provoquent une souffrance physique, en même temps qu'une humiliation morale, qui constituent de la part de leur auteur, un acte plus réfléchi, qui causent à la personne humaine une vexation plus grande, qui n'ont pas l'excuse de l'utilité pratique (2), car il est inadmissible que l'homme

(1) V. discussion à la Chambre, séance du 8 juin 1909, *J. Off.* du 9, compte rendu, p. 1359 à 1361 (MM. Varenne, Labori, Chéron).

(2) Les codes militaires avaient prévu d'une manière spéciale les cas d'excuses au délit de voies de fait envers un inférieur ; code du 9 juin 1857, art.

puisse être ravalé au rang de la brute, et pour tous ces motifs présentent en elles-mêmes une gravité certaine.

Les voies de fait commises sur des inférieurs constituent donc certainement un délit. Mais quel délit ? Délit militaire ou délit de droit commun ?

Les constatations que nous venons de faire à propos des outrages et de leur comparaison avec les voies de fait répondent à la question. L'importance matérielle seule de l'action commise en fait un délit, mais c'est pour cette raison que le particulier qui en frappe un autre commet lui aussi un délit. L'autorité, la subordination, la discipline ne subissent aucune atteinte directe par ce fait : aussi est-ce à la gravité du dommage comme en droit commun qu'il faudra s'attacher pour graduer les peines. L'infraction commise en quelque circonstance que ce soit demeure une infraction de droit commun.

Mais il importe de tenir compte des circonstances dans lesquelles cette infraction est commise : au point de vue de la victime, soumise à la discipline hiérarchique, elle ne peut se défendre, elle doit demeurer obéissante et docile à celui qui la frappe, et ne peut user de tous les moyens qu'un citoyen possède pour obtenir réparation d'une voie de fait sur lui commise par un autre citoyen ; au point de vue de l'auteur, il appartient à l'armée, et son acte répréhensible emprunte une gravité nou-

229 : « Est puni d'un emprisonnement de deux mois à cinq ans tout militaire qui frappe son inférieur hors les cas de la légitime défense de soi-même ou d'autrui ou du ralliement des fuyards, ou de la nécessité d'arrêter le pillage ou la dévastation » ; code du 4 juin 1858, art. 308 : « Est puni d'un emprisonnement de deux mois à cinq ans tout marin, tout militaire embarqué, qui frappe son inférieur hors les cas de la légitime défense de soi-même ou d'autrui, du ralliement des fuyards, de manœuvres urgentes et de la nécessité d'arrêter soit le pillage ou la dévastation, soit des désordres graves de nature à compromettre la sûreté du bâtiment ». Le projet (art. 25, section II, art. 524 du code pénal) ne reproduit aucune de ces dispositions, se contentant des causes d'excuses prévues par les articles 327, 328 et 329 du code pénal. V. le discours de l'amiral Bienaimé à la Chambre, séance du 7 juin 1909, *J. Off.* du 8, compte rendu, p. 1343, col. 3 et 1344, col. 1.

velle à ce fait qu'il retombe indirectement sur le groupe dont il fait partie, et auquel on ne se fera pas faute de l'imputer ; en outre, il est plus grave pour un soldat que pour tout autre citoyen de ne pas montrer dans tous ses actes la maîtrise de soi-même, le sang froid en toutes circonstances, qualités qui sont la condition première de la valeur militaire et du succès.

Ces raisons, qui toutes sont tirées de considérations tenant à la personne de la victime ou à celle de l'auteur de l'infraction, et ne tenant en aucun cas à des principes supérieurs qui seraient de l'essence même de l'armée, montrent que le délit de droit commun doit ici être considéré comme aggravé pour des raisons d'ordre militaire, sans pour cela devenir un délit militaire au sens strict du mot.

L'article 220 du code de 1857 (1) réprime une dernière catégorie d'infractions, rentrant dans le même ordre d'idées que celles que nous venons d'étudier précédemment : il s'agit ici soit des violences commises par des militaires sur la personne d'une sentinelle ou vedette, soit des injures proférées également par des militaires contre ces mêmes personnes.

Dans ces cas encore, faut-il voir une infraction spécialement militaire, où la qualité, la situation de l'auteur ou de la victime sont des éléments essentiels et constitutifs ? Faut-il, au contraire, ne voir dans ces faits qu'une infraction de droit commun, dans laquelle la qualité soit de l'auteur soit de la victime ne constitue qu'une circonstance accessoire et aggravante ?

Il importe tout d'abord de dégager le délit des circonstances occasionnelles que la loi a formellement prévues comme causes d'aggravation. Elles sont au nombre de deux, elles consistent ou dans le fait que le militaire auteur des violences était assisté d'une ou plusieurs personnes civiles ou militaires, ou dans le fait que les violences ont été commises à main armée. Le délit simple apparaît dans les deux derniers paragraphes de

(1) Code du 4 juin 1858, art. 297.

l'article 220 du code de justice militaire pour l'armée de terre : il comprend soit les violences commises par un militaire seul et sans armes contre une sentinelle ou une vedette, soit les insultes par paroles, gestes, ou menaces envers les mêmes personnes.

Or, il existe dans le code pénal ordinaire des articles qui prévoient les mêmes infractions, quand leurs auteurs sont des civils (1). Les sentinelles, ou vedettes, en effet, sont, à n'en point douter, des agents dépositaires de la force publique, ou tout au moins des citoyens chargés d'un ministère de service public. Cette qualité leur a été reconnue par la jurisprudence (2) ; — elle n'est du reste pas contestable : l'armée plus que tout autre corps représente l'autorité publique, ses membres accomplissent le premier des services publics et le plus indispensable puisqu'ils ont pour mission de défendre le pays contre l'étranger, de maintenir l'ordre et de faire exécuter les lois et les ordres du pouvoir à l'intérieur du pays. La sentinelle remplit une des fonctions militaires essentielles : elle garde l'entrée des casernes et des forts, prévient toute tentative d'espionnage, elle surveille les poudrières, veille à l'entrée des prisons, maintient l'ordre partout où elle est placée. Elle a droit à une protection spéciale de la part de la loi, d'autant que sa situation même l'expose à de nombreux dangers. Les articles 224 et 230 du code pénal ordinaire s'appliquent aux individus qui outragent une sentinelle par paroles, gestes ou menaces, ou se livrent à des voies de fait ou à des violences sur sa personne. Les peines prévues par ces articles sont plus élevées que celles qui s'appliquent aux mêmes faits matériels commis contre de simples citoyens, indépendamment de toutes les

(1) Code pénal, art. 224 et 230.

(2) Cass. crim., 30 décembre 1853, *Bull. crim.*, n° 610 ; Paris, 31 juillet 1857, *Pand.*, 58, 1, 1166.

circonstances tirées de l'importance du dommage causé, qui constituent autant de causes nouvelles d'aggravation (1).

Un seul élément nouveau existe dans la disposition des lois spéciales à l'armée : il tient à la qualité particulière de l'auteur de l'infraction qui est ici un militaire. Or, cette circonstance spéciale a déterminé le législateur à infliger au coupable des peines très graves, et le projet de loi actuel a laissé subsister, partiellement au moins, cette rigueur. La qualité de militaire, qui appartient ici à l'auteur de l'infraction qui nous occupe, est donc, à n'en point douter la cause de la sévérité de la loi pénale ; mais elle intervient seulement comme cause d'aggravation du délit ordinaire, et non à titre d'élément constitutif d'un nouveau délit.

Si, en effet, la circonstance que l'auteur des voies de fait envers une sentinelle ou une vedette est lui-même un militaire était un élément constitutif de l'infraction, en son absence, il n'y aurait plus d'infraction punissable, ou bien il y aurait une infraction punissable différente. Or, nous venons de constater que la loi commune réprime les voies de fait et aussi les outrages envers une sentinelle, sans distinguer la qualité des auteurs, et alors que ceux-ci sont de simples citoyens.

(1) Code de justice militaire (armée de terre), art. 220 : « Est puni de mort, tout militaire coupable de violences à main armée envers une sentinelle ou vedette. — Si les violences n'ont pas eu lieu à main armée et ont été commises par un militaire assisté d'une ou plusieurs personnes, la peine est de cinq à dix ans de travaux publics. — Si, parmi les coupables, il se trouve un officier, il est puni de la destitution, avec emprisonnement de deux à cinq ans. — La peine est réduite à un emprisonnement de un à cinq ans, si les violences ont été commises par un militaire seul et sans armes. — Est puni de six jours à un an d'emprisonnement tout militaire qui insulte une sentinelle par paroles, gestes ou menaces.

Le code pénal punit les voies de fait envers un agent de la force publique d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 16 à 500 fr. (code pénal, art. 230) et les outrages d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 200 francs ou de l'une de ces deux peines seulement (code pénal, art. 224).

Mais les infractions prévues par l'article 220 du code de 1857 sont-elles identiquement les mêmes que celles que prévoient les articles 224 et 230 du code pénal ? La personne atteinte est la même dans les deux cas, et c'est en la même qualité qu'on la protège. Les actes matériels sont eux aussi les mêmes dans les prévisions des deux textes. L'expression « violences » de l'article 220 du code militaire renferme certainement les voies de fait et les coups que prévoit l'article 230 du code pénal. Le mot « insultes » se trouve dans la loi militaire, le mot « outrages » dans la loi commune ; mais faut-il prendre ces mots dans leur sens étroit et très précis ? En considérant l'outrage dans son sens absolu, ne voit-on pas qu'il est un terme générique qui comprend à la fois la diffamation, l'injure et toute insulte humiliante de quelque manière que ces faits se produisent (1). Et d'un autre côté ne voit-on pas que l'insulte renferme toute irrévérence grave, et à plus forte raison l'outrage pris dans son sens étroit. Remarquons, en outre, que ces outrages ou ces insultes se manifestent de la même façon dans les deux textes, qui l'un et l'autre précisent qu'ils doivent avoir lieu par paroles, gestes ou menaces.

Tout revient à se demander si le rapport qui existe entre l'auteur de l'infraction et la victime suffit à changer entièrement la nature de celle-ci.

Nous avons dû reconnaître que, lorsqu'il s'agissait d'un militaire qui outrageait son supérieur ou se livrait sur la personne de celui-ci à des violences ou voies de fait, la relation qui existait entre ces deux personnes dont l'une était subordonnée à l'autre, devait à l'autre une obéissance passive, créait une situation unique qu'il était impossible de rapprocher d'aucune situation du droit commun, et que par conséquent il y avait là une infraction spéciale et essentiellement militaire, que la

(1) Conf. Augier et G. Le Poittevin, *Traité de droit pénal militaire*, t. II, p. 613.

qualité de supérieur du délinquant chez la victime était un élément constitutif de cette infraction.

Mais le militaire qui insulte ou qui frappe une sentinelle, n'avait envers celle-ci aucun devoir spécial à remplir parce qu'il était lui-même militaire. Comme tout citoyen il doit respecter la personne de cet agent de la force publique, il doit à ce représentant de l'autorité dans l'exercice de ses fonctions la déférence due à tout représentant de la puissance publique à raison de la mission qu'il accomplit, mais rien de plus que les autres citoyens. Il n'y a entre une sentinelle et un autre militaire aucun rapport de subordination ; la sentinelle ne commande pas, elle exécute les consignes et les ordres qui lui sont donnés à elle-même ; mais elle les fait exécuter vis-à-vis de tout le monde, civils aussi bien que militaires ; et si dans certains cas ces ordres, ces consignes que la sentinelle doit faire respecter sont d'une nature exclusivement militaire, et ne s'imposent qu'à des soldats, ce fait ne change en rien le caractère et la situation de la sentinelle, qui n'est qu'un instrument destiné à procurer l'exécution de ces consignes, et non une autorité qui commande par elle-même, en son nom, sous sa responsabilité, et dont on ne peut enfreindre les ordres sans ruiner de fond en comble la discipline de l'armée. En un mot, le militaire qui insulte ou frappe une sentinelle trouble l'ordre social de la même façon que le citoyen ordinaire, mais son acte ne porte pas plus atteinte à la constitution et aux principes fondamentaux de l'armée dans un cas que dans l'autre.

L'infraction commise est de l'ordre des infractions de droit commun ; ce qui ne revient pas à dire que la circonstance d'avoir eu pour auteur un militaire n'ajoute pas un élément nouveau qui vient affecter l'infraction dans sa gravité. Bien au contraire la qualité de militaire qui se rencontre chez le délinquant doit être tenue pour une circonstance aggravante au premier titre. Le civil qui insulte ou frappe une sentinelle peut à la rigueur ne pas se rendre un compte parfaitement exact de

la mission que celle-ci remplit, il peut ne pas comprendre toute la gravité de son acte ; mais le militaire qui a été ou sera demain commandé pour le même service, à la même place, ne peut se faire une idée fausse de la situation et du rôle important de sa victime ; il est doublement coupable quand il commet une infraction du genre de celles que nous étudions.

Nous trouvons une preuve de cette cause d'aggravation dans l'article 9, section IV de la loi du 12 mai 1793, qui correspondait à l'article 220 du code de 1857. Cet article disposait, en effet, que : « Pour tout militaire convaincu d'avoir insulté une sentinelle de propos ou de gestes, la peine serait : pour le simple soldat de deux ans de prison ; pour le sous-officier de quatre ans ; pour l'officier de six ans ; » ajoutant que « s'il y avait eu voie de fait le coupable serait puni de mort. »

Ainsi donc, nous voyons la peine croître avec l'importance du grade du coupable ; ce qui se comprend fort bien avec le régime des peines fixes, lesquelles ne permettent pas au juge d'apprécier les degrés dans la culpabilité ; et ce qui nous révèle d'une façon évidente que le législateur, à cette époque, avait compris que plus un homme a une connaissance éclairée de ses devoirs et une conscience nette de la gravité des actions qu'il commet, plus il est coupable lorsqu'il méconnaît ses obligations et va jusqu'à commettre des actes délictueux. L'argument demeure entier aujourd'hui, et le juge pouvant désormais frapper individuellement chaque délinquant en prononçant la peine entre les limites d'un maximum et d'un minimum, il importait seulement de maintenir une aggravation de la pénalité applicable au simple citoyen, quand le délinquant était un militaire.

Mais le militaire auteur des injures et des voies de fait envers une sentinelle commet une infraction plus grave que le non militaire à un autre point de vue. L'un et l'autre troublent l'ordre social, l'un et l'autre commettent une infraction contre la chose publique en s'attaquant à l'un de ses représentants,

de ses agents : et c'est à ce titre que l'infraction est caractérisée de la même manière dans les deux cas. Mais le militaire trouble en outre l'ordre particulier de l'armée, son acte a une répercussion néfaste sur la vie militaire : il est scandaleux de voir ceux qui sont chargés de remplir une mission, insulter et frapper ceux qui l'accomplissent, troubler le service auquel ils sont eux-mêmes astreints, jeter le désordre dans l'organisme dont ils font partie. Sans changer de nature, leur infraction prend une gravité extraordinaire qui appelle un châtement dépassant celui que prévoit le droit commun. L'intérêt de l'armée ne domine pas ici celui de la société en général, mais il vient s'ajouter à celui-ci, et, on ne peut pas le méconnaître, c'est lui qui constitue la circonstance aggravante, et qui nécessite une augmentation dans la pénalité (1).



Cette étude concernant les injures et voies de fait commises à l'armée dans diverses circonstances, nous a permis de voir nettement qu'il y a des cas où une raison d'ordre militaire forme à elle seule toute l'infraction : c'est la discipline militaire qui est violée, c'est la constitution même de l'armée qui est attaquée, c'est son honneur, sa puissance, sa vie qui sont en jeu ; en ces cas il y a infraction strictement militaire, sans

(1) Le projet a maintenu une aggravation des peines ; l'article 25, section II, art. 521 du code pénal dispose en effet : « Est puni de cinq ans à dix ans d'emprisonnement tout militaire ou marin, coupable de violences à main armée envers une sentinelle ou vedette. — Si les violences n'ont pas eu lieu à main armée et ont été commises par un militaire ou marin assisté d'une ou plusieurs personnes, la peine est de deux ans à cinq ans d'emprisonnement. — Si parmi les coupables se trouve un officier, il est puni de la destitution et d'un emprisonnement de deux à cinq ans ou de l'une de ces deux peines seulement. La peine est réduite à un emprisonnement de six mois à deux ans si les violences ont été commises par un militaire ou marin seul et sans armes. — Est puni de six jours à six mois d'emprisonnement tout militaire ou marin qui insulte une sentinelle par paroles, gestes ou menaces ».

analogie avec n'importe quelle infraction du droit commun. Mais elle nous a montré aussi des cas où le délit prévu par la loi militaire ne présentait avec les délits de droit commun aucune différence caractéristique, où les éléments constitutifs étaient les mêmes, où le but à atteindre était identique, les raisons de punir semblables, mais où néanmoins des raisons militaires existaient qui réclamaient une répression plus forte, qui constituaient des circonstances aggravantes.

Il demeurait donc nécessaire de laisser subsister des dispositions spéciales en ce qui concerne les premières, mais les secondes trouvent leur place normale dans le code pénal ordinaire à la suite des articles du droit commun, qui se trouveraient ainsi aggravés sans être modifiés.

CHAPITRE VI

De l'aggravation des délits de droit commun par des raisons d'ordre militaire.

Bien que l'armée ait une mission très particulière à remplir, bien que pour se préparer à la bien remplir il soit de toute nécessité de la soumettre à des règles spéciales et à une discipline rigoureuse, il ne s'ensuit pas que l'armée soit une société vivant en dehors de toute société humaine, ayant une existence absolument distincte, possédant ses lois propres et se suffisant entièrement à elle-même.

Lorsqu'il s'agit des devoirs militaires, de la subordination, de l'obéissance, de la fidélité aux consignes, de l'honneur militaire, il est bien certain qu'il faut des dispositions spéciales pour édicter des sanctions appropriées aux manquements commis contre ces devoirs. Mais les membres de l'armée, s'ils sont soldats, tenus comme tels de toutes les obligations qui incombent aux soldats, demeurent des hommes et des citoyens, peuvent, comme les autres, enfreindre les lois générales de leur pays, et doivent demeurer soumis à la législation commune. La loi générale du pays ne cesse pas de s'appliquer au seuil de la caserne, pour faire place à la loi spéciale ; celle-ci vient seulement s'ajouter à celle-là pour la compléter ou pour l'adapter à la situation particulière qui est celle de ces citoyens devenus des soldats (1).

(1) « Chaque fois que l'on ne sera pas exclusivement en présence d'un délit

La loi commune demeure en réalité la base de la répression des crimes et des délits à l'armée comme partout ailleurs. Les codes militaires ont pris soin de le dire expressément ; ils renvoient, en effet, aux lois pénales ordinaires pour tous les crimes et délits qu'ils n'ont pas spécialement prévus (1), manifestant ainsi, et c'est sur ce point qu'ils ont été particulièrement attaqués, qu'ils ne sont que des dispositions exceptionnelles en face de la loi générale et commune.

L'individu qui fait partie de l'armée peut commettre des infractions de toutes sortes qu'il eût aussi bien pu commettre s'il était demeuré un simple citoyen. Il vient au régiment avec sa moralité ou son immoralité, ses qualités ou ses vices ; il sort des milieux les plus divers, et s'il appartient à ces bas-fonds de la société où fermentent sans cesse les germes de la criminalité, il arrive au régiment avec ses tares, et constitue dans le nouveau milieu où il se trouve placé le même danger que dans l'ensemble de la société. La loi pénale qui doit moraliser, éduquer, corriger l'individu et qui doit aussi protéger et défendre la société contre le danger redoutable que crée le délinquant, trouve au régiment comme partout ailleurs sa raison d'être et ne doit pas cesser de s'appliquer.

En quoi le passage d'un individu de la vie civile à la vie militaire modifiera-t-il la nature des actes qu'il accomplit, des infractions qu'il commet ?

Celui qui prend le bien d'autrui sciemment est un voleur, qu'il soit civil ou militaire, que sa victime soit un civil ou un militaire ; et ce jugement de bon sens commun est conforme aux exigences du droit. La soustraction frauduleuse de la chose d'autrui porte le nom de « vol », aux termes de l'article

spécial, mais en présence d'un délit commun, il y aura lieu à un concours simultané des deux codes ». P. Sortais, *Délits militaires*, p. 112.

(1) Code du 9 juin 1857, art. 267 ; code du 4 juin 1858, art. 364.

379 du code pénal (1) ; en quelque circonstance que cet acte soit commis, quel qu'en soit l'auteur, quelle qu'en soit la victime, de quelque nature que soient les objets soustraits, il existe toujours un vol prévu et puni par la loi pénale de droit commun.

Le détournement ou la dissipation d'effets, deniers, marchandises au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs constitue un abus de confiance que punit l'article 408 du code pénal : en n'importe quelle circonstance que ces faits se produisent, qu'ils soient l'œuvre d'un militaire ou d'un civil, ils ne changent pas de nature et constituent toujours le même délit.

N'y a-t-il pas même faute commise, et chez le fonctionnaire public qui agréé des offres ou des promesses, reçoit des dons ou des présents, pour faire un acte de sa fonction ou de son emploi non sujet à salaire (2), et chez le militaire ou le comptable militaire qui lui aussi agréé dans le même but des offres ou des promesses, reçoit lui aussi des dons ou des présents ? Dans un cas comme dans l'autre ces actes sont des faits de corruption punissables aux termes de la loi commune.

Il ne faut pas confondre la nature d'une infraction avec les modalités qui peuvent venir l'affecter. Pour découvrir la nature d'un acte délictueux il est nécessaire de le dégager de toutes les circonstances particulières qui peuvent l'entourer ; et la nature d'une infraction déterminée est invariable dans quelque condition qu'elle se produise ; seules les modalités, les circonstances de temps, de lieu, de personne, diversifient l'infraction primitive.

Si nous considérons, par exemple, le vol, nous trouvons un délit bien caractérisé et nettement défini, dont les éléments

(1) Code pénal, art. 379 : « Quiconque a soustrait une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol ».

(2) Comp. code pénal, art. 177.

se retrouveront toujours quelles que soient les circonstances dans lesquelles il aura été commis. Mais ces circonstances viendront diversifier l'infraction primitive : tantôt la relation qui existe entre l'auteur et la victime transforme le vol simple (1) en vol domestique (2), tantôt les moyens employés pour l'accomplir en font un vol avec effraction (3), avec escalade (3) ; et tous ces faits, qui ne sont que des dérivés du vol, deviennent des vols qualifiés, des vols aggravés, des crimes, portent des noms spéciaux : vols domestiques, vols avec effraction ou escalade ; ces éléments qui s'ajoutent ainsi à l'infraction primitive ne sont pas constitutifs d'une infraction nouvelle, mais sont seulement des circonstances aggravantes du délit initial qui ne change pas de nature (4).

Pourquoi la même conclusion cesserait-elle d'être vraie lorsqu'il s'agit de ce qu'on est convenu d'appeler le « vol militaire » ?

L'argument des auteurs qui veulent voir dans le « vol militaire » une infraction *sui generis*, exclusivement militaire et ne se confondant pas avec une infraction du droit commun, part de l'examen du texte de l'article 248 du code de justice militaire pour l'armée de terre (5). Cet article (6), en son premier paragraphe, désigne sous le nom de vol, le fait du comptable militaire qui s'approprie des objets ou des fonds à lui préalablement remis ; or, disent les partisans de la théorie du « vol

(1) Code pénal, art. 379 et 401.

(2) Code pénal, art. 386, § 3.

(3) Code pénal, art. 381, § 4.

(4) V. R. Garraud, *Précis de droit criminel*, 8^e éd., p. 319 et 320.

(5) Art. 331 du code de justice militaire (armée de mer).

(6) Code du 9 juin 1857, art. 248 : « Le vol des armes et des munitions appartenant à l'Etat, celui de l'argent de l'ordinaire, de la solde, des deniers ou effets quelconques appartenant à des militaires ou à l'Etat, commis par des militaires qui en sont comptables, est puni des travaux forcés à temps. — Si le coupable n'en est pas comptable, la peine est celle de la réclusion. »

L'article 331 du code du 4 juin 1858 correspond exactement au précédent dans ses deux premiers paragraphes.

spécial », il est bien évident que dans ce cas il n'y a pas eu appréhension frauduleuse, puisque l'auteur de l'acte avait les objets ou les fonds en sa possession. C'est un détournement, un abus de confiance, mais ce n'est pas un vol. Dans le second paragraphe, le même article de la loi militaire prévoit également sous le nom de vol, l'appropriation par un non comptable des choses qui ne lui appartiennent pas, que ces objets ou ces deniers appartiennent à l'Etat ou à d'autres militaires ; en ce cas, il est nécessaire, pour l'application de l'article, qu'il y ait appréhension frauduleuse, conformément à l'article 379 du code pénal, sans quoi il y aurait lieu d'appliquer l'article 408 de ce code qui réprime l'abus de confiance, dans les cas où les objets détournés auraient été remis à titre de dépôt, de nantissement, de prêt à usage (1). Le second paragraphe de l'article 248 a donc prévu le vol au sens juridique et précis que donne à ce mot le code pénal ordinaire. Or, dit-on, puisque sous la même dénomination un article du code militaire prévoit des infractions dont l'une au moins ne contient pas les mêmes éléments que l'infraction qui porte le même nom dans le droit commun, il n'est pas possible d'assimiler une telle infraction avec l'infraction de vol que prévoit le code pénal. Le « vol militaire » est donc bien une infraction propre à l'armée, et sans rapport direct avec le droit commun (2).

En réalité il y a dans l'article 248 de la loi militaire deux infractions prévues, et les partisans du système du « vol militaire », considéré comme infraction *sui generis*, le reconnaissent eux-mêmes (3) : le vol militaire commis par un comptable, et le vol militaire commis par un non comptable. Ces deux faits ne se confondent pas, le premier n'est pas composé des mêmes éléments que le second, et la qualité de comp-

(1) Voir Cass., 18 mars 1898, *Bulletin criminel*, n° 93.

(2) En ce sens, voyez Augier et Gustave Le Poittevin, *Traité de droit pénal militaire*, t. II, p. 711.

(3) Augier et Le Poittevin, *Ut supra*.

table de son auteur est, non pas une circonstance aggravante, mais bien un élément constitutif. Mais ces deux infractions correspondent l'une et l'autre à deux infractions particulières prévues par le code pénal : faisant abstraction de la dénomination qui leur est donnée, nous reconnaissons dans la première l'abus de confiance, dans la seconde le vol proprement dit. Le vol militaire n'est donc en définitive qu'un terme générique qui sert à désigner à la fois l'abus de confiance militaire, et le vol militaire *stricto sensu* ; mais chacune de ces infractions correspond exactement à une infraction du droit commun.

Au fond la discussion est surtout théorique, bien que dans son application pratique la théorie du « vol militaire », infraction spéciale, ait des conséquences fort regrettables (1). Tout le monde est parfaitement d'accord sur le sens qu'il faut donner dans le texte au mot vol. Ce mot est pris ici dans son sens vulgaire et non dans son sens juridique ; s'approprier le bien d'autrui c'est voler d'après le langage commun, et l'on entend par là aussi bien le vol proprement dit que l'abus de confiance et même l'escroquerie. A côté de ce sens vulgaire, très général, l'expression « vol » a le sens étroit et juridique d'appréhension, de soustraction frauduleuse de la chose d'autrui ; et c'est ainsi qu'on distinguera le vol des infractions du même genre, de l'abus de confiance ou de l'escroquerie. Le vol militaire n'est que le vol au sens général du mot, et il renferme à la fois le vol au sens juridique et l'abus de confiance. Ces infractions sont du même genre (2), et d'autre part à raison des circonstances dans lesquelles elles étaient commises, il y avait lieu de modifier la répression des délits de droit commun correspon-

(1) Notamment en ce qui touche l'application des peines à infliger en cas de récidive, soit en vertu des articles 56 et suivants du code pénal, soit en vertu de la loi du 7 mai 1885 sur la relégation, et en ce qui concerne l'application de la loi du 26 mars 1891 sur l'application du sursis.

(2) La loi du 27 mai 1885, art. 4, 2^o, a manifestement considéré comme présentant les mêmes caractères généraux, les infractions de vols, d'abus de confiance et d'escroquerie.

dants ; le législateur reprenant et fondant les dispositions des lois révolutionnaires sur la matière, n'est pas entré dans des distinctions juridiques souvent délicates et il a donné aux faits une dénomination générale, avec le sens commun et vulgaire qui leur appartient (1), rendant ainsi l'application de la loi plus aisée à des juges mal préparés aux subtilités du droit.

Et, après tout, si la qualification de « vol » donnée à l'infraction prévue par le premier paragraphe de l'article 248 du code de justice militaire est erronée, ne retrouvons-nous pas dans le code pénal lui-même la même erreur ?

L'article 386, § 4 du code pénal prévoit comme « vol qualifié » le fait de l'aubergiste, de l'hôtelier, du voiturier, du batelier ou de leurs préposés « qui ont volé » tout ou partie des choses qui leur étaient confiées à ce titre. Ici encore la critique juridique trouve matière à s'exercer, et peut dire qu'il n'y a pas eu de la part des personnes énumérées un vol proprement dit, mais bien un détournement, un abus de confiance, puisqu'elles n'ont pu soustraire frauduleusement des objets qui avaient été déposés préalablement entre leurs mains. Et cependant, par la place même qu'occupe cette disposition dans le texte de la loi, il est bien certain que celle-ci considère cette infraction comme un vol qualifié et non comme un délit spécial ; les trois premiers paragraphes de l'article 386 prévoient des vols, au sens étroit du mot, avec des circonstances aggravantes de temps, de lieu, de pluralité d'auteurs, d'armes, de qualité des auteurs, il est impossible de soutenir que seul le dernier paragraphe a entendu viser une infraction particulière. Tout devient clair si l'on prend le mot « vol » en son sens large et vulgaire.

(1) Nous avons eu déjà l'occasion de signaler les cas nombreux et variés prévus par les lois révolutionnaires sous la dénomination générale de vol (p. 24). Il suffit de relire dans la loi des 12-16 mai 1793, la section III du titre premier intitulée « du vol », et dans la loi du 21 frimaire an V, le titre II intitulé « Du vol et de l'infidélité dans la gestion et manutention, » pour se convaincre que ces lois n'ont pas entendu prendre le mot vol au sens très précis qui lui a été donné par l'article 379 du code pénal.

C'est une situation identique que nous avons rencontrée à propos du vol commis par un militaire comptable. MM. Augier et G. Le Poittevin ont été frappés de l'analogie des deux situations, et ils déclarent que le paragraphe quatre de l'article 386 du code pénal est « une dérogation à la règle générale, qui donne au mot « vol » un sens restreint dans la loi pénale » (1). Ce n'est également dans la loi militaire qu'une dérogation à la même règle générale, et on ne saurait tirer argument du texte de la loi spéciale pour soutenir que la nature de l'infraction ordinaire est entièrement changée, et pour en faire une infraction spéciale toute nouvelle.

La jurisprudence a eu l'occasion à plusieurs reprises de se prononcer sur cette importante question de la distinction des délits de droit commun et des délits militaires. Le problème se posait à propos de l'application de la récidive, soit telle qu'elle est prévue dans les articles 56 et suivants du code pénal, soit telle qu'elle a été organisée par la loi du 27 mai 1885, ou bien encore à propos de l'application de la loi du 26 mars 1891 sur le sursis à l'exécution des peines. Dans les espèces soumises aux tribunaux et aux cours, il est souvent question du vol, en raison de la fréquence de cette infraction aussi bien dans la société civile que dans la société militaire.

Avant d'examiner quelques-unes de ces décisions il importe de remarquer que la question qui nous préoccupe ici n'a été envisagée qu'incidemment par les cours et les tribunaux, à un point de vue spécial, au sujet de textes spéciaux présentant chacun des particularités et déterminant des considérants étrangers à la question de fond elle-même.

Quoi qu'il en soit, il ressort de l'ensemble de ces arrêts, que la jurisprudence s'est prononcée en général en faveur de la théorie qui soutient que toutes les infractions spécialement pré-

(1) Augier et Le Poittevin, *Traité de droit pénal militaire*, t. II. p. 711, note 1.

vues par les codes de justice militaire sont des infractions propres, exclusivement militaires.

Un arrêt de la cour de Douai du 18 juillet 1871 (1) proclame cette opinion comme une vérité évidente : « Une condamnation, dit-il, à raison d'un fait spécialement qualifié par la loi militaire (notamment le vol d'effets d'habillement commis par un militaire au préjudice d'un de ses camarades), ne peut constituer un prévenu en état de récidive ».

Dans une note des plus complètes, M. Cauwès vient justifier la solution adoptée par la cour de Douai. Pour qu'il y ait récidive, selon l'éminent auteur de la note, il faut que le fait prévu par la loi militaire se compose des mêmes éléments constitutifs que le fait analogue prévu par les lois pénales ordinaires et qu'il ne soit pas puni par la loi spéciale d'une peine plus forte que par le droit commun. Or, le vol prévu par l'article 248 du code de justice militaire est réprimé plus sévèrement que le vol prévu par l'article 379 du code pénal et puni par l'article 401 du même code (2).

Mais le vol militaire ne se compose-t-il pas des mêmes éléments constitutifs que le vol ordinaire, et les circonstances particulières dans lesquelles il est commis ne seraient-elles pas seulement les circonstances aggravantes entraînant une peine plus sévère ? M. Cauwès répond négativement à cette question, et tire argument de l'article 248 lui-même (3). Cet article « supposant, dit-il, qu'à raison des circonstances aggravantes pré-

(1) Affaire Vandamme, Sirey, 73, 2, 81 et la note de M. Cauwès.

(2) La loi militaire prononce, nous l'avons vu (p. 131, note 6), la réclusion si le coupable n'est pas comptable, et les travaux forcés à temps, s'il était comptable des objets qu'il a pris ; l'article 401 du code pénal ne prévoit qu'un emprisonnement de un à cinq ans ou même une amende de 16 à 500 francs.

(3) Code du 9 juin 1857, art. 248, dernier paragraphe : « Les dispositions du code pénal ordinaire sont applicables aux vols prévus par les paragraphes précédents, toutes les fois qu'en raison des circonstances, les peines qui y sont portées sont plus fortes que les peines prescrites par le présent code. » Même disposition dans le code du 4 juin 1858, art. 331, § 6.

vues par le code pénal (articles 381 et suivants), un vol militaire pourrait être puni plus rigoureusement par ces articles que par le code de justice militaire, décide que les peines qui y sont portées seront applicables aux vols spéciaux : ce renvoi n'est fait que pour les circonstances aggravantes : donc, en principe les deux théories sur la répression du vol sont indépendantes ».

Il ne nous paraît pas que cette conséquence soit aussi inévitable. La loi militaire a prévu spécialement le vol commis dans certaines circonstances d'ordre militaire, afin d'aggraver la répression du vol de droit commun dans ces cas particuliers; mais, en outre de cette circonstance aggravante propre à l'armée, il peut exister dans le vol commis des circonstances aggravantes tenant au temps, au lieu, aux moyens employés pour accomplir l'action coupable : fallait-il instituer dans la loi militaire un second degré d'aggravation ? Le législateur ne l'a pas pensé et il a décidé que, lorsque dans un même fait se trouveraient à la fois les circonstances que prévoit l'article 248 du code militaire, et les circonstances que prévoient les articles 381 et suivants du code pénal, la peine la plus forte, prononcée à l'un ou à l'autre titre, serait seule applicable.

N'y a-t-il pas là, au contraire, un argument en faveur de l'unité de nature de l'infraction du droit commun et de l'infraction de la loi militaire, puisque le vol militaire, lorsqu'il est aggravé par des circonstances prévues par le droit commun, et puni pour ces motifs d'une peine plus grave par le code pénal que par la loi militaire, tombe sous l'application de la loi commune ?

Répondant à une objection possible, tirée de ce que, pour les délits militaires tels que le vol, le faux, etc., la similitude du droit spécial et du droit commun conduit à leur combinaison, et qu'il n'est pas permis d'affirmer qu'un seul vol, un seul faux, ne soit pas punissable d'après les lois ordinaires, M. Cauwès s'exprime ainsi : « Certes la loi française n'a entendu lais-

ser impuni aucun vol, aucun faux, mais le code pénal a réservé à la législation militaire la punition de certaines espèces de vol ou de faux qui par leur caractère lui appartiennent. »

La question ne semble pas être tranchée par cette réponse. En effet, dans le code pénal lui-même nous trouvons aussi diverses espèces de vols ou de faux, vol par serviteur à gages, vol avec effraction, vol avec violences, faux en écritures authentiques ou publiques, faux en écritures commerciales ; mais ce qui différencie ces différentes catégories d'infractions ce sont seulement les circonstances dans lesquelles elles ont été commises, leur nature demeure identique dans tous les cas. Pourquoi ne pas admettre qu'il en est de même pour les vols ou les faux commis à l'armée par des militaires dans certaines conditions ? Les circonstances d'ordre militaire modifient, aggravent le caractère primitif de l'infraction simple, mais celle-ci est l'infraction de droit commun elle-même et non une infraction *sui generis* n'ayant sa raison d'être que dans la loi militaire.

Supposons le cas d'un militaire ayant soustrait frauduleusement un objet appartenant à l'un de ses camarades, il y a un vol punissable conformément à l'article 248 du code de justice militaire ; mais si le même acte a été commis au préjudice d'un non militaire, si au cours des poursuites on établit que la victime du vol était un civil, l'acte demeure bien néanmoins un vol, la nature de l'infraction ne change pas, mais une circonstance spéciale disparaît, qui déterminait une aggravation dans la répression ; cette circonstance accessoire seule possède un caractère militaire.

C'est là tout le fond du problème : il s'agit de savoir si tous les faits qui sont prévus dans le code de justice militaire ont vraiment une nature propre, distincte de la nature des faits du droit commun, ou si, au contraire, il existe dans l'un et l'autre codes des infractions ayant une seule et même nature et ne se

distinguant les unes des autres que par des circonstances accessoires qui seules sont d'ordre militaire.

La cour de cassation s'est placée à ce point de vue dans deux arrêts rendus l'un le 26 décembre 1895 (1), l'autre le 18 octobre 1906 (2). Dans les deux espèces, la question se posait incidemment à propos de l'application de la loi du 27 mai 1885 sur la relégation et de son article second qui dispose que « les cours et tribunaux pourront tenir compte des condamnations prononcées par les tribunaux militaires et maritimes en dehors de l'état de siège ou de guerre pour les crimes et délits de droit commun spécifiés à la présente loi ». — Le vol commis par un militaire au préjudice d'un autre militaire et prévu par l'article 248 du code de justice militaire rentrait-il dans la catégorie des crimes ou délits de droit commun et pouvait-il être compté pour la relégation ? — Les deux arrêts répondent négativement. Ils constatent d'abord que la peine est plus forte dans la loi militaire que dans la loi commune et déclarent que « ce vol bien que relevant en principe, en tant que vol, du code pénal, et constituant ainsi en principe un délit de droit commun, affecte dans les circonstances où il s'est produit tant par sa nature que par la peine y afférente le caractère tout spécial de crime militaire en dehors des conditions du droit commun » (3 et 4).

Il y a dans ces deux décisions de la cour suprême une affirmation plutôt qu'une justification ; et cette affirmation elle-même est peu claire. D'une part, en effet, la cour de cassation dit qu'en principe il n'existe qu'une seule infraction qu'on reconnaisse sous le nom de vol et que le vol militaire n'est en principe qu'un délit de droit commun, mais un délit de droit commun que les circonstances, les conditions dans lesquelles il

(1) Affaire Château, Sirey, 96, 1, 540.

(2) Affaire Egger, Sirey, 1907, 1, 528. V. aussi dans le même sens, Cass., 20 novembre 1909, S., 1909, *Bulletin des sommaires*, p. 119.

(3 et 4) Aff. Château, S., 96, 1, 540 ; aff. Egger, S., 07, 1, 528.

se produit viennent affecter et aggraver ; et d'autre part elle prétend que la nature du vol militaire est spéciale, et que la peine n'étant pas celle du droit commun on ne saurait y voir une infraction de droit commun.

Mais la peine n'est pas le critérium auquel on distingue la nature des infractions (1), c'est au fond des infractions elles-mêmes qu'il faut rechercher les termes de comparaison. Or puisque, d'après les arrêts précités eux-mêmes, seules les circonstances, les conditions extérieures de l'infraction changent, ou plutôt s'ajoutent à l'infraction simple, laquelle demeure en principe une infraction de droit commun, c'est donc bien que la nature de l'infraction militaire est identique à celle de l'infraction de droit commun.

La cour de Nancy s'est approprié la doctrine et les termes de l'arrêt de la cour suprême du 26 décembre 1895, dans son arrêt du 7 février 1900 (2), rendu au sujet de l'application de la loi de sursis. Mais cet arrêt reconnaît lui-même avoir été porté à adopter cette solution, parce qu'à défaut de définition précise par la loi du 26 mars 1891 « des crimes et délits de droit commun », et en raison du doute qui subsiste à cet égard, il convenait d'adopter la solution la plus favorable au prévenu. Ce considérant enlève à la décision contenue dans l'arrêt à peu près toute sa valeur pour la solution du problème qui nous occupe ici.

En face de cette jurisprudence, nous trouvons un arrêt de la cour de Rouen en date du 4 avril 1895 (3), rendu également à

(1) Nous n'entendons pas parler ici de la division des infractions en crimes, délits et contraventions, telle que l'établit l'article premier du code pénal, et qui en effet se fonde exclusivement sur la pénalité, mais ne répond à aucune définition intrinsèque et adéquate. Par nature d'une infraction nous voulons parler de l'ensemble des éléments qui la caractérise et la distingue des autres infractions.

(2) Affaire Husson, Sirey, 1904, 2, 164.

(3) Affaire Binet, Sirey, 95, 2, 233 et la note.

propos de la question de la relégation et dans une espèce où il s'agissait aussi du vol militaire.

« L'aggravation de pénalité, dit cet arrêt, résultant pour le délinquant de la situation de militaire, édictée par l'article 248 du code de justice militaire, ne modifie en rien la nature même du fait qui, quelle que soit la peine encourue, n'en reste pas moins un crime ou délit de droit commun, s'il rentre dans la catégorie de ceux prévus par les lois pénales ordinaires, bien que punissables des peines édictées par la loi militaire ». Et plus loin le même arrêt s'exprime ainsi : « Attendu que de l'extrait joint au dossier il résulte que Binet a été condamné par le conseil de guerre de Constantine à un an de prison par application des articles 248 du code de justice militaire et 463 du code pénal, pour avoir, étant militaire, soustrait frauduleusement un pantalon d'ordonnance à un militaire ; que ce fait ainsi spécifié et qualifié constitue l'appréhension frauduleuse d'un objet appartenant à autrui, c'est-à-dire un délit de droit commun... »

Ainsi que le fait très justement remarquer l'auteur de la note placée sous cet important arrêt : « pour savoir si une infraction prévue par la loi militaire doit être rangée parmi les infractions de droit commun, il faut rechercher non pas si les condamnations prononcées par les conseils de guerre l'ont été par application du code pénal, mais bien si les infractions qui ont donné lieu à ces condamnations auraient pu, abstraction faite de la qualité de leurs auteurs et de la compétence spéciale du conseil de guerre, être l'objet de poursuites, d'après les règles du code pénal qui forme le droit commun en matière répressive » (1).

Or il est de toute évidence que des faits, non seulement comme le vol commis par un non comptable, mais encore le détournement d'effets ou de deniers par un comptable militaire, auquel on donne également le nom de vol militaire, le faux, la falsification de denrées, la falsification et l'abus de sceaux, le

(1) *Eodem loco*.

pillage, le meurtre de l'hôte, la rébellion, l'incendie, tomberaient, en dehors de toute prévision spéciale de la loi militaire, sous le coup de la prévision et de la répression du code pénal. La loi militaire a interprété, a adapté à la société militaire ces dispositions de la loi commune ; elle a tenu compte des circonstances dans lesquelles ces délits étaient commis, des dangers particuliers que tels ou tels délits pouvaient faire courir à cette société spéciale, quand des militaires en étaient les auteurs ; elle a envisagé la nature et l'importance particulières du préjudice moral ou matériel que certains faits commis dans ces conditions pouvaient causer et elle a cru nécessaire en certains cas d'élever la peine, d'aggraver la répression.

Pour terminer nos incursions sur le terrain de la jurisprudence nous citerons encore un arrêt rendu en matière de complicité d'un vol militaire par un non-militaire. Cet arrêt de la cour de Besançon, en date du 10 juin 1891 (1), statuait dans l'espèce suivante : Un caporal du 60^e de ligne avait volé au préjudice des hommes de la compagnie, avec la complicité de la fermière des os et eaux grasses du régiment, trente-deux miches de pain. Le tribunal correctionnel de Besançon, saisi de la poursuite, avait condamné le caporal X... à un mois de prison, et la femme M... à dix jours de la même peine. Le ministère public fit appel, demandant que le jugement soit réformé, par ce motif que, s'agissant au regard du prévenu X....., caporal, d'un délit de vol prévu et puni par l'article 248 du code de justice militaire, la peine à appliquer ne pouvait être inférieure à un an de prison.

La cour, en son arrêt, admet implicitement que la fermière des os et eaux grasses du régiment fut bien complice du vol commis par le caporal, elle ne sépare pas les poursuites, ne renvoie pas le militaire devant le conseil de guerre pour être jugé sur l'infraction militaire qu'il a commise, et la femme de-

(1) Sirey, 92, 2, 49.

vant la juridiction de droit commun pour son délit de droit commun ; elle ne dit pas qu'il y ait deux délits distincts, mais déclare seulement, conformément aux conclusions du ministère public, que le tribunal aurait dû appliquer au militaire la peine spécialement prévue par la loi militaire à raison de sa qualité, tout en faisant application à sa complice de l'article 401 du code pénal, puisque celle-ci ne pouvait pas emprunter une qualité personnelle à l'auteur de l'infraction, et que même, au point de vue de la compétence, c'était elle qui entraînait l'auteur principal devant la juridiction de droit commun (1).

Qu'est-ce à dire sinon que le même fait tombe selon la qualité de celui qui l'a commis ou y a participé sous les dispositions de la loi commune ou sous celles de la loi militaire ; qu'ainsi cette qualité personnelle n'est pas un élément constitutif de l'infraction, puisqu'on se trouve en présence d'une seule infraction commise, mais seulement une circonstance aggravante, et que par conséquent le délit ou le crime conservent, quels qu'en soient les auteurs la même nature intrinsèque.

Dans la doctrine, les auteurs ne sont pas d'accord en ce qui concerne la question de savoir ce qu'il faut entendre par délits de droit commun, et apportent des solutions diverses au problème qui consiste à rechercher si des infractions prévues dans la loi militaire ne sont pas au fond des infractions de droit commun, aggravées quand elles se produisent dans les circonstances d'ordre militaire.

M. Brégeaud fait rentrer dans le droit commun toutes les infractions militaires, même la trahison et l'espionnage, sous prétexte qu'il ne saurait admettre qu'une infraction aussi grave ne

(1) L'arrêt de la cour de Besançon n'a pas envisagé la question de compétence parmi les juridictions de droit commun. Dans l'espèce actuelle, l'infraction commise par le militaire constituant un crime, aux termes de l'article 243 du code de justice militaire pour l'armée de terre, c'était la cour d'assises qui était compétente.

mette pas obstacle à l'application ultérieure de la loi de sursis (1).

Cette opinion est évidemment exagérée ; et, même en dehors de la juste critique que lui adresse M. Locard (2) de mettre dans le droit commun des infractions politiques comme la trahison et l'espionnage, on peut dire qu'il y a chez M. Brégeaud plutôt une appréciation sentimentale des principes de justice, qu'une véritable opinion juridique.

Les autres auteurs font des distinctions parmi les infractions prévues par les lois pénales militaires.

MM. Delalande (3) et L. George (4) ne consentent à reconnaître de délits ou de crimes de droit commun dans la loi militaire que lorsque les éléments constitutifs sont les mêmes, or c'est là que se trouve précisément la question, et quo, de plus, les peines prévues ne sont pas plus graves que dans le code pénal ordinaire. « L'aggravation de pénalité motivée par la qualité des délinquants donne aux faits un caractère militaire ». C'est la théorie de la cour de cassation (5).

M. Garçon tout en exigeant pour qu'il y ait récidive aux termes de l'article 56 du code pénal que la peine prononcée par la loi militaire ne soit pas une peine plus forte que celle de la loi commune, ne tire pas cependant argument de cette augmentation de la peine pour en déduire, comme la cour suprême, que l'infraction n'est plus de même nature que l'infraction similaire de droit commun (6).

(1) Brégeaud, *Commentaire de la loi du 25 mars 1891, Lois nouvelles*, 1891, 1^{re} partie, p. 319.

(2) Locard, *Commentaire de la loi du 26 mars 1891*, 1 vol. in-8, Pedone, 1891, n° 19, p. 17.

(3) Delalande, *Etude théorique et pratique sur la loi du 26 mars 1891*, 1 vol. in-8°, VII, p. 87.

(4) L. George, *Le sursis conditionnel à l'exécution de la peine*, 1 vol. in-8, Rousseau, 1895, p. 179 à 184.

(5) V. p. 139 et suivantes.

(6) Garçon, *Code pénal annoté*, art. 56, n° 69.

M. Capitant assimile aux crimes et délits politiques les infractions purement militaires, mais il ne précise pas ce qu'il faut entendre par cette expression. Il semble néanmoins qu'il reconnaisse l'existence d'infractions de droit commun dans la loi militaire. Au reste l'auteur envisageant la question à propos de la loi du 26 mars 1891 déclare qu'elle est sans importance pratique puisqu'il appartient aux tribunaux d'accorder ou de refuser le bénéfice du sursis à l'exécution de la peine (1).

M. de Forcrand s'attache à l'infraction en elle-même, à l'immoralité qu'elle révèle, à l'intention coupable ; et il conclut ainsi à propos des infractions des codes de justice militaire : « En ce qui concerne ces infractions, nous établirons une distinction naturelle entre les fautes que les militaires seuls peuvent commettre (abandon de poste, désertion) et celles qui ne sont en réalité que des infractions de droit commun frappées d'une pénalité plus rigoureuse à raison de la qualité de l'agent, ou seulement déferées, pour la même raison, à la juridiction des tribunaux militaires (vols, meurtres, etc) » (2). Il n'y a plus dans ce système que deux groupes d'infractions : les crimes et les délits essentiellement militaires, et les crimes et délits de droit commun ; parmi ces derniers, certains peuvent se trouver aggravés pour des motifs d'ordre militaire, mais ils ne cessent pas pour cela d'appartenir au groupe des infractions ordinaires.

C'est à cette dernière opinion que nous nous rallions. Elle est dictée par l'examen de la nature même des infractions à comparer et à rapprocher : seule méthode pouvant donner dans une telle recherche un résultat précis et exact.

Les travaux préparatoires des lois de 1857 et de 1858 sont entièrement en faveur de cette opinion, abstraction faite des considérations historiques qui ont présidé à la confection de ces

(1) Capitant, *Loi du 26 mars 1891, Revue critique de législation et de jurisprudence*, 11^e année, t. XX, 1891, p. 377.

(2) De Forcrand, *Commentaire de la loi du 26 mars 1891*, p. 38.

lois, et que nous avons déjà eu précédemment l'occasion d'étudier. On lit dans l'exposé des motifs de la loi du 9 juin 1857 les lignes suivantes : « Quant au vol, au faux et à la corruption même en matière militaire, qui rentrent par leur nature dans la classe des délits communs et auxquels la qualité de militaire ne fait qu'ajouter une gravité de plus, le nouveau code les punit conformément au code pénal ordinaire en leur appliquant suivant les cas les travaux forcés à temps, la réclusion, la détention » (1).

Et ailleurs : « Lorsqu'il s'agit du vol, du pillage, du faux, de la corruption, en matière militaire, ces actes, bien que militaires par la position de ceux qui les commettent, rentrent dans le droit commun » (2).

Les rapports présentés au Corps législatif par M. Langlais sur le projet de 1857, par M. Rigaud sur celui de 1858, reproduisent les mêmes expressions : « Les délits comme le vol, le pillage, la destruction, dit M. Langlais, rentrent au fond dans la catégorie des délits de droit commun » (3). Et ces rapporteurs établissent ainsi une distinction dans l'ensemble des infractions faisant l'objet des prévisions des lois pénales de l'armée : d'une part, ils trouvent les infractions essentiellement militaires pour lesquelles il faut établir une répression exemplaire, au sujet desquelles on ne saurait admettre de transactions ni de circonstances atténuantes, et d'autre part, ces infractions de droit commun que la loi militaire a dû prévoir spécialement à raison des circonstances qui les affectent, pour lesquelles on peut se montrer plus élément sans ruiner la discipline, pour lesquelles on peut admettre, dans certains cas et dans une cer-

(1) L. du 9 juin 1857, exposé des motifs, Sirey, *Lois*, 1857, p. 68, col. 2.

(2) L. du 9 juin 1857, exposé des motifs, Sirey, *Lois*, 1857, p. 68.

(3) L. du 9 juin 1857, rapport de M. Langlais, Sirey, *Lois*, 1857, p. 84, col.

2. — L. du 4 juin 1858, rapport de M. Rigaud, Sirey, *Lois*, 1858, p. 135, col. 2.

taine mesure tout au moins, les circonstances atténuantes et une diminution de la peine (1).

Ainsi donc ceux qui ont présidé à la confection de nos lois pénales militaires n'ont pas eu la pensée de créer de toutes pièces des infractions nouvelles et spéciales. A côté des infractions militaires, au sens strict du mot, de ces infractions qui, comme l'a fort judicieusement déclaré M. Dreton à la Chambre des députés, « ne constitueraient pas des infractions, à la loi pénale, si elles n'étaient pas commises par des militaires » (2), les codes de 1857 et de 1858 et le projet actuel lui-même ont considéré que, dans certaines circonstances, des délits de droit commun pouvaient s'aggraver pour des raisons d'ordre militaire, et ils les ont en conséquence prévus d'une façon spéciale. Mais ce qu'il y a de militaire dans ces infractions, c'est la cause d'aggravation et non la nature de l'infraction elle-même : dépouillées de ces circonstances aggravantes, qui ne sont qu'accessoires, elles apparaissent identiques aux infractions de droit commun.

Lorsqu'en 1903 M. Clémenceau déposait au Sénat sa proposition de loi sur la réforme des conseils de guerre, il insistait d'une façon toute particulière sur cette question : « Parmi les crimes et délits qui sont dans le code de justice militaire, disait-il, l'objet de dispositions spéciales, il en est plusieurs qui ne constituent que des infractions à la loi commune, par exemple la plupart des crimes et délits visés dans les chapitres VI, VII, VIII, IX, X, XI du code de justice militaire. Pour s'en convain-

(1) Cas dans lesquels les lois de 1857 et de 1858 avaient spécialement prévu les circonstances atténuantes : Vol, 248 (marine, 331) ; — Pillage, 250 (marine, 335) ; — Incendie, 251 (marine, 336) ; — Destruction d'édifices, 252 (marine, 337) ; — Destruction d'objets mobiliers, 254 (marine, 343 et 344) ; — Destruction d'actes originaux de l'autorité militaire, 255 (marine, 346) ; — Faux en matière d'administration militaire, 257 (marine, 349) ; — Corruption et contrainte, 261 (marine, 354) ; — Soustractions par dépositaires publics, 263 (marine, 356) ; — Falsification de denrées, 265 (marine, 358).

(2) Discours prononcé à la Chambre, séance du 15 mars 1909, *J. Off.* du 16, compte rendu, p. 734, col. 1,

cre il suffit presque de les énumérer, ce sont en effet : la vente, le détournement, la mise en gage et le recel d'effets militaires (c'est-à-dire l'abus de confiance), le vol, le pillage, la destruction et la dévastation d'édifices, le faux en matière d'administration militaire, la corruption, la prévarication et l'infidélité dans le service et l'administration militaires, l'usurpation d'uniformes, insignes, décorations et médailles, toutes infractions qui rentrent dans les définitions du code pénal. En quoi le fait d'avoir été commises par des militaires en peut-il changer le caractère » ? « Il suffit, dit encore le même auteur, de considérer les articles du code de justice militaire comme autant de paragraphes additionnels aux articles correspondants du code pénal » (1).

M. Laloë avait pensé trouver la solution du problème en donnant aux infractions dont nous parlons, le nom « de délits mixtes » (2).

Mais un délit mixte serait un délit dont les éléments constitutifs seraient empruntés à la fois au droit commun et aux règles propres à l'armée. Or il n'en est pas ainsi. Le meurtre, le vol sont des infractions qui n'ont rien en elles mêmes, qui puisse changer selon les cas : tuer quelqu'un, lui prendre son bien, sont, dans n'importe quelle situation, des actes identiques; lorsque la personne volée est un militaire et que c'est l'un de ses camarades qui est l'auteur du vol, lorsque la victime du meurtre est l'habitant qui recevait chez lui un militaire et que l'auteur du crime est celui-là même qui recevait l'hospitalité, il y a là des circonstances accessoires des infractions commises, des circonstances qui affectent l'infraction du droit commun, l'aggravent dans des proportions plus ou moins considérables, mais qui ne la modifient pas.

(1) G. Clémenceau, Proposition de loi sur la réforme des conseils de guerre, Sénat, 1903 (Annexe au procès-verbal de la séance du 11 juin 1903), Doc. parl., p. 453.

(2) Laloë, *Observations sur la compétence des conseils de guerre*, p. 212 à 215.

Il n'y a pas infraction mixte quand les éléments provenant de deux sources distinctes ne sont ni de même ordre, ni de même valeur. Dans toutes les infractions de ce genre que nous rencontrons dans la loi militaire, les éléments constitutifs empruntés au droit commun, ceux sans lesquels il n'y a plus d'infraction, ou en l'absence desquels il existe une infraction différente, demeurent immuables, ne subissent aucun changement ; les éléments, qui sont empruntés à l'ordre des choses militaires, sont seulement des éléments accessoires, ils prévoient les conditions exceptionnelles dans lesquelles ces infractions pourront s'accomplir ; ils s'ajoutent aux éléments constitutifs mais ne les modifient pas ; « ils peuvent bien affecter l'infraction dans sa gravité mais non dans sa nature » (1).

Ces éléments d'ordre militaire constituent à n'en point douter des circonstances aggravantes des infractions de droit commun ; et il importe grandement de n'y point porter atteinte. Les supprimer pour adopter uniquement et dans tous les cas les dispositions de la loi commune, serait méconnaître la coexistence dans la même personne du soldat à côté du citoyen, serait aller à l'encontre de faits qui s'imposent, serait oublier l'intérêt des victimes qu'il s'agit de protéger, et la nature toute spéciale du préjudice que causent dans l'armée un certain nombre de délits de droit commun ; ce serait en outre ne pas tenir compte de la dignité et de l'honneur de l'armée, non plus que de l'intérêt supérieur de la discipline. Car il faut bien le dire, la discipline a partout sa place dans la vie et les actions du soldat ; mais, tantôt elle constitue le devoir même du militaire, et s'il ne s'y soumet pas, le manquement qu'il commet n'a pas place dans le droit commun, et constitue une infraction purement et strictement militaire ; tantôt elle s'ajoute aux devoirs généraux d'honnêteté et de moralité qu'imposent les lois ordinaires, comme une raison nouvelle de les observer et de ne pas commettre

(1) Paroles prononcées par M. Cruppi, président de la commission de la réforme judiciaire et rapportées dans le rapport de M. Labori, p. 31.

d'infractions contre ces lois, et elle n'intervient plus dans ces cas que comme une cause d'aggravation. Mais, il importe de le retenir, la discipline a partout sa place et ne perd jamais ses droits.

Ce sont ces raisons militaires considérées comme causes d'aggravation des crimes et délits de droit commun, que nous allons maintenant passer en revue. Nous nous placerons successivement à trois points de vue, que nous examinerons dans trois sections.

En premier lieu, nous chercherons chez l'auteur d'une infraction de droit commun, quelles sont les raisons militaires qui rendent sa faute plus grave. Nous les trouverons en considérant le caractère personnel du soldat et la répercussion de ses actes sur le corps auquel il appartient, le rapport de ses infractions avec la discipline, et la situation particulière qui appartient aux gradés.

En second lieu, nous nous placerons au point de vue des victimes et nous nous trouverons bien vite amenés à conclure que l'aggravation des peines est une nécessité, lorsque les victimes éventuelles des crimes et des délits sont plus exposées qu'en droit commun et moins à même de se défendre par elles-mêmes, ou quand elles doivent être plus nombreuses et qu'elles sont plus particulièrement dignes d'intérêt.

Enfin nous verrons que la nature même du préjudice est une raison nouvelle pour aggraver les pénalités du droit commun dans un certain nombre de cas ; car les conséquences des infractions de droit commun commises à l'armée peuvent être extrêmement graves et elles portent sur des objets dont l'importance dépasse toute celle qu'il est possible de rencontrer dans la vie ordinaire.

**SECTION I. — Des causes d'aggravation d'ordre militaire
des crimes et délits de droit commun
dans la personne de l'auteur de ces infractions.**

Nos codes de justice militaire avaient établi la compétence personnelle des conseils de guerre de l'armée de terre et de l'armée de mer en temps de paix (1). Ce n'est pas la nature intrinsèque de l'infraction commise, ce ne sont même pas les caractères nettement militaires des circonstances qui affectent l'infraction, qui entraînent l'inculpé devant la juridiction spéciale, c'est uniquement sa qualité personnelle de membre de l'armée à quel titre que ce soit (2). Lors donc que nous rencontrons dans les articles qui prévoient les délits et les peines, dans les lois répressives de l'armée l'indication que l'auteur doit être un militaire, ce n'est pas au point de vue de l'attribution de compétence que le législateur avait besoin de l'exprimer, car les infractions non prévues par les codes spéciaux elles mêmes, mais seulement inscrites dans la loi générale sont de la compétence des juges militaires, si un militaire en est l'auteur.

La qualité de militaire ainsi exprimée à travers les dispositions pénales des codes du second empire est donc un élément

(1) En temps de guerre la compétence des conseils de guerre aux armées est plus étendue : si l'armée est sur le territoire ennemi, sont justiciables des conseils de guerre tous les individus prévenus d'une des infractions prévues par le code militaire (code du 9 juin 1857, art. 63) ; si l'armée est sur le territoire français, en présence de l'ennemi, sont justiciables des conseils de guerre : 1° les étrangers pour tous les crimes et délits prévus par le code militaire ; 2° tous les individus prévenus de crimes de nature à compromettre la sûreté de l'armée ou la réalisation de ses plans et prévus par les art. 204, 205, 206, 207, 208, 249, 250, 251, 252, 253 et 254 du code militaire ; à la condition toutefois que ces infractions aient été commises dans l'arrondissement de cette armée (code du 9 juin 1857, art. 64).

(2) Code du 9 juin 1857, art. 55 : « Tout individu appartenant à l'armée en vertu soit de la loi de recrutement, soit d'un brevet ou d'une commission, est justiciable des conseils de guerre permanents dans les divisions territoriales en état de paix... » Code du 4 juin 1858, art. 76.

faisant partie de l'infraction elle-même. Tantôt elle est un élément constitutif de cette infraction, lorsque celle-ci rentre dans la catégorie de ces crimes ou de ces délits essentiellement militaires. Concevrait-on un refus d'obéissance qui n'aurait pas pour auteur un soldat ? Pour qu'il y ait refus d'obéissance, en tant qu'infraction punissable, il faut d'une part que celui qui commande ait le droit de donner un ordre, et que pour celui qui reçoit cet ordre existe l'obligation d'obéir ; or le chef militaire possède ce droit, son subordonné doit pratiquer ce devoir. Si celui qui reçoit l'ordre n'est pas un militaire, il n'a plus l'obligation d'obéir aux commandements d'un militaire quelconque : là où il n'y a pas d'obligation il ne saurait y avoir d'infraction ; par conséquent il faut être militaire pour être coupable d'un refus d'obéissance ; le civil qui n'obéit pas à un ordre que lui donne un chef militaire ne commet aucun délit, ou commet en tous cas un délit entièrement différent. Tantôt, au contraire, la qualité de militaire n'est qu'un élément accessoire de l'infraction prévue par les codes de l'armée : d'une manière générale, un vol, un faux, un incendie, un meurtre sont des crimes et des délits que n'importe quel individu peut commettre, la qualité de militaire entraînera le coupable devant les juges militaires mais ne modifiera pas le texte applicable. Parmi ces infractions, il en est qui, commises au régiment, dans des circonstances particulières, sans changer de nature, prennent un caractère de gravité spécial : dès lors la qualité de l'auteur de l'infraction prend une grande importance, car si ces circonstances aggravent l'infraction, elles ne l'aggravent qu'autant que son auteur était tenu d'une obligation particulière d'en tenir compte, elles ne modifient en aucune façon la gravité de l'acte de celui à qui elle demeurerait étrangère : un civil vole un militaire, c'est un vol ordinaire, mais un soldat dérobe quelque objet à un autre soldat, c'est un vol aggravé parce que commis par un militaire, bien que l'acte en lui-même n'ait pas changé ; un citoyen quelconque reçoit l'hospitalité d'une personne, et commet sur son

hôte un homicide volontaire, c'est un meurtre ordinaire, mais si c'est un militaire qui commet le même acte sur la personne de l'habitant chez lequel il est logé, il y a crime aggravé et augmentation de la peine.

Il est juste de remarquer que la qualité de militaire chez l'auteur de l'infraction apparaît rarement isolée comme circonstance aggravante des délits de droit commun dans les lois militaires ; elle fait partie de l'ensemble des circonstances d'ordre militaire qui affectent ces infractions. Mais dès que ces circonstances spéciales existent, la qualité de militaire qui appartient au coupable devient la vraie cause d'aggravation, qui dans la plupart des cas est ainsi personnelle et non réelle. Et c'est pourquoi pour le même fait commis dans les mêmes circonstances d'ordre militaire par un militaire et par un individu n'appartenant pas à l'armée, les peines du code pénal ordinaire s'appliquent à ce dernier, et l'aggravation de répression n'est applicable qu'au militaire seul (1).

Nous avons constaté déjà que les lois de 1857 et de 1858 avaient pris pour base de leurs dispositions plutôt la législation spéciale antérieure, qui réclamait depuis longtemps une révision et une refonte, que le code pénal de 1810, et que la législation pénale militaire avait son histoire propre depuis les vieilles ordonnances et les vieilles institutions de l'ancien régime jusqu'à nos jours. En 1857 on n'a rien changé à ces principes historiques, on s'est servi du code pénal pour ordonner, pour corriger au besoin le code de l'armée, mais on n'a pas cherché à supprimer cette législation exceptionnelle pour ne s'en servir que dans le but de modifier le code de droit commun dans son application aux militaires, et de l'adapter aux circonstances et aux conditions propres à l'armée. Aujourd'hui encore on poursuit la même œuvre dans un esprit pratiquement analogue : on a bien, il est vrai placé dans le code

(1) Conf., Besançon, 10 juin 1891, Sirey, 92, 2, 49. Voir ci-dessus, p. 142.

pénal ordinaire un certain nombre des dispositions qui faisaient l'objet des codes spéciaux, on en a supprimé d'autres, faisant ainsi pour celles-ci un retour direct au droit commun, mais sur le point où la fusion était possible, c'est-à-dire en ce qui concerne la prévision des délits de droit commun rendus plus graves et réclamant une peine plus sévère pour des raisons d'ordre militaire, on ne l'a pas réalisée, on a seulement soudé ces dispositions au code de droit commun.

Nous avons vu aussi que, pas plus dans la loi militaire que dans le code pénal ordinaire, nous ne trouvons aucun système de circonstances aggravantes soit défini soit prévu d'une manière générale. Le code pénal, outre la récidive, avait bien établi une circonstance aggravante générale tenant à la qualité de fonctionnaire ou d'officier public, pour tous les crimes et délits commis par eux alors qu'ils avaient justement mission de les surveiller ou de les réprimer (1). Rien de semblable dans la loi militaire ; la qualité de militaire n'est présentée nulle part comme une circonstance aggravante de tous crimes ou délits, soit de telle catégorie de crimes ou de délits.

Nous n'avons pas cherché à faire ici œuvre d'historien, et à aucun moment non plus nous n'avons voulu déformer la vérité historique pour la faire servir à notre thèse. Mais, théoricien de cette délicate matière, nous avons cru découvrir ce qui existait au fond des choses au su ou à l'insu des législateurs et c'est dans cet esprit que nous allons nous attacher maintenant à montrer les raisons qui existent de considérer spécialement la qualité de militaire comme circonstance aggravante des délits du droit commun et spécialement de certains d'entre eux.

Si nous considérons le soldat en lui-même et dans sa personne, nous sommes aussitôt amenés à reconnaître qu'il occupe dans la nation une place à part. M. Labori, au début de son

(1) Code pénal, art. 193.

rapport, remarquait que « le français n'est pas soldat comme sujet d'un prince ou comme serviteur d'un régime ; il l'est comme citoyen d'une république (1) ». Et certes il y a là un titre de plus à sa grandeur et à sa noblesse, c'est le souverain lui-même donnant son temps, ses forces, son sang pour le salut et la paix de toute une nation ; quelle situation est comparable à celle-là ! Nous sommes bien loin de ces bandes de mercenaires où l'homme fait métier de combattre au service d'une nation moyennant une solde, nous ne connaissons même plus les remplacements : tous les français donnent à l'armée une part de leur existence. Mais ces citoyens en devenant soldats, sacrifient certains de leurs droits naturels ou civiques : nous l'avons déjà remarqué, les militaires ne sont ni électeurs ni éligibles (2), ils ne peuvent ni écrire ni parler librement, ils ne peuvent même se marier entièrement à leur guise. Qu'est-ce donc que ces gens qui remplissent une mission si haute et renoncent en même temps à des droits si sacrés ? Ce sont des citoyens qui font passer dans tous leurs actes l'amour du pays avant leurs intérêts particuliers, qui veulent la gloire de la nation tout entière avant le succès de leurs idées personnelles, et ce sont tous les français en vertu de la loi, soit, mais avant tout en vertu de ce devoir sacré qui incombe à tout homme dans tous les temps d'aimer et de servir en toute occasion et jusqu'au bout la patrie.

Telles sont les hautes vertus que tout militaire pratique dans tous ses actes, elles sont faites, comme le disait M. Barboux, « d'obéissance, de respect, de sacrifice » (3) ; or il est admis-

(1) Labori, rapport, p. 3.

(2) V. Loi du 30 novembre 1875, art. 2 et loi du 21 mars 1905, art. 9 : « Les militaires et assimilés de tous grades et de toutes armes des armées de terre et de mer ne prennent part à aucun vote quand ils sont présents à leur corps, à leur poste ou dans l'exercice de leurs fonctions. » Sur l'inéligibilité, voir loi du 30 novembre 1875, art. 7 et loi du 5 avril 1884, art. 31.

(3) Barboux, Projet de réforme de la juridiction militaire, *Revue politique et parlementaire*, octobre 1899, p. 14.

sible que ceux-là mêmes qui conforment leurs actions à ces principes élevés, ne pratiquent pas les vertus communes, ne se gardent pas des fautes ordinaires. Il est non moins admissible que ceux qui ont mission de maintenir l'ordre dans le pays, en même temps qu'ils empêchent l'étranger d'en troubler la paix, y sèment le désordre et le trouble par leurs délits et leurs crimes ; que ceux qui font exécuter les lois du pays, et les sentences des juges, violent les dispositions de celles-là, et s'exposent eux-mêmes aux coups de celles-ci.

L'uniforme n'est pas pour le soldat une livrée, un vêtement quelconque, il est le symbole de sa mission, de sa dignité, il est l'image de la patrie armée pour assurer la paix et l'ordre.

Tous ces motifs conduisent à penser d'une façon générale et absolue que toute infraction aux lois commise par un militaire, présente une gravité plus grande que lorsqu'un civil en est l'auteur. Les juges s'en souviendront dans l'application de la peine, et pourront user de rigueur dans les limites mêmes que leur fixe la loi ; mais en raison à la fois de la variété des cas et des situations et aussi de ce fait que ces motifs d'aggravation se sentent mieux encore qu'ils ne se pensent, il n'est pas défendu de croire que les meilleurs juges dans cette situation seront ceux là mêmes qui chaque jour pratiquent les hautes vertus patriotiques et forment en même temps à leur pratique tous leurs subordonnés.

Mais le soldat n'est pas un isolé, il est une partie d'un tout, le membre d'un corps ; l'armée à laquelle il appartient n'est pas une association ordinaire dont on peut sortir lorsqu'on le veut, elle ne ressemble à aucun autre service de l'Etat : elle est la nation elle-même prête à se défendre si on l'attaque du dehors, prête aussi à rétablir au dedans la paix, si on vient à la troubler. Or, dans tout groupement, dans tout corps organisé, non seulement il existe des devoirs et des obligations spéciales qui sont les conditions mêmes d'existence pour le groupe,

mais encore les fautes individuelles et ordinaires de chacun des membres sont ressenties par le corps tout entier. On juge de l'armée par la conduite des soldats; et lorsque ceux-ci apparaissent comme des pillards et des voleurs, comme des brutes toujours en quête de querelles et de violences, c'est l'honneur, la dignité, le prestige de l'armée qui se trouvent par ces actes directement atteints.

Dans l'armée les soldats demeurent des hommes, et comme tels ils apportent dans cette société spéciale les vertus et les vices qu'ils avaient avant d'y entrer. Mais le danger est double ici : les lois pénales ont pour but non seulement l'amendement des coupables, mais encore la défense de la société entière, elles continuent jusque dans les rangs de l'armée à jouer utilement ce rôle, car le soldat demeure citoyen, demeure en contact avec la société en général, et ses délits et ses crimes ne cessent pas d'être un danger social ; mais en outre il appartient désormais à une société particulière, dans laquelle il vit dans un contact perpétuel et beaucoup plus intime que dans la vie civile avec d'autres hommes ; son influence s'accroît de cette continuité des rapports et de leur intimité ; bon, honnête, vertueux il peut maintenir dans le bien ses camarades ; si au contraire il ne donne l'exemple que du vice, et s'il ne recule devant l'accomplissement d'aucun délit, bientôt on le verra entraîner dans la voie funeste ses camarades qui ne seront souvent tombés que par faiblesse et parce que leur situation de militaires les aura empêchés d'échapper à la fatale influence, mais qui néanmoins seront désormais engagés dans la mauvaise voie, rapporteront dans la vie civile les germes du mal, devenant des délinquants d'habitude, cause perpétuelle de trouble pour la société, et souvent incapables de remonter le funeste courant.

Il importe donc grandement d'écarter de l'armée tous ceux qui, avant d'être appelés à en faire partie, auraient révélé par des condamnations encourues un degré de nocuité suffisamment

grave. Dans l'armée même il importe au plus haut point de prévenir la contagion et la propagation du mal par une répression énergique, qui retienne dans le devoir ceux que la crainte du châtiment peut encore retenir, et qui soit en même temps un remède efficace contre tout acte commis.

La discipline n'est pas moins intéressée que la dignité personnelle du soldat, que l'honneur de l'armée, que la société elle-même, à ce que les lois pénales ordinaires augmentent leur rigueur, et aggravent leurs pénalités, lorsqu'elles doivent s'appliquer à des militaires.

La discipline, avons-nous montré, est l'ordre dans son expression la plus parfaite ; or tout délit commun trouble l'ordre ordinaire de la société, à plus forte raison porte-t-il atteinte à l'ordre particulier de l'armée. Si la discipline est faite de soumission elle est faite aussi de confiance mutuelle, non seulement entre supérieurs et subordonnés, mais encore entre tous les membres de l'armée. Tout délit commis fait naître parmi les hommes la méfiance, la crainte, la répulsion, la haine, il rompt par cela même, ou, en tous cas, porte une atteinte grave à l'unité parfaite si nécessaire dans le commandement pour atteindre son but, si nécessaire aussi chez ceux qui obéissent pour que l'autorité des chefs puisse s'exercer utilement et sûrement.

La discipline est faite d'esprit d'abnégation et de sacrifice, comment dès lors la concilier avec la cupidité, le désir de jouissance personnelle, l'esprit de révolte contre les lois générales du pays, qui se retrouvent dans toutes les infractions commises ? Comment se soumettra-t-il en silence à l'ordre d'un chef, qui peut-être lui apparaîtra injuste, celui qui n'aura pas su se soumettre à des principes de morale commune, que sa conscience même approuve et reconnaît légitime, dès qu'elle s'éveille, si elle n'est pas définitivement morte ? En fait il peut se rencontrer dans l'armée de mauvais soldats, des soldats in-

disciplinés qui soient néanmoins d'honnêtes citoyens ; mais les hommes vicieux ou tarés, qui ne reculent pas devant la commission des délits et des crimes sont en général de mauvais soldats qui ne songent qu'à s'insurger contre les principes de la discipline.

L'armée n'est pas une société égalitaire, elle est une société hiérarchisée et fondée sur le principe de l'autorité responsable. Si le supérieur militaire est responsable de tous ses commandements et de toutes ses actions au point de vue exclusivement militaire, il a encore une autre responsabilité plus générale et non moins grave. Placé à un degré plus éminent dans l'ordre de l'armée, il a plus que tout autre le devoir strict de conserver intacte sa dignité personnelle et l'honneur de l'armée ; il doit veiller avec une attention plus grande sur toutes ses actions, le mauvais exemple partant de plus haut, étant plus contagieux et plus redoutable, et les infractions même de droit commun, commises par un supérieur, portant à la discipline un coup plus direct et plus profond, ruinant à la fois le respect, la confiance et l'autorité.

Notre système pénal qui laisse au juge une certaine liberté d'appréciation entre un minimum et un maximum de pénalité, lui permet par cela même de tenir compte dans sa sentence du grade que porte le coupable, lorsque celui-ci est militaire ; et le grade constitue ainsi une circonstance aggravante judiciaire ; il s'ensuit que, dans la plupart des cas, la loi n'a pas spécialement prévu le grade du délinquant comme une circonstance aggravante de son acte. Il n'en était pas de même au temps où la loi pénale ne prévoyait que des peines fixes. La loi du 21 brumaire an V nous en fournit plusieurs exemples. C'est ainsi que le fait de ne pas se rendre à son poste, lorsqu'on doit marcher à l'ennemi, est puni différemment selon qu'il s'agit d'un officier, d'un sous-officier ou d'un simple soldat : l'officier « sera destitué, puni de trois mois de prison, et déclaré inca-

pable de remplir aucun grade dans les armées de la République », le sous officier « sera puni de deux mois de prison, cassé de son grade et réduit à la paie de simple volontaire », le simple volontaire « sera puni d'un mois de prison (1). » Il existait des différences analogues pour cette infraction connue sous le nom de « maraude » et qu'aujourd'hui l'on devrait qualifier de vol. Le soldat « qui, s'étant introduit dans la maison, cour, basse-cour, jardin, parc ou enclos fermé de murs, et généralement dans toute propriété close de l'habitant, » était convaincu « d'y avoir pris soit bétail, soit volaille, viande, fruits, légumes ou tout autre comestible ou fourrage », était condamné à faire deux fois le tour du quartier que son corps occupait devant la troupe sous les armes, portant la chose dérobée, ayant son habit retourné et sur la poitrine un écriteau portant en gros caractère le mot « maraudeur » (2). Le sous-officier coupable des mêmes faits était en outre cassé de son grade (3). Mais s'il s'agit d'un officier la loi augmente considérablement sa rigueur et en donne même les raisons : « Tout officier, dit-elle (4), qui, oubliant ce qu'il doit, en sa qualité, au maintien de la discipline et de l'honneur militaire, sera convaincu d'un délit de maraude, sera destitué, chassé du corps, puni de deux ans de prison, déclaré incapable d'occuper aucun grade dans les troupes de la République, et déchu de tout droit à la pension ou récompense à raison de son service antérieur. S'il a commis le délit avec ses subordonnés, il sera puni de dix ans de fer ; s'il a conduit sa troupe à la maraude, il sera puni de mort. » Nous avons déjà relevé les mêmes aggravations à raison du grade dans la loi des 12-16 mai 1793 au sujet des insultes envers une sentinelle (5).

(1) Loi du 21 brumaire, an V, tit. VIII, art. 2.

(2) V. loi du 21 brumaire, an V, tit. VI, art. premier.

(3) V. loi du 21 brumaire, an V, tit. VI, art. 5.

(4) V. loi du 21 brumaire, an V, tit. VI, art. 2.

(5) V. loi des 12-16 mai 1793, tit. premier, section IV, art. 9, v. p. 125.

Aujourd'hui dans les codes militaires, nous trouvons encore dans un article, spécialement prévue comme cause d'aggravation, la supériorité du grade. Il s'agit de la rébellion: quelles que soient les autres circonstances, quel que soit le nombre des rebelles, le militaire le plus élevé en grade subira le maximum de la peine (1). Si, en effet, pour les autres infractions, le législateur pouvait s'en remettre à la sagesse et à l'appréciation du juge pour tenir compte du grade de l'inculpé pour aggraver la peine, dans le cas de rébellion il ne pouvait agir de même, car le supérieur qui participe à de tels actes détourne son autorité de son but, et trahit ses obligations les plus sacrées. Et c'est pourquoi le projet de réforme, tout en revenant à l'application pure et simple du code pénal en ce qui touche cette infraction, a cependant maintenu la disposition antérieure et inflige le maximum de la peine au militaire ou marin le plus élevé en grade (2).

Mais les codes militaires ont encore voulu frapper d'une façon spéciale l'officier coupable, à raison de son grade, en l'atteignant dans son grade même et dans son caractère militaire lui-même, tout en lui infligeant les peines ordinaires. C'est ainsi que pour le vol, en cas de condamnation l'officier est en outre puni de la destitution (3); il en est de même au cas de destruction par d'autres moyens que l'incendie ou l'explosion d'une mine d'édifices à l'usage de l'armée (4); de même pour la destruction de minutes, registres, actes originaux de l'autorité militaire (5); pour le faux en matière d'administration

(1) Code du 9 juin 1857, art. 225; Code du 4 juin 1858, art. 304.

(2) Projet de loi voté par la Chambre, le 11 juin 1909, art. 25; section II, art. 527 du code pénal.

(3) Code militaire (armée de terre), art. 248, § 4; (armée de mer), art. 331, § 4.

(4) Code militaire (armée de terre), art. 252, § 2; (armée de mer), art. 337, § 2.

(5) Code militaire (armée de terre), art. 255, § 2; (armée de mer), art. 346, § 2.

militaire (1) ; pour les détournements et soustractions prévus par les articles 169, 170, 174 et 175 du code pénal (2), pour les falsifications de denrées (3).

La destitution n'est, il est vrai, qu'une exclusion de l'armée prononcée contre un officier indigne, mais elle n'en est pas moins une peine grave, car la gravité d'une peine ne s'apprécie pas tant à sa nature elle-même prise d'une façon absolue, qu'au rôle efficace qu'elle joue et à la valeur expiatoire qu'elle possède relativement à la personne qu'elle frappe. Ajoutons qu'elle est en outre une peine pécuniaire puisqu'elle prive l'officier de toute pension et de toute récompense pour ses services antérieurs.

Enfin nous trouvons encore une aggravation de la peine, quand elle s'applique à des engagés ou à des rengagés. Elle consiste, aux termes de l'article 66 de la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée (4), dans la déchéance de tous droits à la haute paye et à la dispense des périodes d'instruction. C'est une peine accessoire qui s'attache à toute condamnation aux travaux publics ou à l'emprisonnement pour trois mois au moins. Celui qui contracte un engagement ou un rengagement prend volontairement place dans l'armée, il accepte par conséquent toutes les obligations particulières que la condition militaire impose ; il doit servir d'exemple et de modèle

(1) Code militaire (armée de terre), art. 257, § 3 ; (armée de mer), art. 349, § 3.

(2) Code militaire (armée de terre), art. 263, § 2 ; (armée de mer), art. 356, § 2.

(3) Code militaire (armée de terre), art. 265, § 3 ; (armée de mer), art. 358, § 3.

(4) Loi du 21 mars 1905, art. 66 : « Tout militaire engagé ou rengagé qui, étant sous les drapeaux, subit une condamnation, soit à la peine des travaux publics, soit à celle de l'emprisonnement pour une durée de trois mois au moins, est déchu de tous ses droits à la haute paye et à la dispense de périodes d'instruction. »

à tous ceux qui ne font que passer par les rangs de l'armée et ne se soumettent à sa discipline que par devoir ; toute faute commise par ces soldats, qui chez d'autres seraient déjà graves en raison de leur qualité de membres de l'armée, n'est-elle pas plus grave encore chez ceux-là que rien n'obligeait à prendre cette qualité ? C'est en toute justice que la loi vient châtier ces hommes pour toutes les infractions un peu graves dont ils se rendent coupables, en les privant des avantages pécuniaires et des autres faveurs qu'elle leur accordait en récompense de leur zèle et en raison de l'espoir et de la confiance qu'elle avait mis en eux.

**SECTION II. — Des causes d'aggravation d'ordre militaire
des crimes et délits de droit commun
dans la personne des victimes de ces infractions.**

Les lois pénales ne se contentent pas pour déterminer et définir les délits qu'elles prévoient, et fixer les sanctions qu'elles prononcent, de considérer la gravité intrinsèque de l'acte immoral, la culpabilité et la responsabilité du délinquant, le trouble et le danger social que l'infraction cause ; elles envisagent aussi la gravité des faits au point de vue de leurs victimes éventuelles. Si, en principe, la qualité de la victime n'entre pas parmi les éléments constitutifs des infractions, elle est retenue dans plusieurs cas comme circonstance accessoire aggravante. Le législateur doit particulièrement aux faibles, à ceux qui sont incapables de se défendre personnellement contre les entreprises d'autrui, et qui par cela même sont plus exposés à ces entreprises une protection spéciale : les enfants, les infirmes, les fous ont été l'objet de l'attention du législateur, qui a aggravé les pénalités prévues pour certains crimes et certains délits lorsqu'ils sont commis contre eux (1) ; la qua-

(1) V. code pénal, art. 300 et 302, infanticide ; loi du 19 avril 1898, sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis

lité de magistrat, d'officier ministériel, d'agent de la force publique outre la dignité qu'elle comporte exposent ceux qui la possèdent aux manifestations haineuses et aux vengeances brutales, là encore la loi par une répression plus sévère leur assure une protection plus grande (1).

Dans l'armée nous allons retrouver aussi de ces victimes, plus exposées que dans la vie civile aux actes criminels de ceux avec qui ils vivent, moins aptes à se défendre, et d'autant plus intéressants encore qu'ils sont plus nombreux.

Bien anormale est la vie du soldat à la caserne, bien différente de celle qu'il mène dans la vie civile. La vie en commun prend la place de la vie individuelle : à la chambrée il est impossible au militaire de conserver un objet propre en secret, les règlements s'y opposent en exigeant l'uniformité dans la confection des paquetages, en interdisant tout objet non réglementaire. Dès lors, tous les hommes se connaissent, et savent ce que chacun d'entre eux possède de personnel depuis la montre ou le bijou jusqu'au paquet de tabac fin ou à la fantaisie sans valeur. La fortune de chacun est connue de tous, on sait que celui-ci a reçu un mandat ou un bon de poste, on en connaît le montant, car le paiement est fait publiquement par le vaguemestre au poste de police. Les dépenses mêmes de celui qui a quelque argent se font souvent dans la caserne même, à la cantine du bataillon, et la richesse momentanée de l'heureux possesseur est vite révélée. Chez les hommes tarés et vicieux avant leur entrée au service, ou même chez les déshérités de la fortune et les faibles, la convoitise naît bien vite, le désir s'aiguise, et la tentation du vol est prochaine. Toutes les

envers les enfants, et notamment les modifications apportées à l'article 312 du code pénal par cette loi.

(1) V. code pénal, art. 222 à 233. Si on adopte la théorie de l'injure réelle, on considérera la qualité de la victime comme un élément constitutif de l'infraction. V. ci-dessus, p. 96 et suivantes.

facilités sont fournies par la situation de la victime à ceux qui prêtent l'oreille à ces coupables pensées ; sa vigilance ne sera pas toujours en éveil, à un moment ou à un autre, les nécessités mêmes du service ou une négligence personnelle rendront aisé l'accomplissement du projet ; même si celui dont on convoite la propriété a des craintes, il ne peut les révéler à personne, il ne peut fuir ni demander à aller ailleurs. L'acte accompli, qui la malheureuse victime pourrait-elle accuser ? Peut-être connaît-elle parfaitement l'auteur du larcin, mais comment le pourrait-elle dénoncer sans preuves matérielles certaines ? Si elle échoue dans sa plainte, elle s'expose aux représailles, aux haines, aux vengeances de tous : elle hésitera devant l'appréhension de tourments continuels ; et l'impunité escomptée pour ces motifs qu'il connaît à merveille sera un encouragement pour le coupable (1).

Il est de toute nécessité qu'une peine extrêmement rigoureuse soit inscrite dans la loi pour empêcher les trop nombreuses tentations de devenir des actes accomplis ; il faut assurer au régiment la sécurité du soldat et le respect de la propriété : il faut, en outre, que la pénalité sévère que prononce la loi ne soit pas une vaine menace dont les tribunaux n'usent point ou rarement, il ne faut pas permettre à l'indulgence des juges de prendre trop en considération le peu d'importance matérielle du larcin pour faire descendre la peine à quelques jours de prison par le jeu des circonstances atténuantes, ce serait énerver la répression et lui faire manquer le but exemplaire qu'elle se propose.

On a souvent comparé le vol commis à la chambrée avec le vol domestique, et les deux actions présentent, en effet, plusieurs caractères communs. Le voleur connaît dans les deux cas, grâce au contact journalier, à la vie dans la même mai-

(1) Voir sur cette question du vol à la caserne la thèse fort étudiée au point de vue pratique de M. le lieutenant Alix, intitulée : *Le vol militaire et sa répression*, thèse, Paris, 1906.

son, les secrets de sa victime ; celle-ci est exposée d'une façon toute particulière à ces vols, car il ne peut se méfier, n'ayant pas toute facilité pour être renseigné sur la moralité et les antécédents de celui ou de ceux avec lesquels il vit ; l'enquête est délicate dans les deux cas, et des accusations non fondées sur des preuves certaines exposent la victime aux plus dures représailles. Il est à remarquer que la loi militaire de 1857 (1) punissait de la réclusion le vol entre militaires, de même que l'article 386 du code pénal punissait de la réclusion le vol commis par un domestique ou homme de service à gages. Il y a pourtant des différences entre les deux situations : en particulier entre militaires aucun lien juridique n'existe, aucun contrat ne crée d'obligations réciproques particulières ; les relations qui existent entre eux sont les relations ordinaires entre tous citoyens. Mais il n'en demeure pas moins vrai que les conditions exceptionnelles de la vie militaire et les dangers qu'elles entraînent constituent des circonstances accessoires et militaires du délit de vol et appellent une aggravation dans la répression de cette infraction.

Le code de justice militaire pour l'armée de mer avait admis (2) que lorsque la valeur de l'objet volé n'excéderait pas quarante francs la peine applicable ne serait plus que de six mois à deux ans d'emprisonnement. Le code de l'armée de terre n'avait pas prévu cette réduction de peine, prévoyant seulement, comme le code de 1858 du reste, l'existence des circonstances atténuantes générales, et fixant en ce cas à une année d'emprisonnement le minimum de la peine auquel le juge puisse descendre (3). Mais il ne faudrait pas croire que dans le code maritime on ait par là voulu abaisser la peine au-dessous du droit commun lui-même (4). Il faut remarquer, en effet,

(1) Art. 248, § 2, même peine dans le code de 1858, art. 331, § 2.

(2) Code du 4 juin 1858, art. 331, § 7.

(3) Code du 9 juin 1857, article 248, § 3 ; code du 4 juin 1858, art. 331, § 3.

(4) L'art. 401 du code pénal prévoit pour le vol simple une peine allant un an à 5 ans de prison.

que les circonstances atténuantes n'étaient applicables aux lois de 1857 et de 1858 que dans les cas où ces lois les avaient spécialement prévues, et en conséquence si en droit le minimum de six mois de prison prévu par le code maritime apparaît inférieur à celui du code pénal, le vol dans la marine et entre marins demeure en fait plus sévèrement puni avec la prévision de la circonstance atténuante légale tenant à la faible valeur de l'objet volé, qu'il eût pu l'être d'après le code pénal avec application des circonstances atténuantes aux termes de l'article 463 du même code.

Le projet de loi adopté par la Chambre des députés a spécialement prévu le vol commis par des militaires ou marins dans les conditions dont nous venons de parler ; il a maintenu une aggravation de la pénalité applicable au vol de droit commun en portant de un à deux ans le minimum (1) ; mais grâce au jeu des circonstances atténuantes cette aggravation perd sa valeur préventive et exemplaire, et semble insuffisante en face des circonstances aggravantes toutes spéciales sur lesquelles nous venons d'insister.

Il existe un autre danger pour les soldats, tenant à l'organisation même des choses militaires. Ils se trouvent, en effet, à propos particulièrement de leurs droits pécuniaires, en rapport avec des supérieurs hiérarchiques, ceux-ci leur versent le montant du prêt, ainsi que les diverses indemnités auxquelles ils peuvent avoir droit ; les débiteurs se trouvent ainsi dans un état d'infériorité vis-à-vis de ceux qui sont chargés par leurs fonctions de leur remettre ce qui leur est dû. La vérification devient délicate, les exigences ne peuvent se manifester en toute liberté en raison de la déférence qu'en toutes circonstances le subordonné doit témoigner à son chef, en raison aussi de la crainte que celui-ci peut inspirer à ceux-là. Et de plus, l'homme est-il

(1) Projet de loi voté par la Chambre des députés le 11 juin 1909, art. 25. art. 491 du code pénal.

toujours capable de s'apercevoir qu'on le trompe et qu'on le vole : la plupart du temps il ignore le montant des sommes qui lui sont dues, il prend ce qui lui est remis et signe tout ce qu'on lui dit de signer. Parfois même une pratique courante s'introduit et le comptable signe pour les hommes (1).

Le chef militaire même non comptable peut également vis-à-vis d'hommes faibles et craintifs faire servir son autorité pour obtenir de ses subordonnés des sommes d'argent destinées à satisfaire ses plaisirs et ses vices. Il peut faire payer à ses subordonnés certaines faveurs, certaines libertés, dont ceux-ci sont avides, et dont il tire ainsi profit.

La réclamation auprès des officiers de compagnies est possible et donne aux hommes une garantie absolue contre les exactions de sous-officiers débauchés et sans scrupules, c'est vrai ; mais la victime de ces actes coupables n'ose pas se plaindre, même si elle se rend compte de ce qui se passe, elle a peur que l'accusation portée ne se retourne contre elle-même, et le plus souvent elle se tait et continue à subir les volontés et les exigences d'un coupable dont l'impunité augmente la hardiesse.

Les détournements commis par des comptables militaires, les faux, les faits de concussion deviennent dans ces conditions plus faciles à exécuter que dans la vie ordinaire. Les infractions en elles-mêmes ne subissent aucune modification, leur nature est la même qu'en toute autre circonstance, mais cependant il semble bien qu'en dehors même de la qualité de militaire chez l'auteur de l'infraction, en dehors même du grade qu'il porte, de la fonction qu'il exerce et des devoirs spéciaux qui lui incombent, on doive considérer comme circonstances aggravantes le danger plus grand que partout ailleurs couru par les victimes, la faiblesse de celles-ci soit pour éviter les conséquences de ces actes soit pour s'en plaindre et la facilité qui

(1) Il en est particulièrement ainsi dans l'infanterie coloniale.

en résulte pour les délinquants pour répéter fréquemment leurs actions criminelles (1).

Comme dans tous les cas où les infractions commises à l'armée nous sont apparues comme des infractions de droit commun, nous acceptons le retour complet au code pénal, mais nous voulons aussi que le code pénal tienne compte des circonstances d'ordre militaire et aggrave en conséquence les pénalités qu'il prononce quand il s'agit d'infractions commises à l'armée dans ces conditions exceptionnelles (2).

Que dire concernant l'intérêt des victimes au sujet des falsifications de denrées, des fraudes et tromperies commises à l'armée ! Certes dans la vie ordinaire ces faits sont graves (3), ils peuvent dans certains cas, avoir des conséquences sur la santé publique ; mais chacun demeure libre de quitter le commerçant qui met en vente des produits malsains et frelatés, ou qui trompe sur la qualité ou la quantité des marchandises vendues. Il n'en est plus de même dans l'armée ; les victimes sont les soldats, forcés d'accepter ce qu'on leur donne, et comme on

(1) Le code militaire de 1857 infligeait des peines plus fortes que le code pénal pour les détournements commis par des militaires sur la solde ou sur l'argent de l'ordinaire (art. 248, § 1) ; pour les faux en matière de comptabilité militaire qu'il assimile au faux en écriture authentique et publique (art. 257 ; comp. code pénal, art. 147) ; pour la concussion dans le service et l'administration militaires (art. 263 ; comp. code pénal, art. 174).

(2) Le projet de loi votée par la Chambre des députés le 11 juin 1909, prononce pour le détournement commis par un comptable militaire la peine de la réclusion (art. 25 : art. 490 du code pénal) comme pour les détournements commis par un officier public ou ministériel, un domestique, un homme de service à gage (comp. code pénal, art. 408, § 2) ; pour le faux, il maintient les travaux forcés à temps (art. 25 ; art. 500 du code pénal), mais revient au droit commun pur et simple pour les faits de concussion (art. 25 ; art. 505 du code pénal).

(3) V. loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles. Cette loi remplace l'article 423 du code pénal et la loi du 27 mars 1851.

leur donne ; ayant la possibilité de réclamer, mais ici encore retenus souvent par une crainte trop réelle bien que mal fondée ; et voici à nouveau la faiblesse de ceux qui sont exposés qui vient apporter aux coupables des facilités plus grandes. Ajoutons encore un nouvel élément qui vient apporter à l'acte une gravité de plus : le nombre des victimes. Ce ne sont pas en effet quelques individus isolés, qui vont souffrir de ces procédés criminels, c'est un corps entier, un régiment, toute une armée, qui en subiront les tristes conséquences.

En 1857, dans l'exposé des motifs du code militaire nous lisons au sujet de ces actes : « Ces abominables crimes dont les effets sont d'altérer la santé des troupes et de les rendre incapables de résister aux fatigues et aux privations qui leur sont imposées, sont le plus souvent commis en temps de guerre, parce que les coupables opèrent alors sur des masses d'hommes et que les profits qu'ils ont en vue, doivent être plus considérables. Comptant dans les moments difficiles sur une surveillance moins active et sur un désordre qu'ils favorisent au besoin, ils se livrent, pour faire réussir leurs projets, à des fraudes et à des machinations indignes et dont le résultat définitif peut être de jeter le découragement dans les rangs de l'armée et, par suite, de compromettre des opérations » (1).

Mais si en temps de paix il est à présumer que ces actes seront moins fréquents, et parce que la surveillance sera plus régulière et plus étroite, et que les profits apparaîtront moins considérables et moins tentants aux coupables, et si d'autre part les conséquences seront moins terribles, puisqu'elles ne viendront pas compromettre le résultat des opérations, il n'en demeure pas moins certain que, quant aux victimes elles-mêmes, le résultat est identique en temps de paix et en temps de guerre, et qu'il y a là encore une circonstance aggravante de l'infraction de droit commun (2).

(1) Code du 9 juin 1857, exposé des motifs, Sirey, *Lois*, 1857.

(2) Le code de 1857, art. 265 (art. 358 du code de 1858) prononçait la peine

Il est une autre personne, civile cette fois, que nous allons voir particulièrement exposée aux actions coupables des soldats et qu'il sera nécessaire de protéger efficacement contre certains crimes ou certains délits de ceux-ci : c'est l'habitant chez lequel le militaire est logé. Les lois de 1857 et de 1858 avaient prévu la qualité d'« habitant logeant un militaire ou marin » et avaient aggravé pour ce motif la répression, dans deux cas : celui de vol (1) et celui de meurtre (2).

L'habitant est ici celui qui doit donner logement à un soldat, soit que celui-ci se présente muni d'un billet de logement soit qu'il soit cantonné. L'habitant est obligé de recevoir le militaire qui lui est envoyé et il ne lui est pas donné de choisir la personne qu'il héberge : il ignore tout de lui et il doit l'accepter sous son toit : cette circonstance du logement chez l'habitant est d'ordre exclusivement militaire, elle ne se rencontre en aucun cas dans la vie civile, elle porte atteinte à ce droit individuel qui appartient à chacun de vivre chez lui comme il

de la réclusion pour la falsification de denrées et la distribution de denrées falsifiées ou corrompues ; la peine était réduite à un emprisonnement de un an à cinq ans, lorsqu'il existait des circonstances atténuantes.

Le projet voté par la Chambre des députés le 11 juin 1909 réduit sensiblement ces peines ; il prononce en effet une peine d'emprisonnement de un à cinq ans pour le cas de falsification de substances, porte la peine à celle de cinq à dix ans d'emprisonnement au cas où il s'agit de matières destinées à l'alimentation de l'homme ou des animaux, et prononce cette même peine pour la distribution de viandes provenant d'animaux atteints de maladies contagieuses, ou de matières, substances, viandes, denrées ou liquides corrompus ou nuisibles à la santé, effectuée sciemment par un militaire ou marin (art. 25 ; art. 506 du code pénal).

On le voit, le projet nouveau, comme les lois qu'il veut remplacer, maintient une aggravation sérieuse des pénalités. Il est vrai de dire que les circonstances atténuantes s'appliqueront désormais conformément à l'article 463 du code pénal.

(1) Code du 9 juin 1857, art. 248, § 5 ; code du 4 juin 1858, art. 331, § 5 : dans les deux codes la peine est celle de la réclusion, et avec application de circonstances aggravantes, un emprisonnement de un à cinq ans.

(2) Code du 9 juin 1857, art. 256 ; code du 4 juin 1858, art. 347 : la peine de mort est applicable.

l'entend et de n'y recevoir que qui bon lui semble, elle doit donc entrer en ligne de compte pour l'appréciation de la gravité des peines à prononcer contre les infractions que cette situation doit le plus souvent favoriser.

Remarquons que c'est justement l'atteinte portée par le logement des militaires à une liberté individuelle que la loi a voulu compenser par une répression plus sévère ; c'est le danger obligatoire et anormal qu'on fait courir aux habitants qui dicte des mesures rigoureuses contre tous ceux qui tenteraient d'abuser d'une situation qui leur est profitable pour commettre le crime de meurtre ou se livrer au vol. Aussi l'aubergiste chez lequel l'habitant placerait le militaire ne serait pas considéré comme l'habitant lui-même ; le ministre de la guerre l'a nettement déclaré : « Si le législateur, dit-il, a attaché une peine grave au vol commis par un militaire chez son hôte, c'est qu'il a voulu garantir, autant que possible, les habitants contre la mauvaise conduite des militaires qu'ils sont obligés de recevoir. Cette garantie ne peut s'étendre aux aubergistes qui trouvent profit à loger des militaires moyennant une rétribution de la part des habitants. C'est volontairement et par suite de leur industrie qu'ils les admettent dans leur maison et les militaires y sont sur le même pied que les autres voyageurs (1). »

Trois motifs existent donc qui réclament une aggravation, au moins dans les deux cas de meurtre et de vol, de la pénalité prononcée par le droit commun. En premier lieu, l'habitant est plus exposé qu'aucun autre citoyen à devenir la victime d'un de ces actes commis par un militaire ; il l'est à la fois par ce qu'il ignore qui il héberge, parce que le coupable se trouve introduit dans la place et a toute facilité pour accomplir ses actions criminelles sans que sa victime ait tous les moyens de se défendre, et parce que, particulièrement en cas de vol, le coupable a plus de chances de demeurer impuni, les nécessités du service,

(1) Circulaire ministériel du 20 décembre 1859.

la multiplicité des allées et venues de militaires dans la maison de son hôte ne permettant pas à celui-ci de pouvoir toujours apporter des preuves certaines de la culpabilité de l'auteur du vol. En second lieu, l'hôte est obligé de courir ces dangers : il ne s'y expose pas de son plein gré, il les subit, et ne pourrait s'en dispenser que moyennant des sacrifices personnels. Enfin cette obligation même au logement des militaires est une atteinte à des droits et à des libertés, il importe au plus haut point que les droits du militaire soient compensés par des devoirs stricts de discrétion et de bonne conduite à l'égard de l'hôte et que ces devoirs, lorsqu'ils sont violés d'une manière grave, aient une sanction qui se traduise dans la loi par une aggravation de la peine prononcée en droit commun pour les infractions commises.

Le projet de réforme de la loi militaire a maintenu, bien que dans une mesure réduite, une aggravation de pénalité pour le vol au préjudice de l'habitant commis par le militaire qu'il héberge (1) ; mais il n'a pas jugé que cette situation anormale et dangereuse appelait la même mesure pour le meurtre, ce qui se comprend mal, car, quand bien même ce crime se présenterait rarement, il importe cependant de tenir compte dans une loi des circonstances très spéciales que nous venons de relever dans laquelle ce crime peut avoir lieu, et de lui opposer une peine exemplaire en même temps que protectrice de ceux qui à l'occasion en auraient pu devenir les victimes.

(1) Projet voté par la Chambre des députés le 11 juin 1909, art. 25 ; art. 491, § 3 du code pénal. La peine prononcée est de deux ans à cinq ans d'emprisonnement, mais il ne faut pas oublier que les circonstances atténuantes sont applicables conformément à l'art. 463 du code pénal.

**SECTION III. — Des causes d'aggravation d'ordre militaire
des crimes et délits de droit commun
tenant à la nature et à l'importance du préjudice
qu'ils occasionnent.**

Si les lois de répression se proposent de sanctionner des actes immoraux en eux-mêmes, de frapper leurs auteurs afin de les amender ou de les mettre hors d'état de nuire, de protéger la société tout entière contre les entreprises criminelles, et si dans ces divers ordres d'idées un même délit ou un même crime se trouvent comporter des degrés dans leur gravité, sont parfois entourés de circonstances particulières qui nécessitent une aggravation dans la répression, la nature et l'importance du préjudice causé par l'infraction n'est pas non plus un élément négligeable. Très souvent, la plupart du temps même, c'est le dommage que cause une action qui appelle l'intervention de la société et lui demande de sévir contre l'auteur de l'acte ; sans cela il peut y avoir bien des actes immoraux, bien des actions coupables au regard de la morale et de la conscience humaine, mais qui, n'apparaissant pas au dehors, ne causant aucun scandale, aucun trouble dans la société, ne peuvent être l'objet des châtimens édictés par les législations humaines qui sont avant tout sociales.

Mais si l'idée de préjudice, de dommage entre dans presque tous les délits comme élément constitutif, il appartient encore soit au législateur lui-même, soit au juge d'apprécier la nature et l'importance de ce préjudice pour prononcer une peine vraiment adéquate à l'infraction, dans les circonstances et dans les conditions où elle a été commise.

Ainsi le préjudice peut trouver place dans la loi pénale soit comme élément constitutif, soit comme élément accessoire, cause d'aggravation de la peine.

Nous trouvons certaines infractions dans lesquelles en droit commun l'idée du dommage intervient comme élément consti-

tutif, mais où la nature spécialement militaire de ce dommage où les conséquences extrêmement graves qui en sont la conséquence directe nécessitent de la part des textes qui la prévoient une aggravation des pénalités. Les détournements et abus de confiance, les vols, les incendies, les destructions d'édifices ou d'objets mobiliers, sont des infractions où nous rencontrons évidemment l'idée de préjudice, mais ce préjudice n'est pas toujours le même, n'a pas toujours la même valeur et c'est ce dont il importe de tenir compte.

Prenons par exemple le cas du militaire qui vend, dissipe ou détourne des effets d'armement, d'équipement, d'habillement, son cheval, en un mot tout objet qui lui a été remis en tant que militaire et pour le service (1). Au premier abord et à ne considérer que les éléments essentiels de l'infraction nous nous trouvons en présence de faits d'abus de confiance tels qu'ils sont prévus et punis par le code pénal de droit commun. Que dit en effet l'article 408 du code pénal : « Quiconque aura détourné ou dissipé, au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs, des effets, deniers, marchandises,... qui ne lui auraient été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement de prêt à usage, ou pour un travail salarié ou non salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni des peines portées à l'article 406. » — Or si un soldat dissipe ou détourne son fusil, ses vêtements, son équipement, son cheval, son acte porte bien sur des objets qui lui ont été prêtés, qu'il a reçus pour un certain travail, si l'on veut, qui en tous cas lui ont été remis pour un usage déterminé, c'est donc bien la même infraction qu'en droit commun.

Mais qui pourrait soutenir que la gravité de l'infraction est la même dans les deux cas ? Qui voudrait dire qu'il n'aperçoit

(1) Code de justice militaire (armée de terre), art. 244 et 245 ; (armée de mer), art. 325 et 326.

aucune différence entre l'acte de l'ouvrier qui a reçu de son patron, pour effectuer un travail déterminé, une pelle, une pioche ou un marteau, et qui vend ces divers objets, et celui du soldat qui se procure de l'argent en cédant ses armes ou son équipement ? Ce n'est pas la valeur matérielle de l'objet qui importe dans la distinction des deux situations, mais c'est sa nature et sa destination. D'un côté, en effet, nous voyons une atteinte grave peut-être, un dommage certain causé à un intérêt particulier, légitime sans doute et digne de protection, mais de l'autre c'est l'intérêt général qui se trouve engagé et l'intérêt particulier de l'armée. Or l'intérêt d'une nation, l'intérêt de la société chargée de la protection et de la défense d'un pays, peuvent-ils être mis sur le pied d'égalité avec l'intérêt individuel de chaque citoyen ?

Et si l'on envisage les faits plus graves en eux-mêmes, tels que l'incendie (1) ou la destruction d'édifices, la différence est encore beaucoup plus sensible. La comparaison des textes du code pénal (2) avec ceux des lois militaires nous montre très exactement la cause d'aggravation. L'énumération des objets protégés par les dispositions de la loi dans les deux textes visant l'incendie est fort peu différente ; les codes militaires parlent des « édifices, bâtiments, ouvrages militaires, magasins, chantiers, vaisseaux, navires ou bateaux », et le code pénal énumère « les édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers » ; les deux textes prononcent la même peine, qui est ici la peine capitale. Mais les raisons qui ont inspiré dans les deux lois la rigueur du législateur pour un même fait, les circonstances aggravantes qui affectent l'infraction matérielle identique dans les deux cas, partent de points de vue bien différents pour aboutir au même résultat. Le code pénal ne s'inquiète pas pour prononcer la peine de mort de la nature et de la qualité

(1) Code de justice militaire (armée de terre), art. 251 ; (armée de mer), art. 336.

(2) Code pénal, art. 434.

des objets incendiés, il prend en considération l'intérêt des personnes, et la protection des vies humaines; ce sera quand les édifices qu'il énumère seront habités ou serviront à l'habitation, quand l'incendie aura été commis sur des lieux quelconques habités ou servant à l'habitation, que la gravité du fait sera portée à son comble et que la répression sera d'une sévérité exceptionnelle. Dans les lois pénales militaires l'intérêt possible des personnes prises individuellement disparaît devant la nature toute spéciale, l'importance toute particulière des objets incendiés. Ce n'est pas parce qu'ils servent au logement, à l'habitation des hommes, ce n'est pas parce que des vies humaines y sont exposées que la loi militaire prononce la peine capitale, c'est parce que ces édifices, ces bâtiments, ces navires, ces chantiers sont militaires, sont à l'usage de l'armée.

L'intérêt des individus est ici encore primé par l'intérêt de l'armée, par l'intérêt de la défense nationale, par l'intérêt commun de toute la nation.

Nous retrouvons la même idée directrice dans les articles des codes militaires qui prévoient la destruction d'édifices ou d'objets mobiliers (1); c'est partout et toujours la nature de l'objet qui est prise en considération pour déterminer la gravité de la peine. Le code pénal a été guidé par les mêmes principes en ce qui concerne les faits de destruction qu'il prévoit (2). Il existe en particulier une espèce de destruction où la correspondance est identique dans le droit pénal militaire et en droit commun, c'est celle qui porte sur des registres, minutes, actes originaux. Ces pièces peuvent être de deux sortes d'après le droit commun; elles peuvent émaner de l'autorité publique, être des effets de commerce ou de banque, ou appartenir aux particuliers dont elles constatent les actes ou les opérations purement privés; au premier cas, leur destruction est

(1) Code de justice militaire (armée de terre), art. 252, 253, 254, 255; (armée de mer), art. 337, 338, 344, 346; Comp. code pénal, art. 437, 439 et suiv.

(2) Code pénal, art. 443.

un crime puni de la réclusion, au second cas elle n'est qu'un délit réprimé par des peines correctionnelles. La nature spéciale des pièces, objets de l'infraction, l'intérêt général et social qu'il y a de protéger et de conserver les actes de l'autorité publique, les effets de commerce ou de banque, constitue une circonstance aggravante de l'infraction qui, n'a porté que sur toute autre pièce où un intérêt individuel se trouvait seul engagé. Mais dans quelle catégorie rangera-t-on les registres, minutes ou actes originaux de l'autorité militaire ? Evidemment ces pièces rentrent dans la première catégorie, elles ne sont point d'intérêt privé mais d'intérêt général puisqu'elles touchent à l'organisation et à l'administration de l'armée. L'assimilation s'imposait donc ici entre le code pénal dans sa prévision la plus sévère et la loi militaire. Constatons cependant, comme nous avons eu déjà l'occasion de le faire à propos d'autres infractions, que les codes militaires qui prévoient ici les circonstances atténuantes se sont montrés plus rigoureux que la loi commune : celle-ci, en effet, permet au juge de descendre jusqu'au minimum d'une année d'emprisonnement (1), tandis que la loi pénale militaire ne lui permet pas d'aller au-dessous d'un minimum de deux années d'emprisonnement (2).

Mais dans toutes ces infractions qui viennent de retenir notre attention la nature et la destination des objets sur lesquels se sont exercés les actes coupables ne sont pas les seules causes qui doivent nous faire apparaître le préjudice comme plus grave, et obliger le législateur à aggraver les peines du droit commun. C'est principalement dans les conséquences dommageables réalisées ou possibles que nous trouvons la raison dominante d'aggravation. Et, à vrai dire, il existe entre la nature et la destination des objets et les conséquences des actes cou-

(1) Code pénal, article 463, § 7.

(2) Code du 9 juin 1857, art. 255, § 2 ; code du 4 juin 1858, art. 346, § 2.

pables entrepris sur eux une corrélation si intime, qu'il paraît impossible de les séparer pratiquement.

L'armée, nous l'avons déjà dit, n'est pas une garde nationale, elle n'est ni un luxe des pays riches, ni un instrument de parade, elle est un instrument nécessaire de protection et de défense de la nation. Tout en elle est préparé et disposé en vue de la guerre éventuelle, il faut qu'à tout moment non seulement les hommes soient prêts à marcher à la frontière, soient entraînés aux fatigues, soient exercés à la manœuvre, connaissent leurs devoirs et leur métier ; mais il faut aussi que le matériel soit en état d'être utilisé, il faut que chaque soldat soit armé, habillé, équipé, monté, il faut que les ouvrages militaires soient en état de rendre les services pour lesquels ils ont été établis, il faut que tous les actes de l'autorité militaire dans lesquels ont été organisés dès le temps de paix les dispositions capables d'appeler et de réunir le plus rapidement possible le plus grand nombre d'hommes à la frontière soient conservés avec soin.

Mais ce n'est pas seulement au jour de la mobilisation générale qu'il importe de veiller sur tous ces objets et de les préserver des vols, des dissipations et des destructions ; ce serait folie de vouloir dans un pareil moment atteindre les coupables, et de plus il serait trop tard. Au reste la guerre, comme tous les fléaux, éclate souvent inopinément ; elle ne doit donc pas être envisagée comme un événement chimérique, ni même comme un événement que l'on n'entrevoit que dans un avenir lointain : elle doit toujours apparaître comme la chose du lendemain, et jamais on ne doit oublier que c'est pour cette chose terrible et imminente que l'armée est constituée et que tout ce qui existe dans son organisation est fait.

Dès lors qui ne verrait que le préjudice possible causé même en temps de paix par des actes que le droit commun condamne, a ici une gravité incomparable à tout ce qu'on peut imaginer ! Un homme incendie une maison, son acte est grave,

il détruit une valeur matérielle, il ruine peut-être une famille, il expose des vies humaines à des blessures ou à la mort ; mais celui qui détruit un ouvrage militaire, qui incendie ou fait sauter une forteresse, un navire de guerre, alors même que nul homme n'en souffrirait matériellement, alors même que les lieux détruits ne devaient pas servir à l'habitation, alors même qu'on ne prendrait pas en considération le préjudice pécuniaire que subit l'Etat propriétaire de ces choses, qui, surtout à notre époque, ont souvent une valeur considérable, il restera toujours comme conséquence immédiate de l'acte commis, que le pays, qui comptait sur cet ouvrage militaire, sur cette forteresse, sur ce navire, pour répondre demain aux attaques d'un ennemi qui vient s'abattre sur lui, se trouve privé de moyens de défense, se trouve exposé à la défaite, à l'envahissement, à la ruine et aux exigences du vainqueur.

Et il ne faudrait pas s'imaginer que ces conséquences ne soient à considérer que pour des édifices considérables ; il n'est pas un objet remis à un militaire pour le service, de si minime importance qu'il apparaisse, qui n'ait au point de vue militaire une valeur considérable, et dont la dissipation ou la destruction ne puissent engendrer des désastres. Pour l'armement c'est de toute évidence ; mais l'homme qui serait dépourvu de certains effets d'équipement ou d'habillement serait-il capable de faire la route, de combattre, de supporter les fatigues, les privations, les intempéries. La bonne volonté, le courage, l'héroïsme même ne peuvent rien ou peu de choses, quand ceux qui en sont animés ne peuvent utiliser leurs armes ou en manquent, sont mal équipés, sans chaussures, sans vivres (1). Il

(1) On se souvient qu'au cours de la guerre du Transvaal, des Boërs ayant fait prisonniers des Anglais, mais n'ayant pas les moyens de les garder se contentèrent de leur enlever tous leurs boutons de culotte avant de leur donner la liberté, les mettant ainsi, pour quelque temps au moins, dans l'impossibilité de leur être nuisibles.

n'est pas nécessaire que toute une armée, tout un régiment, toute une compagnie se trouvent en cet état pour que la défaite soit certaine ou, pour le moins, possible, il suffit de quelques hommes, d'un seul homme, car celui-ci, car ceux-là seront un obstacle à l'œuvre de la masse, car le chef qui pensait compter sur tous ses hommes, voit ses prévisions trompées, sent sa confiance diminuer, et ne marche plus au combat avec la même assurance, avec la même vigueur, et par conséquent avec des mêmes chances de succès.

Ajoutez à cela, particulièrement pour les actes de vol ou de détournement, les dangers qui existent en temps de paix de livrer à l'ennemi les secrets de notre force, de notre supériorité. Le vol d'armes militaires par un soldat n'existerait pas si un recéleur n'était là pour l'encourager ; et en admettant même que le voleur ait cru seulement commettre un vol ordinaire pour en tirer un profit personnel pécuniaire, il n'en sera pas de même du recéleur. Celui qui achète, ou accepte en gage des armes, des effets militaires, n'ignore pas l'acte auquel il coopère, est bien rarement de bonne foi, et sait, en général, qu'il tirera un large profit des objets qu'il reçoit en les cédant à l'étranger, toujours avide de connaître les moindres progrès que nous pouvons faire au point de vue militaire pour s'en servir à l'occasion, diminuer notre supériorité, et nous combattre avec des avantages plus grands.

Ne pas voler, ne pas dissiper, ni détourner le bien d'autrui, ne pas détruire les choses qui ne vous appartiennent pas, ne sont pas des devoirs spéciaux à l'état militaire. Si nous avons admis que le militaire qui refusait obéissance à son chef pouvait ne pas se rendre un compte exact de la gravité de sa faute, et qu'il y avait là une infraction sortant entièrement du droit commun et rentrant spécialement dans l'ordre des choses militaires, nous n'en saurions dire autant du vol, de l'abus de confiance, de l'incendie, de la destruction ; dans tous ces cas, l'homme est

averti par sa conscience de son devoir, et, avant d'entrer au régiment, la loi commune à tous les citoyens lui a rappelé ses obligations, a qualifié infractions les manquements qui pouvaient être commis, a prononcé des peines. Les éléments constitutifs du vol ou du détournement, les actes matériels qui entrent dans la commission d'un incendie ou d'une destruction seront toujours les mêmes ; et la nature des infractions demeure en toutes occasions identique. Mais l'élément militaire s'y ajoute quand ces crimes ou ces délits sont accomplis dans certaines conditions spéciales, la nature et la destination des objets sur lesquels portent les infractions, l'importance du préjudice et des conséquences possibles de ces actes doivent entrer en ligne de compte pour apprécier la gravité des faits, sont des éléments accessoires déterminant une sévérité plus grande dans la répression, des circonstances aggravantes des infractions de droit commun, au même titre que les circonstances spéciales et d'ordre militaire que nous avons rencontrées dans la personne des auteurs de délits communs ou dans la personne des victimes exposées au danger de les subir et d'en supporter les conséquences.

CHAPITRE VII

Des conséquences de l'aggravation des délits et des crimes de droit commun pour des motifs d'ordre militaire.

Au cours de notre travail nous avons établi qu'il existait trois catégories d'infractions pouvant se commettre à l'armée ; — en premier lieu, des infractions purement militaires, d'une nature propre, ne pouvant être commises par des citoyens ordinaires, n'ayant aucune analogie avec des infractions du droit commun, composées d'éléments constitutifs essentiellement militaires ; — en second lieu, des infractions de droit commun, qu'aucune raison militaire particulière ne paraît aggraver, si ce n'est la qualité de soldat qui appartiendra à leur auteur, laquelle pourra être envisagée soit comme une circonstance aggravante générale, soit comme une circonstance aggravante simplement judiciaire ; — enfin un certain nombre d'infractions qui, par leur nature, par leurs éléments constitutifs, appartiennent au droit commun, mais que des raisons d'ordre militaire viennent affecter dans leur gravité, qui sont commises par des militaires, ou contre des personnes qu'un état de choses militaire expose à de plus grands dangers, ou qui occasionnent un dommage d'une importance et d'une nature exceptionnelles parce qu'elles mettent en péril les forces de l'armée, et les moyens d'action et de défense de la nation. Le premier groupe d'infractions

tions continue à former un droit exceptionnel, prolongement des règlements disciplinaires et des pouvoirs répressifs laissés aux chefs militaires. Mais les deux autres groupes n'existent plus comme législation propre, ils rentrent dans le droit commun ; ou plutôt dans une revue des infractions prévues par le code pénal il suffira de prévoir, dans les cas et dans la mesure où on le jugera nécessaire, les circonstances militaires aggravantes.

Par ce procédé nous arrivons non pas seulement à une fusion matérielle de tous les délits militaires et de droit commun en un seul code, comme l'a fait le projet voté par la Chambre des députés, mais à l'existence d'un code unique et homogène.

Le projet, en effet, a bien pu placer dans le code pénal des infractions comme le refus d'obéissance, l'abandon de poste ou le sommeil en faction, il n'a pu néanmoins leur donner l'apparence de délits d'ordre général, et, comme par le passé, elles demeureront purement militaires et en marge du code de droit commun. Et d'un autre côté, comment envisager l'existence simultanée dans un même code, qui est le code de tous les citoyens de deux infractions semblables par leur nature, prévues en deux endroits différents, parce que dans un cas les circonstances dans lesquelles le délit s'est accompli étaient d'ordre militaire ? Il n'existe aucun intérêt à ce que la loi prévoit deux vols : l'un pour tous les citoyens, l'autre spécialement réservé aux militaires, alors que seules les circonstances accessoires sont militaires dans le second et qu'elles affectent l'infraction sans la modifier, alors surtout qu'on reconnaît dans la vie commune et civile des circonstances du même genre comme simplement aggravantes du vol simple ; il en est de même de l'abus de confiance, des détournements, des destructions, des faux, des falsifications de denrées et substances. Toutes ces infractions existent en droit commun, et il n'est point besoin de les prévoir une seconde fois, il suffit de ne jamais oublier de tenir compte des conditions particulières dans lesquelles elles

sont commises pour prononcer une peine qui réponde à la gravité du fait tel qu'il s'est produit.

Grâce à ce système nous réalisons ainsi l'unité la plus complète du droit pénal français sans jamais sacrifier, ni diminuer en quelque manière que ce soit l'intérêt de l'armée, sans méconnaître d'aucune façon la nécessité de la discipline, la grandeur et la dignité du devoir militaire.

Dès lors, les conséquences pratiques apparaissent considérables ; c'est l'application générale des principes du droit commun, — sauf pour les dispositions purement militaires que nous avons été forcé de placer à part, — aussi bien aux crimes et aux délits commis à l'armée qu'à ceux qui sont commis dans la vie commune. M. Chéron, sous-secrétaire d'Etat de la guerre, signalait ces conséquences comme résultant du projet qui était soumis à la discussion de la Chambre des députés, et qui cependant ne possédait que l'unité matérielle et apparente, non l'unité réelle et foncière : « Application des règles ordinaires de la complicité, indivisibilité du crime et du délit, indivisibilité de la procédure, application de toutes les lois pénales de droit commun, mise en liberté provisoire ; application complète de la loi du 26 mars 1891 sur le sursis ; et il faut ajouter encore l'unification du système des circonstances atténuantes, l'extension des voies de recours, la libération conditionnelle » (1).

N'ayant pas voulu ici nous occuper de la question de compétence, non plus que de celle de la procédure ou de celle qui concerne les pénalités et leur mode d'exécution, pour nous tenir exclusivement dans le domaine du droit pénal pur, nous examinerons seulement dans ce chapitre les conséquences du système proposé, par rapport à quatre questions : celle de la complicité, celle des circonstances atténuantes, celle de la récidive celle enfin du sursis à l'exécution des peines. Ces quatre

(1) Discours prononcé à la séance du 16 mars 1909, *J. Off.* du 17, compte rendu, p. 746, colonne 3.

points feront l'objet de quatre sections ; nous espérons faire ressortir à propos de chacun d'eux la simplification sur le système ancien et par conséquent le progrès réalisé dans l'œuvre législative.

SECTION I. — De la complicité.

La complicité est la participation volontaire à un fait principal punissable qualifié par la loi crime ou délit, participation réalisée par un des moyens définis par la loi (1). Les règles fondamentales de la complicité sont établies par le code pénal dans ses articles 59 à 63 ; ils prévoient la complicité par provocation, par instructions ou par fourniture des moyens d'exécution, c'est-à-dire la complicité par des faits antérieurs à l'acte (2) ; en second lieu, la complicité par aide ou assistance, c'est-à-dire la complicité par des faits concomitants à l'acte principal (3) ; enfin la complicité par des faits postérieurs à l'acte, notamment par recel (4).

Quel que soit le mode de la participation qui ait été prise à un acte punissable, il y a un fait de complicité. Sont complices tous ceux qui prennent une part, jouent un rôle, collaborent à l'exécution d'un crime ou d'un délit, sans exécuter matériellement et directement ce crime ou ce délit. Mais au regard de la loi pénale française il n'y a qu'un seul crime ou qu'un seul délit ; c'est l'acte de l'auteur principal qui définit l'infraction, qui dicte la répression, tous les complices, tous ceux qui ont participé à cet acte, empruntent la criminalité de l'auteur principal et possèdent aux regards de la loi la même responsabilité, et la même peine doit par suite leur être applicable.

Il résulte de ces principes que le complice est puni de la

(1) Comp. R. Garraud, *Précis de droit criminel*, 8^e édition, p. 374.

(2) Code pénal, art. 60, § 1 et 2.

(3) Code pénal, art. 60, § 3.

(4) Code pénal, art. 62.

même peine que l'auteur principal (1), ce qui ne veut pas dire que la peine infligée au complice sera identique à celle que les juges prononceront contre l'auteur principal ; ce qui ne veut pas dire non plus que le complice sera puni de la peine qui lui serait applicable s'il était auteur principal ; mais ce qui veut seulement dire que le juge devra faire application au complice, en usant de la liberté d'appréciation et des pouvoirs d'adaptation de la peine à chaque délinquant que lui laisse la loi, de la même peine que la loi prononce pour l'acte de l'auteur principal dans les conditions où cet acte a été accompli.

Si donc le fait pour lequel on poursuit l'auteur principal apparaissait au cours des débats comme ne tombant pas sous les dispositions répressives de la loi pénale, comme ne constituant pas une infraction punissable, le complice ne pourrait pas plus être condamné que l'auteur principal, combien même il aurait eu l'intention de participer à une infraction punissable ; il n'appartient pas aux lois humaines de rechercher les pensées et les intentions qui ne se révèlent par aucun acte extérieur punissable, pour infliger des châtimens. De même si le complice a voulu participer et collaborer à l'accomplissement d'un crime, d'un meurtre par exemple, et que l'acte accompli par l'auteur principal ne soit qu'un délit, des coups et blessures, le complice ne sera puni que pour le délit réalisé et non pour le crime voulu. Mais si le complice n'avait voulu coopérer qu'à un délit et que l'acte accompli soit un crime, s'il n'avait voulu, par exemple, coopérer qu'à un délit de coups et blessures et que l'infraction commise soit le crime de meurtre, les peines qui lui seront applicables seront celles du crime commis par l'auteur principal et non celles du délit pour lequel il avait seulement voulu donner son concours. Il y a unité d'infraction : on ne saurait donc trouver dans un même fait

(1) Code pénal, art. 59.

accompli, un crime chez l'auteur principal, un délit chez le complice ; ce dernier emprunte la criminalité de l'auteur et doit être puni de la même manière et dans les mêmes conditions.

Les circonstances aggravantes prévues par la loi qui modifieraient la culpabilité du complice s'il était auteur principal de l'infraction, sont sans influence sur la culpabilité de l'auteur principal et même sur celle du complice. C'est ainsi que le fils qui n'est que complice du meurtre de son père, n'est pas punissable des peines du parricide, mais seulement des peines du meurtre, alors que, s'il avait accompli lui-même le crime, il aurait été puni comme parricide.

Les circonstances aggravantes qui viennent affecter l'action punissable de l'auteur principal, rejaillissent sur le complice, en vertu du principe de l'emprunt de la criminalité de l'auteur principal. Cependant il importe ici de distinguer : les circonstances aggravantes sont réelles ou personnelles ; réelles, elles affectent l'infraction elle-même, elles sont tirées de la nature des moyens mis en œuvre pour réaliser l'infraction ; or, en prêtant son concours à un acte criminel, le complice a par avance accepté l'emploi de tous moyens propres à atteindre le but voulu, il est juste qu'il subisse toutes les conséquences de ce qui a été accompli ; personnelles au contraire, les circonstances aggravantes n'affectent que la culpabilité individuelle de celui en qui elles se rencontrent, et il est difficilement admissible que le complice puisse être condamné plus sévèrement parce que l'une de ces circonstances se rencontrait dans la personne de l'auteur principal. La jurisprudence admet bien cette réserve pour la circonstance aggravante que constitue la récidive, et n'aggrave en ce cas la pénalité que dans la personne en qui elle se rencontre ; mais pour les autres circonstances aggravantes personnelles à l'auteur, elle estime qu'elles modifient l'acte accompli lui-même dans sa nature, sa qualification ou sa gravité et que par conséquent il n'est pas possible,

en présence des termes absolus de l'article 59 du code pénal, de décider que le complice n'emprunte pas en ce cas toute la criminalité de l'auteur principal, et ne doit pas être puni de la peine applicable à celui-ci. Cette interprétation est beaucoup trop rigoureuse, étant donné surtout que la jurisprudence ne tient pas compte de l'ignorance dans laquelle se trouvait le complice de l'existence d'une circonstance aggravante personnelle chez l'auteur de l'infraction (1).

Telle est en résumé la théorie générale de la complicité d'après le code pénal.

Dans les lois militaires, si les principes généraux du droit commun s'appliquent à la complicité en ce qui touche les infractions non spécialement prévues par ces lois et pour lesquelles on applique purement et simplement les dispositions du code pénal ordinaire, et en ce qui regarde les infractions essentiellement militaires qui ne font pas l'objet des prévisions de la loi pénale ordinaire (2), il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit des infractions qui ont fait l'objet des prévisions des codes de justice militaire, bien qu'elles se retrouvent dans le droit commun dégagées des circonstances militaires qui les entourent dans ce code. La règle, en ce qui concerne ces infractions, est formulée dans l'article 196 du code de l'armée de terre (3) : dans les cas de complicité, « le tribunal compé-

(1) Il importe de noter les dispositions spéciales de l'article 63 du code pénal en ce qui touche les recéleurs ; la peine de mort, quand elle est applicable aux auteurs principaux, est remplacée pour eux par la peine des travaux forcés à perpétuité ; — et de plus les peines des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation ne leur seront applicables que s'il ont connu au moment du recel les circonstances réelles ou personnelles qui exposaient les auteurs aux peines de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation ; au cas contraire ils ne sont punis que des travaux forcés à temps.

(2) Art. 197 du code de justice militaire (armée de terre) ; art. 254 du code de justice militaire (armée de mer).

(3) Art. 253 du code de l'armée de mer.

tent applique aux militaires et aux individus assimilés aux militaires les peines prononcées par les lois militaires, aux individus appartenant à l'armée de mer les peines prononcées par les lois maritimes, et à tous autres individus les peines prononcées par les lois ordinaires, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par une disposition expresse de la loi. »

L'exception annoncée par cet article est contenue dans l'article 268 du même code (1), elle vise la complicité de non-militaires à certains actes déterminés : incendie d'édifices militaires, destruction d'édifices ou bâtiments militaires par d'autres moyens que l'incendie ou l'explosion d'une mine, destruction de matériel de guerre ou d'approvisionnements, destruction ou bris d'armes ou d'effets d'habillement, d'équipement ou de casernement, destruction de registres, minutes ou actes originaux de l'autorité militaire ; et dans tous ces cas les principes du droit commun retrouvent leur application.

Dans les autres catégories d'infractions, telles que les faux, les vols, les détournements, les meurtres, accomplis dans des circonstances d'ordre militaire, on se trouve en présence d'une situation vraiment anormale. On maintient l'unité de l'infraction commise, tous ceux qui y ont coopéré, auteurs et complices, ont participé au même acte punissable, qualifié crime ou délit, et y ont participé volontairement, c'est pourquoi lorsque des civils et des militaires se trouvent ensemble poursuivis pour l'un de ces actes que la loi militaire a prévus d'une manière particulière, tous sont renvoyés devant la juridiction civile, cour d'assises ou tribunal correctionnel (2) ; et ce ne sera pas la pénalité applicable d'après le droit commun qui déterminera la compétence entre ces deux juridictions, mais

(1) Code du 9 juin 1857, art. 268 : « Dans les cas prévus par les articles 251, 252, 253, 254 et 255 du présent code, les complices même non militaires, sont punis de la même peine que les auteurs du crime ou du délit... »

(2) Code du 9 juin 1857, art. 76 ; Code du 4 juin 1858, art. 103.

elle sera fixée par la pénalité la plus forte prononcée soit par la loi ordinaire, soit par la loi militaire (1). Ainsi le civil, complice de l'acte d'un militaire, qualifié par la loi militaire, entraîne celui-ci devant la juridiction commune, mais la juridiction de droit commun compétente sera celle que déterminera l'infraction dans sa qualification la plus grave.

Mais, ceci posé, il ne faut pas pousser plus loin les conséquences de l'unité de l'infraction. Devant le juge, l'infraction unique se divise dès qu'il s'agit de fixer les peines applicables à ceux qui y ont donné leur concours : aux militaires on appliquera les peines déterminées par la loi militaire, aux non militaires les peines fixées par la loi ordinaire.

Si l'on envisageait, comme nous l'avons fait, les éléments militaires des infractions de droit commun insérées dans les codes militaires comme de simples circonstances aggravantes, on comprendrait fort bien que, dans tous les cas où ces circonstances tiennent exclusivement à la personne de l'auteur ou du complice de l'infraction, à sa qualité de militaire, elles n'entraînent aucune conséquence et ne soient pas applicables aux non-militaires ; il n'y aurait là qu'une application mesurée et sage des principes communs, bien que non conforme à l'interprétation rigoureuse de la jurisprudence. Mais du moment où l'on veut voir dans toutes les infractions prévues par les codes militaires des crimes et des délits spéciaux, le système de répression des complices non militaires ne se comprend plus. On qualifie leur participation de complicité à une infraction que l'on prétend militaire quant à ses éléments constitutifs, ils empruntent à cette infraction toute leur criminalité, et néanmoins on leur fait application de la peine prononcée pour un délit de droit commun que l'on considère comme absolument différent de l'infraction commise. La logique voudrait ou bien qu'on appliquât ici, comme pour les crimes et délits militaires n'ayant d'analogies avec aucune

(1) Voir à cet égard, Aix, 4 janvier 1900, Sirey, 1901, 2, 144.

infraction réprimée par le droit commun, les règles fondamentales de la complicité et que le complice civil d'un délit militaire quel qu'il fût, se vit appliquer la même peine que celle encourue par l'auteur principal ; ou bien qu'on distinguât nettement les infractions commises par chacun de ceux qui y ont participé, déférant aux juges militaires et punissant des peines du code militaire le soldat auteur de l'infraction militaire, déférant aux juges ordinaires et punissant des peines prévues par les lois ordinaires les civils coupables d'une infraction de droit commun.

Prenons pour exemple un vol commis par un militaire non comptable au préjudice de l'Etat ou d'autres militaires avec la complicité d'un civil. D'après les règles posées par la loi militaire, le civil est complice d'un vol dit militaire, il entraîne néanmoins l'auteur principal devant la juridiction ordinaire, mais le vol militaire étant un crime, aux termes de la loi militaire, la juridiction compétente sera la cour d'assises ; mais dans l'application des peines à chacun des délinquants la cour infligera la réclusion au militaire, parce qu'auteur d'un vol militaire puni de cette peine par le code de l'armée, et au civil, complice de ce même fait, seulement une peine correctionnelle en vertu de l'article 401 du code pénal (1). En appliquant les règles ordinaires de la complicité, on aurait puni le complice civil de la même peine que celle prononcée contre l'auteur principal militaire, c'est-à-dire de la peine de la réclusion. Enfin puisque l'on considère le vol militaire comme une infraction distincte du vol ordinaire, comme une infraction possédant des éléments constitutifs différents, et puisque d'autre part on ne veut pas appliquer au complice les peines qui s'appliquent à l'infraction commise, puisqu'on abandonne ici la théorie de l'emprunt de la criminalité de l'acte de l'auteur

(1) Voir Besançon, 10 juin 1891, Sirey, 92, 2, 49 (arrêt analysé ci-dessus pages 142 et suiv.) ; — Voir aussi Cass., 20 octobre 1900, Sirey, 1903, 1, 543.

principal, il fallait distinguer deux infractions et en punissant le militaire pour le vol militaire par lui commis, déclarer le complice de ce vol coupable d'une infraction particulière, le punir pour sa complicité envisagée comme délit spécial puni des mêmes peines que le vol de droit commun.

De ces trois systèmes en présence, quand on envisage toutes les infractions prévues par les codes militaires comme des délits propres et exclusivement militaires, celui qui fut adopté par les lois de 1857 et de 1858 est le plus illogique et le plus contraire aux principes du droit.

Le projet de loi voté par la Chambre donne à tous ces délits une place matérielle dans le code pénal, mais il ne cesse pas de les considérer comme délits spéciaux. Le vol militaire existe toujours et ne se confond pas avec le vol ordinaire, il en est de même des détournements, des destructions, des falsifications commises à l'armée. Un grand progrès se trouve réalisé sur le point dont nous nous occupons ici ; ce sont, en effet, les règles ordinaires de la complicité qui s'appliquent désormais et le complice civil d'un vol militaire ou de l'une des infractions prévues par l'article 25 du projet, est puni désormais de la même peine que l'auteur principal.

Mais cette conséquence n'est pas à l'abri de toute critique au point de vue pratique. Dans beaucoup de cas, en effet, la raison qui a fait prévoir spécialement par le législateur telle ou telle infraction tient à la qualité de militaire de l'auteur de l'infraction, et, par le jeu des principes réglant la complicité, le civil qui a participé à l'acte coupable emprunte à l'auteur principal cette qualité qui est exclusivement personnelle ; tandis que si le non militaire avait été auteur principal, il n'eût été puni que conformément aux dispositions ordinaires de la loi pénale, et que même le militaire complice eût bénéficié de cette situation. C'est là, si on veut y regarder de près, la consécration législative du système de la jurisprudence en ce qui

concerne l'interprétation de l'article 59 du code pénal dans le cas de circonstances personnelles aggravantes. Mais si cette jurisprudence est critiquable et a été vivement critiquée, il est toujours possible d'espérer qu'elle reviendra sur ses propres décisions et adoptera d'autres principes ; au lieu que la loi qui établit un tel système mérite des attaques d'autant plus fortes qu'elle s'impose aux juges et qu'on ne peut espérer une interprétation plus raisonnable.

Avec le système que nous proposons, ces inconvénients disparaissent : il n'y a plus dualité d'infractions, nous ne reconnaissons qu'un délit de vol ou d'abus de confiance, qu'un crime de faux ou de meurtre, mais nous disons que ces infractions commises dans certaines circonstances d'ordre militaire prennent un caractère de gravité exceptionnel, nous disons qu'il y a lieu de prévoir des circonstances aggravantes d'ordre militaire. Ces circonstances aggravantes seront comme en droit commun réelles ou personnelles ; réelles, elles affecteront la criminalité du fait accompli et devront avoir une influence sur la pénalité à appliquer à tous ceux qui y ont coopéré, auteurs et complices, militaires ou non militaires ; personnelles, elles affectent seulement la criminalité des délinquants et doivent en principe demeurer propres à ceux en qui elles se rencontrent, ce sera le rôle de la jurisprudence de déterminer ici comme en droit commun l'influence de ces circonstances aggravantes à l'égard du complice.

Et, si l'on y prend garde, on constate que cette distinction est en germe dans la loi de 1857. Après avoir dit que les complices non militaires d'infractions prévues par la loi militaire ne seraient punissables que des peines prononcées contre les infractions correspondantes du droit commun (1), il revient, nous l'avons vu, aux règles ordinaires de la complicité dans

(1) Code du 9 juin 1857, art. 196 (V. ci-dessus, p. 189.)

certains cas limitativement énumérés (1). Or, dans tous ces cas, le motif de la prévision spéciale de la loi, le motif de l'aggravation des peines est tiré de la nature et de l'importance du préjudice, la raison est dans ce fait que ces infractions portent atteinte et compromettent l'intérêt général du pays, et la sécurité de la défense nationale, dans les conditions spéciales où elles sont commises ; autrement dit, les circonstances qui affectent ces infractions et les aggravent sont réelles et doivent entraîner des conséquences pour tous ceux qui y ont participé.

Ainsi donc le système qui consiste à envisager les éléments militaires qui s'ajoutent aux infractions de droit commun comme des circonstances aggravantes de ces infractions, a le mérite d'unifier la loi pénale et de n'appliquer qu'une règle générale pour la complicité ; et en outre, il ne rompt pas avec les principes historiques contenus dans les lois antérieures.

SECTION II. — Des circonstances atténuantes.

Le dix-neuvième siècle s'est préoccupé d'une manière continue au point de vue du droit pénal d'individualiser les peines, de laisser au juge une liberté assez grande dans l'application des articles de la loi afin qu'il puisse, selon l'appréciation qu'il fera des intentions du délinquant, de sa moralité générale, de sa vie, des circonstances qui auront entouré l'accomplissement de son acte coupable, de l'utilité pratique et de l'efficacité moralisatrice de la peine qu'il prononcera, abaisser, même au dessous du minimum, la pénalité prévue par le texte à appliquer, et modérer ainsi suivant les cas les rigueurs des dispositions de la loi. Le rôle et la place des circonstances atténuantes dans nos lois n'ont cessé de grandir, en sorte qu'il est permis de dire qu'on en est presque revenu au système des peines arbitraires, mais, comme le fait très justement remarquer M. Gar-

(1) Code du 9 juin 1857, art. 268 (V. ci-dessus, p. 190).

raud, « de nos jours, c'est dans un intérêt d'adoucissement dégénérant presque en impunité, qu'on a établi l'arbitraire des peines, tandis que, dans notre ancien droit, il avait été constitué dans une pensée d'intimidation qui allait jusqu'à la cruauté » (1).

Il est intéressant de remarquer que c'est dans une loi de justice militaire qu'apparaît pour la première fois le système des circonstances atténuantes. Le décret du deuxième jour complémentaire de l'an III (18 septembre 1795) qui instituait des conseils militaires en remplacement des tribunaux correctionnels et criminels militaires, permet en effet aux juges, dans son article 20, de commuer et même de diminuer les peines portées au code pénal militaire « suivant les circonstances qui atténueraient la gravité du délit » (2). Les lois militaires qui suivirent ne reproduisirent aucune disposition analogue, et si les codes de 1857 et de 1858 donnèrent place aux circonstances atténuantes dans leurs dispositions, nous verrons bientôt dans quelle mesure.

Les circonstances atténuantes sont illimitées et indéfinissables ; le juge les prononce et en fait application dans la détermination de la nature et du degré de la peine qu'il prononce, sans fournir de motifs ; il y a dans sa décision le résultat de l'appréciation des faits par sa conscience, l'expression d'un sentiment personnel d'indulgence ou de pitié, l'intention de moraliser davantage par une clémence plus grande, nul n'a le droit de lui demander ses raisons.

Le mécanisme de l'application des circonstances atténuantes, leur influence sur la pénalité, sont organisés par l'article 463 du code pénal et par l'article 483 du même code qui, en matière de contraventions, renvoie au premier. En matière criminelle, l'article 463 s'applique dans tous les cas, que les infrac-

(1) R. Garraud, *Précis de droit criminel*, 8^e édition, p. 336.

(2) Sirey, *Lois annotées*, premier volume, p. 350.

tions soient prévues par le code pénal ou par des lois spéciales, à moins que ces lois ne le permettent pas, ce qui est le cas pour les codes de justice militaire ; en matière correctionnelle et de simple police, au contraire, seules les infractions prévues par le code pénal peuvent bénéficier des dispositions de l'article 463 quand il existe des circonstances atténuantes ; les lois spéciales doivent prévoir d'une manière expresse l'application de ces dispositions pour profiter des avantages qu'elles accordent.

L'existence de circonstances atténuantes reconnue par le jury ou les juges a pour conséquence un abaissement dans le degré de la pénalité applicable à l'infraction commise. En matière criminelle, cet adoucissement des peines se produit à deux degrés : la juridiction qui doit prononcer la peine est obligée de descendre d'un degré dans l'échelle des peines soit politiques, soit de droit commun, selon qu'il s'agit d'un crime politique ou de droit commun, et sans pouvoir passer d'un ordre de peines à l'autre, et de plus, sauf exception, elle peut descendre d'un second degré, poussant à son comble l'adoucissement de la répression. Mais lorsque l'abaissement de pénalité conduit à la substitution des peines correctionnelles aux peines criminelles, la loi fixe une limite à la clémence, et c'est ainsi que l'article 463 dispose que, si la peine applicable était celle des travaux forcés à temps, la peine réduite par l'existence de circonstances atténuantes sera celle de la réclusion ou même celle de l'emprisonnement sans que la durée de cette dernière puisse être inférieure à deux années (1) ; si la peine applicable était la réclusion, la détention, le bannissement ou la dégradation civique, on appliquera la peine de l'emprisonnement sans pouvoir descendre au-dessous du minimum d'une année (2).

Dans tous les cas où les peines applicables sont celles de

(1) Code pénal, art. 463, § 6.

(2) Code pénal, art. 463, § 7.

l'emprisonnement ou de l'amende, les juges qui reconnaissent l'existence de circonstances atténuantes, ont la faculté d'abaisser ces peines même au-dessous de six jours et même au-dessous de seize francs, ils peuvent de plus substituer l'amende à l'emprisonnement, les peines de simple police formant le dernier degré de la clémence (1). Lorsque l'amende est substituée à l'emprisonnement, et que cette dernière peine était seule prononcée par le texte applicable, le maximum de cette amende ne peut dépasser trois mille francs (2).

Une infraction peut être prévue d'une manière particulière et punie d'une façon plus rigoureuse par la loi pénale à raison des circonstances qui l'aggravent ; et d'un autre côté le juge peut reconnaître en faveur du coupable l'existence de circonstances atténuantes. En ce cas l'aggravation des peines doit précéder l'atténuation : les circonstances aggravantes, en effet, qu'elles soient réelles ou personnelles sont examinées à propos de l'infraction commise, la répression de tel délit ou de tel crime est aggravée parce qu'il a été commis dans des conditions spéciales de temps ou de lieu, parce que tels moyens ont été employés, parce que le préjudice causé était de telle nature ou de telle importance, parce que l'auteur avait telle qualité, occupait telle situation spéciale ; tous ces éléments entrent donc en ligne de compte pour la détermination de la peine à appliquer. Les circonstances atténuantes au contraire ne se rapportent pas forcément à l'infraction elle-même, les juges les trouveront dans l'impression générale que leur produit l'inculpé, dans sa conduite passée, dans ses souffrances, dans ses regrets, dans ses bonnes résolutions. Ces éléments n'affectent en rien l'infraction et ne doivent en conséquence, être pris en considération, que lorsque la peine applicable au fait commis a été déterminée.

Il existe une circonstance aggravante d'une espèce particu-

(1) Code pénal, art. 463, § 9 (Décret du 27 novembre 1870).

(2) Code pénal, art. 463, § 10 (Loi du 26 octobre 1888).

lière qui n'affecte pas l'infraction commise mais est tirée des antécédents judiciaires du coupable : c'est la récidive. Or nous avons vu que si les circonstances atténuantes peuvent être, elles aussi, tirées du passé d'un délinquant, elles peuvent également se rencontrer dans l'accomplissement même de son acte, ou encore dans ses remords ou les espérances d'amendement qu'il donne. Il semblerait dans ces conditions que l'atténuation des peines dût ici précéder l'aggravation déterminée par l'état de récidive. Mais en présence du texte formel de l'article 463 du code pénal, qui dit que l'atténuation portera sur les peines prononcées par la loi contre les coupables, la jurisprudence n'a pu adopter ce système ; ce faisant, elle s'est conformée du reste aux principes généraux de notre droit qui regardent les circonstances atténuantes comme un moyen de corriger les conséquences de la loi pénale, et d'adoucir leur rigueur excessive, et par conséquent exigent que la peine applicable soit d'abord déterminée en tenant compte de tous les éléments constitutifs de l'infraction, de toutes les circonstances qui l'aggravent, ou qui augmentent la culpabilité particulière ou générale de l'auteur.

Les codes de justice militaire du second empire n'avaient pas écarté systématiquement l'application des circonstances atténuantes, mais ils avaient réglé d'une façon toute spéciale les cas où elles pourraient être appliquées. Lorsque des non-militaires sont inculpés soit d'un délit de droit commun, soit d'une infraction prévue spécialement par le code militaire, quelle que soit la juridiction compétente, il peut leur être fait application de l'article 463 du code pénal (1). S'il s'agit de militaires, il

(1) Code du 9 juin 1857, art. 198 ; code du 4 juin 1858, art. 256. Ce dernier article, plus explicite que le premier, sert de commentaire à celui-ci (Circulaire du garde des sceaux, 10 août 1858). Art. 256 : « Lorsque des individus n'appartenant ni à l'armée de mer, ni à l'armée de terre sont traduits, soit devant un tribunal de la marine, soit devant les tribunaux ordinaires pour des faits prévus par le présent code, il peut leur être fait application de l'article 463 du code pénal ordinaire ».

faut distinguer :— ou bien ils sont poursuivis pour des crimes ou des délits prévus exclusivement par la loi pénale ordinaire, en vertu du renvoi général fait à la loi commune par le code militaire pour toute infraction qu'il n'a pas prévue, en ce cas le juge peut admettre en faveur de ces militaires les circonstances atténuantes et appliquer les dispositions de l'article 463 du code pénal (1);— ou bien ils sont poursuivis pour des crimes ou délits spécialement prévus par la loi militaire, et dans ce cas ce sont les dispositions de cette loi qui s'appliquent, et les circonstances atténuantes ne peuvent être admises que dans les cas et de la manière où elles ont été spécialement prévues par elle. Les infractions prévues et réprimées par les codes de justice militaire se divisent, au point de vue qui nous occupe ici, en deux catégories : celles où sont admises les circonstances atténuantes et celles où elles ne le sont pas. Dans la première catégorie rentrent les infractions nettement et exclusivement militaires, qui portent à la discipline une grave atteinte, qui répondent à des devoirs propres du soldat : pour ces infractions c'est le régime de rigueur ne comportant pas la possibilité d'un adoucissement. « Toute disposition, disait M. Langlais (2), qui donnerait au soldat la croyance qu'il peut compter sur l'indulgence ou la faiblesse des juges et qu'il ne sera puni que d'une peine amoindrie s'il commet tel ou tel délit, serait funeste à l'armée et à la discipline absolue, qui la maintient et fait sa force. C'est l'intimidation que l'on doit toujours avoir en vue, parce qu'elle va droit au but et qu'elle seule peut produire de salutaires effets. » Dans la seconde catégorie, au contraire, rentrent des infractions qui n'ont rien d'exclusivement militaire et ne sont au fond que des crimes et des délits de droit commun : pour elles les circonstances atténuantes ont la même raison d'être que dans la loi ordinaire. La loi militaire n'a pas déclaré que dans ces cas on

(1) Code du 9 juin 1857, art. 267 ; code du 4 juin 1858, art. 364.

(2) Code du 9 juin 1857, Rapport au Corps législatif, Sirey, *Lois*, 1857, p. 84, col. 2.

ferait application de l'article 463 du code pénal, mais elle a prévu pour chacun d'eux le degré d'atténuation des peines. D'une manière générale ce sont les principes du droit commun que nous retrouvons ici : aux travaux forcés à temps on substitue la réclusion et même on peut descendre à l'emprisonnement avec un minimum de deux ans (1) ; à la réclusion est substituée la peine d'emprisonnement avec minimum d'un an (2). Mais dans certains cas l'adoucissement se fait d'une manière spéciale : lorsque la peine prononcée est la mort avec dégradation militaire on descend immédiatement aux travaux forcés à temps, supprimant le premier degré d'adoucissement (3) ; parfois le minimum de la peine applicable quand il existe des circonstances atténuantes est plus élevé qu'en droit commun, c'est ainsi que nous trouvons comme second degré d'adoucissement des travaux forcés à temps la peine de l'emprisonnement avec un minimum de trois années au lieu de deux (4), et un minimum de deux années d'emprisonnement dans un cas où serait applicable la peine de la réclusion (5) ; ailleurs nous constatons un seul degré d'abaissement dans la peine des travaux forcés à temps (6) ; la peine de la dégradation militaire qui correspond à peu près à celle de la dégradation civique est adoucie

(1) Destruction d'édifices (code de 1857, art. 252 ; code de 1858, art. 337) ; faux (code de 1857, art. 257 ; code de 1858, art. 349) ; soustractions par militaires (code de 1857, art. 263 ; code de 1858, art. 366). — Comparer code pénal, art. 463, § 6.

(2) Vol par un non comptable (code de 1857, art. 248 ; code de 1858, art. 331) ; pillage (code de 1857, art. 250 ; code de 1858, art. 335) ; falsification de denrées (code de 1857, art. 265 ; code de 1858, art. 368). — Comparer code pénal, art. 463, § 7.

(3) Pillage (code de 1857, art. 250 ; code de 1858, art. 335) ; incendie (code de 1857, art. 251 ; code de 1858, art. 336). — Comparer code pénal, art. 463, § 2.

(4) Vol par comptable (code 1857, art. 248 ; code 1858, art. 331) — Comp. code pénal, art. 463, § 6.

(5) Destruction d'actes de l'autorité militaire (code de 1857, art. 255 ; code de 1858, art. 346). — Comp. code pénal, art. 463, § 7.

(6) Pillage (code 1857, art. 250 ; code 1858, art. 335). — Comp. code pénal, art. 463, § 6.

avec plus de clémence (1) ; enfin la peine correctionnelle des travaux publics qui est une peine exclusivement militaire, possède naturellement un mode spécial d'abaissement (2).

Tel était l'ensemble du système d'atténuation des peines dans les codes militaires avant 1901. Une proposition de loi avait été déposée au Sénat afin de permettre l'application des circonstances atténuantes aux infractions prévues par les articles 221, 222 et 223 du code de justice militaire pour l'armée de terre et par les articles correspondants du code de l'armée de mer : il s'agit dans ces dispositions des voies de fait commises par des militaires ou marins envers leurs supérieurs (3). Au cours des travaux de la commission sénatoriale chargée de l'examen de cette proposition de loi, la réforme qui n'était que fort modeste dans sa teneur première, prit des proportions considérables, et devint la loi du 19 juillet 1901 (4).

Cette loi dispose qu'en temps de paix les circonstances atténuantes pourront être admises pour tous les crimes et délits prévus par les codes de l'armée de terre et de l'armée de mer, sauf pour ceux auxquels elles pouvaient déjà s'appliquer d'après ces codes. Elle détermine en outre les procédés et les limites de l'atténuation en ce qui concerne les peines exclusivement militaires, et la substitution de l'amende à l'emprisonnement. Cette loi est loin d'échapper à toute critique. Elle renverse sans y penser tout l'édifice des codes de justice militaire : là où ces codes avaient refusé l'application des circonstances atténuantes, parce que l'intérêt supérieur de la discipline l'exigeait, la loi nouvelle les accorde de la même manière que le code de droit commun ; là où les codes militaires avaient cru possible de

(1) Corruption (code 1857, art. 261 ; code 1858, art. 354). — Comp. code pénal, art. 463, § 7.

(2) Destruction d'objets mobiliers (code 1857, art. 254 ; code 1858, art. 344).

(3) Proposition de loi de M. Victor Leydet, déposée le 24 juin 1897, *J. Off.*, Sénat, Doc. parl., janvier 1898, p. 474.

(4) V. Sirey, *Lois*, 1902, p. 293.

permettre un adoucissement des pénalités, tout en tenant compte des conditions spéciales dans lesquelles les délits étaient commis et des nécessités imposées par la vie militaire, la nouvelle loi n'apporte aucun changement et n'opère pas une fusion générale dans le droit commun. En sorte que c'est là où la sévérité s'impose le plus, où la peine doit être exemplaire toujours pour être efficacement préventive, c'est là même qu'on manifestera le plus de clémence. Le soldat qui, pendant le service à l'occasion du service, outrage son supérieur pourra ainsi n'être puni que de trois mois de prison (1),— mais le militaire qui dérobe un paquet de tabac ou quelque objet sans valeur à son camarade se verra condamner au minimum d'une année d'emprisonnement (2).

Il est vrai que le souci de maintenir une armée forte et disciplinée, de tenir compte de toutes les nécessités qu'imposent et la mission et l'organisation de cette armée, de ne toucher en conséquence à aucune disposition concernant l'armée qu'avec une réserve prudente, et des précautions infinies, s'efface pour nos législateurs modernes devant celui de ne porter en aucune occasion aucune atteinte aux droits individuels du citoyen, et de ne connaître sous l'uniforme militaire que le citoyen et non le soldat. On inscrit au frontispice des codes de justice militaire les mots de « justice, d'honneur et de patriotisme », et l'on soutient qu'ils suffisent « surtout pour une armée nationale composée de tous les citoyens (3) ». Nous ne pouvons admettre cette façon de voir; si ces grands sentiments, qui malheureusement ne sont souvent dans l'esprit de ceux qui les prononcent que des grands mots, peuvent suffire à une armée composée de volon-

(1) Comparer code de justice militaire (armée de terre), art. 224, § 1^{er}; et loi du 19 juillet 1901, art. 1, § 7.

(2) Comparer code de justice militaire (armée de terre), art. 248, § 3; et loi du 19 juillet 1901, art. 1^{er}, § 1.

(3) Loi du 19 juillet 1901, Rapport de M Bompard à la Chambre des députés, Sirey, *Lois*, 1902, p. 293, col. 2.

taires, à des soldats par vocation, ils sont insuffisants pour maintenir dans toute sa dignité et dans toute sa force une armée où tous les citoyens doivent entrer. Il y a pour beaucoup de ces soldats improvisés des devoirs inconnus, des obligations qu'ils ne comprennent pas, parce qu'ils sont en opposition absolue avec les principes de la vie civile, et d'un autre côté l'intérêt général de l'armée est d'autant plus compromis, le danger est d'autant plus grand, que plus nombreux sont ceux exposés à y manquer et à porter par leurs actes les plus graves atteintes à la discipline et à l'ordre de l'armée. Il n'est qu'un moyen de prévenir le mal, c'est d'inscrire pour toutes les infractions purement militaires des peines exemplaires, c'est de ne pas laisser escompter par les délinquants éventuels la clémence et la faiblesse des juges : la crainte doit retenir dans le devoir ceux qui ne sont pas assez pénétrés des hautes vertus que commande leur situation pour s'y maintenir par leurs seules forces. Et comme la discipline est la condition essentielle de l'existence de l'armée, comme il s'agit ici de l'intérêt et du salut de toute la nation, on ne saurait soutenir que les intérêts individuels des délinquants dussent être pris en considération, ni épargner avec une sensibilité déplacée un individu coupable, aux dépens de tout un peuple.

Ce n'est pas à dire qu'aucune modification n'était à apporter aux codes du second empire, mais il importe de conserver les principes qui les ont inspirés et qui tous du reste étaient les fruits de l'histoire militaire elle-même. Nous reconnaissons, avec M. Bompard (1), qu'il est difficile de s'expliquer pourquoi les circonstances atténuantes applicables au pillage ne le sont pas à la rébellion, pourquoi le vol peut être l'objet d'un adoucissement des peines et non le détournement d'effets militaires ou encore l'infidélité ou la prévarication.

Le projet de loi réformant la justice militaire fait disparaître

(1) Loi du 19 juillet 1901, Rapport, *eodem loco*.

l'anomalie grave que nous trouvions dans la loi de 1901 par l'unification générale du système des circonstances atténuantes. Le code pénal ordinaire renfermant désormais dans ses articles toutes les infractions quelles qu'elles soient, et même les crimes et délits purement militaires, les peines spécialement militaires comme les travaux publics ayant disparu, c'est dans tous les cas l'application de l'article 463. Les circonstances atténuantes ont partout leur place réservée, partout elles s'appliquent et de la même manière : il y a là une grande simplification dans notre législation pénale, et nous ne nous en plaindrions pas, si les intérêts militaires demeuraient indemnes.

Mais il n'en est pas ainsi ; on a conservé toute une liste d'infractions que l'on trouvait dans les lois militaires du passé, et qu'on n'a pas voulu supprimer par tradition, mais on n'a pas cherché si toutes pouvaient être traitées de la même manière, si toutes avaient la même nature. Or le régime qui convient à des infractions de droit commun convient-il à celles qui sont purement disciplinaires, qui sont propres à l'armée ? Le vol, le faux, la corruption sont des actes que réprouvent et la morale individuelle et la morale sociale, dans quelque circonstance que ces actes soient commis ; mais il n'en est pas de même du refus d'obéissance ou de l'abandon de poste, de la trahison ou de la désertion ; on demeure honnête homme, moralement parlant, en commettant ces actes criminels ; pour que ces faits soient punissables il faut qu'il existe une patrie et une armée, — mais aussitôt, ces actes, qui n'ont pas de réalité auparavant, se révèlent terriblement graves, car ils compromettent la constitution de l'armée et la sécurité de la patrie. Dès lors des infractions aussi extraordinaires et aussi importantes ne peuvent ni trouver leur place vraie dans le code de la société civile, ni se voir appliquer les mêmes principes moralisateurs. Il faut, pour maintenir une discipline ferme, condition d'une armée vaillante, des sanctions énergiques et inflexibles pour toutes les infractions contre la discipline.

Les circonstances atténuantes existeront toujours pour les infractions disciplinaires : l'homme devenu soldat est si mal préparé à obéir et à se soumettre, à pratiquer l'abnégation complète de lui-même pour participer avec entrain et intelligence à des plans qu'il n'a point conçus. Et lorsque les circonstances atténuantes paraîtront faire défaut, quand on se trouvera en face d'un homme qui refuse de se soumettre parce que justement il veut l'anéantissement de l'armée, on ne pourra lui reprocher d'avoir enfreint aucune loi morale qui s'impose à lui comme à tous, sans laquelle la société humaine ne peut exister ; on pourra seulement condamner une idée acceptée ou conçue par son esprit, et à laquelle il a conformé ses actes. Or la loi pénale n'atteint pas les idées mais seulement les actes, et ici on ne peut condamner ceux-ci que parce qu'on condamne celles-là.

Toutes les infractions essentiellement militaires doivent donc être sanctionnées d'une manière absolue sans adoucissement possible, les circonstances atténuantes ne sauraient exister pour elles. Il n'y a pas de milieu entre la réprobation des idées contraires au patriotisme et à la nécessité du maintien d'une armée forte, et la condamnation de tous actes portant atteinte à l'ordre de cette armée, à la grandeur de la patrie, et l'excuse générale de tous ces faits que nous qualifions de crimes de lèse-patrie, laquelle emporte approbation des idées qui les inspirent.

Il n'en est plus de même pour toutes ces infractions que nous avons regardées comme appartenant au droit commun, et comme simplement affectées dans leur gravité par des circonstances aggravantes d'ordre militaire. Les circonstances atténuantes retrouvent ici tout leur champ d'application, et elles doivent être admises dans les conditions mêmes où elles le sont en droit commun, et selon les mêmes règles d'adoucissement des peines. En maintenant une aggravation suffisante des pénalités prononcées pour chaque infraction, on assurera dans la loi une répression tenant suffisamment compte de la qualité de l'auteur du

crime ou du délit, du danger et du trouble spécial qu'il occasionne dans la société militaire où il vit d'une existence propre, des conséquences possibles de cet acte au point de vue de l'intérêt général, des nécessités disciplinaires tout en procurant l'administration d'une bonne justice individuelle et sociale.

Néanmoins nous pourrions exprimer ici un vœu, concernant l'application des circonstances atténuantes aux militaires pour toutes les infractions de droit commun dont ils peuvent se rendre coupables; il consisterait dans l'établissement d'une limite à l'indulgence; cette limite serait établie au point même où s'arrête le droit de punir donné aux chefs militaires. Les supérieurs pourraient ainsi, dans tous les cas où les actes commis seraient peu graves, ne pas poursuivre le délinquant devant les tribunaux, et par l'application des peines disciplinaires allant jusqu'au maximum de deux mois de prison, le corriger paternellement, sans qu'il en demeure trace dans le reste de son existence. Pour les faits graves, ou lorsque la peine disciplinaire se sera révélée inefficace, on poursuivra le coupable devant les juges, mais la sanction que ceux-ci prononceront ne pourra frapper le délinquant d'une peine moindre que n'aurait pu le faire le chef militaire, alors que ce moyen serait notoirement insuffisant ou inefficace.

On réaliserait ainsi la fusion dans le droit commun de tout ce qui rentre dans le droit commun, on appliquerait d'une façon générale tous les principes de la loi commune, et en même temps qu'on tiendrait un compte exact des circonstances spéciales qui entourent l'infraction commise et lui donnent un caractère de gravité particulière, on tiendrait compte des circonstances atténuantes tenant à la vie militaire et on se servirait des peines disciplinaires à la fois comme d'un moyen d'amendement et comme un procédé destiné à éviter à un homme dans un cas peu grave le passage en justice, et la trace que lui laisse pour l'avenir l'existence d'une condamnation sur son casier judiciaire.

SECTION III. — De la récidive.

Les lois édictent contre les individus qui commettent les crimes ou les délits qu'elles ont prévus des peines, afin de les corriger et de les ramener dans la voie du bien. La peine doit s'adapter à chaque délinquant et le juge qui la prononce doit apprécier à la fois tous les éléments de l'action commise, toutes les circonstances qui l'entourent, tout ce que révèle le coupable sur son propre compte au point de vue moral, pour déterminer le châtimement à la fois le plus juste et le plus efficace. C'est pourquoi, sans permettre aux juges de distribuer arbitrairement les pénalités, la loi leur laisse néanmoins une liberté assez grande qui leur permet selon les cas ou la rigueur ou la clémence.

Mais il est des situations générales qui révèlent chez tous les délinquants une culpabilité plus grave et plus certaine, en même temps qu'elles constituent un danger plus grand pour la société : elles consistent dans la réitération par le même agent de crimes ou de délits, après que celui-ci a été déjà une ou plusieurs fois averti par les pénalités qui lui ont été infligées. Ce fait de commettre de nouvelles infractions après une première condamnation, surtout dans un laps de temps assez court, s'appelle la récidive.

La récidive montre que le délinquant n'a pas fait son profit de la première sanction prononcée contre lui, que la peine infligée est restée inefficace pour son amendement, et que par conséquent il est nécessaire de l'aggraver. Mais si la récidive se produit dans des infractions particulièrement graves, ou un grand nombre de fois à propos du même délit, le délinquant ne peut plus être considéré comme un criminel d'occasion dont on peut espérer la guérison morale, mais comme un criminel d'habitude, comme un professionnel de tel délit, comme un homme taré, incurable, et qui par là même devient un danger dont il

faut préserver la société : la loi usera alors contre ces individus de mesures spéciales.

Le code pénal a réglé dans ses articles 56, 57 et 58 le mode d'aggravation des peines en cas de récidive, répondant ainsi à la première idée d'amendement personnel du délinquant. La loi du 27 mai 1885 a répondu à la seconde idée, en écartant de la métropole les incurables du crime et du vice par l'institution de la relégation.

Sommairement nous allons essayer de montrer le régime de ces deux ordres de dispositions dans le code pénal, la place qui leur est faite dans la loi militaire, les conséquences, en ce qui les concerne, du projet soumis au Sénat, le rôle enfin que nous leur devons attribuer dans notre système pénal militaire.

Nous ne nous occuperons ici que de la récidive criminelle et correctionnelle, la matière des contraventions étant sans grand intérêt pratique dans les questions militaires. En matière criminelle comme en matière correctionnelle, la récidive suppose deux termes, constituant l'un et l'autre un crime ou un délit ; la première infraction commise doit avoir été frappée d'une peine prononcée par un tribunal français et devenue définitive au moment où s'accomplit la seconde ; l'aggravation, conséquence de la récidive, ne porte pas sur l'infraction mais sur la peine ; elle augmente la peine applicable au deuxième crime ou délit en tenant compte pour le taux de cette aggravation de la pénalité qui a été appliquée pour le premier crime ou le premier délit.

On distingue la grande récidive ou récidive criminelle, et la récidive correctionnelle. Il y a récidive criminelle quand la première et la seconde infraction sont toutes deux punies d'une peine afflictive ou infamante ; en ce cas la peine applicable pour le second fait est élevée d'un degré ; toutefois on ne passe pas d'une peine temporaire à une peine perpétuelle, on applique seulement le maximum de la peine temporaire édictée par

la loi et on peut même élever ce maximum au double ; et la peine de mort n'est applicable que dans les cas où la condamnation antérieurement prononcée et la condamnation à prononcer pour la seconde infraction étaient toutes deux les travaux forcés à perpétuité (1).— La récidive correctionnelle comporte trois cas distincts : dans le premier cas, l'infraction qui constitue le premier terme de la récidive est un crime, contre lequel a été prononcée une peine quelconque supérieure à une année d'emprisonnement, l'infraction nouvelle est un délit punissable de l'emprisonnement (2) ; dans le second, l'infraction première est un délit qui a été puni d'une peine d'emprisonnement de plus d'une année, et l'infraction nouvelle est soit un crime auquel l'emprisonnement se trouverait applicable, ou un délit identique à celui commis la première fois (3) : dans ces deux situations la conséquence est la même, on devra appliquer le maximum de la peine d'emprisonnement prononcée pour la seconde infraction, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double (4) ; enfin le dernier cas suppose une première condamnation à une peine ne dépassant pas une année d'emprisonnement, et la commission d'un délit identique punissable de l'emprisonnement ; en ce cas la peine à prononcer ne peut être inférieure au double de celle infligée la première fois, sans qu'elle puisse toutefois dépasser le double du maximum de la peine encourue (5). La récidive correctionnelle n'existe dans tous les cas, que si la seconde infraction a été commise dans un délai de cinq ans depuis l'expiration de la première peine ou sa prescription.

La loi du 27 mai 1885 surajoute à ce système d'aggravation

(1) Code pénal, art. 56. On remarquera que si le second crime était puni de la déportation, on devrait prononcer les travaux forcés à perpétuité, substituant ainsi une peine de droit commun à une peine politique.

(2) Code pénal, art. 57 (loi du 26 mars 1891).

(3) « Les délits de vol, escroquerie et abus de confiance, seront considérés comme étant, au point de vue de la récidive, un même délit. Il en sera de même pour les délits de vagabondage et de mendicité. (C. p., art. 58, § 3 et 4).

(4) Code pénal, art. 57 et 58.

(5) Code pénal, art. 58.

des peines organisé en raison de l'état de récidive du coupable, un système d'élimination, quand la mesure des avertissements donnés au coupable semble épuisée sans résultat, quand le coupable se révèle comme délinquant d'habitude et incorrigible. Il existe donc une présomption légale d'incorrigibilité contre l'individu qui se trouve par le nombre et la qualité de ses crimes ou de ses délits dans une des conditions fixées par la loi. Il est nécessaire pour que la relégation s'applique, que, dans le délai de dix années, comptées en remontant vers le passé à partir de la date où le dernier fait s'est accompli, et en y ajoutant tout le temps durant lequel l'individu exécutait les peines auxquelles il avait été condamné, se rencontre un certain nombre de condamnations. Le nombre de ces condamnations est variable, il est d'autant moindre que les condamnations sont plus graves ; pour les délits, même, le législateur n'a voulu frapper que les délinquants qui commettent habituellement des infractions de nature déterminée (1). On s'attache donc pour prononcer la peine de la relégation à la qualité de la peine et au nombre des condamnations quand il s'agit de crimes, mais quand il s'agit de délits on s'attache en outre à la nature même des infractions commises.

Les codes de justice militaire n'ont formulé aucune disposition spéciale tendant à appliquer aux crimes et aux délits qu'ils prévoient les règles de la récidive telles que le code pénal les avait posées ; dans ces conditions ces règles ne pouvaient s'appliquer, puisque l'article 5 du code de droit commun proclamait que les dispositions de ce code ne s'appliquent pas « aux contraventions, délits et crimes militaires ». Il n'y eut pas du reste là une simple omission, mais bien une mesure réfléchie et voulue ; on estima que « pour les délits prévus par les lois militaires l'échelle des pénalités et leur sévérité permettraient toujours aux juges de tenir compte de la réitération des infractions commises par un même individu, » et, pour les crimes on

(1) Loi du 27 mai 1885, art. 4.

jugea inutile de s'occuper de la récidive, « parce que la peine infligée une première fois fera presque toujours sortir le condamné du service » (1).

Mais toute condamnation prononcée par les tribunaux militaires n'est pas ainsi écartée dans l'appréciation de l'état de récidive. Le code pénal fait au contraire entrer en ligne de compte les condamnations prononcées par ces juridictions spéciales, si elles l'ont été pour crimes ou délits punissables d'après les lois pénales ordinaires (2). Nous savons déjà ce que la jurisprudence a entendu par ces mots (3) ; elle considère comme délits punissables d'après le droit commun, ceux auxquels les juges militaires appliquent le code pénal ordinaire en vertu du renvoi général édicté par l'article 267 du code de l'armée de terre (4),— ceux pour lesquels les codes militaires, tout en les visant spécialement, se bornent à rendre applicables les peines du code pénal ordinaire, comme le délit d'évasion,— ceux que les codes militaires répriment d'une façon propre mais en maintenant leurs éléments constitutifs et en ne prononçant que des peines dont le maximum n'excède pas celui fixé pour le délit correspondant du droit commun (5),— enfin, en cas de concours d'infractions, quand une condamnation est prononcée à la fois pour crime ou délit de droit commun et pour crime ou délit militaire, elle la prend en considération pour déclarer que le coupable est en état de récidive, pourvu toutefois que la peine prononcée soit une peine de droit commun (6). Mais la jurisprudence s'arrête là, elle ne veut pas admettre qu'il y a parmi les infractions des codes militaires des crimes et des délits iden-

(1) Voir rapport de Rigaud au Corps législatif sur la loi du 4 juin 1858, § 114 (sur les articles 257 à 260). Sirey, *Lois*, 1858.

(2) Code pénal, art. 56, § 8.

(3) Voir ci-dessus chapitre VI, p. 135 et suiv.

(4) Cass., 18 septembre 1873, *Bulletin criminel*, n° 249 ; voir Garçon, *Code pénal annoté*, art. 56, n° 67.

(5) Comparer Garçon, *Code pénal annoté*, art. 56, n° 68.

(6) Comparer Cass., 9 novembre 1878, Sirey, 80, 1, 89.

tiques à ceux du droit commun, mais pour lesquels une peine plus rigoureuse est prononcée en raison de circonstances aggravantes propres à l'armée ; dans ces cas, elle prétend qu'il y a délit spécial ou crime spécial, formés d'éléments constitutifs qui ne sont pas ceux du droit commun (1) ; et c'est ainsi que le vol commis dans des circonstances d'ordre militaire n'est pas aux yeux de la cour suprême une infraction punissable d'après les lois pénales ordinaires, bien que le code pénal ait prévu le vol sous toutes ses formes (2). Et dans cette mesure restreinte la récidive produit ses effets aggravants, et les tribunaux militaires comme les tribunaux de droit commun doivent en tenir compte et en faire l'application.

La loi du 28 juin 1904 qui rendait applicable aux militaires les dispositions de la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines, n'a rien modifié à cet état de choses. L'article 4 au contraire proclame à nouveau que « les crimes et délits prévus par les codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer ne constituent l'inculpé en état de récidive que s'ils sont punis par les lois pénales ordinaires. » Et la jurisprudence a continué à interpréter ce nouveau texte comme elle interprétait jusque là le dernier paragraphe de l'article 56 du code pénal.

En ce qui concerne la relégation, la loi du 27 mai 1885 n'a donné le droit de la prononcer qu'aux cours et tribunaux ordinaires, les tribunaux militaires n'ont donc jamais à prononcer cette peine (3). La relégation ne doit être prononcée en principe que comme conséquence des condamnations prononcées par les tribunaux ordinaires ; cependant ces tribunaux auront la faculté de faire entrer en ligne de compte, pour déterminer si la

(1) Comparer Garçon, *Code pénal annoté*, art. 56, nos 69 à 74, et les renvois à la jurisprudence.

(2) Voir sur ce point les divers arrêts étudiés ci-dessus, chap. VI, p. 135 et suiv.

(3) Loi du 27 mai 1885, art. 2.

relégation est encourue, des condamnations prononcées par des tribunaux militaires en temps de paix pour crimes ou délits de droit commun spécifiés par la loi. Et, encore sur ce point, la jurisprudence donne un sens très étroit à l'expression « crimes ou délits de droit commun » (1), réduisant les cas où les juges pourront user de la faculté qui leur est accordée.

Ce système établi par la loi de 1885 a des effets regrettables; c'est ainsi que nous voyons un individu, qui devrait être forcément relégué s'il était un simple citoyen, courir les chances de ne pas l'être si l'une des infractions entrant en ligne de compte pour la relégation a été réprimée par un tribunal militaire, et être certain de ne l'être pas si c'est la dernière infraction commise qui est de la compétence du tribunal d'exception, et alors que dans les deux situations nous le supposons avoir commis les mêmes actes dans les mêmes conditions. Même conséquence bizarre pour le reléguable militaire, tenant à la distinction du cas où il n'a pas de complice civil et de celui où il en a un : dans la première hypothèse il ne peut pas être condamné à la relégation, parce que le tribunal militaire compétent en l'espèce ne peut prononcer la relégation ; dans la seconde il sera forcément relégué car son complice civil l'entraîne devant les juges de droit commun qui sont obligés de prononcer la relégation dès que les conditions requises par la loi sont constatées.

Le projet de loi qui a entrepris la réforme générale de la justice militaire, a voulu avant tout l'unité et même l'unité absolue et complète, et elle a cru la réaliser en insérant toutes les infractions qui se trouvaient dans les lois militaires, dans des articles nouveaux du code pénal. Dès lors les règles ordinaires du droit commun en ce qui touche la récidive vont désormais s'appliquer, et toutes les condamnations prononcées par ces nouvelles dispositions du code de droit commun vont désormais

(1) Voir Amiens, 4 juin 1896, *Journal des parquets*, 96, 2, 143.

être prises en considération pour permettre au juge d'aggraver les pénalités, ou de prononcer la relégation. La juridiction d'exception que l'on organise pour juger certains crimes ou certains délits ne pourra toutefois prononcer cette dernière peine, mais ce ne sera pas là une dérogation à la règle générale, mais seulement l'application de la règle établie dans la loi de 1885 qui veut que la relégation ne soit prononcée que par les cours et tribunaux ordinaires.

Si grands que puissent être les avantages d'un système unique et uniforme dans une législation, il ne faut pas cependant qu'ils fassent oublier le but des institutions et des lois pénales, non plus que les différences de nature qui existent entre les diverses infractions. Or, comment mettre sur la même ligne le refus d'obéissance du soldat à son chef, et le vol, le meurtre, le faux ? Comment considérer comme récidiviste celui qui commet une infraction que tout citoyen peut commettre, et ensuite un acte qui n'a le caractère d'une infraction que parce qu'il est militaire ? Le caractère moral de l'acte commis est bien différent dans les deux cas, et peut-on conclure que le coupable d'une infraction purement militaire est plus coupable de l'avoir commise parce qu'auparavant il avait été averti par une condamnation prononcée pour un fait de droit commun, ou inversement celui qui commet un acte ordinaire qualifié et puni par la loi pénale est-il plus coupable par ce fait qu'il a subi antérieurement une condamnation pour une infraction essentiellement d'ordre militaire ? Les dangers que ces actes font courir à la société sont d'ordre et de nature bien différents, et les faits criminels d'ordre militaire tiennent plus de la nature des crimes et délits politiques, en ce qu'ils portent atteinte non à des individus, ni dans leurs propriétés ni dans leurs personnes, mais à la nation elle-même, à la vie du pays, à ses moyens de défense, à l'une de ses institutions essentielles. Il n'est donc pas admissible que le système de la récidive confonde ici toutes les infractions que la loi prévoit sans faire parmi elles de distinctions.

Le projet l'a bien compris, c'est pourquoi le paragraphe 7 de l'article 32 dispose : « Les infractions prévues par les sections II et III du livre V du code pénal (1), et non punissables par les lois pénales ordinaires ne constituent pas l'inculpé en état de récidive ». Il s'ensuit d'abord qu'une condamnation pour un fait d'ordre exclusivement militaire ne peut jamais être retenue pour prononcer une aggravation de peine à propos d'une infraction de droit commun, non plus qu'une condamnation pour fait de droit commun ne constitue en état de récidive le militaire coupable d'un de ces faits spéciaux, et de plus que la récidive n'existe pas entre les faits spécifiés dans les deux sections du code pénal réservées aux infractions purement militaires.

Cette disposition du projet de loi est claire et très louable, mais elle nous met à même de remarquer que l'unité de la législation pénale n'est que purement matérielle et n'existe pas en réalité, et en second lieu elle laisse subsister des difficultés en ce qui concerne l'application des peines de la récidive aux infractions prévues dans la première section du nouveau livre du code pénal.

On avait rêvé la suppression des juridictions militaires, des pénalités militaires, l'unification de toutes les dispositions de ces lois du second empire que l'on qualifiait de surannées dans un même code, le code de droit commun. Désormais, disait-on, il n'y aura qu'une justice et qu'une loi pénale pour tous les citoyens ; les soldats, citoyens avant d'être soldats, ne seront l'objet d'aucune disposition exceptionnelle. Et voilà qu'en y réfléchissant, en y regardant de plus près, on s'est aperçu qu'on ne pouvait procéder à une fusion aussi générale, sans défor-

(1) Ces deux sections du livre V du code pénal renferment les infractions essentiellement militaires, le résidu proprement dit pour lequel on a organisé une juridiction spéciale ; la première section, au contraire, renferme des infractions analogues à celles du droit commun, mais que l'on a prévu à part en raison des éléments d'ordre militaire qui s'y rencontrent.

mer le caractère de notre armée ou sans compromettre son existence ; et c'est ainsi que nous voyons une nouvelle juridiction, qu'on ne nomme plus du nom de « conseil de guerre » mais qui cependant en prend la place ; — c'est ainsi que nous trouvons dans l'article 32 du projet cette distinction faite dans le code pénal lui-même entre les lois pénales ordinaires, c'est-à-dire les dispositions applicables à tous les citoyens, militaires ou non militaires, et celles qui ne concernent que les militaires parce qu'elles répriment des infractions propres à l'armée. N'est-ce pas la preuve qu'il existe deux lois : celle du droit commun, de la vie civile, des rapports ordinaires entre tous les membres d'une même société, et celle de la vie militaire, de l'armée, qui sanctionne des devoirs spéciaux à ceux qui en font partie, qui réprime sous toutes leurs formes les atteintes portées à ce principe étranger au droit commun : la discipline. Qu'on le veuille ou non, il faudra toujours reconnaître que ces infractions sont sans rapport avec le code pénal ordinaire et doivent obéir à des règles propres. La récidive ne peut exister entre des délits si distincts ; si l'on peut admettre que la réitération des infractions militaires puisse entraîner une aggravation de la peine, jamais en tous cas on ne saurait consentir à y voir appliquer la relégation.

La seconde critique que nous adressons au projet de loi porte sur les difficultés d'application du système de la récidive et de la relégation en ce qui concerne les délits prévus par la première section du livre V ajouté au code pénal. Dans cette section, en effet, on a continué à considérer comme délits spéciaux les vols militaires, les détournements commis dans des conditions militaires, des destructions d'objets militaires, des falsifications de denrées destinées aux militaires, et on a puni ces délits plus sévèrement qu'en droit commun. Dès lors la récidive de délit à délit étant spéciale, et l'interprétation donnée jusqu'ici par la jurisprudence étant très étroite, on n'assimilera pas au vol le vol militaire, parce que

cette infraction ne lui est pas assimilée par l'article 56 du code pénal qui parle seulement de l'escroquerie et de l'abus de confiance ; les faits de destructions militaires, ceux de falsifications commis à l'armée ne seront pas les mêmes délits que ceux que prévoyaient les anciens articles du code pénal.

Au contraire, on évitera cette grave anomalie, qui consiste à déclarer que le militaire qui vole un camarade ne récidive pas dans le vol s'il a déjà été condamné pour vol dans la vie civile, si on considère les éléments militaires de ces délits comme des circonstances aggravantes, si on donne à ces infractions la place qui leur appartient dans les articles du code pénal ancien, si on fait ici une fusion réelle et complète de tous les délits ordinaires dans la loi ordinaire ; car il n'y aura plus qu'un loi pénale comprenant tous les faits punissables d'après le droit commun, tout en tenant compte des circonstances qui les affectent, et les soumettant tous aux règles générales établies par la loi ordinaire pour châtier les délinquants qui ne s'amendent pas avec une sévérité nouvelle, ou pour les éliminer lorsqu'ils paraissent définitivement incorrigibles.

SECTION IV. — Du sursis.

Ce n'est pas assez de réprimer tous les crimes et tous les délits en infligeant à leurs auteurs la peine nécessaire pour provoquer leur amendement, et d'aggraver cette peine quand elle s'est manifestée inefficace, il faut encore prévenir la rechute dans le mal, et soutenir le délinquant qui tombe pour la première fois, au lieu de l'écraser par la peine. Or, la prison et le déclassement de celui qui y a été soumis, ont des conséquences fâcheuses et trop souvent sont causes indirectes de nouvelles rechutes ; ne pourrait-on donner aux juges des pouvoirs plus étendus et leur permettre, tout en condamnant, de suspendre pour le condamné l'exécution de la peine prononcée, lorsqu'il est condamné pour un premier délit, et qu'il semble digne

de cette marque de clémence et d'intérêt bien entendu ? La loi du 26 mars 1891 a répondu à ce vœu de M. le sénateur Bérenger, et elle a méritée de porter le nom de son auteur, désormais attaché à une œuvre qui a fait ses preuves et a rendu les plus grands services.

En vertu de cette loi les tribunaux peuvent suspendre l'exécution de la peine d'emprisonnement ou d'amende contre un individu qui n'a pas subi antérieurement de condamnation pour crimes ou délits de droit commun. Durant un délai de cinq années, la peine prononcée demeure comme un avertissement continu, comme une perpétuelle menace devant le condamné : s'il passe le délai sans tomber dans une nouvelle infraction entraînant une peine d'emprisonnement ou une peine plus grave, la première condamnation disparaît, il se trouve réhabilité de droit, on présume qu'après cette salutaire épreuve, il est définitivement engagé dans la voie du bien dans laquelle il n'aura qu'à persévérer ; si, au contraire, avant l'expiration de ce délai, il tombe dans une nouvelle faute, la condamnation suspendue quant à son exécution reprend toute sa force : elle s'exécute, et même elle s'exécute avant la nouvelle peine prononcée, elle est prise en considération pour la détermination de l'état de récidive, elle empêche toute application nouvelle du sursis (1).

Une loi si sage doit avoir une portée très générale ; cependant le législateur de 1891 vint en limiter singulièrement l'application en disposant que le sursis ne serait pas applicable aux condamnations prononcées par les tribunaux militaires (2). Devant les termes absolus de cette disposition la jurisprudence n'avait pu introduire aucune distinction, et elle décida que le sursis ne pouvait être accordé aux militaires ni pour les délits militaires, ni pour les délits de droit commun, et quelle que soit

(1) Loi du 26 mars 1891, article premier.

(2) Loi du 26 mars 1891, art. 7.

du reste la juridiction, militaire ou civile, compétente pour les juger (1). M. le sénateur Bérenger n'avait pas conçu pour l'application de sa loi une si étroite interprétation : « Je pense, disait-il, que le militaire poursuivi même devant une juridiction militaire, pour faits de droit commun, pourra participer au bénéfice de la loi ».

En présence de cette jurisprudence une réforme fut proposée, tendant à donner une ampleur plus grande à la loi primitive : elle devint la loi du 28 juin 1904. « En temps de paix, dit l'article premier de cette loi, et en cas de condamnation à l'amende, à l'emprisonnement ou aux travaux publics, la loi du 26 mars 1891 est applicable, sous les réserves ci-après, aux condamnations prononcées contre des militaires par les tribunaux civils ou militaires, ainsi qu'aux condamnations prononcées par les tribunaux de la marine. » Dès lors le bénéfice du sursis s'applique désormais même aux infractions purement militaires ; et on ne saurait que s'en féliciter. Si, en effet, lorsque nous nous occupions des circonstances atténuantes, il nous semblait difficile de les admettre pour des infractions purement disciplinaires, qui n'ont rien d'immoral en elles-mêmes et ne paraissent pas comporter de degrés d'atténuation, et pour cette raison que, dans ces cas, l'espérance de l'adoucissement de la peine pouvait avoir des résultats funestes en donnant un encouragement à ces esprits hostiles à l'armée et à sa discipline, hostiles à l'idée de patrie et à la pensée d'une guerre pour trancher un conflit qui engage l'honneur ou la puissance d'une nation, nous n'avons pas les mêmes appréhensions en ce qui concerne l'application à ces actes du bénéfice du sursis. Le sursis n'atténue pas la répression, il laisse au juge toute faculté pour se montrer très sévère, mais il permet au coupable de réfléchir sur

(1) Voir Besançon, 10 juin 1891, Sirey, 92, 2, 49 ; Cass., 13 avril 1894, Sirey, 1894, 1, 302.

son acte, de se convertir à des idées plus saines, de réparer sans expiation la faute première qui, le délai passé, disparaîtra de sa vie sans laisser aucune trace ; elle lui permet au moins de se soumettre à cette discipline qu'il a bravée tant que la répression n'existait que dans la loi générale, mais dont il redoute les sanctions maintenant que la condamnation prononcée pèse sur sa tête et lui est devenue personnelle.

Mais cela n'empêche pas que les infractions qu'un militaire peut commettre demeurent partagées en deux catégories bien distinctes : celle des délits ordinaires que prévoit le code pénal de droit commun, et celle des délits purement militaires que seules les lois de l'armée peuvent renfermer. La nature respective de chacun de ces groupes d'infractions est trop nettement différente pour qu'on puisse, ici comme déjà en matière de récidive, les confondre dans un même système général. On ne saurait admettre que toute infraction commise par un militaire met obstacle au bénéfice du sursis ou fait perdre ce bénéfice. Averti par une première condamnation prononcée contre lui pour un délit de droit commun, le militaire qui commet un nouveau délit d'ordre exclusivement militaire doit-il être considéré comme n'ayant pas profité de l'avertissement ? Evidemment non ; autre chose est enfreindre ces devoirs généraux qui s'imposent à tout homme non seulement au nom de la loi pénale mais au nom de la morale même, autre chose enfreindre l'un de ces devoirs spéciaux qu'impose la discipline militaire et qui n'ont place ni dans une loi pénale générale ni dans la morale naturelle. Réciproquement celui qui a manqué à un devoir militaire et en faveur de qui on a suspendu l'exécution de la condamnation prononcée, ne saurait être considéré comme n'ayant tenu aucun compte de la leçon donnée s'il tombe dans un délit de droit commun ; c'est en réalité le premier délit ordinaire qu'il commet et pour cette nouvelle infraction il peut être averti à nouveau.

Ce sont ces principes dont nous trouvons partiellement au

moins l'expression dans les réserves annoncées par l'article premier de la loi du 28 juin 1904 ; les articles suivants disposent, en effet, qu'une condamnation pour délit militaire ne fait pas perdre le bénéfice du sursis accordé antérieurement pour un crime ou un délit de droit commun, à moins que l'infraction militaire ne soit « punissable par les lois pénales ordinaires » (1); et qu'une condamnation antérieure pour crime ou délit militaire ne met pas obstacle à ce que l'individu condamné pour un fait du droit commun puisse bénéficier du sursis (2). Ainsi donc en cas de poursuites pour une infraction de droit commun, seules les condamnations pour infractions de droit commun, ou pour infractions prévues à la fois par l'un et l'autre codes font obstacle au sursis ; toute condamnation empêche l'application du sursis quand la seconde condamnation est prononcée pour une infraction purement militaire ou pour une infraction punissable d'après les deux codes. Avec l'interprétation très restreinte que donne la jurisprudence de cette catégorie des infractions des codes militaires « punissables d'après les lois pénales ordinaires », on arrive à des conséquences regrettables ; c'est ainsi qu'un vol commis par un militaire au préjudice d'un de ses camarades n'empêchera pas d'accorder le sursis au même individu condamné postérieurement pour vol dans la vie civile, ou seulement dans des conditions non militaires.

D'un autre côté, il résulte des termes de la loi du 28 juin 1904 qu'une condamnation pour infraction d'ordre purement militaire ne met pas obstacle à l'obtention du sursis pour une condamnation postérieure prononcée pour un délit de droit commun, mais, à l'inverse, qu'une condamnation pour fait de droit commun empêche d'accorder le bénéfice du sursis quand le même individu est condamné pour un fait purement militaire.

(1) Loi du 28 juin 1904, art. 2.

(2) Loi du 28 juin 1904, art. 3.

Certes nous ne disconvenons pas que, quelle que soit l'infraction commise par un individu, l'existence d'une condamnation pour infraction de droit commun antérieurement prononcée contre lui, ne soit une mauvaise note sur sa moralité générale; mais le sursis à l'exécution de la peine n'est pas obligatoire, les juges apprécieront et pourront toujours refuser de l'accorder. Il n'était pas besoin de leur défendre dans la loi. La loi doit voir les choses de plus haut que le juge, elle doit considérer les délits et c'est au juge de s'attacher à distinguer et à punir selon le droit et l'équité les délinquants. Or, il est bien certain que si un individu, dont la conduite avait toujours été bonne, a, un jour, commis un vol et a obtenu le sursis à la condamnation prononcée contre lui pour ce fait, et si, devenu soldat, il s'endort au cours de sa faction, abandonne son poste, ou refuse d'obéir, il ne montre pas par ces actes qu'il s'enfonce davantage dans la voie du crime, et que tout avertissement serait désormais superflu : il y a là des faits d'un ordre bien différents. Il peut très bien se faire qu'après la leçon à lui donnée par la première condamnation pour le vol qu'il avait commis, et pour laquelle il avait bénéficié du sursis, jamais plus il ne retombe dans une de ces infractions de droit commun contraires aux lois morales et sociales ; mais mal préparé aux conditions exceptionnelles de la vie militaire, pas encore rompu à la discipline, il peut enfreindre les lois qui maintiennent la force et l'ordre de l'armée ; n'est-il pas encore digne d'intérêt ? Ne mérite-t-il pas qu'on l'avertisse pour cette catégorie spéciale de devoirs ? Ne donne-t-il pas autant d'espoir qu'il s'amendera et redeviendra discipliné et fidèle à ses devoirs, que si jamais dans la vie civile il n'avait commis de faute ?

Nous estimons que la distinction entre délits militaires et délits de droit commun doit être complète, et que s'il est juste en même temps qu'utile de permettre aux juges d'accorder dans tous les cas le bénéfice du sursis aux individus qui commettent une première infraction, c'est dans chacun des deux ordres

d'infractions qu'il faut rechercher si le délinquant est un délinquant primaire, et que la condamnation pour délit ordinaire ne doit pas plus empêcher le juge de prononcer une condamnation avec bénéfice du sursis pour un délit militaire, qu'une condamnation pour délit militaire n'empêche d'accorder le bénéfice du sursis pour une condamnation appliquée à un délit de droit commun.

Les défauts que nous constatons en cette matière, comme tenant à l'interprétation jurisprudentielle des termes de la loi : « infractions des codes militaires punissables d'après les lois pénales ordinaires », disparaissent presque entièrement avec le nouveau projet de loi. Il a, en effet, dans le nouveau livre qu'il ajoute au code pénal, réparti les infractions des anciens codes de justice militaire qu'il conservait en deux groupes : dans une première section, il range des faits qui par leur nature sont très voisins de ceux du droit commun, il les considère, il est vrai, comme délits spéciaux mais non comme délits militaires et dès lors ils sont assimilés d'une façon complète au droit commun, notamment en ce qui concerne le sursis ; dans la deuxième et la troisième section, il prévoit des infractions purement militaires, et c'est seulement en cas de rencontre de l'une de ces infractions avec une infraction de droit commun que certaines règles spéciales sont à observer pour accorder ou refuser le bénéfice du sursis. Dès lors, un vol militaire empêche le juge d'accorder le bénéfice du sursis pour n'importe quelle autre infraction de droit commun, notamment pour un vol ordinaire et réciproquement. En matière de sursis n'existe pas, comme dans certains cas de récidive, le principe de la spécialité, et nous ne verrions aucun intérêt spécial sur ce point particulier, à considérer pour les infractions prises aux codes de l'armée les éléments militaires comme circonstances aggravantes des délits ordinaires plutôt que comme éléments cons-

titutifs, s'il n'y avait des raisons théoriques supérieures et même plusieurs motifs d'ordre pratique.

Mais la seconde critique que nous adressions à la loi du 28 juin 1904 conserve ici toute sa valeur ; le nouveau projet maintient, en effet, les anciens principes, d'après lesquels une condamnation pour infraction militaire n'empêche pas l'obtention du sursis lors d'une condamnation postérieure pour fait de droit commun, mais une condamnation pour infraction de droit commun met obstacle à l'obtention du bénéfice du sursis pour toute condamnation postérieure, fut-elle prononcée pour une infraction purement militaire (1).

Il importe d'éviter une telle erreur, et de reconnaître nettement la nature exceptionnelle des infractions purement militaires, de les mettre à part, et de se convaincre définitivement qu'elles ne peuvent avoir place dans la loi pénale générale qui répond à un autre but et a une raison différente d'exister. Que le sursis soit applicable à toute infraction quelle que soit sa nature, c'est ce que nous trouvons raisonnable et même nécessaire, mais que le bénéfice de cette suspension de l'exécution de la peine soit applicable d'une manière indépendante dans chacun des deux ordres, soit militaire, soit civil, ne puisse ni mettre obstacle à l'obtention du sursis ni faire perdre le bénéfice du sursis accordé pour une condamnation prononcée pour une infraction de l'autre ordre. La sagesse des juges sera là pour éviter le scandale d'une clémence injustifiée ; mais ce

(1) Projet de loi voté par la Chambre des députés le 11 juin 1909, art. 32, § 5 et 6 : « La condamnation encourue pour une infraction prévue par les sections II et III du livre V du code pénal et non punissable par les lois pénales ordinaires ne fera pas perdre, à un individu, condamné, depuis moins de cinq ans, pour tout autre crime ou délit, le bénéfice du sursis qui lui aura été accordé.

« La condamnation antérieure, prononcée pour une infraction prévue par les sections II et III du livre V du code pénal et non punissable par les lois pénales ordinaires, ne fera pas obstacle à l'obtention du sursis si l'individu, qui l'a encourue, est condamné pour tout autre crime ou délit ».

n'est là que leur confirmer un pouvoir souverain que la loi de 1891 leur a donné. En agissant ainsi, on respectera les principes que nous pensons avoir mis en lumière au cours de cette étude, et respectant les règles du droit commun on sauvegardera en même temps l'indépendance et l'autonomie des devoirs propres à l'armée.

CONCLUSION

C'est en nous plaçant en face des réalités présentes et des œuvres législatives que le passé nous a léguées que nous avons entrepris cette étude. En présence de lois déjà anciennes et pour lesquelles il est évident qu'une réforme s'impose, et d'un projet nouveau qui n'est encore qu'une ébauche et sollicite du législateur une grande attention et un esprit exempt de toute idée préconçue pour prendre une forme définitive qui réponde à la fois aux principes du droit et aux nécessités de l'armée, nous avons essayé d'éclairer sur un point spécial le débat engagé, et, tenant compte de tous les éléments qu'il nous était possible de prendre en considération, nous avons tenté de déterminer parmi toutes les infractions qui se pouvaient commettre à l'armée quelles étaient celles qui demeuraient propres à la vie militaire et formaient un droit pénal spécial, quelles étaient celles qui rentraient dans le droit commun et quelle était leur place dans le droit pénal ordinaire.

Nous trouvions d'une part des infractions fondées sur l'obéissance, sur la discipline, sur la constitution hiérarchique de l'armée, de l'autre des infractions dont la nature ne différait pas essentiellement de celle des crimes et délits de droit commun, que l'on reconnaissait sous la même dénomination, qui répondaient aux mêmes devoirs moraux, dont la répression était imposée par les mêmes nécessités sociales ; et nous étions amené à constituer avec les premières un droit spécial, essen-

tiellement militaire, et à faire rentrer les secondes dans le droit commun. Mais pour ces dernières nous constatons bien tôt que certains de leurs éléments ne permettaient pas de les confondre dans une même répression avec celles du droit pénal ordinaire. Ces éléments ne modifiaient ni la nature ni la moralité de l'infraction simple, ils ne pouvaient être considérés comme constitutifs d'une infraction nouvelle, mais ils avaient sur l'infraction simple une influence aggravante certaine. Des raisons d'ordre militaire constituaient donc des circonstances aggravantes de délits communs ; et nous n'avions pas de peine à montrer l'existence de ces causes d'aggravation soit dans la qualité militaire qui appartient à l'auteur de l'acte, soit dans la situation, le nombre, la qualité des victimes éventuelles du crime ou du délit prévu, soit dans la nature ou l'importance du préjudice causé.

Ainsi donc, en s'inspirant de ces principes, une réforme des codes militaires au point de vue pénal devrait procéder de la manière suivante : d'abord établir par une loi spéciale la liste des infractions purement militaires, établir leur régime propre au point de vue des pénalités, en n'oubliant jamais qu'ici la loi ne doit pas avoir en vue l'intérêt de l'individu coupable, mais uniquement l'intérêt général de la nation, les nécessités de la discipline militaire et le souci de l'ordre de l'armée ; en second lieu, reprendre dans une lecture attentive la lecture du code pénal de droit commun, et toutes les fois que les circonstances militaires dans lesquelles tels ou tels délits seront accomplis viendront leur donner un caractère de gravité exceptionnelle, augmenter le taux de la peine dans la mesure nécessaire, en reprenant pour bases les dispositions des anciennes lois sauf à les modifier au besoin.

Il serait possible d'organiser un système d'aggravation générale pour tous les crimes et délits de droit commun commis par des militaires, à raison de leur qualité, en édictant un minimum à l'abaissement des pénalités par le jeu des circons-

tances atténuantes, minimum coïncidant avec le maximum de la peine que le chef militaire peut infliger en vertu de son pouvoir disciplinaire.

Nous pensons avoir montré les avantages d'une législation basée sur un tel système en passant sommairement en revue les questions touchant le régime de la complicité, le jeu des circonstances atténuantes, le fonctionnement de la récidive, l'application du sursis.

C'est en laissant absolument de côté la question de l'organisation des juridictions compétentes que nous avons fait cette étude, estimant que ce problème ne se posait qu'après, et que la solution devait se trouver dans le problème pénal lui-même. Il est bien certain, en effet, qu'en aucun cas les juges civils ne devront connaître de ces infractions purement militaires qui font l'objet d'une loi spéciale. Seuls, des juges militaires seront appelés à prononcer une sentence contre ceux qui auraient commis l'un de ces crimes ou de ces délits ; il n'y a là que la continuation de l'action disciplinaire, qui appartient à tout chef militaire, et qui est ici transportée à un conseil de guerre, à un tribunal militaire à raison de la gravité des faits accomplis.

Pour les infractions de droit commun, fussent-elles aggravées par des motifs d'ordre militaire, il n'y a, théoriquement, aucune raison de les retirer à la compétence des tribunaux qui connaissent de toutes les infractions de droit commun. Pratiquement, doit-on et peut-on raisonner de la même façon ? Nous posons ici la question sans vouloir y répondre ; nous ne le pourrions faire sans sortir du plan étroit que nous nous sommes tracé. Profondément attaché cependant à une juridiction que nous retrouvons partout et qui s'est montrée toujours à la hauteur de sa mission, nous estimons qu'il serait dangereux de la supprimer sans y réfléchir mûrement, et sans examiner si une réforme sérieuse de son organisation et de son

fonctionnement ne ferait pas disparaître les vices qu'on lui impute, et n'assurerait pas une bonne administration de la justice, en même temps qu'elle maintiendrait l'unité et l'indépendance nécessaires à l'armée.

Que la préoccupation constante du maintien d'une armée forte et grande soit toujours présente à l'esprit de ceux qui légifèrent en ces matières délicates ; qu'ils sacrifient à cette préoccupation toute aspiration personnelle, toute rancune et toute passion ; qu'ils ne s'attardent pas avec une sensibilité qui serait déplacée sur le sort de l'individu ; qu'ils aient confiance dans les militaires, dont l'intégrité égale celle des magistrats, et qui mieux que ceux-ci connaissent la moralité et l'état d'âme de leurs justiciables ; qu'ils fassent une bonne loi pénale avec des textes simples et clairs, et nous aurons ainsi la réforme attendue depuis si longtemps, à la satisfaction des principes du droit absolu et pour le plus grand bien de notre armée de terre et de mer.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu :

Le Président de la thèse,
A. LE POITTEVIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
Pour le Vice-Recteur, l'Inspecteur d'Académie,
ALBERT CAHEN.

ANNEXES

I

**Projet de loi
portant suppression des Conseils de guerre
en temps de paix dans les armées de terre et de mer,
des tribunaux maritimes et des établissements
pénitentiaires.**

(Rédaction de la Commission de la Réforme judiciaire).

Chambre des députés, séance du 7 mai 1907, Documents parlementaires, n° 920.

• • • • •
ART. 24.— Il est ajouté au Code pénal un livre V, ainsi conçu :

LIVRE V DU CODE PENAL

Des infractions commises par les militaires ou marins et antérieurement prévues et réprimées par les lois du 9 juin 1857 et du 4 juin 1858.

SECTION PREMIÈRE

ART. 485. — Est puni d'un emprisonnement de deux mois à un an tout individu considéré comme insoumis en vertu des lois sur le recrutement des armées de terre et de mer.

ART. 486. — Est considéré comme déserteur à l'intérieur : —
1° Six jours après celui de l'absence constatée, tout militaire ou marin qui s'absente de son corps, détachement ou bâtiment sans autorisation ; néanmoins, si le soldat ou marin n'a pas trois mois de service, il ne peut être considéré comme déserteur qu'après un mois d'absence ; 2° Tout militaire ou marin voyageant isolé-

ment d'un corps ou d'un point à un autre ou dont le congé ou la permission-est expiré et qui, dans les quinze jours qui suivent celui qui a été fixé pour son retour ou son arrivée au corps, ne s'y est pas présenté.

ART. 487. — Tout militaire ou marin coupable de désertion à l'intérieur en temps de paix est puni de six mois à trois ans d'emprisonnement. Si le coupable est officier, il est puni de la destitution et d'un emprisonnement de six mois à trois ans ou de l'une de ces deux peines seulement. — La peine ne peut être moindre d'un an d'emprisonnement dans les circonstances suivantes : — 1° Si le coupable a emporté une de ses armes, un objet d'équipement ou d'habillement, ou s'il a emmené son cheval, ou si, étant marin, il s'est emparé d'une embarcation appartenant à l'Etat ; — 2° S'il a déserté étant de service ; — 3° S'il a déserté antérieurement ; — 4° Si, étant marin, il était redevable d'avance de solde à l'Etat.

ART. 488. — Est déclaré déserteur à l'étranger trois jours après celui de l'absence constatée, tout militaire ou marin qui franchit sans autorisation les limites du territoire français, ou qui, hors de France, abandonne le corps ou le bâtiment auquel il appartient.

ART. 489. — Tout militaire ou marin coupable de désertion à l'étranger est puni de deux à cinq ans d'emprisonnement. Si le coupable est officier, il est puni de la destitution et d'un emprisonnement de deux à cinq ans ou de l'une de ces deux peines seulement. — L'emprisonnement ne peut être moindre de trois ans dans les circonstances suivantes : — 1° Si le coupable a emporté une de ses armes, un objet d'habillement ou d'équipement, ou s'il a emmené son cheval ; — 2° S'il a déserté étant de service ; — 3° S'il a déserté antérieurement ; — 4° Si, étant marin, il était redevable d'avance de solde à l'Etat.

ART. 490. — Est réputée désertion avec complot toute désertion effectuée de concert par plus de deux militaires ou marins.

ART. 491. — Le chef du complot de désertion à l'étranger est puni de cinq à dix ans d'emprisonnement et, s'il est officier, de la destitution et d'un emprisonnement de cinq à dix ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. — Le chef du complot de désertion à l'intérieur est puni de trois à cinq ans d'emprisonnement et, s'il est officier, de la destitution et d'un emprisonnement de trois à cinq ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. — Dans tous les autres cas, le coupable de désertion avec complot est puni du maximum de la peine portée aux articles 487 et 489 qui précèdent.

ART. 492. — Tout militaire, tout marin, tout assimilé aux mili-

tales ou marins qui provoque ou favorise la désertion est puni de la peine encourue par le déserteur. — Tout autre individu qui provoque ou favorise la désertion est puni d'un emprisonnement de deux mois à trois ans.

ART. 493. — Est puni de six mois à deux ans d'emprisonnement tout militaire qui vend son cheval, tout militaire ou marin qui vend des effets d'armement, d'équipement ou d'habillement, des munitions ou tout autre objet à lui confié pour le service. — Est puni de la même peine tout militaire ou marin qui, sciemment, achète ou recèle lesdits effets.

ART. 494. — Est puni de trois mois à un an d'emprisonnement tout militaire ou marin : — 1° Qui dissipe ou détourne les armes, munitions, effets et autres objets à lui remis pour le service ; — 2° Qui, acquitté du fait de désertion, ne représente pas le cheval qu'il aurait emmené ou les armes ou effets qu'il aurait emportés.

ART. 495. — Est puni de six mois à un an d'emprisonnement tout militaire ou marin qui met en gage tout ou partie de ses effets d'armement, d'équipement, d'habillement ou tout autre objet à lui confié pour le service.

ART. 496. — Tout individu qui achète, recèle ou reçoit en gage des armes, munitions, effets d'habillement, de grand ou de petit équipement, ou tout autre objet militaire, dans des cas autres que ceux où les règlements autorisent leur mise en vente, est puni de la même peine que l'auteur du délit.

ART. 497. — Le détournement des armes et des munitions appartenant à l'Etat, celui de l'argent de l'ordinaire, de la solde, des deniers ou effets quelconques appartenant à des militaires ou marins ou à l'Etat, est puni de la réclusion lorsqu'il est commis par des militaires ou marins qui en sont comptables.

ART. 498. — Le vol des armes et des munitions appartenant à l'Etat, celui de l'argent de l'ordinaire, de la solde, des deniers ou effets quelconques appartenant à des militaires ou marins ou à l'Etat, est puni de deux à cinq ans de prison lorsqu'il est commis par des militaires ou marins. — Si le coupable est officier, il est puni de la destitution et d'un emprisonnement de deux à cinq ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. — Est puni de deux à cinq ans de prison tout militaire ou marin qui commet un vol au préjudice de l'habitant chez lequel il est logé. — Les dispositions du présent code sont applicables aux vols prévus par les paragraphes précédents toutes les fois qu'en raison de circonstances les peines qui y sont portées sont plus fortes que les peines prescrites par le présent article.

ART. 499. — Est puni d'un an à trois ans d'emprisonnement tout militaire ou marin qui, volontairement, détruit ou brise

des armes, des effets de campement, de casernement, d'équipement ou d'habillement appartenant à l'Etat, soit que ces objets lui eussent été confiés pour le service, soit qu'ils fussent à l'usage d'autres militaires ou marins ; tout militaire qui estropie ou tue un cheval ou une bête de trait ou de somme employée au service de l'armée ; tout marin qui, à bord d'un bâtiment de l'Etat, rend impropres à un service immédiat des armes, manœuvres, agrès, pièces de machines ou autres objets de navigation. — Si le coupable est officier, il est puni de la destitution et d'un emprisonnement d'un an à trois ans ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 500. — Est puni de cinq à dix ans d'emprisonnement tout militaire ou marin qui, dans un but coupable, détruit ou fait détruire des moyens de défense, tout ou partie d'un matériel de guerre, des approvisionnements en armes, vivres, munitions, effets de campement, d'équipement ou d'habillement.

ART. 501. — Tout individu coupable d'avoir, sans autorisation, allumé ou tenu allumé un feu hors du lieu destiné à cet usage soit dans les ports, arsenaux et établissements de la marine, soit à bord d'un bâtiment de servitude ou d'un bâtiment désarmé est puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

ART. 502. — Tout pilote coupable d'avoir perdu volontairement un bâtiment de l'Etat ou un navire de commerce convoyé est puni des travaux forcés à perpétuité ; si c'est par négligence, d'un emprisonnement de six mois à deux ans. S'il a échoué volontairement le bâtiment, il est puni de la réclusion ; si c'est par négligence, d'un emprisonnement de trois mois à un an. S'il a abandonné le bâtiment après s'être chargé de le conduire, il est puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et si l'abandon a eu lieu en présence d'un danger imminent l'emprisonnement est de cinq à dix ans.

ART. 503. — Tout capitaine d'un navire de commerce français qui refuse de porter assistance à un bâtiment de l'Etat dans la détresse est puni d'un emprisonnement de trois mois à un an.

ART. 504. — Tout individu employé dans les ateliers de la marine qui y fabrique des ouvrages pour son compte ou pour le compte d'autrui est puni d'un emprisonnement de deux mois à six mois, sans préjudice des peines portées contre le vol s'il a employé des matières appartenant à l'Etat. — Les ouvrages fabriqués sont confisqués.

ART. 505. — Tout individu qui n'est ni marin, ni militaire, ni embarqué sur un bâtiment de l'Etat, mais employé dans un établissement maritime et qui refuse d'obéir lorsqu'il est commandé pour un service dans un incendie ou un autre danger

menaçant la sûreté de l'établissement dans lequel il est employé est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans.

ART. 506. — Tout individu qui, au moyen d'une embarcation, favorise l'évasion du bord de marins ou autres individus embarqués sur un bâtiment de l'Etat est puni d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

ART. 507. — Est puni des travaux forcés à temps tout militaire ou marin, tout administrateur ou comptable militaire qui porte sciemment sur les rôles, les états de situation ou de revue un nombre d'hommes, de chevaux ou de journées de présence au delà de l'effectif réel, qui exagère le montant des consommations ou commet tout autre faux dans ses comptes.

ART. 508. — Est puni de six mois à deux ans d'emprisonnement tout militaire ou marin, tout administrateur ou comptable militaire qui fait sciemment usage dans son service de faux poids ou de fausses mesures.

ART. 509. — Est puni de la réclusion tout militaire ou marin, tout administrateur ou comptable militaire qui contrefait ou tente de contrefaire les sceaux, timbres ou marques militaires destinés à être apposées soit sur les actes ou pièces authentiques relatifs au service militaire, soit sur des effets ou objets quelconques appartenant à l'armée ou qui en fait sciemment usage.

ART. 510. — Est puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans tout militaire ou marin, tout administrateur ou comptable militaire qui, s'étant procuré les vrais sceaux, timbres ou marques ayant l'une des destinations indiquées à l'article précédent, en fait ou tente d'en faire une application frauduleuse ou un usage préjudiciable aux droits et aux intérêts de l'Etat ou des militaires.

ART. 511. — Est puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans tout militaire ou marin, tout administrateur ou comptable militaire coupable de l'un des crimes de corruption ou de contrainte prévus par les articles 177 et 179.

ART. 512. — Les militaires ou marins qui se rendent coupables des crimes ou délits prévus par les articles 169, 170, 174, et 175 sont punis des peines portées auxdits articles.

ART. 513. — Est puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans tout militaire ou marin, tout administrateur ou comptable militaire qui falsifie ou fait falsifier des substances, matières, denrées ou liquides confiés à sa garde ou placés sous sa surveillance ou qui sciemment distribue ou fait distribuer lesdites substances, matières, denrées ou liquides falsifiés. — La même peine est également prononcée contre tout militaire ou marin,

tout administrateur ou comptable militaire qui, dans un but coupable, distribue ou fait distribuer des viandes provenant d'animaux atteints de maladies contagieuses, ou de matières, substances, denrées ou liquides corrompus ou gâtés.

SECTION II

ART. 514. — Tout militaire ou marin qui, étant en faction ou en vedette, abandonne son poste sans avoir rempli sa consigne est puni d'un emprisonnement de deux mois à un an.

ART. 515. — Tout militaire ou marin qui, étant en faction ou en vedette, est trouvé endormi est puni de deux mois à six mois d'emprisonnement.

ART. 516. — Tout militaire ou marin qui abandonne son poste ou son quart est puni de deux mois à six mois d'emprisonnement. — Si le coupable est chef de poste ou de quart, le maximum de la peine lui est toujours appliqué.

ART. 517. — Sont considérés comme en état de révolte et punis d'un emprisonnement de cinq à dix ans : — 1° Les militaires ou marins sous les armes, qui, au nombre de quatre au moins et agissant de concert, refusent à la première sommation d'obéir aux ordres de leurs chefs; — 2° Les militaires ou marins qui, au moins, prennent les armes sans autorisation et agissent contre les ordres de leurs chefs ; — 3° Les militaires ou marins qui, au nombre de quatre au moins, se livrent à des violences en faisant usage de leurs armes et refusent, à la voix de leurs supérieurs, de se disperser ou de rentrer dans l'ordre. S'ils se livrent à des violences sans faire usage de leurs armes, ils sont punis de deux à cinq ans d'emprisonnement et, s'ils sont officiers, de la destitution et d'un emprisonnement de deux à cinq ans ou de l'une de ces deux peines seulement. — Dans tous les cas prévus par le présent article, la peine de cinq à dix ans d'emprisonnement n'est infligée qu'aux instigateurs ou chefs de révolte et au militaire ou marin le plus élevé en grade. Les autres coupables sont punis de deux à cinq ans d'emprisonnement et, s'ils sont officiers, de la destitution et d'un emprisonnement de deux à cinq ans ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 518. — Est puni d'un emprisonnement de un à deux ans tout militaire ou marin qui refuse d'obéir à un ordre de service ; si le coupable est officier, il est puni de la destitution et d'un emprisonnement de un à deux ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. — L'emprisonnement pourra s'élever jusqu'à cinq ans si le refus d'obéissance a eu lieu à bord d'un bâtiment de l'Etat,

dans un incendie, un abordage, un échouage ou une manœuvre intéressant la sûreté du bâtiment.

ART. 519. — Toute réquisition de l'autorité civile doit être adressée au commandant d'armes et, si elle doit entraîner un déplacement de troupes dans un rayon de plus de dix kilomètres, au général commandant la subdivision. — Tout commandant d'armes ou de subdivision, légalement saisi d'une réquisition, qui aura refusé ou se sera abstenu de faire agir les forces à ses ordres, sera puni de la destitution et d'un emprisonnement d'un an à deux ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. — L'article 234 est abrogé.

ART. 520. — Est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans tout militaire ou marin qui viole ou force une consigne.

ART. 521. — Est puni de cinq à dix ans d'emprisonnement tout militaire ou marin coupable de violence à main armée envers une sentinelle ou vedette. — Si les violences n'ont pas eu lieu à main armée, et ont été commises par un militaire ou marin assisté d'une ou plusieurs personnes, la peine est deux à cinq ans d'emprisonnement. Si parmi les coupables il se trouve un officier, il est puni de la destitution et d'un emprisonnement de deux à cinq ans ou de l'une de ces deux peines seulement. — La peine est réduite à un emprisonnement de six mois à deux ans, si les violences ont été commises par un militaire ou marin seul et sans armes. — Est puni de six jours à six mois d'emprisonnement tout militaire ou marin qui insulte une sentinelle par paroles, gestes ou menaces.

ART. 522. — Les voies de fait exercées pendant le service ou à l'occasion du service par un militaire ou marin envers son supérieur sont punies d'un emprisonnement de cinq à dix ans, et, si le coupable est officier, de la destitution et d'un emprisonnement de un à cinq ans ou de l'une de ces deux peines seulement. Toutefois, si, par les circonstances dans lesquelles elles ont été commises ou par leurs conséquences, elles constituent l'une des infractions prévues par les articles 231 et 232 du présent code, elles sont punies des peines portées auxdits articles. — L'article 605, 8°, du code du 3 brumaire an IV est inapplicable aux violences commises par un militaire ou marin envers son supérieur.

ART. 523. — Si les voies de fait commises par un militaire ou marin envers son supérieur n'ont pas été exercées pendant le service ou à l'occasion du service, elles sont punies d'un emprisonnement de un à cinq ans et, si le coupable est officier, de

la destitution et d'un emprisonnement de un à cinq ans ou de l'une de ces deux peines seulement. Néanmoins si, par les circonstances dans lesquelles elles ont été commises ou par leurs conséquences, elles constituent une infraction plus sévèrement punie par les articles 309, 310 et 311 du présent code, elles sont punies des peines portées auxdits articles.

ART. 524. — Est puni de six mois à cinq ans d'emprisonnement, tout militaire ou marin qui frappe son inférieur. Si le coupable est officier, il sera puni de la destitution et d'un emprisonnement de six mois à cinq ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. — Toutefois, lorsque les violences auront entraîné l'une des conséquences prévues par les articles 309, 310 du présent code, les pénalités édictées par lesdits articles seront appliquées au coupable.

ART. 525. — Tout militaire ou marin qui se sera rendu coupable envers son supérieur ou son inférieur des crimes prévus par les articles 295 à 304 du présent code sera puni des peines portées auxdits articles.

ART. 526. — Tout militaire ou marin qui, pendant le service ou à l'occasion du service, outrage son supérieur par paroles, gestes ou menaces, est puni de six mois à cinq ans d'emprisonnement. Si le coupable est officier, il est puni de la destitution et d'un emprisonnement de six mois à cinq ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. — Si les outrages n'ont pas eu lieu pendant le service ou à l'occasion du service, la peine est de deux mois à deux ans d'emprisonnement. — Dans tous les cas prévus au présent livre, le militaire ou marin présent à bord d'un bâtiment de l'Etat est toujours considéré comme en service.

ART. 527. — Les militaires ou marins coupables de rebellion sont punis des peines édictées par les articles 210, 211 et 212 du présent code. — Le maximum de la peine est toujours infligé aux instigateurs ou chefs de rebellion, ou au militaire ou marin le plus élevé en grade.

SECTION III

ART. 528. — Tout officier général ou chef de division, tout commandant, coupable d'avoir volontairement perdu ou occasionné la perte d'un bâtiment de l'Etat placé sous ses ordres, ou d'avoir abandonné son commandement dans une circonstance périlleuse sera puni des travaux forcés à perpétuité.

ART. 529. — Tout officier en second ou chef de quart, tout sous-ordre embarqué, coupable d'avoir volontairement occasionné

la perte d'un bateau de l'Etat est puni des travaux forcés à perpétuité.

ART. 530. — Tout commandant d'un bâtiment de l'Etat qui sciemment et volontairement, en cas de perte de son bâtiment, ne l'abandonne pas le dernier sera puni des travaux forcés à perpétuité.

ART. 531. — Tout officier chargé de la conduite d'un convoi, coupable de l'avoir abandonné volontairement est puni de la destitution.

ART. 532. — Tout commandant d'une portion quelconque des forces navales de la République qui volontairement n'a pas rempli la mission dont il était chargé est puni de la destitution. — Tout officier embarqué sur un bâtiment de l'Etat coupable de s'être écarté volontairement des ordres reçus et d'avoir par là fait échouer la mission dont il était chargé est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans.

ART. 533. — Tout individu embarqué sur un bâtiment de l'Etat qui, au moment du naufrage, abandonne sans ordre le bâtiment, ou s'éloigne de la plage sans autorisation est puni d'un emprisonnement de un à deux ans. Si le coupable est officier il est puni de la destitution et d'un emprisonnement de un à deux ans, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 534. — Est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans tout individu porté au rôle d'équipage d'un bâtiment de l'Etat ou d'un navire convoyé, coupable de s'être servi sans autorisation d'une embarcation appartenant à un bâtiment de l'Etat ou à un navire convoyé au mouillage.

ART. 535. — Tous individus embarqués sur un bâtiment de l'Etat coupable d'avoir formé un complot contre l'autorité du commandant ou contre la sûreté du bâtiment sont punis d'un emprisonnement de cinq à dix ans.

SECTION IV

ART. 536. — Toute condamnation à une peine d'emprisonnement prononcée contre un officier pour l'un des délits prévus par les articles 401, 402, 403, 405, 406, 407, 408, 498 entraîne la perte du grade.

ART. 537. — Lorsque la peine de l'amende est prononcée contre des militaires ou marins, les juges peuvent par une disposition spéciale remplacer cette peine par un emprisonnement de six jours à deux mois. Cet emprisonnement se cumule avec les autres peines prononcées et est subi indépendamment de celles-ci.

.

II

**Projet de loi,
adopté par la Chambre des députés,
portant suppression des Conseils de guerre permanents,
dans les armées de terre et de mer,
et des tribunaux maritimes.**

(Sénat, séance du 17 juin 1909, Documents parlementaires, n° 144.)

.
ART. 25.— Il est ajouté au Code pénal un livre V, ainsi conçu :

LIVRE V DU CODE PENAL

Des infractions commises par les militaires ou marins et antérieurement prévues et réprimées par les lois du 9 juin 1857 et du 4 juin 1858.

SECTION PREMIÈRE

ART. 485. — Est puni d'un emprisonnement de deux mois à un an tout individu considéré comme insoumis en vertu des lois sur le recrutement des armées de terre et de mer.

ART. 486. — Est puni de six mois à deux ans d'emprisonnement tout militaire qui vend un cheval, une bête de somme ou de trait appartenant au service de l'armée, tout militaire ou marin qui vend des effets d'armement, d'équipement ou d'habillement, des munitions ou tout autre objet à lui confié pour le service. — Est puni de la même peine tout militaire ou marin qui, sciemment, achète ou recèle lesdits effets. — La peine est de trois mois à six mois d'emprisonnement s'il s'agit d'effets composant le sac du marin.

ART. 487. — Est puni de trois mois à un an d'emprisonnement tout militaire ou marin : — 1° Qui dissipe ou détourne les armes, munitions, effets et autres objets à lui remis pour le service ; — 2° Qui, acquitté du fait de désertion, ne représente pas le cheval ou la bête de somme ou de trait qu'il aurait emmené, ou les armes ou effets qu'il aurait emportés.

ART. 488. — Est puni de six mois à un an d'emprisonnement tout militaire ou marin qui met en gage tout ou partie de ses effets d'armement, d'équipement, d'habillement ou tout autre objet à lui confié pour le service. La peine est de deux mois à quatre mois d'emprisonnement s'il s'agit d'effets composant le sac des marins.

ART. 489. — Tout individu qui achète, recèle ou reçoit en gage des armes, munitions, effets d'habillement, de grand ou de petit équipement, effets composant le sac du marin, ou tout autre objet militaire, dans des cas autres que ceux où les règlements autorisent leur mise en vente, est puni de la même peine que l'auteur du délit.

ART. 490. — Le détournement des armes et des munitions appartenant à l'Etat, celui de l'argent de l'ordinaire, de la solde, des deniers ou effets quelconques appartenant à des militaires ou marins ou à l'Etat, ou à des individus embarqués sur un bâtiment de l'Etat, ou à la caisse des invalides de la marine, est puni de la réclusion lorsqu'il est commis par des militaires ou marins qui en sont comptables.

ART. 491. — Le vol des armes et des munitions appartenant à l'Etat, celui des chevaux, des bêtes de somme ou de trait employés au service de l'armée, celui de l'argent de l'ordinaire, de la solde, des deniers ou effets quelconques appartenant à des militaires ou marins ou à l'Etat, ou à des individus embarqués sur un bâtiment de l'Etat ou à la caisse des invalides de la marine est puni de deux à cinq ans de prison lorsqu'il est commis par des militaires ou marins. — Si le coupable est officier, il est puni de la destitution et d'un emprisonnement de deux à cinq ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. — Est puni de deux à cinq ans de prison tout militaire ou marin qui commet un vol au préjudice de l'habitant chez lequel il est logé. — Les dispositions du présent code sont applicables aux vols prévus par les paragraphes précédents toutes les fois qu'en raison des circonstances les peines qui y sont portées sont plus fortes que les peines prescrites par le présent article.

ART. 492. — Est puni de trois mois à trois ans d'emprisonnement tout militaire ou marin qui, volontairement, détruit ou brise des armes, des effets de campement, de casernement, d'équipement ou d'habillement appartenant à l'Etat, soit que ces objets lui eussent été confiés pour le service, soit qu'ils fussent à l'usage d'autres militaires ou marins ; tout militaire qui estropie ou tue un cheval ou une bête de trait ou de somme employé au service de l'armée ; tout marin qui, à bord d'un bâtiment de l'Etat, rend impropres à un service immédiat des armes,

manœuvres, agrès, pièces de machines ou autres objets de navigation. — Si le coupable est officier, il est puni de la destitution et d'un emprisonnement d'un an à trois ans ou de l'une de ces deux peines seulement. Est puni d'un emprisonnement de deux mois à six mois tout marin qui, volontairement, détruit, lacère ou jette à la mer des effets entrant dans la composition de son sac. — Est puni d'un emprisonnement de six mois à un an, tout marin, tout individu embarqué sur un bâtiment de l'Etat qui, volontairement, détruit, lacère ou jette à la mer des effets entrant dans la composition du sac du marin, tout individu qui, dans les ports, arsenaux et établissements de la marine, se rend coupable de l'un des faits prévus par le paragraphe premier du présent article, tout individu au service de la marine qui, volontairement, détruit, lacère ou met hors de service des bois, métaux, toiles ou autres matières à lui confiées pour être travaillées, est puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

ART. 493. — Est puni de cinq à dix ans d'emprisonnement tout militaire ou marin qui, dans un but coupable, détruit ou fait détruire des moyens de défense, tout ou partie d'un matériel de guerre, des approvisionnements en armes, vivres, munitions, effets de campement, d'équipement ou d'habillement ou des objets du matériel naval. — La peine sera celle des travaux forcés à perpétuité, si l'acte accompli a eu pour but et pour effet soit de rendre impropre au service un bâtiment de guerre, soit de mettre hors d'état de défense une place forte, un fort ou tout ouvrage fortifié. — En outre des peines portées ci-dessus, le coupable, s'il est officier, est puni de la dégradation militaire.

ART. 494. — Tout individu coupable d'avoir, sans autorisation, allumé ou tenu allumé un feu hors du lieu destiné à cet usage soit dans les ports, arsenaux et établissements de la marine, soit à bord d'un bâtiment de servitude ou d'un bâtiment désarmé est puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans. — Est puni de six mois à deux ans d'emprisonnement tout individu coupable d'avoir, par négligence, occasionné un incendie dans les rades, ports, arsenaux et établissements de la marine.

ART. 495. — Tout pilote coupable d'avoir perdu volontairement un bâtiment de l'Etat ou un navire de commerce convoyé est puni des travaux forcés à perpétuité ; si c'est par négligence, d'un emprisonnement de six mois à deux ans. S'il a échoué volontairement le bâtiment, il est puni de la réclusion ; si c'est par négligence, d'un emprisonnement de trois mois à un an. S'il a abandonné le bâtiment après s'être chargé de le conduire, il est puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et si

l'abandon a eu lieu en présence d'un danger imminent, l'emprisonnement est de cinq à dix ans.

ART. 496. — Tout capitaine d'un navire de commerce français qui, sans motifs légitimes, ne prête pas assistance à un bâtiment de l'Etat dans la détresse est puni d'un emprisonnement de un mois à un an. Si une ou plusieurs personnes ont péri par défaut d'assistance, la peine est de six mois à cinq ans d'emprisonnement.

ART. 497. — Tout individu employé dans les ateliers de la marine, qui y fabrique des ouvrages pour son compte ou pour le compte d'autrui est puni d'un emprisonnement de deux mois à six mois, sans préjudice des peines portées contre le vol s'il a employé des matières appartenant à l'Etat. — Les ouvrages fabriqués sont confisqués.

ART. 498. — Tout individu qui n'est ni marin, ni militaire, mais employé dans un établissement maritime, et qui refuse d'obéir lorsqu'il est commandé pour un service dans un incendie ou un autre danger menaçant la sûreté de l'établissement dans lequel il est employé est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans.

ART. 499. — Tout individu qui, au moyen d'une embarcation, favorise l'évasion du bord de marins ou autres individus embarqués sur un bâtiment de l'Etat est puni d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

ART. 500. — Est puni des travaux forcés à temps tout militaire ou marin, tout administrateur ou comptable militaire qui porte sciemment sur les rôles, les états de situation ou de revue un nombre d'hommes, de chevaux ou de journées de présence au delà de l'effectif réel, qui exagère le montant des consommations ou commet tout autre faux dans ses comptes.

ART 501. — Est puni de six mois à deux ans d'emprisonnement tout militaire ou marin, tout administrateur ou comptable militaire qui fait sciemment usage dans son service de faux poids ou de fausses mesures.

ART. 502. — Est puni de la réclusion tout militaire ou marin, tout administrateur ou comptable militaire qui contrefait ou tente de contrefaire les sceaux, timbres ou marques militaires destinés à être apposés soit sur les actes ou pièces authentiques relatifs au service militaire, soit sur des effets ou objets quelconques appartenant à l'Etat, ou qui en fait sciemment usage.

ART. 503. — Est puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans tout militaire ou marin, tout administrateur ou comptable militaire qui, s'étant procuré les vrais sceaux, timbres ou marques ayant l'une des destinations indiquées à l'article pré-

cèdent, en fait ou tente d'en faire une application frauduleuse ou un usage préjudiciable aux droits ou aux intérêts de l'Etat ou des militaires ou marins.

ART. 504. — Est puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans tout militaire ou marin, tout administrateur ou comptable militaire coupable de l'un des crimes de corruption ou de contrainte prévus par les articles 177 et 179.

ART 505. — Les militaires ou marins qui se rendent coupables des crimes ou délits prévus par les articles 169, 170, 174 et 175 sont punis des peines portées auxdits articles.

ART. 506. — Est puni d'un emprisonnement de un an à cinq ans tout militaire ou marin, tout administrateur ou comptable militaire qui falsifie ou fait falsifier des substances confiées à sa garde ou placées sous sa surveillance, ou qui, sciemment, distribue ou fait distribuer lesdites substances. — S'il s'agit de matières, denrées ou liquides destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux, la peine est de cinq à dix ans d'emprisonnement. — Cette dernière peine est également prononcée contre tout militaire ou marin, tout administrateur ou comptable militaire qui, sciemment, distribue ou fait distribuer des viandes provenant d'animaux atteints de maladies contagieuses, ou des matières, substances, viandes, denrées ou liquides corrompus ou nuisibles à la santé.

ART. 507. — Toute réquisition de l'autorité civile doit être adressée au commandant d'armes et, si elle doit entraîner un déplacement de troupes dans un rayon de plus de dix kilomètres, au général commandant la subdivision. — Tout commandant d'armes ou de subdivision, légalement saisi d'une réquisition, qui aura refusé ou se sera abstenu de faire agir les forces à ses ordres, sera puni de la destitution et d'un emprisonnement d'un an à deux ans ou de l'une de ces deux peines seulement. — L'article 234 du présent code est abrogé.

SECTION II

ART. 508. — Est considéré comme déserteur à l'intérieur : — 1° Six jours après celui de l'absence constatée, tout militaire ou marin qui s'absente sans autorisation du corps, détachement ou bâtiment auquel il est affecté ; néanmoins, si le soldat ou marin n'a pas trois mois de service, il ne peut être considéré comme déserteur qu'après un mois d'absence ; — 2° Tout militaire ou marin voyageant isolément d'un corps ou d'un point à un autre ou dont le congé ou la permission est expiré et qui, dans les quinze

jours qui suivent celui qui a été fixé pour son retour ou son arrivée au corps, ne s'y est pas présenté ; — 3° Tout marin qui, en France, se trouve absent sans permission au moment du départ du bâtiment auquel il appartient, encore qu'il se soit présenté à l'autorité avant l'expiration des délais ci-dessus fixés.

ART 509. — Tout militaire ou marin coupable de désertion à l'intérieur en temps de paix est puni de six mois à trois ans d'emprisonnement. Si le coupable est officier, il est puni de la destitution et d'un emprisonnement de six mois à trois ans ou de l'une de ces deux peines seulement. — La peine ne peut être moindre d'un an d'emprisonnement dans les circonstances suivantes : — 1° Si le coupable a emporté une de ses armes, un objet d'équipement ou d'habillement, ou s'il a emmené un cheval, une bête de trait ou de somme employé au service de l'armée, ou si, étant marin, il s'est emparé d'une embarcation appartenant à l'Etat ; — 2° S'il a déserté étant de service ; — 3° S'il a déserté antérieurement.

ART. 510. — Est déclaré déserteur à l'étranger trois jours après celui de l'absence constatée, tout militaire ou marin qui franchit sans autorisation les limites du territoire français, ou qui, hors de France, abandonne le corps ou le bâtiment auquel il appartient. Est également réputé déserteur à l'étranger tout marin qui, hors de France, se trouve absent sans permission au moment du départ du bâtiment auquel il appartient, encore qu'il se soit présenté à l'autorité avant l'expiration du délai ci-dessus fixé.

ART. 511. — Tout militaire ou marin coupable de désertion à l'étranger est puni de deux à cinq ans d'emprisonnement. Si le coupable est officier, il est puni de la destitution et d'un emprisonnement de deux à cinq ans ou de l'une de ces deux peines seulement. — L'emprisonnement ne peut être moindre de trois ans dans les circonstances suivantes : — 1° Si le coupable a emporté une de ses armes, un objet d'habillement ou d'équipement, ou s'il a emmené un cheval, une bête de trait ou de somme employé au service de l'armée, ou si, étant marin, il s'est emparé d'une embarcation appartenant à l'Etat ; — 2° S'il a déserté étant de service ; — 3° S'il a déserté antérieurement. — Dans tous les cas de désertion d'un marin le jugement prononce la confiscation des sommes dues par l'Etat au déserteur et celle des parts de prises qui pourraient revenir à ce déserteur.

ART. 511 *bis*. — Tout militaire prévenu de s'être rendu impropre au service militaire, soit d'une manière temporaire, soit d'une manière permanente, dans le but de se soustraire aux obligations imposées par la loi de recrutement, encourra une

peine d'emprisonnement d'un mois à un an. Les complices seront punis des mêmes peines.

ART. 512. — Est réputée désertion avec complot toute désertion effectuée de concert par plus de deux militaires ou marins.

ART. 513. — Le chef du complot de désertion à l'étranger est puni de cinq à dix ans d'emprisonnement et, s'il est officier, de la destitution et d'un emprisonnement de cinq à dix ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. — Le chef du complot de désertion à l'intérieur est puni de trois à cinq ans d'emprisonnement et, s'il est officier, de la destitution et d'un emprisonnement de trois à cinq ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. — Dans tous les autres cas, le coupable de désertion avec complot est puni du maximum de la peine portée aux articles 509 et 511 qui précèdent.

ART. 514. — Tout militaire, tout marin, tout assimilé aux militaires ou marins qui provoque ou favorise la désertion est puni de la peine encourue par le déserteur. — Tout autre individu qui provoque ou favorise la désertion est puni d'un emprisonnement de deux mois à trois ans. — Sont considérés comme provoquant ou favorisant la désertion dans les termes du paragraphe précédent ceux qui emploient les moyens énoncés à l'article 60 du présent code. Ils ne pourront être déférés qu'aux tribunaux de droit commun.

ART. 515. — Tout militaire ou marin qui, étant en faction ou en vedette, abandonne son poste sans avoir rempli sa consigne est puni d'un emprisonnement de deux mois à un an. — L'emprisonnement pourra s'élever jusqu'à cinq ans si l'abandon a eu lieu à bord d'un bâtiment de l'Etat dans un incendie ou abordage, un échouage ou une manœuvre intéressant la sûreté du bâtiment.

ART. 516. — Tout militaire ou marin qui, étant de faction ou en vedette ou de quart, est trouvé endormi est puni de deux mois à six mois d'emprisonnement.

ART. 517. — Tout militaire ou marin qui abandonne son poste ou son quart est puni de deux mois à six mois d'emprisonnement. — Si le coupable est chef de poste ou de quart, le maximum de la peine lui est toujours appliqué.

ART. 518. — Sont considérés comme en état de révolte et punis d'un emprisonnement de cinq à dix ans : — 1^o Les militaires ou marins sous les armes qui, au nombre de quatre au moins et agissant de concert, refusent à la première sommation, d'obéir aux ordres de leurs chefs ; — 2^o Les militaires ou marins qui, au nombre de quatre au moins, prennent les armes sans autorisation et agissent contre les ordres de leurs chefs ; — 3^o Les mili-

taires ou marins qui, au nombre de quatre au moins, se livrent à des violences en faisant usage de leurs armes et refusent, à la voix de leurs supérieurs, de se disperser ou de rentrer dans l'ordre. S'ils se livrent à des violences sans faire usage de leurs armes, ils sont punis de deux à cinq ans d'emprisonnement et, s'ils sont officiers, de la destitution et d'un emprisonnement de deux à cinq ans ou de l'une de ces deux peines seulement. -- Dans tous les cas prévus par le présent article, la peine de cinq à dix ans d'emprisonnement n'est infligée qu'aux instigateurs ou chefs de révolte et au militaire ou marin le plus élevé en grade. Les autres coupables sont punis de deux à cinq ans d'emprisonnement, et s'ils sont officiers, de la destitution et d'un emprisonnement de deux à cinq ans ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 519. — Est puni d'un emprisonnement de un à deux ans tout militaire ou marin qui refuse d'obéir à un ordre de service; si le coupable est officier, il est puni de la destitution et d'un emprisonnement de un à deux ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. — L'emprisonnement pourra s'élever jusqu'à cinq ans si le refus d'obéissance a lieu à bord d'un bâtiment de l'Etat, dans un incendie, un abordage, un échouage ou une manœuvre intéressant la sûreté du bâtiment.

ART. 520. — Est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans tout militaire ou marin qui viole ou force une consigne. — L'emprisonnement pourra s'élever jusqu'à cinq ans, si la consigne a été violée ou forcée à bord d'un bâtiment de l'Etat dans un incendie, un abordage, un échouage ou une manœuvre intéressant la sûreté du bâtiment, ou bien à l'intérieur d'un arsenal ou d'une forteresse.

ART. 521. — Est puni de cinq à dix ans d'emprisonnement tout militaire ou marin coupable de violence à main armée envers une sentinelle ou vedette. — Si les violences n'ont pas eu lieu à main armée et ont été commises par un militaire ou marin assisté d'une ou plusieurs personnes, la peine est de deux à cinq ans d'emprisonnement. Si parmi les coupables il se trouve un officier, il est puni de la destitution et d'un emprisonnement de deux à cinq ans ou de l'une de ces deux peines seulement. — La peine est réduite à un emprisonnement de six mois à deux ans, si les violences ont été commises par un militaire ou marin seul et sans armes. — Est puni de six jours à six mois d'emprisonnement tout militaire ou marin qui insulte une sentinelle par paroles, gestes ou menaces.

ART. 522. — Les voies de fait exercées pendant le service ou à l'occasion du service par un militaire ou marin envers son supé-

rieur sont punies d'un emprisonnement de cinq à dix ans et, si le coupable est officier, de la destitution et d'un emprisonnement de cinq à dix ans ou de l'une de ces deux peines seulement. Toutefois, si, par les circonstances dans lesquelles elles ont été commises ou par leurs conséquences, elles constituent l'une des infractions prévues par les articles 231 et 232 du présent code, elles sont punies des peines portées auxdits articles. — L'article 605, 8°, du code du 3 brumaire an IV est inapplicable aux violences commises par un militaire ou marin envers son supérieur.

ART. 523. — Si les voies de fait commises par un militaire ou marin envers son supérieur n'ont pas été exercées pendant le service ou à l'occasion du service, elles sont punies d'un emprisonnement de un à cinq ans et, si le coupable est officier, de la destitution et d'un emprisonnement de un à cinq ans ou de l'une de ces deux peines seulement. Néanmoins si, par les circonstances dans lesquelles elles ont été commises ou par leurs conséquences, elles constituent une infraction plus sévèrement punie par les articles 309, 310 et 311 du présent code, elles sont punies des peines portées auxdits articles.

ART. 524. — Est puni de deux ans à cinq ans d'emprisonnement tout militaire ou marin qui frappe son inférieur. Si le coupable est officier, il sera puni de la destitution et d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. — Toutefois, lorsque les violences auront entraîné l'une des conséquences prévues par les articles 309 et 310 du présent code, les pénalités édictées par lesdits articles seront appliquées au coupable.

ART. 525. — Tout militaire ou marin qui se sera rendu coupable envers son supérieur ou son inférieur des crimes prévus par les articles 295, 296, 297, 298, 301, 302 (§ 1^{er}), 303 et 304 du présent code sera puni des peines portées auxdits articles.

ART. 526. — Tout militaire ou marin qui, pendant le service ou à l'occasion du service, outrage son supérieur par paroles, écrits, gestes ou menaces, ou qui commet un outrage au drapeau ou à l'armée, est puni de six mois à cinq ans d'emprisonnement. Si le coupable est officier, il sera puni de la destitution et d'un emprisonnement de six mois à cinq ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. — Si les outrages n'ont pas eu lieu pendant le service ou à l'occasion du service, la peine est de deux mois à deux ans d'emprisonnement. — Dans tous les cas prévus au présent livre, le militaire ou marin présent à bord d'un bâtiment de l'Etat est toujours considéré comme en service.

ART. 527. — Les militaires ou marins coupables de rébellion sont punis des peines édictées par les articles 210, 211 et 212 du

présent code. — Le maximum de la peine est toujours infligé aux instigateurs ou chefs de rébellion, ou au militaire ou marin le plus élevé en grade.

SECTION III

ART. 528. — Tout officier général ou chef de division, tout commandant qui a perdu un bâtiment de l'Etat placé sous ses ordres ou qui a occasionné la perte de ce bâtiment est obligatoirement mis en jugement et puni : — 1^o Des travaux forcés à perpétuité, s'il a agi volontairement, sans préjudice de l'application de l'article 304 du code pénal, si une ou plusieurs personnes ont péri ; — 2^o De la destitution, si le fait a été le résultat de sa négligence.

ART. 529. — Tout officier en second ou chef de quart, tout individu embarqué, coupable d'avoir occasionné la perte d'un bâtiment de l'Etat, est obligatoirement mis en jugement et puni ; — 1^o Des travaux forcés à perpétuité s'il a agi volontairement, sans préjudice de l'application de l'article 304 du code pénal, si une ou plusieurs personnes ont péri ; — 2^o De la destitution et d'un emprisonnement de six mois à cinq ans, ou de l'une de ces deux peines seulement, s'il est officier et si le fait ne résulte que de sa négligence. — Si le coupable n'est pas officier et que le fait ne soit dû qu'à la négligence, la peine sera de six mois à trois ans d'emprisonnement.

ART. 530. — Tout commandant d'une portion quelconque des forces navales de la République qui abandonne son commandement dans une circonstance périlleuse, tout commandant d'un bâtiment de l'Etat qui, sciemment et volontairement, en cas de perte de son bâtiment, ne l'abandonne pas le dernier, est puni des travaux forcés à perpétuité. — Est puni d'un emprisonnement de un mois à un an tout commandant d'un bâtiment de l'Etat qui, sans motifs légitimes, ne prête pas assistance à un autre bâtiment dans la détresse. Si une ou plusieurs personnes ont péri par défaut d'assistance, la peine est de six mois à cinq ans d'emprisonnement.

ART. 531. — Tout officier de la marine militaire chargé de la conduite d'un convoi, coupable de l'avoir abandonné volontairement, est puni de la destitution et d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. — Si, par suite de sa négligence, l'officier chargé de la conduite d'un convoi s'est trouvé séparé de tout ou partie des bâtiments confiés à son escorte, il est puni d'un emprisonnement de un mois à un an.

ART 532. — Tout commandant d'une portion quelconque des forces navales de la République qui n'a pas rempli la mission dont il était chargé est, s'il a agi volontairement, puni de la destitution et d'un emprisonnement de trois mois à trois ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. — Tout officier embarqué sur un bâtiment de l'Etat, coupable de s'être écarté volontairement des ordres reçus et d'avoir, par là, fait échouer la mission dont il était chargé, est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans.

ART. 533. — Tout commandant d'une portion quelconque des forces navales de la République, coupable de s'être séparé volontairement de son chef, est puni de la destitution et d'un emprisonnement de trois mois à trois ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. — Lorsque la séparation a été seulement le résultat de sa négligence il est puni d'un emprisonnement de un mois à un an.

ART. 534. — Tout individu embarqué sur un bâtiment de l'Etat qui, au moment du naufrage, abandonne sans ordre le bâtiment, est puni d'un emprisonnement de un à deux ans. S'il est officier, il est puni de la destitution et d'un emprisonnement de deux à cinq ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. — Est puni d'un emprisonnement de un mois à un an tout individu porté au rôle d'équipage d'un bâtiment de l'Etat ou d'un navire convoyé, coupable de s'être servi sans autorisation d'une embarcation appartenant à un bâtiment de l'Etat ou à un navire convoyé au mouillage.

ART. 535. — Tous individus embarqués sur un bâtiment de l'Etat coupables d'avoir formé un complot contre l'autorité du commandant ou contre la sûreté du bâtiment sont punis d'un emprisonnement de cinq à dix ans.

SECTION IV

ART. 536. — Toute condamnation à une peine d'emprisonnement prononcée contre un officier pour l'un des délits prévus par les articles 401, 402, 403, 405, 406, 407, 408, 491 entraîne la perte du grade.

ART. 537. — Lorsque la peine de l'amende est prononcée contre des militaires ou marins, les juges peuvent, par une disposition spéciale, remplacer cette peine par un emprisonnement de six jours à deux mois. Cet emprisonnement se cumule avec les autres peines prononcées et est subi indépendamment de celles-ci.

.



BIBLIOGRAPHIE

- Lieutenant AULX. — Le vol militaire et sa répression. Thèse, Paris, 1906, 1 vol. in-8°, Berger-Levrault.
- P. ARKOLLET. — Organisation et procédure de la justice militaire en Allemagne. 1 vol. in-8°, Paris, Rousseau, 1907.
- C^{te} AUGIER et GUSTAVE LE POITTEVIN. — Traité théorique et pratique de droit pénal militaire. 2 vol. in-8°, Paris, Larose, 1905.
- H. BARBOUX. — Projet de réforme de la juridiction militaire. *Revue politique et parlementaire*, octobre 1899.
- G^r F. DU BABAIL. — La justice militaire. *Revue Mame*, 9 juillet 1905.
- F. BASSIREUX. — La justice militaire. 1 vol. in-8°, Caen, Brunet, 1907.
- G. BOCHNOLS. — Justice militaire. *Revue de Paris*, 1^{er} mai 1907.
- La suppression des conseils de guerre. 1 vol. in-8°, Pedone, 1907.
- A propos des conseils de guerre. 1 vol. in-8°, Pedone, 1907.
- CHASSON. — Justice militaire pour l'armée de terre.
- CLERGET-VAUCOULEURS. — Réforme des conseils de guerre et des conseils de révision en temps de paix et projet de loi portant réforme du code de justice militaire pour l'armée de terre déposé à la Chambre dans la séance du 24 mai 1901. Thèse, Dijon, 1902, 1 vol. in-8°.
- J. DIETZ. — Voir *Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1899.
- DIETZ et SÉLIGMANN. — Voir *Bulletin de la société de législation comparée*, mars 1900.
- VICTOR FOUCHER. — Commentaire sur le code de justice militaire pour l'armée de terre. 1 vol. in-8°, Paris, 1858.
- VICTOR FOUCHER. — Réforme des conseils de guerre et révision de la jurisprudence militaire. 1 vol. in-8°, 1895.
- Capitaine G. JOURN. — Des infractions militaires d'involonté et de désertion. Thèse, Paris, 1903, 1 vol. in-8°.

- LALOË. — Observations sur la compétence des conseils de guerre. 1 vol. 1898.
- LECLERC DE FOUROLLES. — Le code de justice militaire interprété par la doctrine et la jurisprudence. 1 vol in-8°, 1899.
- GUSTAVE LE POITEVIN. — Voyez Augier et Gustave Le Poittevin.
- LEREDU. — Réforme du code de justice militaire. *Revue pénitentiaire*, janvier 1900.
- Lieutenant P. MANCEAU. — Les insoumis aux lois militaires. Thèse Paris, Giard et Brière, 1905. 1 vol. in-8°.
- GAËTAN MOISAND. — Faut-il supprimer les conseils de guerre ? *France judiciaire*, 22 février 1908.
- VICTOR MOLINIER. — Etudes juridiques et pratiques sur le nouveau code de justice militaire. 1 vol. in-8°, Toulouse, 1860.
- LÉON MENTION. — L'armée de l'ancien régime de Louis XIV à la Révolution. 1 vol. in-8°, Paris, Société française d'éditions d'art.
- NICOLAS. — Commentaire complet du code de justice militaire pour les armées de terre et de mer. 1 vol. in-8°, Paris, 1898.
- A. OUDIN. — Des modifications nécessaires dans l'organisation des conseils de guerre en temps de paix. Thèse, Paris, 1901, 1 vol. in-8°, Rousseau.
- Général PÉDOYA. — La réforme des conseils de guerre. 1 vol. in-8°, Paris, Lavauzelle.
- PERNOT. — Des conseils de guerre et des réformes dont ils seraient susceptibles. 1 vol. 1901.
- PRADIER-FODÉRÉ. — Commentaire de la loi de 1857. 1 vol. in-8°, Paris, 1873.
- SELIGMANN. — Voyez Dietz et Seligmann.
- H. SÉREAU. — Les conseils de guerre de l'armée de terre. Leur composition. Réformes. Thèse, Paris, 1901, 1 vol. in-8°.
- PIERRE SORTAIS. — Des délits militaires et de leur répression. Etude théorique et critique. Thèse, Paris, 1900, 1 vol. in-8°.
- ANDRÉ TAILLEFER. — La justice militaire dans l'armée de terre en France et dans les principaux pays. Thèse, Paris, 1895, 1 vol. in-8°, Larose.
- VIGIER. — Effets du sursis au point de vue militaire. Thèse, Paris, 1900, 1 vol. in-8°.
- A. WILHELM. — Commentaire théorique et pratique du code de justice militaire et maritime en France, à la mer et aux colonies. 1 vol. in-4°, Larose, 1897.
-

PRINCIPAUX PROJETS

et propositions de loi tendant à une réforme générale de la législation répressive dans l'armée.

Proposition de loi tendant à modifier le code de justice militaire (adoucissement en temps de paix des articles 221, 222 et 223 du code du 9 juin 1857), présentée par M. Pierre Richard, député. Chambre des députés, 4 juillet 1898. Documents parlementaires, 1898. Session ordinaire, n° 157, p. 1531.

Proposition de loi ayant pour objet de supprimer le code militaire et les conseils de guerre, et de soumettre les soldats comme les autres citoyens et avec eux à la même juridiction civile, présentée par MM. Edouard Vaillant, Allard, J.L. Breton, députés, et plusieurs de leurs collègues. Chambre des députés, 25 octobre 1898. Documents parlementaires, 1898. Session extraordinaire, n° 288, p. 97.

Projet de résolution sur la réorganisation de la justice militaire en temps de paix, présenté par M. Mirman, député. Chambre des députés, 4 novembre 1898. Documents parlementaires, 1898. Session extraordinaire, n° 299, p. 104.

Proposition de loi tendant à la suppression des conseils de guerre en temps de paix et à leur réorganisation en temps de guerre sur la base des conseils militaires de l'an III, présentée par MM. Pastre, Zévaës, députés, et plusieurs de leurs collègues. Chambre des députés, 4 novembre 1898. Documents parlementaires, 1898. Session extraordinaire, n° 311, p. 147.

Proposition de loi tendant à modifier les codes de justice militaire, du 9 juin 1857 (armée de terre) et du 4 juin 1858 (armée de mer), présentée par M. Massé, député, et plusieurs de ses collègues. Chambre des députés, 9 juin 1899. Session ordinaire, n° 1019, p. 1668.

Projet de loi sur les modifications à apporter au fonctionnement de la justice militaire, présenté au nom de M. Emile Loubet, président de la République française, par M. le général de Galliffet, ministre de la guerre. Chambre des députés, 14 novembre 1899. Documents parlementaires, 1899. Session extraordinaire, n° 1179, p. 110.

Projet de loi portant réforme du code de justice militaire pour l'armée de terre, présenté, au nom de M. Emile Loubet, pré-

sident de la République française, par M. le général André, ministre de la guerre, et M. Monis, garde des sceaux. Chambre des députés, 24 mai 1901. Documents parlementaires, 1901. Session ordinaire, n° 2360, p. 387.

Projet de loi portant réforme du code de justice militaire pour l'armée de terre, présenté au nom de M. Emile Loubet, président de la République française, par M. le général André, ministre de la guerre, et M. Vallé, garde des sceaux, ministre de la justice. Chambre des députés, 17 octobre 1902. Documents parlementaires, 1902. Session extraordinaire, n° 342, p. 95.

Proposition de loi tendant : 1° à l'abrogation du code de justice militaire et à la suppression des conseils de guerre en temps de paix ; 2° à la réglementation du droit de punir, présentée par MM. Messimy et Maujan, députés. Chambre des députés, 17 octobre 1902. Documents parlementaires, 1902. Session extraordinaire, n° 344, p. 113.

Proposition de loi tendant à modifier les codes de justice militaire du 9 juin 1857 (armée de terre), et du 4 juin 1858 (armée de mer), présentée par MM. Massé, Baudin, députés, et plusieurs de leurs collègues. Chambre des députés, 20 novembre 1902. Documents parlementaires, 1902. Session extraordinaire, n° 470, p. 303.

Proposition de loi ayant pour objet : 1° de supprimer le code militaire et les conseils de guerre, et de soumettre les soldats comme les autres citoyens, et avec eux, à la juridiction civile ; 2° d'enlever aux officiers de grade inférieur et aux sous-officiers le droit de punir disciplinairement, présentée par MM. Edouard Vaillant, Allard, députés, et plusieurs de leurs collègues. Chambre des députés, 19 mai 1903. Documents parlementaires, 1903. Session ordinaire, n° 908, p. 463.

Proposition de loi sur la réorganisation des conseils de guerre, présentée par M. Clémenceau, sénateur, Sénat, 11 juin 1903. Documents parlementaires, 1903. Session ordinaire, n° 173, p. 452.

Projet de loi tendant à la réforme des conseils de guerre, présenté, au nom de M. le Président de la République, par M. Berteaux, ministre de la guerre, M. Thomson, ministre de la marine et M. Chaumié, garde des sceaux. Chambre des députés, 17 mars 1905.

Proposition de loi tendant à soumettre, en temps de paix, aux

juridictions répressives civiles les infractions aux codes de justice militaire et maritime, les contraventions, délits et crimes commis par les officiers de tous grades, les sous-officiers et les soldats des armées de terre et de mer, présentée par MM. César Trouin et Chanoz, députés. Chambre des députés, 26 juin 1906. Documents parlementaires, 1906. Session ordinaire, n° 150, p. 710.

Proposition de loi tendant à modifier les codes de justice militaire du 9 juin 1857 (armée de terre) et du 4 juin 1858 (armée de mer), présentée par M. Massé, député. Chambre des députés, 15 juin 1906. Documents parlementaires, 1906. Session ordinaire, n° 115, p. 597.

Proposition de loi tendant à la suppression des conseils de guerre en temps de paix, présentée par M. Drelon, député. Chambre des députés, 5 novembre 1906. Documents parlementaires, 1906. Session extraordinaire, n° 389.

Projet de loi portant suppression des conseils de guerre permanents, des tribunaux maritimes, des établissements pénitentiaires militaires, présenté, au nom de M. le Président de la République française, par M. Guyot-Dessaigne, garde des sceaux, M. le général Picquart, ministre de la guerre, M. Thomson, ministre de la marine. Chambre des députés, 1907. Documents parlementaires, 1907. Session ordinaire, n° 673.

Projet de loi ayant pour objet : 1° de supprimer le code militaire et les conseils de guerre, et de soumettre les soldats comme les autres citoyens et avec eux à la même juridiction civile ; 2° d'enlever aux officiers de grade inférieur et aux sous-officiers le droit de punir disciplinairement, présentée par MM. Edouard Vaillant, Poulain, Allard, députés, et plusieurs de leurs collègues. Chambre des députés, 10 février, 1908. Documents parlementaires, 1908. Session ordinaire, numéro 1502, p. 128.

Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant suppression des conseils de guerre permanents dans les armées de terre et de mer, et des tribunaux maritimes, présenté, au nom de M. Armand Fallières, président de la République française, par M. Aristide Briand, garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, M. le général Picquart, ministre de la guerre, M. Alfred Picard, ministre de la marine. Sénat, 17 juin 1909. Documents parlementaires, 1909. Session ordinaire, n° 144, p. 235.

Proposition de loi sur la réorganisation des conseils de guerre, présentée par M. le général Langlois, sénateur. Sénat, 29 juin 1909. Documents parlementaires, 1909. Session ordinaire, numéro 170, p. 345.

Proposition de loi, tendant à la suppression des conseils de guerre, présentée par M. Paul Gauzy, sénateur. Sénat, 1909. Documents parlementaires, 1909. Session extraordinaire, numéro 250, p. 1.

TABLE DES MATIERES

	Pages.
INTRODUCTION	4
Projets de réforme de la justice militaire	4
La question pénale : infractions commises à l'armée	7
Position de la question traitée et esprit de la présente étude	9
Plan général de l'ouvrage	13
Réflexions sur la question des juridictions militaires	15
 CHAPITRE PREMIER. — La législation pénale militaire.	 17
La loi pénale militaire et la loi commune	17
Les codes de justice militaire du 9 juin 1857 et du 4 juin 1858.	19
Origine des codes militaires : rapports avec les lois spéciales antérieures et avec le code pénal.	20
Caractères de la partie pénale du code militaire.	22
But et utilité des codes militaires.	28
Réformes législatives apportées aux codes militaires depuis 1857 et 1858	34
 CHAPITRE II. — Des différentes catégories d'infractions qui se peuvent commettre à l'armée	 36
Ce qu'il faut entendre par « infractions militaires »	36
Infractions essentiellement militaires	41
Infractions de droit commun commises à l'armée	50
Infractions de droit commun spécialement prévues et punies par les lois militaires	52
 CHAPITRE III. — Des circonstances aggravantes	 57
Eléments constitutifs et éléments accessoires aggravants des crimes et des délits.	57
Théorie générale des circonstances aggravantes légales	59
Les lois pénales militaires : circonstances aggravantes d'ordre militaire	63

CHAPITRE IV. — Des infractions de droit commun spécialement prévues par les lois militaires sans aggravation de peines .	68
Cas dans lesquels la loi militaire prévoit des peines moindres que le code pénal (usurpation d'uniformes, mise en gage d'objets militaires confiés à des militaires pour le service). . .	69
Cas dans lequel la loi militaire applique purement et simplement les dispositions du code pénal (évasion de prisonniers).	75
Cas dans lesquels la loi militaire prononce la même peine que le code pénal (rébellion, corruption, faux, destruction d'actes et d'écrits originaux de l'autorité militaire, abus d'autorité)	76
CHAPITRE V. — Des rapports de certaines infractions contre le devoir militaire avec le droit commun.	82
La discipline militaire : ses caractères, sa nécessité, les moyens de la maintenir	82
Voies de fait, outrages, insultes commises à l'armée	88
Les voies de fait en droit commun : théorie des deux ordres d'aggravation	89
Les voies de fait en droit commun : théorie de l'injure réelle.	96
Voies de fait envers un supérieur militaire, délit spécial. . .	102
Voies de fait dans le service ou à l'occasion du service . . .	108
Voies de fait en dehors du service	110
Voies de fait envers un supérieur agissant comme agent de la force publique	111
Outrages envers un supérieur	113
Outrages et voies de fait envers un inférieur.	115
Violences et injures commises par des militaires envers une sentinelle ou vedette	120
CHAPITRE VI. — De l'aggravation des délits de droit commun pour des raisons d'ordre militaire	128
Nature des infractions de droit commun commises à l'armée.	128
Examen spécial du vol militaire	130
Etude critique de la jurisprudence, sur la distinction des infractions militaires et de droit commun	135
Résumé des opinions doctrinales sur la question	143
De l'élément militaire considéré comme cause d'aggravation des crimes et délits de droit commun	145
Section I. — Des causes d'aggravation des crimes et délits de droit commun dans la personne de l'auteur de ces infractions	151
Influence de la qualité de militaire chez l'auteur, sur les infractions commises	151

Raisons tirées du caractère personnel du soldat et de sa situation sociale	154
Raisons tirées de la qualité de membre de l'armée chez le militaire	156
Raisons tirées de la nécessité du maintien de la discipline.	158
De l'influence de l'élévation du grade chez les coupables.	159
Remarque au sujet des engagés et des rengagés	162
Section II. — <i>Des causes d'aggravation d'ordre militaire des crimes et délits de droit commun dans la personne des victimes de ces infractions</i>	163
L'intérêt des victimes en général dans la question de la répression.	163
La situation du soldat à la caserne ; dangers particuliers auxquels il se trouve exposé : vol.	164
Dangers spéciaux courus par les soldats, en présence des actes coupables de leurs chefs	167
Circonstances tenant au nombre des victimes dans les cas de falsification de denrées.	169
Protection spéciale due à l'habitant.	171
Section III. — <i>Des causes d'aggravation d'ordre militaire des crimes et délits de droit commun tenant à la nature et à l'importance du préjudice qu'ils occasionnent</i> . .	174
Place de la notion de préjudice dans la définition et la répression des infractions	174
Causes d'aggravation tenant à la nature du préjudice .	175
Causes d'aggravation tenant à l'importance du préjudice	178
 CHAPITRE VII. — Des conséquences du système de l'aggravation des délits et des crimes de droit commun pour des motifs d'ordre militaire.	183
Application générale des principes du droit commun à toutes les infractions ordinaires même commises dans des conditions militaires	183
Section I. — <i>De la complicité.</i>	186
Théorie générale de la complicité	186
Système spécial de la complicité dans les codes militaires	189
Les conséquences des réformes apportées par le récent projet de loi.	193
La complicité dans la système des circonstances aggravantes militaires	194
Section II. — <i>Des circonstances atténuantes</i>	195
Théorie générale des circonstances atténuantes . . .	195
Régime des circonstances atténuantes dans les lois pénales militaires	199

La réforme de la loi du 19 juillet 1901.	202
Application des circonstances atténuantes aux nouveaux articles du code pénal ajoutés par le projet de loi. — Critique des conséquences du système	204
Section III. — <i>De la récidive</i>	208
Principes généraux de la récidive	208
Système de la récidive dans le code pénal	209
La relégation : loi du 27 mai 1885	210
La récidive dans les codes de justice militaire	211
Conséquences de la réforme introduite par le projet de loi	214
Critique du projet.	216
Section IV. — <i>Du sursis</i>	218
Principes généraux de la loi du 26 mars 1891	218
La loi du 28 juin 1904 rendant le sursis applicable aux militaires. — Examen. — Critique	220
Le nouveau projet de loi. — Exposé et critique.	224
CONCLUSION	227
ANNEXES.	231
Projet de loi portant suppression des Conseils de guerre en temps de paix. (Rédaction de la commission de réforme judiciaire).	231
Projet de loi adopté par la Chambres des députés portant suppression des Conseils de guerre permanents dans les armées de terre et de mer et des tribunaux maritimes.	240
BIBLIOGRAPHIE	251
PRINCIPAUX PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI CONCERNANT LA RÉFORME GÉNÉRALE DE LA LÉGISLATION PÉNALE MILITAIRE	253
TABLE DES MATIÈRES	257

La loi du 10 août 1900	205
Approuvé par le Sénat le 10 août 1900	
Articles du projet de loi	
Critique des dispositions de la loi	206
Section II. — De la conscription	207
Principes généraux de la loi	208
La durée de la conscription	209
La répartition des classes	210
La durée de la conscription	211
La durée de la conscription	212
La durée de la conscription	213
La durée de la conscription	214
La durée de la conscription	215
La durée de la conscription	216
La durée de la conscription	217
La durée de la conscription	218
La durée de la conscription	219
La durée de la conscription	220
La durée de la conscription	221
La durée de la conscription	222
La durée de la conscription	223
La durée de la conscription	224
La durée de la conscription	225
La durée de la conscription	226
La durée de la conscription	227
La durée de la conscription	228
La durée de la conscription	229
La durée de la conscription	230
La durée de la conscription	231
La durée de la conscription	232
La durée de la conscription	233
La durée de la conscription	234
La durée de la conscription	235
La durée de la conscription	236
La durée de la conscription	237
La durée de la conscription	238
La durée de la conscription	239
La durée de la conscription	240
La durée de la conscription	241
La durée de la conscription	242
La durée de la conscription	243
La durée de la conscription	244
La durée de la conscription	245
La durée de la conscription	246
La durée de la conscription	247
La durée de la conscription	248
La durée de la conscription	249
La durée de la conscription	250
La durée de la conscription	251
La durée de la conscription	252
La durée de la conscription	253
La durée de la conscription	254
La durée de la conscription	255
La durée de la conscription	256
La durée de la conscription	257
La durée de la conscription	258
La durée de la conscription	259
La durée de la conscription	260
La durée de la conscription	261
La durée de la conscription	262
La durée de la conscription	263
La durée de la conscription	264
La durée de la conscription	265
La durée de la conscription	266
La durée de la conscription	267
La durée de la conscription	268
La durée de la conscription	269
La durée de la conscription	270
La durée de la conscription	271
La durée de la conscription	272
La durée de la conscription	273
La durée de la conscription	274
La durée de la conscription	275
La durée de la conscription	276
La durée de la conscription	277
La durée de la conscription	278
La durée de la conscription	279
La durée de la conscription	280
La durée de la conscription	281
La durée de la conscription	282
La durée de la conscription	283
La durée de la conscription	284
La durée de la conscription	285
La durée de la conscription	286
La durée de la conscription	287
La durée de la conscription	288
La durée de la conscription	289
La durée de la conscription	290
La durée de la conscription	291
La durée de la conscription	292
La durée de la conscription	293
La durée de la conscription	294
La durée de la conscription	295
La durée de la conscription	296
La durée de la conscription	297
La durée de la conscription	298
La durée de la conscription	299
La durée de la conscription	300

